



# La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



## Causeries août 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

1er août

J'ai reçu quelques courriels sur lesquels nous reviendrons dans quelques jours quand j'aurai réglé des affaires personnelles urgentes. En attendant un camarade s'interroge à juste titre sur l'origine des articles économiques que j'ai mis en ligne et qui proviennent du blog "nouvelordremondial.cc". Je ne dispose pas de plus d'informations. D'après la liste des rubriques qui figurent dans ce blog, je classerais ce blog dans la même catégorie que le Réseau Voltaire.

Ce camarade écrit "*une analyse critique nécessite de savoir clairement à qui l'on a affaire*".

La question est de savoir ce que l'on recherche dans ce genre d'articles et d'autres en général. Je pense qu'il ne faut pas y chercher des analyses ou retenir celles qui y figurent, mais uniquement des faits ou des données précises dont on vérifiera la véracité ailleurs si nécessaire.

Il est parfaitement clair et les camarades doivent en avoir conscience, que si nous disposions d'une organisation, nous utiliserions le matériel contenu dans ces articles pour rédiger nos propres analyses et articles, à défaut d'organisation ou de parti, on fait au mieux en se contentant de diffuser une information pour enrichir les données à la disposition des militants et qui les aideront à parfaire leurs propres analyses.

Ce genre de blogs ou de sites se veut critique par rapport au capitalisme et ses représentants, mais ils ne sont pas animés par des marxistes ou des gens qui ne partagent qu'une partie de notre interprétation du monde, ils sont généralement anticommunistes par ignorance ou intérêt, je dirai qu'ils sont animés par des humanistes ou des démocrates progressistes qui ne vont pas jusqu'au bout de leurs analyses, les conclusions de leurs articles sont du domaine de l'utopie ou ils n'ont aucune alternative au capitalisme à proposer, donc leur idéologie est bourgeoise.

En principe, si le lecteur tient compte des précisions que je viens d'apporter, il ne devrait pas se fourvoyer et reprendre à son compte les analyses qui figurent dans ces articles et dont l'orientation ne correspond pas à l'objet de notre combat ou notre objectif politique. Régulièrement dans le site j'ai mis en garde les lecteurs sur l'utilisation qui pouvait être fait de ce genre d'articles.

Ce camarade aborde ensuite deux questions qui devraient intéresser les militants :

*"J'ai toujours pensé que l'une des tâches prioritaires d'une organisation luttant contre le capitalisme était d'armer théoriquement ses militants sur les questions économiques en produisant régulièrement des analyses économiques à jour, et en formant les militants aux bases économiques pour les aider à comprendre.*

*Je me souviens que dans les années 90, à une époque où je militais encore, j'avais rédigé un document proposant de la manière*

*la plus simple possible une analyse économique du moment montrant l'impasse du capitalisme et la nécessité d'en finir avec ce système économique et politique, sur la base duquel j'abordais des jeunes du patelin où je vivais, et que c'est cette approche, plus que tout discours sur des bases revendicatives ou sur les campagnes du moment décidées par la direction du PT, qui les intéressait. Tu as donc tout à fait raison d'y accorder de l'importance. Il resterait à écrire un document, une sorte de cours d'économie politique, fournissant aux militants les concepts de bases permettant de comprendre clairement les économies monétaires et boursières, les plus ardues mais aussi les plus fondamentales aujourd'hui, et comment elles s'articulent avec les concepts de base de l'économie productive développées par Marx. Si des marxistes formés aux questions économiques voulaient s'y atteler, ce serait un outil incomparable. "*

Si tu as lu mes causeries où je traitais de l'économie, tu as pu constater qu'effectivement on peut aborder cette question très simplement de manière à ce qu'elle soit abordable pour tous les militants et les travailleurs. C'est d'autant plus déterminant que c'est cette question qui alimente toutes les discussions depuis des mois ou les quatre dernières années et que forcément les travailleurs et disons 99% des militants n'y comprennent absolument rien.

De plus les gouvernements à la solde de l'aristocratie financière justifient la politique d'austérité qu'ils appliquent à partir de facteurs économiques, il est donc pratiquement impossible d'aborder la situation sociale avec des travailleurs si l'on n'est pas capable de leur expliquer simplement comment fonctionne le système capitalisme.

Si maintenant on en est incapable, les travailleurs et militants, qui est-il besoin de le rappeler sont toujours subordonnés au capitalisme, se demanderont consciemment ou non si quelque part le gouvernement n'a pas raison, s'il n'a pas des raisons valables qu'ils ignorent, car ce n'est pas avec des slogans ou des arguments à l'emporte-pièce qu'ils comprendront grand chose à l'économie et ce qui motive le gouvernement d'agir de la sorte.

La manière d'aborder la situation par le POI, le NPA et LO est affligeante à plus d'un titre, pour ne pas dire qu'une fois de plus leurs dirigeants sont en dessous de tout. La crise est une aubaine, la dette des Etats permet d'aborder facilement la question des fondements du capitalisme qu'il nous faudra abolir et qui constitue l'objectif du combat du mouvement ouvrier depuis la seconde moitié du XIXe siècle, objectif dévoyé (répartition des richesses, renationalisation partielle ou au compte-gouttes) ou abandonné puisque non relié aux revendications sociales et à la nécessité d'abattre au préalable les institutions de la Ve République.

On est en présence d'un système économique pratiquant l'arbitraire dans le seul but de permettre à une infime minorité d'accumuler toujours plus de capital, un système basé sur le vol, un système voyou et illégitime dont rien ne peut justifier l'existence, un système qui octroie des privilèges (lignes de crédit, création de monnaie, endettement) aux banques et institutions financières, etc. pendant que le chômage de masse continue de se développer, ainsi que la précarité et la pauvreté, pendant que la majorité de la population connaît des conditions de vie et de travail de plus en plus insupportable.

Le pouvoir politique a abdiqué son pouvoir en faveur de la mafia de l'aristocratie financière, l'Etat ou les institutions politiques lui sont acquies. C'est elle qui décide de la valeur de l'habitation que vous voulez acquérir, du taux d'intérêt qui sera appliqué à votre emprunt, du montant de votre salaire, du prix des matières premières, de toutes les marchandises et services dont vous avez besoin, de la durée pendant laquelle vous allez travailler, etc. C'est aussi elle qui décide dans quel pays il doit y avoir la guerre, dans quel pays la population va connaître une famine effroyable, dans quel pays le terrorisme va se développer puisque c'est elle qui l'arme directement, etc.

Bref, l'aristocratie financière concentre tous les pouvoirs et elle bénéficie du droit de vie ou de mort sur les 7 milliards d'habitants de la planète, planète qu'elle s'emploie en plus à pourrir pour compléter le sombre tableau de ses forfaits.

De quel droit ? Voilà la question déterminante, de quel droit. Faut-il la laisser faire en sachant que le pire reste à venir ou faut-il lui confisquer tous ses privilèges, la réduire à l'impuissance pour qu'elle cesse de nuire à l'humanité toute entière ?

Pour revenir sur ton courriel, à travers ta propre expérience de militant, tu as pu constater que ce que je m'acharne à expliquer répondait à un besoin réel, qu'aborder les travailleurs à partir de grandes théories - la plupart transformées en dogmes insipides, ne permettait pas de les aider à comprendre comment fonctionne la société, ce qui vaut pour l'économie est également valable sur le plan social et politique.

Je n'ai malheureusement pas le temps d'écrire un petit manuel d'économie à destination des travailleurs et des militants. Je n'ai même pas le temps de compiler tout ce que j'ai écrit ces derniers temps sur ce sujet, en y mettant de l'ordre on aurait peut-être les grandes lignes d'un tel manuel.

Le capitalisme repose sur quelque chose de si simple à comprendre, de si évident ou banal que personne ne s'en aperçoit ou ne veut le croire, du coup personne n'y comprend rien, ce n'est pas plus compliqué que cela. Que ce système ne soit qu'une vaste escroquerie paraît impensable et pourtant c'est la stricte vérité. Pourquoi faire compliqué pour expliquer l'économie capitaliste quand on peut faire simple ? Si nos dirigeants n'étaient pas si étrangers à la classe ouvrière, s'ils étaient en mesure de prendre conscience de leurs besoins et de leur état d'esprit, on n'aurait pas besoin d'aborder de la sorte ce genre de questions.

Ce camarade abordait une autre question essentielle.

"L'autre point fondamental, que tu abordes régulièrement, est celui de la place de l'Etat et de la prise du pouvoir. Il est curieux de constater que ce sont 2 points qui étaient abordés dans la formation marxiste que j'ai eue lorsque je suis entré à l'OCI dans les années 70 et considérés comme fondamentaux à l'époque, et que ce sont généralement ceux les plus occultés par les organisations se réclamant du mouvement ouvrier aujourd'hui alors qu'elles devraient faire l'objet de points systématiques dans la presse de ces organisations."

J'irai plus loin encore, la question du pouvoir dans sa forme la plus rudimentaire, la nécessité d'abattre les institutions de la Ve République et d'abolir la Constitution n'aurait jamais dû cesser d'être présent tout au long de notre combat depuis 1958. En toutes circonstances comme disait Lénine.

Pourquoi Lénine en avait fait une question de principe ? Pourquoi avait-il en permanence cet objectif à l'esprit, y compris dans ses écrits ou ses discours ? Pourquoi était-il tendu vers cet objectif ? Parce qu'il construisait un parti dans cet unique objectif, chasser le tsar du pouvoir, abattre les institutions semi-féodales en Russie, permettre à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, il avait tiré de l'expérience de la Commune de Paris et de la révolution de juin 1848 en France, que sans ce parti il serait impossible de vaincre, la débâche de la social-démocratie en août 1914 lui donna raison, le cours de la révolution russe ensuite.

Tout se tient, c'est d'une logique (dialectique) implacable, car basée uniquement sur les faits. Maintenant, dès lors qu'on ne construit pas ou plus un parti sur le modèle du parti bolchevik qui a fait ses preuves, on peut se débarrasser également de la question du pouvoir ou la remiser au placard ou encore ne plus en faire une question de principe, un objectif non négociable, tout comme la méthode pour l'atteindre, la révolution prolétarienne et socialiste, dit autrement ou plus simplement, ne plus contruire ce type de parti revient dans la pratique à abandonner l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, à ne plus combattre dans cette perspective puisque les deux sont intimement liés et indissociables.

Tout a été fait depuis 1945 pour que le niveau de conscience politique des travailleurs retombe à celui qu'avaient les ouvriers au détour de la fin du XIXe siècle, la perspective du socialisme en moins toutefois, autrement dit, pour qu'ils considèrent que le processus qui avait conduit à l'amélioration de leurs conditions d'existence et de travail au cours des décennies qui ont suivies la fin de la guerre, se perpétuerait dans l'avenir à l'infini, qu'aucun retour en arrière ne serait possible, bref, que c'était la voie toute tracée pour aller progressivement vers une société où les inégalités et les injustices seraient aplanies ou disparaîtraient, pour un peu le capitalisme réaliserait le socialisme. Si cela n'a pas toujours été dit de façon aussi explicite par nos dirigeants ou que cela ne sautait pas aux yeux en pratique comme c'est le cas aujourd'hui, la manière dont ils ont mené la lutte de classe contribuait à ce que les masses exploitées en arrivent à cette conclusion, soyons honnête et précisons qu'ils n'ont fait que s'adapter à l'état d'esprit ambiant majoritaire, vous savez, le fameux *mouvement spontané des masses* qui sert à justifier les dérives opportunistes, droitères, les compromis pourris ou tous les reniements.

La dictature de l'aristocratie financière telle qu'elle s'exprime de nos jours avec plus de cruauté que jamais, dont le gouvernement et les institutions sont le bras armé contre la classe ouvrière, pose directement la question du pouvoir.

La soumission des institutions et de tous les partis institutionnels aux gangsters de la finance pose directement la question de l'abolition des privilèges de cette classe de parasites aussi inutiles que nuisibles à la société, quelle classe doit s'emparer du pouvoir pour y mettre un terme le plus tôt possible.

De son côté LO et le NPA posent la question d'une meilleure répartition des richesses, mais ils se refusent à lier cet objectif à la nécessité au préalable de liquider les institutions de la Ve République, tandis que de son côté le POI le fait figurer discrètement dans certaines déclarations pour l'oublier aussi vite sur le terrain, comme en témoigne chaque semaine dans leur journal les comptes rendus de l'intervention de leurs militants dans la lutte des classes, ce que j'ai déjà signalé dans plusieurs causeries.

Ces partis ne cherchent pas à recruter l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat prête à en découdre et qui pourrait se saisir de cette perspective, non, ce qui les intéressent ce sont les militants ou les travailleurs qui n'entendent combattre que sur le terrain social, pour être plus précis, pour leurs intérêts individuels, pour leurs statuts, leurs acquis particuliers, à aucun moment il n'est question des intérêts collectifs de l'ensemble des exploités qui dès lors qu'on les met en avant posent ou devraient déboucher sur la question du pouvoir ou du gouvernement ouvrier dont l'existence coïnciderait avec le règlement de l'ensemble des questions sociales et politiques auxquelles la classe ouvrière est confrontée et qu'elle doit résoudre.

Et quand bien même ils combattraient pour des revendications sociales à caractère collectif (retraites, Sécu, etc.), ils s'arrangent toujours pour qu'elles ne débordent pas sur le terrain politique, allant jusqu'à faire croire aux travailleurs que tout serait possible sous ce régime. Ainsi ils agissent consciemment ou non comme de bons petits soldats du réformisme, d'où la caractérisation petite bourgeoise de ces trois partis.

Si un chien ne fera jamais un chat, un réformiste ne fera jamais un combattant révolutionnaire prêt à se sacrifier pour une cause, le socialisme. Mourir pour une cause, d'accord, mais de mort lente (Brassens), tant qu'on peut continuer à vivre comme avant, ce

n'est pas vraiment un problème, nos principes et nos convictions peuvent bien attendre aussi... que la gangrène les emporte !

Ce courriel et ma réponse figure dans le site au format pdf (1Acrobat Reader). Demain nous traiterons le courriel d'un autre camarade, si j'en ai le temps car je dois régler la question de mon déménagement, le propriétaire avait loué gratuitement sa maison à une famille indienne de sa connaissance jusqu'au 25 juillet, or elle ne veut plus quitter les lieux jusqu'à la fin de ses vacances, début septembre, et la personne qui a acheté ma maison me tance pour que je dégage le plus rapidement possible. Le propriétaire arrive à Pondichéry demain, j'espère qu'il va tenir parole. Quant au bureau de l'immigration, j'y ai passé plus d'une heure ce matin, une prise de tête incensée, je croyais mon dossier complet, et voilà qu'ils me demandent de fournir de nouveaux documents, cela dépasse l'entendement, je n'ai jamais vu des gens aussi tarés et je mesure mes paroles, je parle du responsable de ce bureau.

Les causeries du mois et les articles de presse seront prêts au format pdf demain ou dans deux jours au plus tard. Je vis à un rythme de dingue !

Un régime de plus en plus liberticide.

- Les trois-quarts des Français veulent bannir la cigarette des bords de mer, affirme un sondage Ifop. (l'express.fr 30.07)

400 de trop.

- la fortune des quelques 400 milliardaires (1370 milliards \$) équivaut au revenu annuel de plus de 3 milliards d'individus les plus pauvres soit 45% de la population mondiale. (agoravox.fr 28.07)

## Politique

### Syrie

1- Des chars appartenant aux forces syriennes ont bombardé Daïr az Zour, la grande ville de l'est du pays, tuant cinq civils, rapporte samedi un groupe d'activistes.

*"De nouvelles colonnes de chars se dirigent vers Daïr az Zour (environ 130.000 habitants). En utilisant des armes lourdes, les forces de sécurité partent en guerre contre leur propre peuple", a déclaré le groupe de l'Union de la coordination de la révolution syrienne, dans un communiqué envoyé à Reuters. (Reuters 30.07)*

2- *"Cent civils ont été tués dimanche à Hama par des tirs des forces de sécurité qui accompagnaient l'armée lorsqu'elle a pénétré en force dans la ville de Hama", a déclaré Abdel Karim Rihaoui, président de la Ligue syrienne de défense des droits de l'Homme (LSDDH). (AFP 31.07)*

### Egypte

Près d'une trentaine de partis politiques et d'organisations de jeunesse égyptiennes ont annoncé dimanche leur décision de suspendre leurs manifestations durant la période du ramadan, qui débute lundi et tombe cette année en plein dans les fortes chaleurs estivales.

La majorité des groupes qui ont décidé de faire une "pause" pendant le ramadan sont ceux qui ont quitté, vendredi, la grande manifestation organisée sur la place Tahrir du Caire après avoir accusé les islamistes d'avoir "pris en otage" le rassemblement. (Reuters 31.07)

### Israël

Des dizaines de milliers d'Israéliens ont protesté samedi contre le coût de la vie et ont demandé au Premier ministre Benjamin Netanyahu de lancer des réformes économiques d'envergure.

Selon la police, plus de 60.000 personnes ont défilé à Tel Aviv, Haïfa, Jérusalem, Beersheba et dans six autres villes, dans ce qui est perçu comme la colère de la classe moyenne.

*"Les personnes avant le profit", pouvait-on lire sur une affiche, tandis que les manifestants scandaient "Le peuple veut la justice sociale".*

"C'est le printemps israélien", indiquait une autre pancarte, allusion au "printemps arabe".

Au lendemain de manifestations monstres en Israël contre la cherté de la vie, le gouvernement de Benjamin Netanyahu a répondu que l'application des réformes demandées conduiraient le pays à une crise économique similaire à celle que traverse l'Europe et les Etats-Unis.

Dimanche, le directeur général du ministère israélien des Finances, Haim Shani, a démissionné sur fond de contestation sociale grandissante contre le coût de la vie.

"*J'ai pris cette décision difficile en raison de désaccords de longue date sur des questions essentielles et sur la gestion globale*", explique Shani dans un communiqué. (Reuters 31.07)

Aux infos hier soir sur TV5Monde Asie le journaliste a parlé de 100 à 150 000 manifestants et non 60 000.

## Economie

Italie.

L'ancien président de la Commission européenne et ancien premier ministre italien, Romano Prodi, accuse l'Allemagne de faire preuve d'*égoïsme* à travers la vente massive d'obligations italiennes par la Deutsche Bank, dans une tribune publiée samedi 30 juillet dans Il Messaggero (non disponible en ligne).

Selon l'ancien chef du gouvernement italien, les taux élevés auxquels l'Italie est contrainte d'émettre ses obligations en raison des turbulences du marché rendent *vaines* les mesures d'austérité entérinées à la mi-juillet par le Parlement.

"*Nous devons réagir face à l'égoïsme allemand*", écrit M. Prodi, citant des chiffres récemment publiés par le Financial Times selon lesquels la Deutsche Bank a vendu la presque totalité de ses avoirs en obligations italiennes d'une valeur de 8 milliards d'euros. Cette décision constitue *'un signal impressionnant d'absence de confiance'* en direction des investisseurs, regrette M. Prodi, qui presse le gouvernement italien de protester contre cette cession massive d'obligations auprès du gouvernement allemand. (lemonde.fr 30.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 2 août

Les articles de presse et les causeries de juillet sont disponibles en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

Ce matin, j'ai lu les titres des articles économiques en ligne sur le Net et j'en ai sélectionné six en me disant que cela devrait être suffisant pour traiter l'accord entre les démocrates et les républicains sur le relèvement de la dette américaine. J'ai lu et relu ces articles (Reuters, AP, lemonde.fr) car je ne trouvais pas un élément précis dont j'avais absolument besoin, en vain, chaque fois il y était question de la réduction de la dette qui était chiffrée, mais étrangement pas celle du relèvement du prafond de cette dette gigantesque.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont dit que le relèvement de la dette américaine correspondait aux 2 400 milliards de dollars de coupes budgétaires prévues sur dix ans et que dans le meilleur des cas ce nouveau plafond de la dette serait atteint dans deux ans posant à nouveau la question de son relèvement car les dépenses continueront de croître plus rapidement que les recettes, et personne ne croit que le gouvernement pourra tailler à la hache dans les budgets sociaux à hauteur de 240 milliards de dollars par an, on peut ajouter au tableau la croissance du PIB quasiment au point mort.

Pour confirmation de ce qui a été dit plus haut, l'agence Reuters rapportait hier que "*le Trésor américain a annoncé lundi qu'il prévoyait d'emprunter 331 milliards de dollars (232 milliards d'euros) lors du troisième trimestre 2011*", et "*selon Troy Davig, économiste de Barclays Capital, l'accord annoncé ne réduirait les dépenses publiques que de 25 à 30 milliards de dollars au cours de la première année, ce qui pourrait entamer la croissance économique d'un dixième de point de pourcentage*". 331 milliards de dollars d'un côté, 25 à 30 milliards de dollars de l'autre, le compte n'y est pas !

Bref, la fuite en avant continue, parce qu'ils n'ont pas d'autre alternative, sinon de déclencher l'effondrement de l'économie mondiale dans leur sillage qui interviendra tôt ou tard, parce qu'il arrivera bien un moment où le prolétariat européen acculé refusera tout nouveau sacrifice, ce qui entraînera la panique chez les investisseurs dont la réaction brutale provoquera des réactions en chaîne qui se traduiront par des faillites en cascade, donc une violente dégradation de la situation sociale déjà tendue à l'extrême et alimentera la mobilisation des masses...

Ce qu'il faut bien comprendre, pour répondre birèglement à un long courriel qu'un camarade m'a posté hier après-midi, c'est que du côté de ceux qui détiennent le pouvoir, il leur est toujours possible d'assurer artificiellement la survie du capitalisme en augmentant l'endettement générale, de l'Etat, des banques, des institutions financières et des grandes entreprises, mais il leur sera impossible d'en faire porter le fardeau au prolétariat mondial (dont celui de la zone euro) indéfiniment, il arrivera un moment où il se soulèvera.

Effectivement, c'est notamment ce facteur sur lequel repose la perspective du socialisme et qu'il faut toujours garder à l'esprit, qui fera que le socialisme se réalisera ou qu'il n'aura été finalement qu'une belle utopie, et si tel était malheureusement le cas, l'humanité serait condamnée à connaître une barbarie effroyable qui précéderait la fin de la civilisation humaine et peut-être toute forme de vie sur la planète. Tout militant doit en avoir parfaitement conscience, et notre devoir est d'aider les travailleurs à en prendre également conscience, car l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-même, personne d'autres pourra accomplir cette tâche à leur place.

Pourquoi croyez-vous que nous soyons si remonter contre le POI, le NPA et LO, si ce n'est que leurs dirigeants semblaient agir apparemment comme s'ils n'en avaient pas pleinement conscience ?

Vous vous plaignez quotidiennement que tout se délite dans la société en France, mais camarades, en Inde où je vis depuis de longues années j'ai envie de dire que j'ai une petite longueur d'avance sur vous, je vis (ou mon entourage, ma famille) au quotidien ce qui vous attend, c'est terrible, cauchemardesque, je peux vous garantir que vous ne connaissez plus un seul moment de répit, vous ne pouvez pas savourer plus d'un instant une bonne nouvelle, chaque plaisir est littéralement gâché avant même que vous pouviez en profiter, tellement vous croulez sous des problèmes inextricables ou vous faites face à une situation insupportable sans qu'aucune solution n'existe à l'horizon, tellement les rapports avec les gens sont pourris, mais cela vous ne pouvez pas l'imaginer, à ce point je pense que c'est pratiquement impossible sans y être confronter, je généralise volontairement et je sais parfaitement ce que je dis, la guerre ou la guerre civile en moins, c'est déjà l'enfer !

En France, vous êtes déjà les champions du monde de la consommation d'anxiolytiques et autres antidépresseurs, personnellement je n'en ai jamais pris de ma vie, dites-vous qu'en Inde ils ne vous seraient d'aucune utilité parce que dès que vous ouvririez un oeil le matin vous vous retrouveriez accablés par le même cauchemar que la veille. La plupart des peuples sur tous les continents vivent déjà une telle situation à des degrés divers, jusqu'à présent seuls les pays de la "vieille" Europe étaient relativement épargnés par ce triste sort, alors si vous ne tenez pas un jour à rejoindre ce club livré à l'arbitraire et à la barbarie, vos dirigeants ont intérêt à changer immédiatement et radicalement leur approche de la lutte des classes, sinon vous serez broyés comme les autres peuples. A chacun ses responsabilités, c'est à vous de mettre vos dirigeants aux pieds du mur. (A suivre)

Je suis obligé d'arrêter là aujourd'hui car la location que j'avais en vue est annulée, je vous passe les détails, cela confirme ce que j'ai écrit plus haut. Je me demande si je ne vais pas être finalement obligé en catastrophe d'acheter une petite maison, selon l'adage : un petit chez soi vaut mieux qu'un grand chez les autres !

Je répondrai aux courriels des camarades quand j'en trouverai le temps, ils m'excuseront pour ce délai, au fait, en attendant Philippe, porte-toi aussi bien que possible, ce camarade est à nouveau en traitement pour un cancer.

## Politique

Egypte.

L'armée a dispersé lundi le campement installé depuis plus de trois semaines sur la place Tahrir, la grand-place du Caire devenue l'épicentre de la contestation politique en Egypte.

Les partis politiques et organisations de jeunesse ont décidé vendredi d'évacuer cet important carrefour pendant la durée du mois de ramadan, qui s'est ouvert lundi, mais quelques centaines d'irréductibles y poursuivaient leur mouvement.

Selon des images de la télévision, des véhicules militaires ont pris position sur la place où tentes et estrades ont été démontées. On ne signale pas de violence, hormis quelques tirs en l'air.

Vendredi, les islamistes, salafistes en tête, avaient fait une démonstration de force sur Tahrir, obligeant les partis et organisations laïques à quitter la manifestation. (Reuters 01.08)

Quand les islamistes préparent le terrain à l'armée...

Syrie.

Des blindés de l'armée syrienne ont fait irruption lundi, peu après les prières du soir, dans la ville de Zabadani, près de la

frontière libanaise, ont rapporté des témoins.

Une vingtaine de chars et de blindés de transport de troupes sont entrés dans cette ville située au pied des montagnes de l'Anti-Liban, à la suite d'une manifestation des habitants qui voulaient marquer leur solidarité avec la population de Hama, foyer de la contestation de nouveau bombardé lundi par les forces gouvernementales. (Reuters 01.08)

## Social

### Grèce

Les chauffeurs de taxi ont bloqué lundi les principaux axes routiers à travers la Grèce, intensifiant leur mouvement de protestation contre les réformes imposées par le gouvernement à la demande de l'Union Européenne et du FMI et perturbant l'activité touristique en pleine saison estivale.

Les manifestants, qui ont arrêté le travail il y a deux semaines, s'opposent aux projets de libéralisation des secteurs réglementés de l'économie exigés par les Vingt-Sept et le FMI en échange d'une importante aide financière. Parmi ces mesures, l'une consiste à délivrer de nouvelles licences de taxi.

Les propriétaires de taxi ont occupé le pont suspendu le plus long du pays à Rio, qui relie la Grèce continentale au Péloponnèse, et ont bloqué la route reliant Athènes à Patras, important port vers l'Italie..

D'autres taxis ont bloqué les routes conduisant à l'aéroport d'Héraklion, en Crète, obligeant les touristes à marcher 500 mètres avec leurs bagages pour prendre des bus ou d'autres transports en commun.

Dimanche, les propriétaires de taxi avaient empêché 1.600 passagers d'un bateau de croisière de visiter le site archéologique de Cnossos, en Crète.

L'association grecque des hôteliers a fait savoir que la grève était sérieusement en train de mettre à mal le tourisme, grand pourvoyeurs de devises, ainsi que les efforts entrepris pour remettre à flot une économie en pleine récession.

Elle a également accusé le gouvernement socialiste de George Papandréou d'être incapable d'arrêter le mouvement de protestation sociale.

Le gouvernement a quant à lui menacé de prendre des mesures drastiques contre les manifestants. *"Cela ne peut pas durer"*, a déclaré son porte-parole, Ilias Mosialos, sur le média public TV Net. *"Le problème ne se limite pas aux chauffeurs de taxi. Il concerne la société grecque dans son ensemble et son économie"*, a-t-il dit. (Reuters 01.08)

## Economie

L'Union européenne au chevet de l'impérialisme américain, son maître à penser.

Alors que plusieurs agences de notation ont menacé d'abaisser la note de la dette du gouvernement américain, qui dispose aujourd'hui de la note la plus prestigieuse l'autorisant à emprunter aux taux les plus bas, le président de l'Eurogroupe, M. Juncker affirme qu'*"on n'a jamais vu un État de la taille et de la nature des États-Unis perdre la meilleure note. Il est évident qu'une telle décision des agences de notation viendrait ajouter la méfiance à une absence déjà perceptible de confiance"*, dit-il. *"Et il serait surprenant que le reste de la planète, l'Europe en particulier, échappe aux répercussions."*

Dix jours après le sommet de la zone euro, le président de l'Eurogroupe réaffirme que *"tout sera fait pour garantir la stabilité de la zone"*. *"Si des lacunes sont constatées, elles peuvent être réparées"*, précise-t-il. Mais il met en garde les gouvernements de la zone euro en soulignant qu'*"il n'y aura ni automatisme ni chèque en blanc"* après le plan de sauvetage de la Grèce. *"Les gouvernements créanciers sont responsables devant leur Parlement. À la solidarité des créanciers répond la solidité des engagements des débiteurs. Cela veut dire des conditions clairement édictées, appliquées et vérifiées"*, explique-t-il. (lemonde.fr avec AFP et Reuters 01.08)

Mais qui sont les véritables *"débiteurs"*, ceux qui vont payer une dette qui n'est pas la leur et qui n'ont jamais pris des *"engagements"* pour la régler à la place des gangsters de l'aristocratie financière.

Qui paie la facture quand les banquiers sont priés de mettre la main au portefeuille ?

Après Goldman Sachs, Lloyds Banking ou Intesa Sanpaolo, HSBC s'apprête à son tour à donner un sérieux tour de vis dans ses effectifs : le géant britannique envisage de supprimer 25.000 emplois dans le monde d'ici à deux ans, en plus des 5000

déjà annoncées en Amérique latine, États-Unis, Grande-Bretagne et France.

Les établissements tentent de s'ajuster à leurs nouvelles contraintes réglementaires et à l'environnement économique houleux, qui minent les profits de leurs activités de financement et d'investissement.

Au total, environ 10 % des effectifs d'HSBC seront concernés par la vague d'économies. «*Une restructuration brutale qui plonge des milliers d'employés dans l'incertitude*», selon le syndicat Unite. L'objectif de l'établissement est de réduire d'ici à deux ans ses coûts fixes d'au moins 2,5 milliards de dollars.

Les marchés ont exprimé leur satisfecit : dans un environnement boursier très déprimé, le titre de la banque a bondi lundi de 2,19 %. Les investisseurs saluaient au passage la publication de résultats semestriels de bonne facture, marqués par un bénéfice imposable de 11,5 milliards de dollars (8 milliards d'euros), en hausse de 3 % sur un an.

Le plan d'économies d'HSBC doit aussi préparer l'établissement aux réglementations bancaires à venir. Plus exigeantes en termes de mobilisation de fonds propres et de liquidités, les nouvelles règles ont incité les banques à revoir à la baisse leurs niveaux d'activité. Les perspectives économiques mondiales moroses, alimentées par la crise de la dette, poussent également les dirigeants à la prudence. D'autant que pour profiter de la reprise, les établissements avaient massivement embauché il y a deux ans, dans les activités de trading, notamment.

Depuis le printemps, l'industrie bancaire multiplie donc les annonces de réduction d'effectifs. Goldman Sachs va se séparer pour des «raisons économiques» d'environ mille employés à partir de septembre. Barclays aurait supprimé 600 postes dans sa division de banque d'investissement, BarCap, et 2 000 dans ses activités de détail, depuis le début de l'année. Son compatriote Lloyds Banking Group s'apprête à se délester de 15 000 emplois afin de se recentrer sur le Royaume-Uni. L'irlandais Allied Irish Bank a prévu de son côté de se passer de 2 000 salariés. L'allemand Commerzbank a déjà supprimé 7 400 postes. Credit Suisse anticipe 2 000 suppressions de postes dans sa banque d'investissement, Intesa Sanpaolo 3 000... (lefigaro.fr 01.08)

1- leurs profits diminuent en raison de la crise qu'ils ont provoquée, rendez-vous compte, ils n'ont réalisé qu'un "bénéfice imposable de 11,5 milliards de dollars (8 milliards d'euros), en hausse de 3 % sur un an" ;

2- ils en veulent plus, toujours plus ;

3- pour remédier à ce terrible drame, car 11,5 milliards de dollars ce n'est pas suffisant : ils licencient massivement ;

4- ils vont récupérer 2,5 milliards de dollars principalement sur la masse salariale ;

5- dans cette perspective alléchante, les investisseurs (actionnaires) jubilent, le titre bondissait en bourse.

On a là en quelques lignes une démonstration qui permet de comprendre comment fonctionne aujourd'hui le système économique, dont l'unique raison d'être n'a pas changé depuis que le capitalisme existe : permettre à une poignée de nantis de s'enrichir toujours plus, objectif que rien ni personne ne peut justifier en dehors des intéressés eux-mêmes, cela va de soi.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 3 août

Le bonjour à une lectrice de choix qui m'a adressé un courriel hier, ma chère et tendre fille à qui je pense tous les jours. Elle a appris que j'avais vendu la maison en se connectant sur le site parce que je n'ai pas trouvé le temps de l'en informer.

J'ai ajouté deux articles sur la Chine dans la rubrique *International* et un dans celle *Justice*. Il est 7h43 et j'ai terminé l'actualisation du site. Je me suis levé plus tôt pour pouvoir aussi m'occuper de mes affaires dans la journée. Quelques petites histoires indiennes... pas vraiment pour se détendre !

Quand vous êtes en présence de personnes qui s'accusent mutuellement d'être des menteurs après un incident ou dans une affaire à laquelle vous êtes mêlé malgré vous et dont vous êtes la victime, et que ces gens se retournent contre vous en vous accusant d'être également un menteur et d'être à l'origine d'un incident à leur place, quelle est votre réaction ? Pour moi c'est très simple, sans hésitation je romps immédiatement mes relations avec ces gens-là qui ne sont qu'une source d'emmerdements. C'est ce qui vient de m'arriver avec le propriétaire de la maison que je devais louer.

Avec ce monsieur, un Indien vivant en France, j'ai eu une discussion plutôt virulente. Quand intervient un incident entre Indiens et



que vous y êtes mêlés, comme ils sont incapables d'assumer leur responsabilité et qu'ils se ressemblent, je veux dire par là qu'ils sont aussi menteurs l'un que l'autre, systématiquement cela se termine qu'ils se retournent contre vous, le "Blanc", l'étranger.

J'en ai discuté le soir avec mon épouse Magueswary, je lui ai dit notamment, tu vois ces gens-là agissent ainsi en France comme en Inde, ils ont un comportement détestable, ils ne respectent rien et piétinent nos valeurs, ils ignorent le sens ou l'existence du mot respect, je n'ai jamais rencontré en 20 ans un Indien qui agissait autrement, en France ils alimentent le racisme ou fournissent des arguments à des gens qui n'ont pas grand chose dans la tête et qui sombrent facilement dans le racisme. Sans conscience de classe, ils reproduisent en France les rapports pourris qui leur tenaient lieu d'éducation dans leur pays.

Je sais de quoi je parle mais il pourrait encore s'en trouver pour douter des faits que je relate, alors je vais enfoncer le clou. Mon épouse dont l'hypocrisie est légendaire m'a encore joué un sale tour pas plus tard qu'avant-hier. Comme nous venons de toucher l'argent de la vente de la maison, étrangement presque chaque jour un de mes beaux-frères nous rendait visite depuis plusieurs semaines. Dans mon dos, elle a prévu de donner 200 000 roupies à un de ses frères pour qu'il puisse aller travailler en Allemagne, je l'ai appris au dernier moment parce qu'elle était bien obligée de m'en parler, lorsqu'il a fallu qu'il verse une avance de 100 000 roupies. J'étais prêt à lui avancer cette somme, la question n'est pas là, mais c'est le fait de préparer leur coup dans mon dos que je ne supporte pas, cela a donné lieu à une énième explication car ce n'est pas la première fois qu'elle agissait ainsi, en fait depuis 22 ans que je la connais. Alors imaginez jusqu'où cela peut aller quand il s'agit d'une personne qui n'a aucun lien avec vous.

J'ai mis en garde mon beau-frère en lui donnant cet argent : tu vas aller travailler en Allemagne, mais sais-tu quel salaire on va te verser, pour combien d'heures de travail par jour, car en Allemagne tu pourras te retrouver à travailler 10 heures par jour pour un salaire de misère, non seulement il ne te permettra pas de vivre décemment, tu ne pourras pas envoyer d'argent à ton épouse et tes deux filles et tu ne pourras jamais me rembourser, sais-tu que tu pourrais travailler pour un salaire horaire de 1 euro, à raison de 10 heures par jour sur 24 jours, ton salaire mensuel serait de 240 euros, soit environ 14 000 roupies (son salaire en Inde est d'environ 10 000 roupies) tout en vivant dans des conditions épouvantables, il est prévu qu'il partage une maison avec une vingtaine d'Indiens, à raison de 5 personnes par chambre qui dorment à même le sol sur des nattes ou des matelas de fortune, comme en Inde quoi, il m'a répondu qu'il n'en savait rien (à propos du salaire, le reste c'est lui qui me l'a raconté), qu'il n'avait posé aucune question, pour lui l'essentiel c'était de partir et rien d'autre, parce qu'il en a marre de son épouse et ses gosses qui lui rendent la vie impossible, je me devais de le préciser.

Je vous avais déjà expliqué que les rapports étaient pourris en Inde, c'est à ce niveau là, entre époux ils se haïssent, y compris leurs enfants, et contrairement aux Indiens en général, ils se sont choisis, ils ont fait un mariage d'amour et non un mariage forcé comme c'est encore la règle dans plus de 90% des cas.

J'ai essayé de le mettre devant ses responsabilités, je lui ai exposé en détail et calmement la situation, il m'a répondu par un sourire l'air de dire qu'il n'en avait vraiment rien à foutre. Il est technicien en climatisation avec 15 ans d'expérience, mais il ignore tout des critères de qualité exigés en Allemagne, ici il fait un boulot de merde, ce n'est pas un problème puisqu'on trouve mieux nulle part. Chaque fois qu'il intervient sur mon climatiseur, il fait une connerie et doit repasser le lendemain, de plus il dégueulasse le mur et le sol que je dois nettoyer ensuite, etc. Mieux encore, il ne faut rien lui dire, il a toujours raison, c'est la raison pour laquelle il ne progresse pas, tout le problème est là, c'est récurrent et il n'y a rien à faire, du coup j'ai laissé tomber depuis longtemps au lieu de m'engueuler avec lui. J'ai essayé de lui rendre service, en vain.

Je lui ai demandé s'il avait une petite idée, pourquoi un technicien Indien en climatisation irait travailler en Allemagne alors que dans ce pays il y a plus de 8 millions de chômeurs, sinon que les travailleurs allemands refusaient de travailler pour 1 euro de l'heure, pour un emploi qualifié, car avec un tel salaire il est impossible de vivre dans ce pays, de payer un loyer, etc. Il ne m'a pas répondu, je pense qu'il ne me croit pas, comment le pourrait-il puisqu'ici tout le monde ment pour un rien, il doit penser que puisque je n'étais pas favorable à son départ en Allemagne, je raconte n'importe quoi pour l'en dissuader, bref, un dialogue de sourd. Vous voyez par quoi il faut en passer pour essayer de faire comprendre quelque chose à un Indien, en pure perte (de temps), vous comprendrez que je n'ai pas la même patience avec tous les Indiens ou que j'ai franchement mieux à faire, c'est malheureux à dire, c'est ainsi.

J'ai connu un Indien informaticien qui était parti en Allemagne et qui a vite déchanté, lui aussi il avait un salaire médiocre et il devait partager une maison avec 25 autres Indiens, sauf que lui il était issu de la classe moyenne en Inde, il a signé deux contrats, puis à la première occasion il est parti rejoindre son épouse enseignante et son fils en Russie pour essayer de vivre une vie normale.

On fera un peu de politique demain ou on continuera sur la méthode pour interpréter la société et son évolution.

Du particulier au général et du général au particulier, cela vous cause ou non ? Je dis cela puisqu'on s'évertue à traiter les conséquences de la survie du capitalisme ou de la crise et qu'on délaisse ses origines, ses fondements. Comment pourrait-on comprendre l'un sans comprendre l'autre ? Comment annuler un effet si on n'en connaît pas la cause ? Dans ce cas-là il est impossible de rompre avec le capitalisme et les institutions.

Ceux qui ont pour fond de commerce les fonctionnaires, à quel moment font-ils leur éducation en leur expliquant la nature, la place, le rôle et le fonctionnement de l'Etat, de quelles manières ils ont évolué ? On se bat pour défendre son statut et basta, le reste ne nous concerne pas, c'est cela ? Un véritable syndicalisme de classe devrait être tourné résolument contre l'Etat, est-ce vraiment le cas, je n'en ai pas vraiment l'impression, un euphémisme ! Ils sont prolixes quand il s'agit du capitalisme en général, mais dès qu'on évoque l'Etat employeur complice des banquiers, on touche à un tabou, ils esquivent la question...

Dés lors que le syndicalisme ne s'inscrit pas dans la perspective du socialisme qui inclut la liquidation de l'Etat tel qu'il existe, un syndiqué estimera que l'Etat doit rester en l'état, sinon qui est-ce qui va régler son salaire à la fin du mois ? Ils ont vidé le syndicalisme de sa substance révolutionnaire, il ne faut donc pas s'étonner qu'il ait un contenu ou une orientation bourgeoise ou réactionnaire, c'est l'un ou c'est l'autre qu'on le veuille ou non.

Ce que je me demande aussi, c'est qu'est-ce que peuvent bien foutre les délégués et autres cadres syndicaux en dehors des périodes de mobilisation sur un thème précis (Sécu, retraites, etc), sachant qu'ils ne doivent pas non plus passer leur temps à combattre pour des revendications ayant obtenu un refus de l'Etat ou des patrons, ils rabâchent toujours les mêmes choses dans leurs tracts, ce que les travailleurs savent déjà ou qu'ils ont déjà entendu ailleurs, des tracts qu'ils ne lisent même plus ? Puisqu'ils ne peuvent pas faire avancer ces revendications, ils font quoi au juste d'utile pour les travailleurs en dehors de régler des questions alimentaires, administratives ? En quoi les aident-ils à rompre avec le capitalisme et l'Etat, c'est la seule question qui nous intéresse et qui mérite d'être posée, non ?

C'est une obsession me direz-vous. Effectivement, et le jour où elle sera partagée par la majorité des militants, le mouvement ouvrier sera de nouveau en ordre de bataille pour affronter dans de meilleures conditions notre ennemi et si possible le vaincre ou lui infliger des défaites, c'est bien ce que souhaitent tous les militants, n'est-ce pas, alors il faut s'en donner les moyens.

Le saviez-vous

- Depuis fin 2010 la Banque fédérative du Crédit mutuel (BFCM) est devenu le premier groupe français de presse quotidienne régionale, elle détenait notamment L'Alsace-Le Pays, Le Républicain lorrain, Le Progrès, Le Dauphiné libéré, Le Journal de Saône-et-Loire et Le Bien public. Elle a ajouté à son portefeuille L'Est républicain, Vosges Matin, Le Journal de la Haute-Marne et Les Dernières Nouvelles d'Alsace. (lemonde.fr 02.08)

Rien de tel, si besoin était, pour propager l'idée que la défense des intérêts des banquiers est prioritaire et correspond à l'intérêt général !

La propagande sur la dette américaine en titres.

- Les Etats-Unis repoussent à 2013 le spectre du défaut de paiement - LeMonde.fr

Quel soulagement ! Mais...

- Dette américaine: Pourquoi l'accord ne règle pas tout - 20minutes.fr

Ah bon, pas même jusqu'en 2013 !

- Dette américaine : qui sont les gagnants, qui sont les perdants ? - LeMonde.fr

Devinez ?

Dette américaine: Une baisse de la note des Etats-Unis pourrait passer (presque) inaperçue - 20minutes.fr

Tiens donc ! Mais...

L'économie américaine continue d'inquiéter les marchés financiers - AP

Qui l'aurait cru !

La propagande sur la dette de la zone euro en titres.

- Le plan européen n'aidera que modérément la Grèce, estime l'OCDE - Reuters

N'était-il pas pourtant le produit d'un accord "*historique*" (Sarkozy) ?

- Crise de la zone euro : Aucun plan de sauvetage pour l'Espagne, l'Italie et Chypre - 20minutes.fr

Pas nécessaire ils prétendent, et demain ils diront le contraire ! Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir !

En consultant les titres des dépêches de presse à plusieurs moments de la journée, on peut constater que d'une heure sur l'autre ils écrivent tout et son contraire : ouf tout va pour le mieux, c'est signer écrivent-ils, et deux heures plus tard, rien n'est réglé pour autant, du coup je compte les points et j'attends que la situation se stabilise pour comprendre réellement ce qui s'est passé, sinon un coup sur deux on va commenter une information fausse ou tronquée et raconter des conneries à notre tour.

C'est très délicat de traiter l'information à chaud. Les journalistes doivent prendre l'initiative d'écrire un article, puis leur direction doit confirmer ou infirmer leur orientation d'où ces changements incessants, je m'avance en disant cela mais je ne dois pas être loin de la vérité, les journalistes pratiquent aussi l'auto-censure.

Grâce au décalage horaire, je consulte les infos le soir et je recommence au réveil le lendemain matin, je ne garde que les infos les plus fraîches, mais parfois je constate aussi que certains éléments intéressants ont bizarrement disparu entre temps, je les intègre dans mes propres infos en fournissant la source, mais si vous cherchez cette dépêche ou article sur le Net vous ne le trouverez pas forcément s'ils se sont empressés de le retirer. Il arrive même parfois que l'on clique sur un titre et que la page ne s'ouvre pas, l'article a déjà disparu, cela m'est arrivé hier, c'était un article du monde.fr ou de libération.fr, je me suis senti frustré, je plaisante !

## Politique

Espagne.

La place Puerta del Sol a été évacuée au petit matin, ce mardi. Une décision prise au nom de l'ordre public par le ministère de l'Intérieur et le maire de la ville.

"*Reveillez-vous, vous avez cinq secondes pour ramasser vos affaires et quitter la place.*" Voilà ce qu'on dit les policiers aux "indignés" de Madrid, ce mardi, au petit matin. Le ministère de l'Intérieur espagnol et la mairie de Madrid ont décidé d'un commun accord de l'évacuation totale de la place Puerta del Sol et celle du Prado. La police a donc évacué les campeurs en deux heures "*sans incident*", selon le quotidien espagnol *El País*. La semaine dernière, la tentative d'évacuation avait avorté.

C'est une question d'ordre public selon le gouvernement et le maire de la ville. Certains indignés se demandent si cette évacuation n'est pas liée à la visite du pape prévue dans la capitale entre le 16 et le 21 août. Avec cette évacuation, les indignés perdent un lieu devenu un symbole de la lutte pour un meilleur pouvoir d'achat, pour plus d'Etat providence. (lexpress.fr 02.08)

## Social

France.

Les employés des Samu sociaux ont fait grève et ont manifesté mardi dans plusieurs villes de France pour protester contre la diminution des places d'hébergement d'urgence, a-t-on appris auprès de syndicats ayant appelé à ce mouvement. L'appel à la grève était "*bien suivi*", selon Sud Santé-Sociaux, tandis que la CGT Santé faisait état d'une "*assez bonne mobilisation*". (AP 02.08)

Chine. Terrorisme ? Non, « **la vraie question est celle de la justice sociale** ».

L'enquête menée par la police pour déterminer les circonstances et l'origine des violences qui ont fait 19 victimes ce week-end à Kashgar, dans la province du Xinjiang, n'a pas traîné. Quelques heures après les faits, il était certain pour le gouvernement local que les deux attaques, qui interviennent moins de quinze jours après les émeutes de Hotan, étaient des actes « *terroristes* ».

Seule la chaîne privée Phoenix TV a souligné que, certes, « *des terroristes cherchaient à diviser* », mais aussi que les divisions existent déjà entre Chinois hans et ouïghours qui se sentent marginalisés. Et que « *la vraie question est celle de la justice sociale* ». (libération.fr 02.08)

## Economie

1- La Bourse ou la vie. Ou quand la "**réalité**" les rattrape !

1.1- Les Bourses européennes ont clôturé la séance de mardi sur leur plus forte baisse en 11 mois, les avancées sur la

dette américaine ayant été largement occultées par les craintes d'un ralentissement de l'économie mondiale et de la contagion de la crise de la dette à l'Italie.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a chuté à son plus bas niveau de clôture depuis la fin du mois d'août 2010. (Reuters 02.08)

1.2- L'indice phare de la Bourse de Milan a touché mardi son plus bas niveau depuis 27 mois, plombé par la chute des banques affichant une forte exposition à la dette italienne.

La pression des marchés sur l'Italie s'est intensifiée mardi, mettant en danger la capacité du deuxième pays le plus endetté de la zone euro à se financer et poussant les autorités italiennes à se réunir d'urgence.

Le rendement des obligations italiennes à 10 ans a atteint en séance son plus haut niveau depuis la création de la monnaie unique, il y a 11 ans, atteignant sensiblement le même niveau que le taux du papier espagnol de même échéance, lui aussi en hausse, soit respectivement 6,101% et 6,273%. (Reuters et lefigaro.fr 02.08)

1.3- En Espagne, le président du gouvernement José Luis Rodriguez Zapatero a décidé mardi de retarder son départ en vacances, afin de suivre les derniers développements de la crise, et notamment la nouvelle envolée de la prime de risque attachée à la dette de Madrid.

L'écart de rendement entre les obligations espagnoles et allemandes à 10 ans est passé au-dessus du seuil symbolique des 400 points, un niveau jamais atteint depuis la création de la zone euro, avant de se replier.

De son côté, le papier italien à 10 ans a vu son rendement dépasser la barre des 6% au-delà de laquelle se sont accentuées les inquiétudes sur la capacité de Rome à se financer.

*"La barre des 6% était vue comme une ligne jaune pour les rendements italiens et maintenant qu'elle est franchie, les gens ne veulent accepter aucun risque à part l'Allemagne", juge un trader.*

Conséquence de cette forte demande d'obligations allemandes, le Bund à 10 ans a cessé mardi d'offrir une prime vis-à-vis de l'inflation, une première depuis plus d'un demi-siècle. (Reuters 02.08)

1.4- Le regain de tension sur les taux italiens et espagnols est d'autant plus spectaculaire qu'au même moment l'Allemagne bénéficie sur les marchés de conditions d'emprunt historiquement généreuses. C'est ainsi que le taux de rendement du Bund (à dix ans) est tombé à 2,395%, un chiffre qui est en deçà du taux d'inflation en Allemagne sur les douze derniers mois (2,4%). Un tel cas de figure est totalement inédit, depuis 1957 que les statistiques existent. *«Les écarts de taux s'élargissent au sein de la zone euro, les investisseurs concentrant leurs achats de titres d'État sur l'Allemagne et dans une moindre mesure sur la France, car les gérants ne peuvent pour des raisons techniques ne posséder que du papier allemand!»,* explique Jean-Christophe Caffet, économiste à Natixis. Du coup, les taux de rendement sur les OAT françaises à dix ans sont de nouveau orientés à la baisse (3,12% mardi), même si l'écart avec l'Allemagne a doublé depuis le début de l'été, dépassant désormais les 70 points de base. (lefigaro.fr 02.08)

1.5- Les valeurs américaines ont fini en nette baisse mardi, les investisseurs s'interrogeant sur la croissance économique aux Etats-Unis et craignant de voir le pays perdre sa note triple A malgré le vote au Congrès du compromis sur le relèvement du plafond de la dette.

L'indice S&P, la référence des gérants de fonds, a accusé sa septième séance de baisse d'affilée, tombant sous sa moyenne mobile à 200 jours, un mauvais présage pour les marchés. Il s'agit de la plus longue baisse de l'indice S&P depuis octobre 2008, au plus fort de la crise financière.

*"Les investisseurs sont passés de Washington à ce que j'appelle les réalités économiques"* commente Fred Dickson, spécialiste des marchés chez Davidson. (Reuters 02.08)

2- Etats-Unis. L'intox, décryptage.

2.1- Après la Chambre des représentants la veille, le Sénat américain a adopté à son tour mardi le compromis sur le relèvement du plafond de la dette américaine. Sans un accord au Congrès avant mardi minuit, les Etats-Unis se seraient retrouvés en défaut de paiement. (en réalité ils y sont depuis des lustres, depuis les années 60 le plafond de la dette a été relevé plus de 70 fois ! - note du site)

Le chef de la Maison Blanche avait un peu plus tôt salué l'adoption du compromis, estimant qu'il s'agissait d'un premier pas permettant aux Etats-Unis de vivre dans la mesure de leurs moyens. (traduction : continuer de dépenser ou consommer sans

compter comme si de rien n'était et en faire porter le fardeau au reste du monde - note du site)

Il avait cependant estimé que les parlementaires devaient encore fixer leur attention sur la bonne santé de l'économie et la création d'emplois. (accessoirement ! - note du site). Il a estimé que le budget ne pouvait être équilibré sur le dos de ceux qui ont "*fait les frais*" de la "*récession*". (alors que c'est justement sur leurs dos que ce compromis pourri a été trouvé entre démocrates et républicain ou l'art de dire le contraire de ce qu'on fait à l'intention des marchés et non des travailleurs américains qui ne seront pas dupes. - note du site)

Issu de négociations de dernière minute qui ont abouti à un compromis ce week-end, le relèvement du plafond de la dette américaine s'accompagne d'un plan drastique de réduction des dépenses de plus de 2.000 milliards de dollars (1.408 milliards d'euros) sur dix ans. (d'une dépêche à l'autre ce chiffre fluctue entre 2.000 et 2.400 milliards de dollars, par contre pas question de donner le chiffre du relèvement de la dette qui est en fait équivalent à celui de la réduction des dépenses. - note du site)

Pour autant, les marchés financiers continuent de s'inquiéter devant la crise de la dette en Europe. (si nous devons chercher qui selon eux doit faire les frais de cette politique de fuite en avant, nous avons la réponse : l'ensemble des travailleurs de la zone euro. - note du site) (AP 02.08)

2.2- Les États-Unis pourraient perdre leur note de crédit triple "A" auprès d'une agence de notation au moins cette année, mais, au bout du compte, ceci pourrait finalement s'avérer être un non-événement. (il existe donc deux poids et deux mesures selon le pays. - note du site)

Aussi étrange que cela puisse paraître, une dégradation de la note américaine pourrait presque passer inaperçue dans les salles de marchés alors qu'un tel abaissement n'a cessé d'être présenté comme un cataclysme par des responsables politiques et monétaires au cours des derniers mois. (un psychodrame orchestré à destination des travailleurs pour qu'ils ne leur viennent pas à l'idée de se rebeller contre le système. - note du site)

L'histoire nous apprend qu'une dégradation ne susciterait sur le marché obligataire aucun des remous que certains redoutent tant. Le Japon a perdu son triple "A" il y a plus d'une décennie et bénéficie toujours des taux d'intérêt les plus faibles des économies développées.

Comme cela fut le cas pour le Japon, le problème majeur pour les marchés est surtout la faiblesse de l'économie américaine, qui pourrait ralentir davantage en réaction aux réductions de dépenses décidées en contrepartie du relèvement du plafond de la dette.

Cette rigueur budgétaire pourrait restreindre la consommation, les créations d'emploi et l'inflation. (c'est en fait la spirale infernale. - note du site)

Pour les investisseurs, la situation des États-Unis n'a rien à voir avec celle de pays en crise comme la Grèce. Aussi endetté soit-il, le pays est toujours en mesure de payer ses factures, tandis que les obligations du Trésor américain bénéficient toujours d'une demande et d'une liquidité solides. (si la Grèce pouvait s'endetter à l'infini sans avoir de compte à rendre, elle pourrait encore tenir quelque temps ainsi, mais la BCE lui interdit. - note du site)

Le marché obligataire est l'arbitre ultime des inquiétudes entourant les dettes souveraines. Or la faiblesse actuelle des rendements des Treasuries ne traduit aucunement l'anxiété qui avait fait flamber les coûts d'emprunt de la Grèce au plus fort de sa crise budgétaire.

Les rendements de l'emprunt américain de référence à dix ans atteignent actuellement 2,74%, soit seulement 0,7 point de pourcentage au-dessus de leur plus bas historique. (le Trésor emprunte aux marchés à 2,74% qui eux-mêmes empruntent à la Fed à 0,5% environ, la différence sur des centaines de milliards de dollars représente un sacré paquet de dollars acquis à moindre frais, sans risque et en dormant ! C'est ainsi également que la dette de l'Etat ne cesse de croître, volontairement, là encore c'est un cercle infernal. - note du site) (Reuters 02.08)

[Haut de page ↗](#)

---

4 août

Le POI n'est qu'un satellite du PS ou l'art d'entretenir les illusions dans un parti représentant les intérêts du capital. Mode d'emploi.

Dans son dernier éditorial (IO n°160), D. Gluckstein commence par donner la parole à un "*sympathisant du PS*" réel ou fictif

qu'il nomme "*camarade*", on l'imagine déjà appeler Dominique Strauss-Kahn (Ex-FMI et grand bourgeois), Pascal Lamy (OMC), Jacques Attali (banquier) ses "*camarades*", le ton est donné.

Et que dit de si intéressant ce brave "*sympathisant du PS*", je vous le donne en mille, Gluckstein a dégotté (ou dégoté) une personne - on n'ose pas dire un travailleur, qui ignore encore ce qu'est réellement le PS et quelles sont ses réelles intentions : "*j'ai l'impression que, sur le fond, les candidats proposent la même politique, pas très différente d'ailleurs de celle de Sarkozy.*".

Non, franchement, vous le croyez vraiment, vous avez encore un doute, comme la vie est cruelle, vous appartenez à la minorité des masses exploitées qui ne savent toujours pas qu'ils n'ont rien à attendre de ce parti viscéralement inféodé au capital. Cela tombe bien c'est justement le fond de commerce sur lequel spéculé le POI.

Et au lieu de tenter de l'en convaincre, Gluckstein va s'employer à nourrir ses illusions dans ce parti de la Ve République.

Comment procède-t-il ?

Il revient sur les conditions dictées par le PS pour participer aux primaires qui départageront les candidats (PS et PRG) à la présidentielle de 2012, qui consisteront à "*verser un euro et signer la « charte d'engagement aux valeurs de la gauche »*".

Puis après avoir énuméré ce qui selon lui seraient des "*valeurs de la gauche*", il revient sur les déclarations récentes d'Aubry et Hollande qui sont dans la droite ligne de la politique de Sarkozy : "*Non, les seules valeurs qui sont ici défendues sont celles, bien palpables, des actions, obligations, devises et autres produits dérivés qui s'entassent dans les coffres-forts des banquiers et des spéculateurs. Le reste n'est que rideau de fumée pour tromper le peuple.*"

A ce stade, on se dit qu'effectivement le soutien aux banquiers et au marché financier affiché par le PS le situe clairement dans le camp de l'UMP et des capitalistes contre les intérêts de la classe ouvrière, donc il n'y a rien à attendre d'un tel parti. Mais ce n'est pas du tout ce que veut dire Gluckstein ou la conclusion qu'il en tire, bien au contraire, bande d'ignares (cela s'adresse aux militants et travailleurs qui n'ont aucun illusion dans le PS), vous ignorez que le PS serait en réalité un parti ouvrier qui s'ignore, si, si, en lui forçant un peu la main cela s'entend, un véritable parti socialiste, dans ce bas monde tout peut arriver, même les miracles : "*Pourtant, « valeurs de la gauche » se chargerait d'un tout autre contenu si cela se traduisait par un appel à la mobilisation pour rejeter la dictature de la troïka*", ben voyons, le PS appelant la classe ouvrière à se débarrasser de la tutelle du FMI, de la BCE et de la Commission européenne, alors qu'il n'y a pas plus farouche partisan de l'Union européenne !

Il va réussir par faire vomir ou s'étouffer les militants de son propre courant politique...

Attendez, ce n'est pas terminé, après l'hors d'oeuvre et le plat de résistance tout aussi indigeste, il va vous falloir avaler le dessert, prenez votre respiration avant : "*Ces valeurs-là reposent sur les principes de la lutte de classe, qui fondent l'existence du mouvement ouvrier. Il est à craindre qu'on ne les retrouve pas au fond de l'urne des élections primaires*" (du PS-PRG). Sans blague !

Vous avez bien lu camarades : "*il est à craindre*" que les véritables valeurs de la gauche ne se "*retrouve(ent) pas au fond de l'urne des élections primaires*", laissant planer le doute qu'elles pourraient y figurer, par quel miracle serait-ce possible, lui seul le sait !

Comment imaginer un seul instant que le PS s'engagerait un jour dans une voie par laquelle "*puisse s'ouvrir une issue conforme aux besoins du peuple*"., on frôle le délire ou il a perdu la tête se dit-on en lisant ces lignes, non, non, le professeur a bien pesé chaque mot, vous ne rêvez pas. Quand il prête des illusions dans le PS à ce "*sympathisant du PS*", c'est pour qu'on ne l'accuse pas d'en avoir autant dans ce parti, c'est classique comme méthode.

Les choses sont suffisamment claires ici pour que plus aucun militant n'ait de doute sur les véritables intentions de ce dirigeant, qui n'a rien à envier aux parasites qui se sont employés méticuleusement à gangrener le mouvement ouvrier au nom du socialisme ou du trotskysme pour qu'il finisse par être totalement subordonné au régime. Chimères, illusions, miracles ou hypothèses insensées, attrape-nigauds, voilà sur quoi repose notamment l'orientation politique du POI.

Ce qui est formidable avec ce genre d'articles, c'est qu'on n'a pratiquement pas besoin de l'interpréter pour que les militants en comprennent la signification et au passage les intentions de son auteur. On ne critiquera pas les militants qui caractérisent le POI comme un satellite du PS ou le placent dans le même panier de crabes, nous en sommes sincèrement désolés pour les militants de ce parti.

On comprend mieux pourquoi des militants inorganisés ou non ayant rompu ou ayant été exclus du PCI ou du PT qui sont prêts sincèrement à combattre au côté des militants du POI, s'y refusent catégoriquement. C'est franchement désolant d'en arriver là.

Ce genre d'articles brise net d'un coup tous les efforts que j'ai pu entreprendre pour essayer de convaincre des militants isolés ou non de s'associer aux batailles engagées par le POI, il faut que les militants du POI le sachent et ne le perdent pas de vue. Vouloir

à tout prix associer le PS et ses satellites à la perspective d'une issue politique favorable à la classe ouvrière est totalement insupportable.

Les militants du POI doivent prendre conscience de ce que cela signifie : que leurs dirigeants ne construisent pas un parti dans la perspective de la révolution et de la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans lesquelles ils ne croient pas ou plus ou encore n'ont jamais cru, mais qu'au contraire leur engagement politique ne sert qu'à faire la courte échelle à ces partis dans des formes moins explicites qu'autrefois, avant 1981 ; qu'ils se souviennent pour les plus vieux d'entre eux qu'en 1972, soit à peine un an après le Congrès d'Epinau, Pierre Lambert dans un interview donné à l'Express ou au Point (je n'ai pas réussi à remettre la main sur cet interview sur le Net après que le disque dur de mon ordinateur a brûlé) répondant à un journaliste avait dit que son objectif était de porter le PS au pouvoir, car déjà à cette époque pour lui et les autres dirigeants de l'OCI, porter le PS au pouvoir ouvrirait une crise révolutionnaire, autrement dit, indirectement le fait de porter au pouvoir PS et le PCF suffirait à ouvrir une issue politique à la crise du capitalisme, stratégie qu'ils avaient été jusqu'à théoriser et connue des militants comme concrétisant la période de "l'imminence de la révolution", on connaît la suite.

Ainsi, Gluckstein n'invente rien, c'est le clone de Lambert, ils sont toujours scotchés sur la même ligne opportuniste, cela démontre aussi qu'ils n'ont jamais corrigé leurs erreurs et qu'ils sont incapables d'en tirer le moindre enseignement, je suis désolé d'affirmer que plusieurs décennies plus tard ils en ont parfaitement conscience et c'est incurable.

On a essayé de croire le contraire, on a voulu sincèrement y croire, certains militants m'en veulent d'ailleurs pour cette raison, on ne pourra pas m'accuser d'avoir manqué de patience ou d'avoir usé d'arguments à l'emporte-pièce pour arriver à ce bien triste constat. Les camarades comprendront qu'en se rapprochant rapidement du déclenchement de l'affrontement violent entre les classes, on ne peut plus se permettre de tergiverser ou d'entretenir artificiellement un espoir dans un parti qui ne le mérite pas ou dont les dirigeants s'acharnent à tout faire pour dégoûter les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière de le rejoindre.

Dans ces conditions, ne craignons pas de regarder la réalité en face et d'affirmer que non seulement aucune issue à la crise du capitalisme ne verra le jour avec la bénédiction du PS et ses satellites, et quand la situation sera révolutionnaire le mouvement ouvrier sera incapable de vaincre, puisque tout aura été entrepris pour qu'il en soit ainsi.

Je vois déjà des camarades sortir leurs mouchoirs et se lamenter, rassurez-vous chers camarades, c'est dans la douleur et au prix de grands sacrifices que les solutions apparaissent et l'horizon se dégage enfin, certes nous allons encore connaître de terribles et douloureuses défaites dans un proche avenir, espérons qu'elles coïncideront ou donneront un élan suffisant à la recomposition sur des bases saines du mouvement ouvrier et de son avant-garde révolutionnaire.

Le capitalisme n'a pas d'avenir, gardez patience, demeurez intransigeants sur les principes, gardez à l'esprit les précieuses connaissances que vous avez acquises, qui sont indestructibles et sur lesquelles reposent ou devraient reposer vos convictions, ne vous laissez pas envahir par des états d'âme ravageurs ou démoralisateurs, nous vaincrons, et peu importe si nous ne serons plus là pour voir le socialisme triompher, nous ne menons pas ce combat à des fins individuels, mais pour libérer l'humanité du cycle infernal de l'exploitation de l'homme par l'homme, tel est le sens et le seul objectif de notre engagement politique, soyons en digne en y restant fidèle jusqu'au bout.

La lecture rapide du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (160) ne m'a pas convaincu de l'intérêt de mettre en ligne une page de ce journal. Je m'y suis repris à trois fois avant de le décider. Entre la feuille de chou syndicale et la gazette des maires : ça suffit !

J'ai mis en ligne (pdf) cet article sous le titre : *Où va le POI?*

### Parole d'internaute.

- "Les mécanismes actuels mènent à la catastrophe générale, chacun le sait. Le pouvoir politique doit retrouver la main en affirmant sa souveraineté et en décidant une re négociation générale des dettes. Les créiteurs et même la Chine comprendront vite qu'il vaut mieux négocier et s'assurer de quelque chose en permettant aux économies de repartir, plutôt que de risquer de tout perdre..." (lemonde.fr 03.08)

### Politique

France.

1- Corruption. Woerth l'amnésique.

Trois services de l'Etat avaient averti l'ancien ministre du budget Eric Woerth de la sous-estimation de l'hippodrome de Compiègne, rapporte *Le Canard enchaîné*, documents à l'appui, mardi 2 août. Accusé d'avoir 'bradé' le domaine à la société des courses de Compiègne pour un montant de 2,5 millions d'euros, Eric Woerth avait pourtant affirmé n'avoir 'jamais connu d'autre évaluation'.

Les courriers du directeur de l'Office national des forêts, Bernard Gamblin, et du président de la commission pour la transparence des opérations immobilières de l'Etat, Philippe Dumas, avaient déjà été diffusés par l'hebdomadaire. Ces notes, rédigées en juillet 2009 et en mars 2010, précisent notamment que *'la valeur réelle de ces terrains est au moins dix fois supérieure à l'estimation'* faite par les fonctionnaires de France Domaine.

Un troisième courrier de Philippe Parini, directeur général des finances publiques, envoyé le 1er septembre 2009, insiste quant à lui sur le caractère indispensable d'un appel d'offres. Il note également qu'il est *'indispensable de recourir à une expertise privée pour établir la valeur de ce bien'*.

Le Canard enchaîné publie ces documents alors qu'Eric Woerth a annoncé début juillet son intention de déposer une plainte contre le journal pour diffamation. L'ancien ministre reproche en effet au journal satirique d'avoir écrit que l'hippodrome de Compiègne a été vendu *'pour un prix préférentiel et sous-évalué'*. Depuis le début de l'affaire, Eric Woerth affirme en effet n'avoir commis aucune erreur dans ce dossier. *'Si j'avais à refaire ce que j'ai fait sur Compiègne, je le referais immédiatement aujourd'hui'*, avait déclaré l'ancien ministre du budget, lors d'une conférence, avant d'ajouter : *'J'ai bien fait et je le referais tel quel.'* (lemonde.fr 03.08)

2- Qu'est-ce qui les motive ? Pardi, la gamelle.

La division aux sénatoriales guette aussi l'opposition. Dans le rôle des mécontents prêts à dégainer des listes concurrentes : Jean-Luc Mélenchon et son Parti de gauche (PG). L'ancien sénateur de l'Essonne n'apprécie pas de voir l'union entre socialistes, communistes et écologistes n'offrir aucune place éligible à son parti. *«Il est hors de question que le Parti de gauche disparaisse du Sénat»*, tempête Eric Coquerel, secrétaire national du PG.

Sérieusement remontés depuis le printemps, Mélenchon et les siens ont sorti la semaine dernière l'arme de dissuasion massive : présenter une liste concurrente dans la capitale emmenée par Danielle Simonnet, conseillère de Paris. Si elle est exécutée, la manœuvre ferait une victime : Pierre Laurent, rien de moins que le patron du PCF... neuvième sur la liste d'union de la gauche - soit la dernière place éligible si la droite reste divisée en septembre. Il suffit de quelques voix de grands électeurs en faveur d'une éventuelle liste PG, et l'entrée de Laurent au palais du Luxembourg échouerait. Pour des camarades alliés au sein d'un «Front de gauche» pour la présidentielle derrière Mélenchon, la division ferait quelque peu désordre... *«Pour le moment, on en est au stade pédagogique»*, prévient Coquerel.

Au PCF, on parle plutôt d'*«arme nucléaire»*. Si le PG est aussi menaçant sur Paris et dans d'autres départements d'Ile-de-France, c'est qu'il s'estime maltraité en Essonne. Dans l'ancien fief socialiste de Jean-Luc Mélenchon, le PG revendique la deuxième place pour sa sortante Marie-Agnès Labarre. Or, emmenée par l'écologiste Jean-Vincent Placé, la liste compte, en numéro 2, une sénatrice PS, Claire-Lise Campion, suivie du communiste Bernard Vera, eux aussi élus en 2004. *«En Essonne, le PCF c'est 250 grands électeurs, et le PG c'est 31, pointe Lydie Benoist, responsable des élections au PCF. Nous n'avons aucun souci avec Marie-Agnès Labarre, mais elle a remplacé Jean-Luc Mélenchon qui lui avait été élu en tant que socialiste ! Sauf à décider que nous aurons un parlementaire en moins, ce qui n'est pas concevable, on ne peut pas laisser cette place.»*

Le PG réclame une *«réouverture des négociations»* jugée pour l'instant inconcevable par ses partenaires. *«Le PG ne peut pas en rester à un simple pouvoir de nuisance, alerte Christophe Borgel au PS. Faire perdre un siège à la gauche, c'est prendre le risque de laisser le Sénat à droite.»* *«Ce sont les forces de gauche qui ont négocié cet accord qui prennent ce risque»*, rétorque Coquerel, reprochant au PS, au PCF et à Europe Écologie-les Verts (EE-LV) de ne pas avoir associé son parti aux discussions. *«Il n'y a pas eu de demandes particulières»*, renvoie Borgel. *«C'est un problème que le Front de gauche doit résoudre, appuie Jean-Vincent Placé à EE-LV, pour qui chacun doit s'occuper de ses satellites. Le PCF doit traiter le PG en tant que partenaire, comme nous le faisons avec le Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter ou le PS avec le PRG.»* *«Ce n'est pas avec le PCF qu'il faut qu'on règle ce problème mais avec toute la gauche !»* défend Coquerel. (libération.fr 02.08)

Satellite of love chantait Lou Reed dans les années 70, pas vraiment le cas ici !

Ces gens-là se détestent royalement rongés par la seule chose qui les intéresse : des postes et les prébendes qui vont avec. Au-delà de la défense du régime en place qu'ils ont en commun, si on cherchait les réels intentions de ces laquais du capital, elles sont exposées ici, et s'ils se bouffent le nez entre eux, c'est parce que les places sont limitées et chères et que chacun estime qu'en retour des services rendus à leurs maîtres il a le droit à sa part du gâteau.

A défaut d'aller bosser, ces parasites préfèrent faire carrière au service de la Ve République, on pourrait les classer au bas de l'échelle dans la catégorie des prostituées, car tout ce qu'ils ont à vendre relève de l'escroquerie.

Economie

France



Ce n'est pas sur le crédit à la consommation qu'il faudra compter pour améliorer la morosité ambiante. Selon les chiffres publiés mardi par la Banque de France, le montant de ces crédits accordés en France sur douze mois ont atteint en juin leur plus bas niveau depuis 2006. Une tendance confirmée par l'étude de l'Association des sociétés financières (ASF), parue le mois dernier. Il en ressort notamment une baisse moyenne de 1,7% de la production de crédit au deuxième trimestre 2011 après quatre trimestres consécutifs de progression (+9,3% au 1er trimestre 2011).

Quant au crédit renouvelable réformé par la loi Lagarde, il poursuit et accélère sa décrue. En 2010, son poids dans la production totale de crédits à la consommation est passé de 40% à 37% puis de 37% à 34% sur le 1er semestre 2011.

Par ailleurs, la consommation en berne de ces derniers mois n'améliore pas la situation. À défaut de renoncer à acheter, les consommateurs français optent pour des produits moins chers et empruntent donc moins. Les financements des biens d'équipements des foyers reculent ainsi de 10,3% au 2e trimestre. Et, pour couronner le tout, le taux moyen sur les crédits remonte progressivement depuis le début de l'année (6,2% en juin). (lefigaro.fr 03.08)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 5 août

Je n'ai pas trouvé le temps de traiter les deux derniers courriels que j'ai reçus, on verra cela plus tard. Ce matin je dois encore me rendre au bureau d'immigration et je n'ai pas encore trouvé de quoi me loger.

J'ai mis en ligne le fichier de juillet contenant les articles de presse (9, 24 pages) traitant de l'économie.

Il y a à peine 4 ou 5 ans on hésitait à aborder les questions économiques, parce que nous avons conscience de nos faiblesses dans ce domaine, depuis on s'est employé à essayer de combler cette lacune, et on continue avec la même détermination ! Marx s'était planté sur tout un chapitre du *Capital* qu'Engels a corrigé par la suite, ne prétendant pas rivaliser avec eux, qu'on nous accorde de nous tromper parfois. Cela ne nous gêne pas de l'avouer contrairement à bien d'autres qu'il n'est plus nécessaire de citer. Ce n'est pas de la fausse modestie, il faut bien regarder la réalité en face pour se corriger et progresser, sinon c'est impossible.

L'actualité et la lutte des classes nous imposent de consacrer plus de temps à l'économie qu'à l'ethnologie, à la biologie, à l'astrophysique ou aux nanotechnologies par exemple, c'est plus ingrat et moins passionnant, mais on n'a pas le choix ! Passons à l'actualité justement.

Difficile de faire boire un âne qui n'a pas soif dans une version légèrement modifiée pour l'occasion, on ne peut pas forcer la population à consommer quand elle n'en a pas les moyens, quand elle est endettée jusqu'aux dents ou quand elle craint pour son avenir. Autrement dit quand la réalité revient au galop ou s'impose, les rattrape. A force de tirer sur la corde, elle va bien finir par se casser. Leur crise nous inspire ! Sauf le respect, cela va de soi.

Chômage massif, généralisation de la précarité au travail, hausse des salaires nulles ou presque, paupérisation grandissante, endettement massif de la population, insécurité sociale généralisée, le tout pousse à la réduction de la consommation, donc à la baisse de la production qui conduit à une augmentation du chômage, etc. le cycle infernal de la crise qui prépare les conditions d'une gigantesque explosion sociale.

Si elle n'a pas encore eu lieu, c'est le fait de la combinaison d'au moins deux facteurs, la capacité de la majorité des masses exploitées à y faire face, donc l'absence de prise de conscience de la nécessité de rompre avec le capitalisme, et l'absence d'alternative au capitalisme que traduit le manque de confiance des travailleurs dans les partis parlant en leur nom ou l'absence d'un parti révolutionnaire incarnant le socialisme.

La question des appareils, qui servent d'obstacles à la mobilisation des masses contre le régime, se nourrit du premier facteur, le mouvement ouvrier sur le plan syndical n'est pas orienté vers la rupture avec le capitalisme mais s'en accommode, tandis qu'elle conduit à l'impuissance ou dans une impasse sur le plan politique les partis ouvriers incapables de rompre le cordon ombilical avec le PS et ses satellites, ainsi que les institutions. Entre ceux qui prétendent que tout serait possible et ceux qui affirment au contraire que rien n'est possible, les travailleurs ont de quoi être perplexes ! Ce qui est possible, c'est de relier chaque revendication sociale au combat pour l'abolition des privilèges de l'aristocratie financière et des capitalistes en général que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire réalisera une fois abattues les institutions de la Ve République.

La crise, la dette, les bas salaires, l'exploitation, le chômage, les attaques incessantes contre l'école, l'hôpital, etc sont les conséquences des privilèges que le système octroie aux capitalistes, privilèges qui remontent jusqu'aux fondements de ce

système économique, sans lesquels il ne pourrait pas fonctionner ou survivre. Par ailleurs, ce sont ceux qui profitent de ces privilèges et leurs représentants qui justifient ou légitiment leur existence, d'où la nécessité politique de mettre un terme à leur capacité de nuisance, donc de rompre avec les institutions de la Ve République et ses partis dans un premier temps, dans la perspective de les liquider par la suite.

La dette de l'Etat correspond aux intérêts sur emprunts (obligations) versés aux marchés financiers au cours des dernières décennies, à des prêts consentis à des banquiers et des industriels, aux cotisations sociales versées par l'Etat à la place des patrons, à la réduction de l'impôt sur les bénéfices des entreprises par le biais de mécanismes les conduisant à ne plus payer d'impôts ou presque, donc en aucun cas cette dette ne peut être imputée aux travailleurs, elle est de la seule responsabilité de l'Etat qui représente les intérêts de la classe des capitalistes. C'est facile à expliquer et à comprendre.

C'est l'Etat (ses institutions, ses partis, ses représentants) qui a accepté de se soumettre à la BCE, c'est l'Etat qui a accepté de se soumettre à la loi des marchés financiers, c'est donc en direction et contre l'Etat que nous devons concentrer notre combat. En développant cette orientation politique, la question du gouvernement ouvrier révolutionnaire, de l'Etat ouvrier qu'il va nous falloir construire coule de source ou n'est plus qu'une formalité.

Pour un militant la difficulté est de faire le lien entre les revendications sociales, le fonctionnement du capitalisme, la question de l'Etat et celle du gouvernement ouvrier qui inclut celle du parti. La crise aplanit cette difficulté dans la mesure où le régime apparaît de jour en jour tel qu'il est réellement, permettant ainsi à un plus grand nombre d'en prendre conscience à des degrés divers.

Si maintenant on n'est pas capable de faire ce lien ou qu'on s'y refuse, cela revient à analyser un processus en s'arrêtant en cours de route, une telle analyse ne peut être que d'aucune utilité aux travailleurs, chacun en tirera les conclusions qu'il veut ou qui correspondent à sa situation personnelle, sans que l'on puisse évoquer une élévation de leur niveau de compréhension du fonctionnement du capitalisme et ses institutions, bref, on n'aura pas avancé d'un pouce.

## Politique

### France

Après avoir deux fois reporté sa décision, la Commission des requêtes de la CJR (Cour de justice de la République) a annoncé jeudi, par la voix de son président Gérard Palisse, qu'elle émettait "*un avis favorable à une mesure d'instruction concernant Mme Lagarde*". Un avis immédiatement transmis au parquet général de la Cour de cassation.

Ce dernier, tenu de suivre l'avis, a précisé que les chefs retenus par la Commission des requêtes de la CJR étaient ceux de complicité de faux et de complicité de détournement de biens publics.

Au cours de l'arbitrage Tapie/Crédit Lyonnais, "*il y a modification des termes d'un document à deux stades de la procédure*", explique-t-on au parquet général, qui y voit là "*une anomalie de nature à constituer un faux*".

Ces deux chefs sont plus graves que celui d'abus d'autorité qui avait été retenu par l'ex-procureur général de la Cour de cassation, Jean-Louis Nadal, aujourd'hui à la retraite, lorsqu'il avait saisi la CJR le 10 mai. La complicité de détournement de biens publics est passible de dix ans de prison.

Par ailleurs, "*quelqu'un a bénéficié de fonds publics qu'il n'aurait pas dû obtenir*", ajoute-t-on de même source, en évoquant les "*centaines de millions d'euros*" perçus par Bernard Tapie.

Cécile Petit, qui fait fonction de procureure générale à la Cour de cassation, va saisir "*dans les prochains jours*" la commission d'instruction. Au cours de cette information judiciaire pour complicité de faux et complicité de détournement de biens publics, Christine Lagarde, actuellement directrice générale du FMI (Fonds monétaire international), ne pourra être entendue qu'en tant que témoin assisté ou mise en examen.

En octobre 2007, Christine Lagarde, alors ministre de l'Economie, avait accepté un recours à l'arbitrage dans le litige opposant Bernard Tapie au Consortium de réalisation (CDR), chargé de liquider le passif du Crédit Lyonnais, au sujet de la vente d'Adidas en 1994 par la banque.

Le 7 juillet 2008, trois juges arbitres, dont l'un a vu ensuite son impartialité mise en cause, avaient accordé à Bernard Tapie près de 400 millions d'euros (285 millions d'euros dont 45 pour préjudice moral, auxquels s'ajoutent les intérêts de retard).

Pour M. Nadal, le CDR, structure privée mais filiale de l'Etablissement public de financement et de restructuration (EPFR), ne pouvait pas recourir à l'arbitrage, le Code civil interdisant le recours à un tribunal arbitral pour les structures publiques. (AP 04.08)

## Espagne

La police anti-émeutes espagnole a interdit, jeudi 4 août, pour la troisième journée d'affilée, l'accès à la place de la Puerta del Sol à Madrid pour empêcher les protestataires de s'y réinstaller. La police avait évacué, mardi à l'aube, le campement emblématique des 'indignés' de la Puerta del Sol, où était né, le 15 mai, le mouvement de protestation contre les effets de la crise et la politique du gouvernement socialiste.

Des policiers munis de boucliers étaient alignées en rangs derrière des barrières dans les rues menant à la place pour en bloquer l'accès. La station de métro de la place, la plus fréquentée de la ville, a été fermée pendant plusieurs heures, de même que l'arrêt d'un train de banlieue.

Environ deux cents manifestants se sont rassemblés, jeudi en fin de journée, face aux policiers en scandant '*Honte, honte*' ou '*Jamais le peuple uni ne sera vaincu*'. Ils se sont ensuite dirigés vers le centre-ville et ont bloqué plusieurs fois la circulation en s'asseyant au milieu de la rue. (lemonde.fr 04.08)

## Social

### Somalie

Plus de 29.000 enfants de moins de cinq ans sont morts à cause de la famine provoquée par la sécheresse en Somalie, a affirmé Nancy Lindborg, une responsable de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

D'après l'ONU, 640.000 enfants somaliens sont extrêmement mal nourris, ce qui laisse penser que le nombre d'enfants en bas âge qui vont mourir va augmenter. (AP 04.08)

## Economie

### La Bourse ou la vie

La Bourse de New York a fini en baisse de 4,31%, le S&P-500, plus large, a perdu 4,78%, sa plus mauvaise performance sur une séance depuis le 10 février 2009, et le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 5,08%.

L'indice de la volatilité, parfois surnommé indice de la peur, a bondi de 35,41%.

L'indice CAC 40 a clôturé en chute de 3,9%, son plus bas niveau depuis le 25 mai 2010.

Les Bourses de Londres et Francfort ont toutes les deux perdu 3,43%, tandis que l'indice paneuropéen Eurostoxx 50 (-3,32%) est tombé à son plus bas niveau depuis juillet 2009.

La Bourse d'Athènes (-1,35%) retrouve ses niveaux d'il y a 14 ans et la place de Lisbonne (-3,26%) ceux d'avril 2009. Milan - 3,21%, Ruzich - 3,61%, Amsterdam -3,17%, Bruxelles - 2.94%

Depuis le début de la semaine, les marchés d'actions européens ont perdu environ 290 milliards d'euros de leur valeur, soit deux tiers des 440 milliards dévolus au Fonds européen de stabilité financière (FESF).

### Or

Du côté des métaux, l'once d'or a touché un nouveau plus historique à 1.677,90 dollars. (Reuters 04.08)

### Pétrole

Les prix du pétrole ont fortement chuté jeudi 4 août à New York, plombés par les craintes pour la santé de l'économie mondiale et donc pour la demande d'or noir. Le baril a clôturé à son plus faible niveau depuis le 18 février, chutant de 5,8 %.

Les signes de ralentissement de l'économie américaine, premier pays consommateur d'or noir au monde, font craindre aux marchés un ralentissement de la demande mondiale de pétrole.

'Il est difficile de s'accrocher aux marchés du pétrole si l'on estime qu'il n'y a pas de croissance', a noté Rich Ilczyszyn, de MF Global. (lemonde.fr et Reuters 04.08)

## BCE

"Il y a deux points importants dans le discours de Jean-Claude Trichet qui sont assez contradictoires: la volonté de maîtriser l'inflation, ce qui signifie à terme un nouveau relèvement des taux; et l'injection de possibles liquidités à travers le rachat d'obligations", indique Alexandre Baradez, analyste marchés chez Saxo Banque.

Si la partie du discours de Jean-Claude Trichet sur les rachats d'obligations était attendue par le marché, permettant aux indices d'effacer alors une partie de leurs pertes, le discours sur l'inflation n'est pas nécessairement ce qui est le plus approprié dans le contexte actuel, explique Alexandre Baradez.

"L'inflation ronge la dette et une hausse des taux ne serait pas très adaptée alors que leur niveau est déjà élevé en Europe. On voit d'ailleurs que l'on ne se pose pas cette question aux Etats-Unis", souligne-t-il. (Reuters 04.08)

La BCE n'a pas réussi, jeudi 4 août, à calmer les marchés. La Banque centrale européenne va pourtant prolonger sa politique de liquidités « accommodante », et son programme de rachats d'obligations publiques des pays en difficultés de la zone euro n'est « pas en sommeil », a indiqué Jean-Claude Trichet. L'ampleur de l'intervention ne sera connue que lundi au plus tôt, la BCE ne communiquant qu'une fois par semaine à ce sujet.

Jusqu'ici la BCE n'a jamais acheté d'emprunts d'Etat des deux pays récemment en difficulté, Espagne et Italie, même si des hypothèses d'opération sur des titres italiens agitaient les marchés, jeudi après-midi. On sait seulement que, depuis mai 2010, la BCE a acquis des titres portugais, irlandais et grecs pour un total de 75 milliards d'euros environ.

La Banque centrale européenne va donc en outre lancer une opération exceptionnelle de refinancement sur six mois dès 9 août, en réaction aux « tensions renouvelées sur certains marchés de la zone euro », a annoncé son président. L'allocation illimitée de crédits aux banques, à taux fixe et sur des périodes allant jusqu'à trois mois, est quant à elle prolongée d'un trimestre, jusqu'à janvier 2012, a ajouté Jean-Claude Trichet. « Des données récentes indiquent une certaine décélération dans le rythme de la croissance », a-t-il par ailleurs relevé, mais les risques pour l'économie restent « équilibrés dans l'ensemble », a-t-il estimé. (Les Echos 04.08)

« Les investisseurs paniquent, ils ont perdu tous leurs repères », explique Djillali Hacid, analyste technique chez XTB France. Comme sur les marchés d'actions, les opérateurs ne semblent pas convaincus par les différents plans de sauvetage destinés à sécuriser les dettes souveraines, en Europe et aux États-Unis. « Pour les investisseurs, il n'y a pas d'issue pour ces problèmes de dettes. Ce qui est proposé est du rafistolage qui ne rassure pas et qui ne semble pas en mesure d'éviter la contagion », assure l'analyste. (lefigaro.fr 04.08)

## Commission européenne

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, a plaidé jeudi pour une réévaluation des mécanismes de soutien européen, y compris de la taille du Fonds, dans un courrier daté de mercredi adressé aux dirigeants de l'Union européenne. (Les Echos 04.08)

## Italie

La justice italienne a annoncé jeudi enquêter sur les agences de notation Standard & Poor's et Moody's, à la suite de plaintes d'organisations de consommateurs concernant d'importantes fluctuations sur les marchés financiers.

Des perquisitions ont eu lieu dans des bureaux en Italie des deux agences. Certaines de leurs notes et commentaires équivalaient à mettre l'Italie en "faillite" avant même que le gouvernement puisse agir et "alors que les marchés étaient ouverts", a déclaré le procureur Carlo Maria Capristo. (AP 04.08)

## Etats-Unis

Une barre symbolique est franchie. Le Trésor des Etats-Unis a indiqué aujourd'hui avoir fait passer la dette publique au-delà du seuil de 100% du produit intérieur brut, dès le relèvement mardi par le Congrès du plafond de la dette. Les chiffres publiés mercredi confirment ce que disait l'exécutif depuis plusieurs mois: au soir du 2 août, le Trésor aurait été pratiquement à sec de liquidités s'il avait dû continuer avec le même plafond de la dette.

Selon le point quotidien sur les finances publiques publié par le ministère, la dette de l'Etat fédéral à la date de mardi a grimpé de plus de 238 milliards de dollars en une journée, pour atteindre 14.580,7 milliards de dollars et dépasser le PIB de 2010 (14.526,5 milliards).

La dette de l'Etat fédéral a dépassé 10.000 milliards de dollars en septembre 2008, 12.000 milliards en novembre 2009, et 14.000 milliards en décembre 2010.

Les Etats-Unis rejoignent le groupe des quelques pays dont la dette publique est supérieure au PIB, qui compte selon les données du Fonds monétaire international le Japon (229%), la Grèce (152%) ou encore la Jamaïque (137%). (lefigaro.fr 04.08)

## Japon

Les autorités japonaises sont intervenues jeudi sur le marché des devises pour freiner la progression du yen qui fragilise la reprise de l'économie nipponne après le séisme et le tsunami du mois de mars.

Le ministre japonais des Finances, Yoshihiko Noda, a indiqué que le Japon avait prévenu ses partenaires mais qu'il était intervenu de façon unilatérale pour mettre un terme à des mouvements spéculatifs sur les changes.

Au cours du mois écoulé, la devise japonaise s'était appréciée de près de 5% face au billet vert, flirtant lundi avec son niveau record et pénalisant dangereusement les exportations japonaises.

L'intervention japonaise survient au lendemain de l'initiative prise par la Banque centrale suisse pour contrer ce qu'elle considère comme une "*surévaluation extrême*" du franc suisse. (Reuters 04.08)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 6 août

Ceux que la polémique effraie peuvent aller voir ailleurs, la causerie d'aujourd'hui n'est pas destinée aux âmes sensibles ou aux esprits faibles farcies de vérités toutes faites, je préfère prendre les devants et vous prévenir.

Rappelons que nul n'est obligé de se connecter sur ce site, et nul n'est obligé de partager les idées de son auteur, encore moins de lui faire confiance aveuglément. Ce site s'adresse uniquement à des militants et des travailleurs qui entendent réfléchir librement et se forger leurs propres convictions. La seule devise qui nous guide : *l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*, ce qui inclut l'émancipation intellectuel des dogmes et des sectes.

En guise de réponse au crétin qui m'a envoyé un courriel que je n'ai pas ouvert, mais dont le titre était prometteur (Ah les Indiens!), j'ai mis en ligne un article sur la corruption en Inde, corruption sous forme sonnante et trébuchante mais pas seulement, corruption qui touche l'éducation, les idées, les valeurs, les principes, tous les rapports dans la société au point de la rendre détestable, invivables, j'en fais l'expérience quotidiennement depuis de nombreuses années et je peux affirmer qu'elle concerne la totalité des classes de la société. C'est tellement ancré dans la mentalité de la population qu'il est naturel par exemple de mentir effrontément, de manquer de respect envers les autres indistinctement, d'essayer de tirer profit ou tromper son semblable ou plus faible que soi, toutes les occasions sont bonnes à prendre, y compris vis-à-vis de la personne qui partage votre vie, vos enfants, votre famille, vos voisins, vos collègues de travail, etc. bref, un seul mot d'ordre : ma gueule avant tout, tout le reste passe après, n'a pas aucune importance ou n'existe pas, la loi de la jungle quoi !

Ce serait un crime d'affirmer qu'un brave fonctionnaire profite de sa situation pour extorquer de l'argent à plus pauvre que lui, car voyez-vous pour un certain nombre d'intellectuels et de militants à l'esprit sclérosé ou corrompu -sans doute eux-mêmes fonctionnaires de leur état, un petit fonctionnaire a des excuses, on ne doit pas le critiquer, allez donc raconter cela au pauvre type à qui il soutire du fric sans se demander s'il a les moyens de nourrir correctement ses enfants, alors que les fonctionnaires forment le gros des troupes de la classe moyenne en Inde.

Désolé de prendre la défense du plus pauvre, du plus faible, pas pour le monter contre les fonctionnaires corrompus, mais contre l'Etat et les classes dominantes.

Quand maintenant vous êtes vous-même confronté à ce genre de situations, c'est-à-dire quotidiennement en Inde, ce serait un crime de défendre vos propres intérêts, vous devriez non seulement accepter de vous faire escroquer, vous devriez remercier celui qui vous a ainsi soulager par un procédé malhonnête pour ne pas être en contradiction avec vos idées, pour un peu on devrait l'encourager et se laisser dépouiller, voilà ce que préconisent nos valeureux intellectuels à l'esprit borné ou ignorants.

Contrairement à eux j'ai la conscience parfaitement tranquille, car lorsque je prends à partie un de mes semblables je n'en fais jamais une affaire personnelle, je n'ai aucun effort à faire pour situer mes propos ou mes actes dans une perspective générale ; ce n'est pas parce que les classes dominantes se conduisent comme des vauriens qu'il serait justifié de les imiter, sinon on finit par

vivre dans une société infernale, il suffit de faire référence aux rapports qui existent déjà en Inde pour que notre interlocuteur le comprenne très bien.

Quel crime y aurait-il à conseiller aux gens de faire preuve d'un minimum d'honnêteté, pour leur propre bien-être et celui de leur entourage, car mes propos se limitent à cela en réalité ? Je partage leur vie, je ne vis pas dans une bulle entourée de "Blancs" ou de privilégiés, s'ils estiment qu'ils ont le droit de vouloir me tromper ou de me voler, j'ai de mon côté le droit de résister et de refuser de marcher dans cette combine pourrie. Je termine toujours cette démonstration en leur expliquant que si leur pays ne se développe pas, c'est avant tout parce qu'il est rongé par la corruption, à commencer par l'Etat, les classes dominantes et leurs partis politiques, car finalement mes intentions comme mon discours demeurent toujours sur le terrain de la lutte des classes, même quand je défends mes intérêts individuels, je ferais mieux de dire, au détriment de mes intérêts personnels, puisque ce n'est pas parce que je tiens ce genre de discours à un Indien qu'il change pour autant de comportement envers moi, s'il y a une victime ou un pigeon dans cette affaire à l'arrivée, c'est bien moi, ce dont j'ai conscience sans en faire un drame personnel.

Je m'en tiens au rôle du militant qui essaie d'éduquer les masses tout en devant bien défendre sa peau, ici des masses complètement arriérées, profondément malheureuses, croulant sous d'innombrables difficultés de leur naissance à leur mort.

Vous aurez remarqué qu'à aucun moment je n'ai prétendu que ma vie valait mieux que la leur sous prétexte d'avoir un niveau de conscience politique supérieur, s'il ne s'agissait pas de moi je dirais que c'est une erreur politique, faut-il encore admettre que mon activité présente un intérêt pour notre cause, ce que je pense mais que je ne me permettrai pas d'affirmer, je laisse le soin aux militants d'en juger. Ma démarche est totalement désintéressée, ce que certains ne parviennent apparemment pas à comprendre, comme quoi ils ont été formés à mauvaise école.

Cela en fait chier plus d'un au POI que je me permette de critiquer la classe à laquelle j'appartiens, voyez-vous ces procureurs généraux vont jusqu'à s'arroger le droit de me refuser cette légitimité. Qui sont-ils? Pour qui se prennent-ils, peut-être qu'ils ne se sentent pas vraiment à l'aise pour se permettre de critiquer des ouvriers parce qu'ils auraient un problème à régler avec leur conscience ou ils se sentent étrangers à cette classe au nom de laquelle ils osent pourtant s'exprimer. On ne peut rien pour eux, qu'ils consultent un psychologue ou revoient leur conception de la lutte des classes.

On ne peut pas plaire à tout le monde comme l'on dit, ce n'est pas l'objet de mon engagement politique. Je me contente des messages d'encouragement que m'adressent régulièrement des militants de différents partis, y compris du POI, du CCI plus précisément, leurs témoignages valent plus que toutes les accusations que peuvent porter contre moi des militants déjà morts politiquement.

Je vous mets des adresses d'articles qu'un camarade (ex-POI-CCI) m'a adressées récemment.

A propos de Schivardi :

<http://fr.novopress.info/92005/je-suis-un-homme-en-colere-entretien-avec-gerard-schivardi-audio/>

<http://www.ndf.fr/la-une/21-07-2011/gerard-schivardi-je-defends-ma-population-cest-ma-famille>

[http://www.crif.org/?page=articles\\_display/detail&aid=24299&returnto=accueil/main&artyd=2](http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=24299&returnto=accueil/main&artyd=2)

A propos du PT d'Algérie :

[http://www.tsa-algerie.com/diplomatie/les-messages-de-jean-francois-cope-aux-dirigeants-algeriens\\_16486.html](http://www.tsa-algerie.com/diplomatie/les-messages-de-jean-francois-cope-aux-dirigeants-algeriens_16486.html)

<http://www.djazair.com/fr/elwatan/147055>

<http://www.leaders.com.tn/article/les-incidentes-qui-ont-precède-la-tenue-du-meeting-du-pcot-a-la-cite-ettadhamoun-la-version-du-ministere-de-l-interieur?id=5702>

<http://iferhounen.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/07/02/algerie-louizahannoune-representant-personnel-du-president-d.html>

A propos de l'AJR. (un courriel interne de l'AJR, l'organisation de jeunesse du POI) :

**TRÈS IMPORTANT : MODIFICATION DU LIEU DU CAMP D'ÉTÉ DE L'AJR :**

Camarades,

Ces dernières semaines, une importante campagne de presse, qui va en s'accroissant, entoure Gérard Schivardi, dirigeant du Parti ouvrier indépendant (POI), et maire de Mailhac, lieu où devait se tenir le camp de l'AJR.

Cette campagne de presse relays des propos prêtés à Gérard Schivardi que l'AJR ne peut cautionner, bien qu'il existe dans cette opération médiatique sans aucun doute une part importante de manipulation pour contrer la politique menée par le POI et l'AJR. Quoiqu'il en soit, tous les ingrédients sont réunis pour qu'une provocation éclate contre Gérard Schivardi, et en fait derrière lui le POI et l'AJR, et ce dans les prochaines semaines.

Dans ces conditions, il apparaît que nous ne sommes plus en mesure de tenir notre camp d'été à Mailhac, pour des raisons de sécurité sur place, mais également pour se préserver au maximum des provocations qui ne manqueront pas de venir. Déjà, des camarades AJR ont fait état de provocations de la part de petits groupes d'extrême-droite. Pour l'instant marginal, ceci pourrait se multiplier, et ce d'autant plus si nous restions à Mailhac. Nous voulons éviter de donner du grain à moudre à nos ennemis, qui n'en demandent pas tant pour nous calomnier.

Comme il n'est absolument pas question d'annuler le camp de l'AJR lui-même, nous travaillons actuellement à chercher un nouveau lieu pour l'organiser. Celui-ci ne se trouvera de toute façon pas dans la même région que Mailhac, mais probablement plus proche de la région parisienne. C'est pourquoi nous demandons :

- à tous ceux qui avaient d'ores et déjà pris des billets de train pour Narbonne, de nous prévenir, afin que les frais éventuels d'annulation soient pris en charge ;

- à tous ceux qui se sont inscrits de confirmer que la modification du lieu (qui ne modifierait pas les jours et les heures auxquels il se tiendra) n'empêche pas leur participation.

Nous vous tiendrons au courant au plus vite dès que nous aurons avancé dans nos recherches. Pour toute question à ce sujet, n'hésitez surtout pas.

Amitiés révolutionnaires,

La permanence nationale de l'AJR

Si l'on comprend bien, Schivardi ferait mieux de la fermer ! Il parle trop, dommage, car il ne dit pas que des conneries loin de là, par exemple à propos de l'euro, on partage apparemment la même position qui n'est pas celle des dirigeants du courant communiste internationaliste qui dirigent de fait le POI. Eux ils veulent rompre avec l'euro, alors que Schivardi veut conserver cette monnaie pour les transactions internationales à côté du franc comme monnaie intérieure. Comme ils ne le supportent pas, vont-ils le traduire devant une commission de discipline ou vont-ils le forcer à se livrer à une séance d'auto-critique pour expier ses horribles crimes ?

C'est qu'ils ont une conception de la démocratie bien particulière, généralement quand les militants s'en aperçoivent, c'est qu'il est trop tard. La même punition vaut pour les cadres ou dirigeants qui voudraient prendre leur distance avec l'appareil ou développeraient soudainement un esprit critique. Il leur sera reproché d'avoir été les complices de ce qu'ils dénoncent un peut tardivement et seront balayés. Car ce qu'il faut comprendre, c'est qu'en ayant couvert la politique opportuniste de leur direction ou ses méthodes antidémocratiques pendant parfois des décennies, ils ont commis une erreur fatale, ils ont mis le doigt dans l'engrenage qui va finalement les broyer.

La technique est classique : ce ne sont pas eux mais les dirigeants qui détiennent le pouvoir dans leur parti, et ces derniers ne vont pas s'accuser eux-mêmes, comme rien ne les arrête ils pourraient porter les mêmes griefs envers ces militants, cadres ou dirigeants qu'on pourrait leur reprocher à eux-mêmes, mais ils s'en garderont bien, non, ils les vireront pour avoir eu cette faiblesse, il leur sera reproché d'avoir camouflé leur opposition à la politique impulsée par leur direction, d'avoir manqué de loyauté envers leur parti, et qui sait peut-être pire encore, il ne restera plus ensuite qu'à les jeter en pâture à la meute inconsciente des militants qui sanctionneront leur exclusion, avec l'expérience qu'ils ont acquise dans ce domaine, ils peuvent faire virer un dirigeant pour ainsi dire sans mettre la main à la pâte, il leur aura suffi d'initialiser le processus et de le piloter de près pour que leur objectif soit atteint. La méthode est bien rodée.

Il n'y a pas que dans un parti que cette méthode existe, dans les entreprises ou dans des rapports avec des gens malhonnêtes à l'esprit tordu ou qui ne tiennent pas à ce qu'on révèle leurs véritables intentions ou leurs propres faiblesses. J'ai vu des employés imiter leur patron ou leurs chefs sans qu'ils leur disent quoi que ce soit jusqu'au jour où ils ont saisi ce prétexte pour les virer ou les forcer à démissionner, ces employés sont tombés des nus, "je croyais que c'était autorisé...", grave erreur, mais il était trop tard quand ils comprirent ce qui leur arrivait.

C'est la même chose qui se produit dans un pays régit par des lois sans rapports avec le développement économique de la société, en principe vous devriez respecter un tas de règles mais vous êtes trop pauvre pour cela, et puis personne ou presque ne

les respecte, c'est l'anarchie tout le monde s'en fout, pardons, c'est la démocratie paraît-il, les gardes-chiourmes du régime ferment les yeux car ils devraient verbaliser à tour de bras et ils n'en ont que deux, croisés la plupart du temps pour ne pas les perdre ou se donner de la contenance au choix, mais si par malheur vous osez leur tenir tête ou que vous avez une tête qui ne leur revient pas, ils vous récitent vos droits et vous rappellent à vos devoirs et vous n'avez plus qu'à la fermer, vous pouvez invoquer leur laxisme pour vous défendre, rien n'y fait, ils ont le droit ou le pouvoir de leur côté, je vous en parle par expérience puisque c'est le cas en Inde.

L'éclairage des voitures de police est souvent défectueux, un phare seulement fonctionne ou il n'y a pas du tout de lumière à l'arrière de leur véhicule, peu importe, la plupart des véhicules à moteur en circulation présentent aussi ce genre d'anomalies, peu importe aussi, ils passent devant un commissariat ou un policier en faction dans la rue sans problème, mais si par malheur un tel véhicule est mêlé à un accident après la tombée de la nuit, crac la législation se rappellera au bon souvenir de son conducteur qui risquera gros ! C'est injuste, oui, c'est la loterie, il ne faut pas tirer le mauvais numéro ou être au mauvais moment au mauvais endroit, comme il est injuste de reprocher aux autres de faire quelque chose que l'on fait soi-même, absolument, et nous avons honneur des injustices.

Schivardi dit librement ce qu'il pense, c'est tout à son honneur, le déshonneur retombe sur ceux qui ne le supportent pas dans leur parti, en le recrutant et en en faisant leur égérie, leur porte-parole, ils savaient parfaitement à qui ils avaient à faire et ce qu'ils faisaient, qu'ils assument leur responsabilité s'ils en sont capables.

Les dirigeants du POI prennent des libertés avec la vérité, les faits, l'histoire de la lutte des classes comme il nous est arrivé de le signaler à plusieurs reprises, ils sont donc bien mal placés pour reprocher quoi que ce soit à leurs militants. Quand on s'y entend pour donner des leçons aux autres, on commence par balayer devant sa porte. En fait, ce qui leur arrive ici n'est que le produit de leur propre comportement.

### Parole d'internaute

Tous les commentaires qui suivent ont été postés hier à la suite d'un article de l'agence Reuters sur la chute des Bourses en Europe et un autre du Figaro d'hier.

Si vous les lisez attentivement vous constaterez que de plus en plus de travailleurs s'interroge sur l'origine de la crise dont ils font les frais, et ce qui est intéressant, c'est qu'ils n'hésitent pas à revenir sur le passé et à remettre en cause les interprétations des faits qui leur avaient été donnés officiellement et qu'ils avaient cru à cette époque.

Vous souvenez-vous que j'ai écrit à plusieurs reprises que rien ne justifiait de brader nos principes et notre programme ou de les conserver au fond d'un placard, qu'il ne fallait pas craindre de faire la propagande pour le socialisme, mieux, que rien ne justifiait l'abandon de la construction d'un parti révolutionnaire sur le modèle du parti bolchevik car ce serait ce type de parti dont nous aurons absolument besoin pour vaincre, les commentaires qui suivent le confirme, certes avec des illusions ou en partie inconsciemment, les masses cherchent à tâtonner la voie pour en finir avec le capitalisme.

Voilà un démenti cinglant adressé aux aventuriers qui dirigent le POI qu'aucun militant ne pourra nier, et ce n'est qu'un début, ceux qui ont suivi aveuglément leurs dirigeants n'ont pas fini de se apercevoir qu'on les a trompés ou qu'ils se sont gravement fourvoyés pendant parfois de longues années, des décennies. Comme disait le groupe Trust dans une chanson, "le temps perdu qu'on ne rattrape plus", cependant rien n'est joué et une réaction salutaire de leur part serait la bienvenue, salutaire pour notre cause commune, si c'est encore possible.

Cela s'adresse également aux militants révolutionnaires du NPA, de LO et pourquoi pas du PCF et de tous les groupes de militants issus de ces partis : rassemblez-vous, constituez un authentique parti communiste avec autant de tendances qu'il faudra, constituez des organismes de lutte de classe pour accueillir tous les travailleurs et militants qui ne sont pas encore gagnés par le souffle de la révolution mais qui entendent remettre en cause les fondements du capitalisme et les institutions, une fois cette dynamique lancée le mouvement ouvrier et son avant-garde se remettront rapidement en ordre de bataille sur une orientation politique correcte pour affronter le capital.

Lisez bien ces commentaires, que disent-ils : et si on nous avait menti sur toute la ligne, et si on avait été "manipulés" (au pluriel on ayant le sens de nous) ou on s'était laissé manipuler ? (laissé invariable quand il est suivi par un verbe à l'infinitif) A l'issue de leur réflexion qui s'approfondit et mûrit, se nourrit de la crise, ils en arriveront au constat qu'il existe bien une alternative au capitalisme : le socialisme ! Ce serait dramatique qu'à ce moment-là ils ne puissent pas se tourner vers un parti qui incarne la révolution et le socialisme parce qu'il n'existe pas.

A l'heure actuelle aucun parti n'incarne ces objectifs politiques, tous ceux qui existent se sont trop fourvoyés dans le passé pour inspirer confiance à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et aux travailleurs en général, aucun parti ne sera en mesure de les regrouper, on a voulu croire le contraire trop longtemps, en vain, il nous faut un nouveau parti expurgé de ces éléments corrompus par le capital, liés aux institutions ou aux appareils, un parti irréprochable, honnête ou sans tâches, dont l'activité doit être subordonnée à l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, un parti dont le programme ne serait



rien d'autre que le programme de la révolution socialiste mondiale et le drapeau celui de la Commune de Paris et de la révolution russe d'octobre 1917.

Dans l'immédiat on peut se saisir de la dette (et ses conséquences) pour dresser les travailleurs contre l'Etat, ensuite poser la question du pouvoir, du gouvernement ouvrier et du parti coule de source ou devient naturel, s'impose logiquement, dialectiquement. Certes on n'a pas encore les forces nécessaires pour les entraîner concrètement dans cette voie et on ne leur cachera pas, mais en leur proposant cette perspective et ces objectifs politiques, on précise les outils à construire pour réunir les conditions qui permettront de les atteindre, dont le parti et un réseau de comités politiques et populaires à construire à travers tout le pays pour appeler les masses exploitées à la résistance et à la mobilisation générale.

Je viens d'expliquer cela très simplement à mon épouse Mageswary qui n'a aucune expérience politique, les gens ont identifié le socialisme au stalinisme, par erreur, faiblesse ou manque de discernement, je lui ai demandé si elle avait compris, elle m'a répondu oui en ajoutant que c'était toujours ainsi que les choses se passaient, la vérité est révolutionnaire !

1- "Tout cela n'est que profits au bénéfice que des riches. Et pourquoi ne pas annuler la dette de tous les pays. On repart à zero. L'argent ne devrait qu'être un moyen pratique d'échanges."

2- "L'heure est grave le monde est en crise ! Les gouvernement maquillent tout !

Les pays de l'Europe (et même le monde) est dans le rouge comme depuis longtemps et c'est la faute des gouvernement qui n'ont pas prient les mesures contre.

Ce qui me fait rire c'est que les pays "riches" de l'Europe se réunissent pour aider les pays "pauvres" de l'Europe alors qu'on est tous dans le même panier !

Quand on sera dans le cas de la Grèce qui va nous aider !? La mère Michel et le père Lustucru !?

"Nous nous sommes battu en mai 68, vous devrez vous battre pour garder ses acquis" c'est ce que disait les revolutionnaires mais nous nous sommes pas battu depuis, donc le gouvernement nous reprend tout !

Des hommes comme Coluche et M.Balavoine disaient la vérité sur cette politique et ils ne sont plus de ce monde ! Et personne est là pour les remplacer ?

C'est pas en restant chez soi en écrivant des commentaires que cela changera ! Il faut faire pression sur le gouvernement avec une révolution ! Et ne pas attendre qu'il s'écroule !"

3- "Jusqu'à quel degré d'impudence ou d'hypocrisie un homme tolère-t-il le mépris dont il est accablé ? La question devrait se poser à ces représentants du peuple qui, n'ayant jamais représenté qu'eux-mêmes, ne représentent plus aujourd'hui que les intérêts des multinationales, dont ils sont les hochets, fièrement ou piètrement agités, de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'hémicycle.

La même question s'adresse à ceux qui les élisent, à ces citoyens graduellement dépouillés des acquis sociaux au bénéfice d'une économie qui pressure le vivant, en soutire un lisier financier et le deverse dans les égouts de la spéculation boursière:  
« Jusqu'à quel degré de résignation et d'avalissement allons-nous tolérer d'être spoliés du droit à la santé, à l'éducation, au logement, à une alimentation naturelle, à la retraite ? »

C'est à nous de briser la mainmise des agioteurs sur l'enseignement, sur la santé, sur l'alimentation, la sécurité, le logement, la culture, le textile, la métallurgie, les services publics et les prestations sociales d'entraide et de solidarité. Et cette emprise, nous ne l'anéantirons pas si nous ne proclamons pas: Ces biens n'appartiennent ni aux intérêts privés ni à l'état qui les leur solde, ils sont à nous, nous les avons acquis par nos luttes, par notre travail, par les taxes et impôts que nous payons, et par dessus tout, par l'usage humain que nous prétendons en faire. Puisque la gestion des gouvernants consiste à les envoyer à la casse au nom des économies budgétaires cotées (de plus en plus mal) en bourse, nous allons les gérer nous-mêmes. C'est cela l'autogestion."

4- "C'est l'implosion du système libéral . Un système qui ne tient pas compte de l'élément Humain est voué à l'échec ! A ce rythme, le monde sera bientôt géré par une poignée d'individus ! et l'Etre Humain deviendra un numéro pas plus!"

5- "Une seule chose.

La puissance économique et sociale de l'Europe a été vendue aux financiers par la faute très grave de certains dirigeants européens, français y compris et c'est même pas la peine de citer de noms. Alors que l'Europe devait être avec l'euro, un monde de stabilité et de prospérité, c'est tout l'inverse qui s'est produit. Les tergiversations boursières ne sont rien en comparaison de la souffrance de plus en plus grande des populations. Nous n'entendons plus que "satisfaire les marchés" Or, les marchés

détruisent tout. Alors quand vous aurez compris ça une fois pour toutes, ce sera déjà bien.

Et pour la France, rien ne va s'arranger. 40 milliards d'euros de déficit commercial pour le premier semestre 2011. Pourquoi ? Parce qu'à force de délocaliser pour faire plaisir aux marchés, on ne fabrique plus rien de bon dans ce pays. Alors il faut que tout cela cesse. Et c'est à nous qu'il revient le devoir d'expliquer à nos dirigeants actuels que nous avons compris leur petit manège et que maintenant, c'est terminé ! Ou bien ce pays bouge une fois pour toutes, ou bien ce sera la misère. Et pour très longtemps."

6- " Au vu des commentaires que je découvre au jour le jour, j'en arrive à penser que nous devrions faire un retour en arrière, jusqu'aux" années de plomb" et demander la réhabilitation des membres de "la bande à Baader", des "brigades rouges", et"action directe". Aucun d'eux n'a essayé de vous "piquer" votre porte-monnaie. Nous ne les avons pas suivis, par soucis de démocratie, mais nous étions manipulés, nous baignions dans l'imaginaire collectif. Force est de reconnaître,qu'aujourd'hui, cette démocratie n'a plus que le nom et devrait s'écrire : démocrassie, la démonstration de la crasse. On est en train de nous refaire le coup de la crise!!! Pourquoi pas? Ca a très bien marché,les pauvres en ont "pris plein la tronche", les riches s'en sont mis plein les poches,bingo! De quelque côté que vous vous tourniez, les "maquereaux" sont là pour "relever les compteurs". Pour le départ de vos vacances, Paris-Marseille, 130 euros, attendez lundi : 80 euros. Total a détourné dix milliards sur la misère humaine,sans état d'ame.

Qui sont les véritables criminels de ce monde? Les prisons du monde entier sont surpeuplées, ça prouve bien que la solution est inadaptée. On incarcère les puces du dragon au lieu de lui trancher le cou... On prête cette phrase à notre président : "Méfions nous,le peuple français est un peuple régicide". Et si nous lui donnions enfin raison? Sans haine particulière pour ce monsieur qui n'est qu'un rouage parmi tant d'autres, une molécule du dragon,poussé aux fesses par une foultitude de"meme que lui", déterminée à lui piquer son job. Je crains fort que l'indignation,très à la mode, ne soit un "détonateur"suffisant, il va falloir passer un cran au-dessus. "

7- "Privatiser les profits, et nationaliser les pertes. Voilà ce que les marchés financiers exigent. En vertu de quelle légitimité ? Tout simplement parce qu'ils nous tiennent en otage. Si on les laisse se débrouiller avec le péttrin où ils se sont mis, ils nous feront couler avec eux."

8- "Cet article démontre, s'il en était besoin, le niveau de corruption idéologique des grands organes de presse.

On en arrive à souhaiter que cette nouvelle crise produise pour de bon ce chaos dont elle nous menace en permanence avec son chantage baissier. Alors nous verrons bien qui rira le dernier : les Etats ne réitéreront jamais ce cadeau qu'ils ont fait en 2008 de nationaliser les pertes et il faudra bien que quelqu'un paye.

Or, j'ai bien peur que cette fois-ci, le corps social ne cherche à ce faire payer en nature avec "une livre de chaire"...

9- "Quand les marchés financiers imposent leur dictature, il est urgent d'imposer une nouvelle nuit du 4 Août.

La crise c'est eux, la solution c'est nous.

P.S : Bravo à l'essentiel des réactions que je viens de lire. Celà montre un niveau de compréhension et d'un refus des manipulations."

10- "J'adore le titre "L'aléa politique dans les marchés doit disparaître" ! Et si on commençait par faire disparaître l'aléa des marchés ?? En mettant en prison tous les financiers, et en les remplaçant par des gens qui ont un tout petit peu une vision humaine du monde ?" (Le titre était du Figaro ! - note du site)

## Politique

### Ukraine

Agissant sur ordre d'un juge, la police ukrainienne a arrêté vendredi l'ex-chef du gouvernement Ioulia Timochenko pour violations de la procédure dans le cadre de son procès pour abus de pouvoir devant un tribunal de Kiev.

L'ex-Premier ministre âgée de 50 ans est accusée d'avoir abusé de son pouvoir en signant en 2009 un contrat d'importation de gaz avec la Russie à des tarifs jugés trop élevés. Ioulia Timochenko se dit innocente, affirmant être victime d'un complot fomenté par Viktor Ianoukovitch pour l'écartier des prochains scrutins législatifs et présidentiel et écraser l'opposition. (AP 05.08)

### Egypte

La police militaire a dispersé vendredi soir par la force un repas de rupture du jeûne de ramadan organisé sur l'emblématique place Tahrir, dans le centre du Caire, ont indiqué des témoins. Plusieurs militants démocrates se trouvaient à cet 'iftar',

auquel participaient également des familles.

'Nous étions environ 150 personnes, réunies près de la mosquée Omar Makram, quand la police militaire, armée de bâtons, nous a dispersés et a commencé à nous frapper', a affirmé Ahmed Farès, qui se trouvait sur place. 'Après l'iftar, certaines personnes ont commencé à lancer des slogans et à appeler à la pendaison de Moubarak. Les policiers sont intervenus avec des bâtons, nous avons dû courir nous réfugier dans la station de métro', a précisé Ahmed Naïm, un autre militant. (lemonde.fr 05.08)

## Economie

### 1- La Bourse ou la vie

1.1- Les marchés européens ont terminé sur des baisses prononcées, qui portent leur repli hebdomadaire à des niveaux sans précédent depuis près de trois ans, sur fond de double crainte de la crise de la dette et du ralentissement des grandes économies mondiales.

A Paris, le CAC 40 a perdu 1,26% . C'est la dixième séance de baisse d'affilée pour le CAC, qui a abandonné 10,6% au cours de la semaine écoulée. Il a perdu 17% en un mois. (lefigaro.fr 05.08)

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a perdu 1,78%, clôturant au plus bas depuis 13 mois, en recul de 9,8% sur la semaine, sa plus forte baisse hebdomadaire depuis octobre 2008.

Les reculs à la clôture atteignent 2,71% à Londres et 2,78% à Francfort.

En ce qui concerne les Bourses des pays "périphériques" de la zone euro, déjà très éprouvées jeudi, le recul a atteint 1,2% à Lisbonne et 2,25% à Athènes, mais Milan et Madrid ont fini sur des replis plus légers de 0,70% et 0,18% respectivement. (Reuters 05.08)

### 1.2- Pour Benoît de Broissia, gérant de KBL Richelieu interviewé par Le Figaro.

- Ce qui est sûr, c'est que le phénomène de baisse est tellement violent et rapide qu'il apparaît clairement que les marchés financiers ont intégré un scénario que jusque-là tout le monde n'avait pas voulu voir : la récession économique mondiale. Et par conséquence la révision à la baisse des bénéfices des entreprises. Cette situation ressemble fortement à une capitulation. La visibilité économique manque, la volatilité est très élevée, les volumes d'échanges également. Nous sommes rentrés dans un «bear market» (marché baissier sur une longue période).

Comment réinstaurer la confiance sur les marchés financiers ?

Tout le monde attend que la BCE soit le pompier de service. Mais Jean-Claude Trichet n'a jamais été très efficace pour rassurer les investisseurs. La Banque centrale européenne réagit souvent avec retard et sous la pression des marchés. Sa politique monétaire est trop calquée sur celle de l'Allemagne. Une politique plus expansionniste et donc plus favorable à celle des pays fragiles financièrement serait plus judicieuse puisque le risque d'inflation, alimenté par une hausse des matières premières et une reprise de la croissance vigoureuse, est en train de disparaître.

(Sachant que tous les pays sont frappés par cette crise, il dit que le seul recours qu'il leur reste consiste à fragiliser ceux qui le sont moins que les autres, jusqu'au moment où ils en seront tous rendus au même point... de non-retour ! - note du site)

Le rachat d'actifs n'est-il pas de nature à rassurer les marchés ?

Les actions de la BCE, à savoir l'injection de nouvelles liquidités à douze mois dans le système bancaire et le rachat de titres italiens et espagnols, sont insuffisantes. Elles ne soulageraient que temporairement les marchés financiers. Le stress que nous connaissons actuellement n'est plus seulement un stress de liquidités mais de confiance. Et pour redonner de la confiance aux investisseurs aujourd'hui, il faut rétablir l'équilibre budgétaire.

(mission impossible ! Il nous dit tout de suite pourquoi. - note du site)

Le retour de la confiance est-il donc de la responsabilité des responsables politiques ?

Tout à fait. La responsabilité des dirigeants politiques est forte dans la dégringolade des marchés financiers. Jusque-là, ils ont plus réagi qu'agi. Et surtout ils ont plus provoqué la panique chez les investisseurs qu'instaurer une certaine sérénité. Les Européens ont du mal à trouver un consensus solide et durable pour la zone euro. De même, l'accord de dernière minute entre les républicains et les démocrates est trop fragile. Devant l'ampleur de la chute des marchés, il serait temps que les

responsables politiques adressent un signe fort et ramènent un peu de calme. Il faut se débarrasser de l'aléa politique et pour cela, faire des réformes institutionnelles comme la «règle d'or». Mais comment mettre en place une politique budgétaire restrictive avec une croissance faible ? L'équation sera difficile à résoudre. Surtout en cette période pré-électorale.

(Le marché mondial n'est pas extensible à volonté, de plus il y a de plus en plus de concurrents pour se partager le gâteau, ce qui complique encore la situation. Les solutions qu'il préconise ne peuvent que conduire à accroître la proportion de la population n'ayant pas accès au marché ou à une consommation de masse, donc à accentuer la crise actuelle.

Pour que leur "équation" voie le jour, il leur faudrait infliger une grave défaite au prolétariat ou supprimer les acquis politiques dont il bénéficie, liquider ses organisations et ses partis, afin d'imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs, mais même en admettant qu'ils y parviennent, ils ne profiteraient que d'un court répit car les travailleurs ne le tolèreront pas indéfiniment, dans ce domaine-là aussi il existe une limite au-delà de laquelle la quantité se transforme en qualité. - note du site)

1.3- Les marchés d'actions américains ont terminé vendredi leur plus mauvaise semaine en plus de deux ans au terme d'une séance particulièrement volatile qui a vu les principaux indices new-yorkais souffler le chaud et le froid.

Près de 16 milliards d'actions ont été échangées sur la seule séance de vendredi, du jamais vu en plus d'un an.

Les dégagements observés cette semaine ont avant tout reflété les craintes d'investisseurs qui redoutent que la première économie mondiale renoue avec la récession alors que les dirigeants politiques américains et européens apparaissent de plus en plus impuissants face à la crise de la dette souveraine.

En Europe, les principaux chefs d'Etat et de gouvernement ont multiplié les coups de téléphones et les déclarations selon lesquelles il est urgent de mettre en oeuvre les décisions prises lors du sommet européen du 21 juillet afin d'endiguer la propagation de la crise de la dette. (ajouter de la dette à la dette, leur solution ! - note du site)

Sur la semaine, le Dow a cédé 5,8%, le S&P 500 -7,2% et le Nasdaq -8,1%. (Reuters 05.08)

## 2- Etats-Unis

2.1- L'agence de notation Standard & Poor's a annoncé vendredi pour la première fois la baisse de la note souveraine des Etats-Unis à AA+, en raison notamment du déficit public croissant du pays. La perspective est négative, a ajouté S & P, ce qui indique que la note pourrait être à nouveau dégradée entre les 12 et les 18 prochains mois.

L'agence avait évalué à 4.000 milliards de dollars sur dix ans le montant nécessaire pour pouvoir confirmer la note triple A des Etats-Unis. L'accord finalement conclu mardi dernier au Congrès sur le relèvement du plafond de la dette jusqu'en 2013 prévoit moins de 2.500 milliards de dollars d'économies budgétaires. (20minutes.fr 05.08)

2.2- Alors que les investisseurs célèbrent l'accord entre Démocrates et Républicains sur le relèvement du plafond de la dette par une reprise sur les marchés, le célèbre chroniqueur économique du *New York Times*, Paul Krugman, fustige ce lundi 1er août une "capitulation" du président Barack Obama et prédit des conséquences désastreuses sur l'économie américaine.

*"L'accord, compte tenu des informations disponibles jusqu'à présent, est un désastre, et pas seulement pour le président Obama et son parti. Il causera des dommages à une économie déjà en crise. Cela va probablement aggraver, et non améliorer, le problème de déficit des Etats-Unis sur le long terme"*, s'inquiète le Prix Nobel d'économie 2008. Et de prédire plusieurs années de déclin pour l'activité américaine.

*"La pire chose que vous puissiez faire dans ces circonstances est de réduire les dépenses du gouvernement, car cela aggravera encore plus la dépression économique. Ne tenez pas compte de ceux qui invoquent la fée 'confiance', et qui prétendent que la rigueur budgétaire rassure les investisseurs et les consommateurs, les encourageant à dépenser plus. Cela ne marche pas comme ça, l'Histoire l'a déjà prouvé de nombreuses fois"*, écrit-il, avant d'ajouter: *"Ceux qui demandent aujourd'hui des coupes dans les dépenses sont comme les docteurs du Moyen-âge qui traitait les malades en les saignant, les rendant au final encore plus malades"*.

*"Ne vous y trompez pas, nous assistons ici à une catastrophe sur plusieurs niveaux"*. Economique et politique, précise l'économiste, les Démocrates venant de prouver qu'ils étaient incapables de faire pression sur leurs opposants Républicains. Mais pire encore, s'inquiète Paul Krugman, *"comment la démocratie américaine peut-elle fonctionner quand un parti, suffisamment préparé pour être impitoyable et pour menacer la sécurité économique de la nation, parvient à dicter sa politique ?"*. (challenges.fr 01.08)

2.3- Fannie Mae a annoncé vendredi qu'il demanderait 5,1 milliards de dollars supplémentaires (3,6 milliards d'euros) au Trésor, la fragilité du marché de l'immobilier contribuant à creuser les pertes du géant américain du rehaussement de crédit.

Le numéro un américain a par ailleurs fait état vendredi d'une perte nette part du groupe de 5,2 milliards de dollars, soit 90 cents par titre, au deuxième trimestre.

Avec le chômage élevé et la poursuite des saisies immobilières, Fannie Mae prévoit que le marché immobilier continue de rencontrer des difficultés avec des pressions baissières sur les prix. (Reuters 05.08)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 7 août

On essaie de se détendre un peu, c'est dimanche.

Je n'ai pas pu aller visiter une maison que j'ai en vue hier et aujourd'hui, parce que ce sont de "*mauvais*" jours ! Ici la superstition est omniprésente, c'est directement un produit de la religion, une forme d'obscurantisme qu'entretiennent les classes dominantes, Magueswary m'a dit que le propriétaire possédait "*une grosse bagnole*" et qu'il était sans doute le plus riche et le plus influent du village. Gageons une fois de plus qu'il faille employer ce superlatif associé à toutes les valeurs négatives qui nous passent par la tête sans craindre de se tromper, au bout de 17 ans passé en Inde le taux de réussite s'est révélé être de 100%, on m'excusera de ne pas croire aux miracles.

Pas davantage quand le gouvernement indien prétend en finir avec la corruption, car si c'était le cas, l'Inde se retrouverait dans la même situation que la Belgique, c'est-à-dire incapable de former un gouvernement !

La corruption a tellement rongé les esprits qu'elle les a rendus inaptes à fonctionner normalement. Vous demandez à quelqu'un de fixer un rendez-vous, il va vous répondre à 14h lundi, mais il aurait pu très bien vous dire à 17h jeudi, cela n'a aucune importance puisque votre interlocuteur n'est pas en mesure lui-même de savoir s'il n'aura pas mieux à faire pour ne pas se rendre au rendez-vous qu'il vous aura fixé. Vous lui posez une question, il vous répond, estimez-vous satisfait et n'en demandez pas plus. S'il se présente à ce rendez-vous, tant mieux pour vous, s'il ne s'y présente pas vous n'aurez rien à lui reprocher puisqu'il avait mieux à faire, et si vous osez lui reprocher de vous avoir posé un lapin, vous vous ferez salement engueulé pour prétendre savoir mieux que lui ce qu'il avait de mieux à faire, non mais franchement !

Je me rends au bureau d'immigration avec le dossier qu'on m'a réclamé, je l'ai préparé méticuleusement pour ne pas avoir à y retourner une énième fois. Le responsable de ce bureau le consulte, il épluche chaque document, il recommence au moins trois fois, puis il trouve le moyen de me dire qu'il n'est pas complet, qu'il y figure des documents qu'il ne m'a pas demandés et qu'il y manque certains papiers. Bref, l'histoire va durer une heure montre en main, la meilleure c'est que c'est lui qui me le signale l'air de dire que je lui ai fait perdre son temps, car en plus d'être tordu, débile et malhonnête, il ne manque pas d'air, s'il est incapable de faire son boulot correctement, c'est de ma faute ! C'est comme avec l'histoire du rendez-vous manqué, c'est de votre faute, vous avez été trop con de croire que la personne s'y rendrait ! Ah mais c'est que cela va très très loin. J'ai eu à faire en 17 ans à des médecins, des avocats, des ingénieurs, des commerçants, des dirigeants de grandes entreprises ou de cliniques, des directeurs de banques, des hauts fonctionnaires, des élus de différents partis, des intellectuels en tous genres, profs, artistes, etc. tous agissent indistinctement de la sorte, j'ai oublié les policiers, mais chez eux c'est normal.

L'autre jour Mageswary prend soin de téléphoner à son cardiologue pour lui demander si elle pourra le consulter après sa prise de sang hebdomadaire, il lui répond positivement à partir de 10h du matin. Elle attendra dans sa clinique jusqu'à 18h30 et retournera à la maison dans un tel état d'épuisement qu'elle ira directement se coucher. Elle m'a dit qu'une femme qui crachait du sang était arrivée à la clinique à 5h du matin et l'avait attendu toute la journée. Et puis, si cela ne vous plaît pas personne ne vous a sonné, vous n'étiez pas obligé de vous rendre dans cette clinique, vous avez le droit d'aller vous faire voir ailleurs ! Voilà pour la notion de respect made in India ! Et je vous assure que tout ce que je vous raconte là est rigoureusement exact, je ne caricature pas.

Je dois écrire une formule sur un papier timbré d'une valeur de 100 roupies à destination du bureau de l'immigration. Je me rends à Pondichéry pour acheter ce papier timbré, je tombe sur une femme qui m'en propose un à 250 roupies, je lui réponds qu'un à 100 roupies me suffira, elle me répond que cela n'existe pas et que c'est à prendre ou à laisser. Je la traite de voleuse comme il se doit, puis je me renseigne ailleurs. Je trouve enfin un endroit où je peux me procurer ce foutu papier. La femme me dit que deux feuilles à 50 roupies chacune fera l'affaire, je lui dis d'accord, elle me tend les deux pages, je lui donne 100 roupies, elle me dit alors que cela fera 120 roupies, alors que la valeur des papiers est de 100 roupies, elle baragouille quelque chose que je ne comprends pas, comme je n'ai pas de temps à perdre pour 20 roupies, je lui donne et je m'en vais toujours en la traitant de voleuse.

J'achète une douzaine d'oeufs dans une petite échoppe où je me rends plusieurs fois par semaine depuis 11 ans. Le boutiquier me tend un petit sac plastique transparent avec les oeufs dedans, je le prends délicatement évidemment et au moment de le

ranger dans mon sac je m'aperçois qu'il y en a un de cassé et qui commence à couler dans le sac, je parcours les quelques mètres qui me séparent du commerçant et je lui tends le sac en lui montrant l'oeuf cassé, il le prend et enlève les oeufs qu'il place dans un autre sac, pendant ce temps-là je regarde ailleurs, enfin je récupère mes oeufs et je rentre à la maison. Arrivé chez moi je sors les oeufs de leur emballage et à ma surprise je constate qu'il en manque un. Car évidemment c'est moi qui avait cassé l'oeuf manquant et non ce boutier de merde qui ne tenait pas à perdre 3 roupies, une somme rendez-vous compte !

Je continue ou cela n'est pas la peine ? Une petite dernière.

Hier j'ai enfin pu changer la batterie de l'onduleur qui était à l'agonie. Précédemment à trois reprises j'étais allé à la boîte qui me l'avait vendue et chaque fois le type qui m'avait reçu m'avait répondu de repasser le lendemain car il n'en avait pas en stock, les deux fois précédentes j'ai commis l'erreur de le croire et j'étais repassé le lendemain pour rien, cette fois j'ai laissé passer une dizaine de jours et j'ai pu obtenir cette batterie. Le mec, il s'en fout complètement que je me sois déplacé à trois reprises dont deux fois pour rien, si j'ai été assez con pour le croire à deux reprises je n'ai qu'à m'en prendre qu'à moi-même !

Quand vous leur demandez poliment et calmement je précise, s'ils ne se foutaient pas de votre gueule par hasard, vous savez ce qu'ils vous répondent systématiquement : mais monsieur ici vous êtes en Inde, c'est comme cela, c'est partout comme cela, vous ne le saviez pas ? Si vous vous énervez vous avez le droit à un complément : retournez dans votre pays, agréable, non ? L'anarchie et l'arbitraire qui règne dans ce pays, qu'on ne peut pas qualifier d'Etat de droit, est le prétexte tout trouvé pour justifier ce genre de rapports et le manque de respect généralisé envers les autres, et je dois m'estimer heureux, car en tant qu'étranger on me traite avec égards, si, si vous ne vous en êtes peut-être pas aperçus dans les exemples que je vous ai fournis plus haut, alors imaginez leur comportement quand ils ont en face d'eux un pauvre bougre...

J'en vois déjà qui doivent se dire : on n'en est pas encore là en France heureusement, cela va venir camarades... J'ai oublié d'inclure dans la liste des différentes catégories de gens que j'ai rencontrés en Inde, les Indiens qui vivent en France depuis de nombreuses décennies et qui se comportent exactement de la même manière que s'ils n'avaient jamais quitté l'Inde, quelque part ils sont même encore pire, ce sont généralement les plus prompts à vous traiter de racistes ou à vous dire que c'est déjà bien beau que l'Inde vous ait accueilli les bras ouverts et que si vous n'êtes pas comptant personne ne vous retient ici, c'est charmant comme relations !

Ce que je vous raconte là est une tranche de vie, il ne faut pas le prendre autrement, vaut mieux le préciser.

Je crois qu'il vaut mieux toujours regarder la réalité en face avant d'adopter une position que l'on pourrait être amenée à regretter par la suite. Il faut partager un minimum de valeurs pour envisager des relations avec des gens, sinon c'est totalement impossible. Il y a des gens qui ont fait l'expérience mais se refusent à l'admettre, ce sont de dangereux apprentis sorciers.

Dans ce contexte la lutte des classes se présente sous un angle encore plus déformé qu'en France. Elle existe en Inde comme partout ailleurs dans le monde, mais en partant de beaucoup plus loin ou bas, dans une confusion totale, sans points de repère, sans même pouvoir prendre appui sur les valeurs fondamentales qui constituent le socle de la civilisation humaine ou de la démocratie. Développer le mouvement ouvrier en Inde s'avèrera forcément une tâche extrêmement compliquée et longue, j'avoue que je n'ai jamais eu le temps de m'y intéresser étant trop pris par l'actualité des pays plus développés. Pour paraphraser Trotsky qui évoquait avec F. Zeller les dirigeants de l'avant-garde en France dans les années 30, je sais qu'il nous faut faire avec la classe telle qu'elle est à défaut de mieux, c'est possible dans un pays où le prolétariat a une longue expérience derrière lui de la lutte des classes, cela le sera beaucoup moins dans un pays comme l'Inde, notez bien que je n'ai pas dit que ce serait impossible.

Il nous faut évidemment soutenir le mouvement ouvrier indien, mais vaut mieux savoir où l'on met les pieds et ne pas se bercer d'illusions, c'est tout ce que je voulais dire. Il y a tant de militants qui se sont leurrés sur l'issue des mouvements révolutionnaires des derniers mois en Afrique du Nord et dans le Moyen et Proche-Orient, qu'il valait préciser certaines choses.

Souvenez-vous encore de la mobilisation sur les retraites à l'automne dernier où soi-disant tout était possible et comment de nombreux militants se sont fourvoyés ou leurrés. Si leurs dirigeants leur avaient donné une analyse correcte de la situation et de l'état d'esprit des masses, ils auraient compris que la position des dirigeants syndicaux reposait sur le manque de maturité politique de la majorité de la classe et la faiblesse de son organisation pour briser le carcan des appareils, et que l'accord passé entre ces derniers et Sarkozy nécessitait d'orienter le combat contre les institutions pour aider les masses indécises ou désorientées à comprendre qu'elles ne pourraient vaincre qu'en unissant leurs forces sur un objectif politique, chasser Sarkozy. Ils ont préféré s'en tenir aux arguments avancés par leurs dirigeants pour lesquels seul l'obstacle des appareils posait problème, sans chercher à comprendre sur quoi reposait au juste cet obstacle. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient subordonné leur combat à un objectif immédiat qu'ils pensaient possible d'atteindre, au lieu d'en faire un moment de la lutte de classe sur le chemin du combat pour la prise du pouvoir, en subordonnant la tactique à la stratégie ils ne pouvaient que faire naître des illusions dans la tête des militants.

Si les travailleurs en ont marre de Sarkozy et du régime, des institutions et des élus en général, s'ils n'ont aucune confiance dans les partis ouvriers ou dits ouvriers, pas davantage dans les dirigeants syndicaux, comment se fait-il alors qu'ils ne se mobilisent

pas davantage, comment se fait-il que par millions ils ne cherchent pas la voie de l'organisation pour mettre un terme à une situation qu'ils disent ne plus supporter ? Ils ne peuvent plus la supporter ou ils espéraient avoir une vie meilleure ? Ils ne la supportent plus mais tant bien que mal continuent-ils de vivre comme avant, oui ou non ? Qu'est-ce qu'ils ne supportent plus au juste, de devoir vivre dans la pauvreté et l'indigence ou de devoir aller au restaurant et au cinéma moins souvent, de devoir passer deux semaines de vacances sous les tropiques au lieu de trois ou de devoir se passer de viande un jour sur deux, de devoir attendre les soldes pour acheter à leur gosse une paire de baskets à 100 euros au lieu de 150 ou de craindre de l'envoyer à l'école nus pieds à la rentrée ?

Le b.a.-ba de la lutte de classe nécessite d'être capable de répondre précisément à ces questions, de connaître et tenir compte de la nature humaine dont la capacité d'adaptation à la souffrance est plus grande que l'on ne pense. Si maintenant on ne veut prendre en compte que leur faculté de résistance à la remise en cause de leurs acquis sociaux, on se plante forcément. Vivre dans la précarité et la pauvreté n'est pas une partie de plaisir, mais si à côté l'Etat fait en sorte qu'elle soit supportable à moindre frais avec des aides diverses, après tout pourquoi pas en profiter si on peut assumer le quotidien sans bouger le petit doigt, combien de travailleurs font ce calcul ?

Ecrasées sous le poids des inégalités et des injustices qu'elles ont toujours connues, il arrive un moment où les masses finissent par devenir fatalistes et se complaisent dans cette situation, qui n'a rien d'enviable on est bien d'accord, c'est ainsi et il faut le savoir, pas par le biais d'un libre choix consenti mais parce qu'elles y sont contraintes, elles se disent que leur situation pourrait être pire encore, ce qui explique pourquoi il leur arrive de remercier ou soutenir leurs bourreaux ! Ce qui ne les empêche pas d'être révoltées contre le sort injuste que la société leur a réservé et de le faire savoir à travers des explosions sporadiques et isolées, car au fond d'elles-mêmes elles aspirent au même bien-être que les autres classes de la société.

La révolution est possible, mais une situation révolutionnaire ne donne pas lieu forcément à une révolution. Pourquoi le plus nombreux et le plus puissant demeure soumis à la domination d'une minorité plus faible ? Parce que cette minorité a conscience de ses intérêts de classe et s'organise pour les défendre, alors que la majorité n'a pas confiance en elle-même et demeure faiblement organisée pour imposer la satisfaction de ses besoins. On en revient toujours à ces deux facteurs liés à la question du parti qui nous fait défaut et à l'absence de perspective politique.

Vous n'avez pas remarqué que généralement les travailleurs agissaient comme si tous les acquis sociaux dont ils profitent leur tombaient tout cuits dans le bec sans se poser de questions, tenez, encore une fatalité, sauf qu'ils n'ont pas existé de toute éternité. Leur vie se réduit à ce qu'ils vivent au présent, bien peu sont capables de se pencher sur le passé et encore moins de se projeter dans l'avenir. Faire leur éducation est un travail de longue haleine pour qu'ils se réapproprient leur propre existence, qui n'est pas seulement aliénée par le travail mais par la société toute entière. Imaginez que l'on pourrait remédier à ce problème ou le résoudre du jour au lendemain au détour d'une situation révolutionnaire est du domaine de l'utopie. Faire l'économie de ce travail ou en laisser le soin à d'autres qui sont également subordonnés au capital et leur niveau de compréhension de la société n'évoluera jamais ou pas suffisamment pour envisager de pouvoir changer la société.

La question du parti ne se réduit pas à former une armée de combattants révolutionnaires conscients qui demain assumeront des tâches de direction dans la nouvelle société que nous voulons construire, elle doit aussi consister à associer ces millions de travailleurs à notre combat dans la perspective du socialisme, c'est d'autant plus important qu'ils sont les seuls à avoir conscience de n'avoir rien à perdre à la liquidation du régime, contrairement aux travailleurs qui se sont embourgeoisés et qui s'estiment plus ou moins heureux de leur sort, même au prix de sacrifices, par exemple quand dans un ménage, les deux doivent impérativement travailler et n'ont pas de temps à consacrer à l'éducation de leurs enfants. C'est d'autant plus important de conquérir la confiance de ces travailleurs, qu'ils formeront au cours de la révolution les bataillons ouvriers les plus déterminés qui entraîneront à leur tour le gros des troupes des masses exploitées au combat, y compris les couches les plus arriérées.

La France demeure le pays par excellence de la lutte des classes. Même déformé, l'état d'esprit des travailleurs est plus développé que dans la plupart des autres pays du monde, en comparaison avec l'Inde, il existe une base solide ou des repères propices au mûrissement de leur conscience de classe.

On reviendra sur la situation en France sous un angle disons plus politique dans quelques jours. Contrairement à ceux qui considèrent que la notion de parti serait dépassée, si nous souhaitons la disparition du PS et ses satellites ce n'est pas pour les remplacer par un désert, mais bien par un parti ouvrier authentiquement révolutionnaire et construit sur les bases du marxisme ou du léninisme.

Cette causerie n'a pas la valeur d'un article de fond, n'y prêtez pas plus d'importance qu'elle en a ou que je lui accorde, dites-vous simplement que c'est le genre de propos qui entrent dans la catégorie d'une discussion à bâtons rompus entre militants.

Dans l'actualité à suivre les prochains jours, la suite de la crise aux Etats-Unis et en Europe bien sûr, Standard & Poor's roule pour les républicains, c'est tellement évident que le correspondant de TV5Monde Asie à Washington l'a reconnu aux infos hier soir, ensuite les rapports de plus en plus tendus avec la Chine, lire l'article que j'ai mis en ligne aujourd'hui.

Emplette d'été avant la tempête d'automne ou du printemps.

- Pistolets automatiques et fusil d'assaut de type kalachnikov sont vendus 700 euros en moyenne, d'après une source syndicale policière. (Reuters 06.08)

Mais on peut aussi attendre les soldes du printemps ! Au fait, c'est à Marseille, pas à Kaboul, Mogadiscio ou Beyrouth !

Hier la résistance afghane a abattu un hélicoptère de l'armée d'occupation américaine, bilan 38 morts dont 31 soldats américains. Je me suis toujours demandé pourquoi ils n'utilisaient pas leurs lance-roquettes ou leurs lance-missiles pour descendre tout ce qui volait à leur portée, pas vous ?

### Parole d'internaute

1- "Après les récentes critiques de Poutine qui reproche aux Américains de vivre au-dessus de leurs moyens (via les crédits "poubelles" ou autres credit default swap, créés par la JP Morgan) et mettant ainsi en danger toute l'économie au niveau mondial, c'est au tour de la Chine de fustiger les Américains. Bon. On peut s'attendre, pour très bientôt, à un monde coupé en deux : les pays B.R.I.C. et l'US/UE (avec ses dettes abyssales) qui coulera inévitablement. Un grand merci à Rotschild & Co qui se sont bien servis de nous pour s'enrichir en mettant le chaos à notre économie. Attendons-nous à une vraie descente en enfer. Sortons vite de ce "serpent" avant qu'il ne soit trop tard et mettons fin à l'emprise de tous ces imposteurs, inventeurs de ces soi-disant crises économiques." (lefigaro.fr 06.08)

J'ai mis en ligne ce commentaire pour la citation de Poutine, et un peu plus tard je me suis dit qu'il allait peut-être y avoir des petits malins pour nous ressortir l'histoire de l'affrontement entre deux blocs en guise de lutte des classes pour fourvoyer le mouvement ouvrier dans une nouvelle impasse...

2- "La Chine suggère à Washington de réduire ses dépenses militaires et sociales.

C'est marrant de la part d'un pays "communiste" de dire ça!!" (Reuters 06.08)

Communisme et réduction des dépenses sociales sont incompatibles, merci de le relever, mais il faut aller plus loin et en conclure que le régime chinois n'a pas grand chose à voir avec le communisme qui reste à découvrir. Dépêchez-vous, c'est l'avenir !

### Politique

France

1- Pathétique

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy remonte, mais ne se porte toujours pas au mieux. Le baromètre mensuel Harris-Interactive pour Le Parisien donne trois points de mieux au chef de l'Etat (à 24%).

Quelque 70% de Français restent toutefois mécontents de l'action du chef de l'Etat mais ses proches s'en satisfont après des mois de stagnation autour de 21%. (lexpress.fr 06.08)

Et l'Express devra faire avec ! Que d'efforts déployés pour camoufler qu'en dehors des nantis l'immense majorité n'en peut plus de ce régime.

2- Double rejet !

Selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche, alors qu'on leur présentait deux hypothèses de finale en 2012, Sarkozy-Aubry ou Sarkozy-Hollande, les sondés étaient invités à dire à laquelle des deux personnalités ils font «le plus confiance pour réduire la dette et le déficit publics si elle est élue présidente de la République en 2012».

Dans la première hypothèse, 52% des personnes interrogées ne font confiance à aucun des deux sur ce chapitre. 28% font confiance à Nicolas Sarkozy et 20% à Martine Aubry.

A la même question concernant le second scénario, 48% disent ne faire confiance ni à l'un ni à l'autre, 27% font confiance au président sortant et 25% à François Hollande. (liberation.fr 06.08)

Ce qui s'est exprimé ici, c'est plus que le rejet des trois candidats du capital, c'est le rejet de la dette elle-même, car il est certain que si à la question posée il avait été précisé que ce serait aux travailleurs de la payer à la place des voyous de la finance, le pourcentage du rejet serait monté à 80 ou 90%.



On ne peut pas demander à un institut de sondage de poser correctement une question, même en tentant de manipuler les personnes sondées en la posant de travers ils ont toutes les peines du monde à obtenir le résultat qu'ils escomptaient, là en l'occurrence il est inexploitable.

Il ne vous aura pas échappé que ces personnes interrogées n'ont pas plus confiance dans l'UMP que dans le PS pour trouver une solution à la crise et à leurs difficultés croissantes.

### 3- La voix du caniche

Premier Etat à réagir en Europe, la France a affirmé samedi sa "*totale confiance*" dans la solidité de l'économie des Etats-Unis, dont la note souveraine a été dégradée par Standard and Poor's, et dans la capacité du gouvernement américain à sortir de "*cette mauvaise passe*".

*"La France pour sa part a une totale confiance dans la solidité de l'économie américaine. On a confiance dans les fondamentaux de cette économie qui est l'une des plus puissantes au monde et dans la détermination du gouvernement américain à mettre en oeuvre le plan qui a été approuvé par le Congrès cette semaine"*, a ajouté François Baroin. (Reuters 06.08)

Le caniche est docile et facile à dresser, il colle aux basques de ses maîtres, c'est le chien à la baballe, ma grand-mère a toujours eu des caniches et un de ses frères (Dédé) présentaient un numéro de cirque avec des chiens et des perruches que l'on pouvait voir notamment à la télé à la Piste aux étoiles. Je préfère mon chien (un dogue allemand) parce qu'il est plus indépendant et inspire le respect... contrairement à ce gouvernement.

### Israël

Deux cent mille manifestants à Tel Aviv, plus de 300 000 dans l'ensemble d'Israël sur une population de sept millions d'habitants : samedi soir, le « Printemps israélien » a fait le plein une nouvelle fois, trois semaines après le début d'un mouvement spontané de protestations contre la vie chère qui a pris l'allure d'un vaste happening social et culturel.

Samedi soir, plus de 10000 manifestants défilaient en direction de la résidence du premier ministre, comme l'indiquait le site +972 sur Twitter.

Jusqu'ici, le mouvement a largement conservé un caractère apolitique, et évité la récupération par les partis politiques existant, même si, dans les sondages, la gauche et l'extrême gauche retrouvent des couleurs qu'elles avaient perdu ces dernières années.

Les grands rassemblements de ce type étaient jusqu'ici le fait des pacifistes de La paix maintenant ; Mais la question de la paix avec les Palestiniens est largement absente de cette mobilisation, même si certains tentent de l'inclure. Qu'il s'agisse des partisans de la paix, comme des colons juifs des territoires occupés qui tentent de profiter de la situation pour pousser leur agenda.

Cette semaine, d'ailleurs, le gouvernement israélien a autorisé la construction de nouveaux logements dans un secteur contesté de Jérusalem-Est, s'attirant la condamnation des grandes capitales étrangères et des Palestiniens.

L'absence de politisation de ce mouvement social est à la fois sa force, lui permettant de rassembler dans la rue et dans les sondages une large proportion des Israéliens ; C'est aussi sa faiblesse potentielle, puisque, comme le rappelle dans le quotidien Haaretz ce weekend, le professeur Zeev Sternhell, une grande figure pacifiste, les mouvements spontanés qui ne se donnent pas de perspective politique sont voués à se désintégrer, citant en exemple ... mai 68 (Sternhell a fait ses études en France !).

L'ampleur de la mobilisation est, quoi qu'il en soit, historique, et il est évident qu'elle aura un impact politique dans un pays situé au coeur du Proche Orient, dans une région en pleine ébullition, entre révolution égyptienne qui se cherche, le massacre à huis-clos en Syrie, et des territoires palestiniens prêts à exploser si, une nouvelle fois en septembre, ils se voient privés de toute perspective étatique. (Rue89 06.08)

Le professeur Zeev Sternhell a bien résumé la situation qui vaut également pour tous les pays. Nous non plus nous ne tenons pas à renouveler l'expérience de mai 68 qui s'est soldée par un échec.

Au fait, hier soir aux infos sur TV5Monde Asie ils ont montré des images de la nouvelle mobilisation qui a eu lieu samedi en Espagne où les masses ont réinvesti les places des principales villes du pays. Je n'en ai pas trouvé traces ce matin dans les articles de presse proposés sur le Net.

Le boulot d'hier après-midi mis en ligne hier vers 13h en France.

Avec un peu d'avance sur demain, pour ainsi dire en temps réel, je vous fais profiter de mon travail.

Comme il est beaucoup question de l'UE et la BCE, enfonçons le clou et démontrons si besoin était qu'en réalité ces institutions aussi indépendantes soient-elles, sont dirigées par les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE et qu'elles n'existent que par leur volonté en tant que représentants des intérêts de la classe des capitalistes, d'où la nécessité d'orienter dans chaque pays le combat contre l'Etat et non contre l'UE, la BCE ou le FMI, ce que se refusent obstinément tous les partis dits ouvriers.

Voici le bref article que je viens de réaliser.

Qui de l'Union européenne ou des Etats nationaux détient réellement le pouvoir ?

Pour ne pas orienter le combat politique contre l'Etat et ses institutions, principalement l'Assemblée nationale et les partis qui y participent, on nous explique depuis de nombreuses années que l'Etat aurait abdiqué son pouvoir au profit de l'UE, ce qui justifierait de concentrer notre combat contre l'UE. Qu'en est-il vraiment ?

Nous allons voir qu'il n'en est rien en réalité.

Le pouvoir dont dispose l'Union européenne lui a été accordé selon le principe de subsidiarité qui lui a été accordé par le Traité de Maastricht (1992). Le pouvoir dont elle dispose et qui leur a été délégué par les Etats n'a rien de définitif, il demeure du bon vouloir des Etats de faire en sorte que l'UE continue d'assumer ce pouvoir ou de le réintégrer dans leurs prérogatives en tant que nations souveraines. Nul accord ou traité n'a une valeur éternel, de la même manière que ce qui a été fait un jour peut être défait à une autre occasion.

Le fonctionnement de l'ensemble de l'Union européenne y compris la BCE respecte ce principe.

La BCE peut se prévaloir d'être indépendante, il n'en demeure pas moins que la composition des instances décisionnaires de la BCE relève des chefs d'Etat, autrement dit, l'existence et le fonctionnement de la BCE demeure suspendu au bon vouloir des chefs d'Etat des 27 pays de l'UE.

S'agissant maintenant de la primauté accordée au droit international sur le droit national, cela ne date pas d'hier, ce principe existe depuis 1946, donc depuis la IV<sup>e</sup> République, sous réserve toutefois est-il précisé dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République "*pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie*".

Donc cette supériorité du droit international ne date pas d'hier et demeure librement consenti par les Etats qui à tout moment peuvent le dénoncer ou refuser de s'y plier au nom de l'intérêt supérieur de la nation par exemple.

Ce bref aperçu suffira à prouver aux militants qu'en réalité l'Union européenne et la BCE ne doivent leur indépendance et leur pouvoir qu'à la volonté des chefs d'Etat des 27 pays qui en sont partie prenantes, et que ce sont donc ces Etats qui disposent toujours du pouvoir de décider si l'existence de l'UE et de la BCE est pertinente ou non, de leur participation ou non à ces institutions, car finalement rien ne les y oblige, si ce n'est les engagements que leurs représentants ont pris auprès de la classe des capitalistes dont ils défendent les intérêts.

Ce n'est pas parce qu'un Etat abdique un certain nombre de ses pouvoirs au profit d'une institution internationale qu'il perdrait sa qualité d'Etat ou que l'Etat n'existerait plus en tant que tel, puisque c'est le chef de l'Etat et les parlementaires qui ont le pouvoir d'en décider, ce sont eux qui abdiquent leur propre mandat ou souverainement en tant qu'élus ou plutôt leur légitimité au profit d'institutions dont les membres n'ont pas été élus par les citoyens. Donc pour que l'Etat retrouve sa souveraineté par rapport à une institution supranationale et antidémocratique, pour rompre avec cette institution, ce sont bien ses représentants qu'il faut commencer par chasser du pouvoir.

Quand vous lirez les passages suivants, ne perdez pas de vue par la grâce de qui telle institution dispose de tel pouvoir, sinon votre interprétation des rapports entre les Etats et ces institutions sera forcément erronée et au-delà les conclusions politiques que vous en tirerez.

Pour étayer cette argumentation, vous trouverez ci-dessous des extraits de documents officiels émanant de l'Union européenne ou de l'Etat français avec leurs sources Internet, afin que chacun puisse vérifier par lui-même que l'auteur de cet article n'a pas cherché à les manipuler.

On ne va pas demander à Sarkozy de rompre avec l'UE ou la BCE, quoique cela puisse se discuter, tout dépend dans quelle perspective on situerait un tel mot d'ordre, en revanche on peut mettre en avant la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire et d'un Etat qui rompent avec l'UE et la BCE.

([http://europa.eu/about-eu/institutions-bodies/ecb/index\\_fr.htm](http://europa.eu/about-eu/institutions-bodies/ecb/index_fr.htm))

Structure - Les instances de décision de la BCE sont les suivantes:

1- Le Directoire en assure la gestion quotidienne. Il comprend six membres (le président de la BCE, le vice-président et quatre autres membres), désignés par les chefs d'État ou de gouvernement des pays de la zone euro pour un mandat de huit ans.

2- Le Conseil des gouverneurs définit la politique monétaire de la zone euro et fixe les taux d'intérêt auxquels les banques commerciales empruntent des fonds auprès de leur banque centrale. Il comprend les six membres du Directoire et les gouverneurs des seize banques centrales de la zone euro.

3- Le Conseil général contribue aux travaux de consultation et de coordination de la BCE et assiste les nouveaux pays souhaitant adopter l'euro. Il est composé du président et du vice-président de la BCE, ainsi que des gouverneurs des banques centrales nationales des 27 États membres de l'UE.

La BCE est totalement indépendante. Ni la BCE, ni les banques centrales nationales de l'eurosystème, ni les membres de leurs instances de décision ne peuvent solliciter ou accepter d'instructions d'un autre organisme. Les institutions de l'Union européenne et les gouvernements des États membres sont également tenus de respecter ce principe.

(<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/action/euro/quel-est-role-banque-centrale-europeenne.html>)

La BCE est par ailleurs chargée de la conduite de la politique de change arrêtée par le Conseil Ecofin, réunissant les ministres de l'Économie et des Finances de l'Union.

(<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/fonctionnement/france-ue/comment-constitution-francaise-preserve-t-elle-primauté-ordre-juridique-interne.html>)

Par son article 54, la Constitution préserve néanmoins sa primauté dans l'ordre juridique interne : si le Conseil constitutionnel déclare « qu'un engagement international comporte une clause contraire à la constitution », une révision de celle-ci doit précéder sa ratification ou son approbation.

C'est pourquoi la ratification du traité de Lisbonne a nécessité une révision de la Constitution française. Le Conseil constitutionnel ayant jugé le traité de Lisbonne contraire à la Constitution dans sa décision du 20 décembre 2007, une révision de celle-ci était nécessaire avant de débattre de la ratification du traité de Lisbonne.

(<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/fonctionnement/france-ue/quelles-sont-relations-entre-droit-europeen-droit-national.html>)

Cette situation est la conséquence de la supériorité du droit international sur le droit national. En effet, depuis la Constitution de 1946, le droit français n'est plus considéré comme indépendant du droit international (conception dualiste) ; tous les deux forment un ordre juridique uniforme (conception moniste). Et l'article 55 de la Constitution de 1958 reconnaît aux « traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés [...] une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie ».

En France, depuis l'arrêt Nicolo du 20 octobre 1989 pris par le Conseil d'État, les juridictions administratives doivent vérifier la compatibilité des dispositions de la loi avec les engagements internationaux, une exigence déjà exprimée par la Cour de cassation et le Conseil constitutionnel.

([http://www.credit-ssima.fr/credit-immobilier/actualites/actualite-credit-immo\\_1157.html](http://www.credit-ssima.fr/credit-immobilier/actualites/actualite-credit-immo_1157.html))

Le capital de la BCE vient des banques centrales nationales qui sont des actionnaires. La BCE dispose d'un portefeuille de fonds propres et tire des revenus du placement des réserves de change. La BCE perçoit une commission sur l'encours de billets en circulation, vend de l'or et perçoit des revenus sur son activité de prêt aux établissements bancaires.

La BCE joue un rôle très important pour le crédit : lorsqu'elle abaisse son taux directeur, elle réduit le taux minimum auquel les banques lui empruntent des fonds. Cette action permet un refinancement à moindre coût pour les banques, ce qui se traduit par l'octroi de crédits plus avantageux aussi bien pour les entreprises que les particuliers.

La suite demain, bon week-end à tous en attendant.

Haut de page ↗

Le 8 août

Pas de courant toute la journée, pas le temps de causer !

### Parole d'internaute

- "Allez encore tout le monde à genou devant les "marchés". Notre vie dépend que des "marchés" : je pers mon boulot à cause des "marchés", je paie encore plus d'impôts pour rassurer les "marchés" etc... Etait ce cela l'esprit initial du capitalisme?" (Reuters 07.08)

Accumuler toujours plus de capital, de profit, de richesse, par n'importe quel moyen, effectivement c'est "l'esprit initial du capitalisme" et sa finalité, son seul objectif depuis qu'il existe.

Vous voyez bien camarades que la crise pose la question du fondement du capitalisme, qu'elle y conduit fatalement la réflexion de tout travailleur normalement constitué, alors pourquoi ne pas mener campagne sur ce thème pour aider la classe à ce poser cette question, et lui proposer une réponse qui posera à son tour la question du pouvoir politique : qui produit les richesses, qui décide quelles richesses il faut produire, qui doit gouverner, de quel Etat avons-nous besoin, etc ? Doit-on produire pour permettre à une minorité de s'enrichir et dicter sa loi à l'ensemble de la société qu'elle prend en otage ou au contraire faut-il produire en fonction des besoins de la population pour les satisfaire ?

- "Tout ce remue ménage confirme que c'est bien les banques qui dirigent les Etats, et non le contraire. Nos politiques ne sont donc que des pauvres pions depuis le Traité de Maastricht. On est à la botte d'une poignée de voyous bien pire que les petits loubards de banlieue. Honte à nous car comme dans la scène du film Le jouet où le patron disait : quel est le monstre, moi qui vous demande de baisser votre pantalon ou vous qui vous apprêtez à le faire ?" (Reuters 07.08)

La réflexion des masses mûrit. Petit à petit chacun en arrive à remettre en cause l'ensemble du régime qu'il supportait il y a peu encore et personne ou presque n'imaginait un jour en arriver à cette conclusion qu'il réservait généralement aux gauchistes ou aux anarchistes.

L'Etat complice des voyous de la finance pires que ceux des banlieues ouvrières, nous avons une longueur d'avance en évoquant le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'aristocratie financière, à la suite de Marx, vous vous souvenez camarades. Quant à savoir qui a baissé son froc, j'ai une autre réponse à proposer : nos dirigeants !

### Politique

France

Interview de Borloo par Le Figaro hier : "*Au-delà de la règle d'or, il faut jouer l'union nationale chez nous et l'union sacrée en Europe*". (lefigaro.fr 07.08)

### Social

1- France. Etat antisocial.

Le ministre du Travail et de la Santé, Xavier Bertrand a emboîté le pas de Thierry Mariani dimanche. Dans des propos rapportés par Le Figaro, il a annoncé la mise en place d'"*un fichier unique des allocataires sociaux avant la fin de l'année*", selon lui "*la meilleure façon de renforcer la lutte contre des fraudes sociales*". "*Je suis tout à fait d'accord avec Thierry Mariani*", a-t-il affirmé.

"*On saura exactement qui touche quoi. On pourra éviter les doublons et on s'apercevra des incohérences de versement*" des prestations (indemnités d'arrêts maladie, allocations familiales, RSA...), a-t-il ajouté. Xavier Bertrand a également souligné sur le fait que la lutte contre les fraudes visaient "*aussi bien celles sur les prélèvements (cotisations patronales et salariales non versées en raison du travail au noir, ndr) que sur les prestations*". (lepost.fr 07.08)

2- Grande-Bretagne. Etat antisocial.

2.1- Un commissariat de police éventré, un bus à impériale réduit à une carcasse fumante, des magasins d'électronique et de

sports saccagés, des bâtiments rasés par les flammes : le quartier de Tottenham, dans le nord de Londres, ressemble à un champ de bataille. De violentes émeutes ont secoué, dans la nuit de samedi 6 à dimanche 7 août, ce quartier pauvre du nord de Londres, lors des pires incidents que la capitale britannique ait connus depuis des années.

Les troubles ont éclaté dans la foulée d'une manifestation organisée samedi soir pour réclamer "justice" après la mort d'un homme de 29 ans, Mark Duggan, tué jeudi par la police à Tottenham. Les pompiers s'activaient encore dimanche en fin de journée pour venir complètement à bout des incendies. Les affrontements ont cessé au petit matin seulement.

Les auteurs de troubles ont aussi saccagé des distributeurs de billets et des magasins, d'où des personnes cagoulées sont sorties en poussant des chariots remplis de marchandises, et s'en sont pris aux forces de police à coups de cocktail Molotov et autres projectiles.

Downing Street a dénoncé ces violences "totalement inacceptables". "Il n'y a aucune justification pour les agressions auxquelles la police et le public ont été confrontés et pour les dégâts" causés, a affirmé le bureau du premier ministre, David Cameron.

La famille du jeune homme tué jeudi a appelé au calme, dimanche. "Nous ne tolérons pas ce genre d'actions", a déclaré le frère de la victime, Shaun Hall, sur Sky News. "Je sais que les gens sont frustrés, ils sont en colère en ce moment, mais je vous dis 's'il vous plaît arrêtez!' "Ce gars n'était pas violent. Certes, il était impliqué dans des trucs, mais ce n'était pas une personne agressive", a affirmé une amie du jeune homme sur Sky News.

Mark Duggan a été tué lors d'une opération de la police contre la criminalité au sein de la communauté noire. Sa mort est "absolument regrettable", a estimé dimanche un responsable de Scotland Yard, Adrian Hanstock, "mais cela ne donne pas le droit à une minorité de délinquants de détruire des commerces (...) et de voler".

Selon plusieurs habitants, la colère montait depuis un certain temps contre les contrôles policiers. "J'habite à Broadwater Farm depuis vingt ans et depuis le premier jour, la police soupçonne toujours les Turcs et les Noirs", a expliqué à Reuters un travailleur social d'origine turque. Un habitant d'une cinquantaine d'années disait comprendre les émeutiers : "Nous savons que le gouvernement nous prend pour cibles, nous néglige. Quand on met un million de jeunes au chômage, comment voulez-vous que nous nous taisions ?"

Tottenham compte un grand nombre de minorités ethniques et certains secteurs affichent des taux de chômage parmi les plus élevés de Londres. Le quartier avait déjà été le théâtre de très violentes émeutes en 1985, après une descente de police chez des particuliers, qui s'étaient soldées par le décès d'une femme de 49 ans à la santé fragile. Lors des affrontements qui avaient suivi, un policier avait été tué à coups de machette. (lemonde.fr 07.08)

2.2- Des groupes de jeunes ont attaqué dimanche soir des magasins et des voitures de police dans le nord de Londres, au lendemain d'émeutes dans le quartier de Tottenham.

Les violences ont éclaté à Enfield, à quelques kilomètres au nord de Tottenham. Plusieurs personnes ont été arrêtées, selon la police. (20minutes.fr 08.08)

Qui sème vent récolte la tempête ! Les jeunes et les travailleurs immigrés sont les principales victimes de la cure d'austérité imposée par tous les gouvernements en Europe. A la moindre étincelle la contestation du régime prend la forme d'une émeute, normal. Ce n'est qu'un début ou un avant-goût de ce qui les attend avant que la société toute entière s'embrase.

La misère sociale plus la répression policière : trop c'est trop !

Ce qui me fait sourire ce sont les commentaires postés par des membres des couches moyennes qui suivent les aléas de la crise en espérant que les dirigeants du vieux monde vont y apporter une solution sans spolier leurs intérêts, et qui oublient systématiquement le facteur social qui en est l'obstacle.

Quand on regarde bien la société américaine dont s'inspirent les dirigeants de la planète, on s'aperçoit que la marchandisation de tous les besoins et services de la population nous ramène aux conditions d'existence qui prévalaient au du XIXe siècle dans tous les pays industriels, et qui n'avaient rien à envier à celles qui existaient dans les pays à dominante féodale.

Au-delà d'une certaine limite ou d'un certain développement à l'échelle mondiale, l'évolution du capitalisme n'est plus synonyme que de régression sociale ou de réaction sur toute la ligne.

### 3- Allemagne

Les contrôleurs aériens allemands, qui réclament une augmentation de salaires, vont faire grève six heures mardi matin, a annoncé

ce lundi leur syndicat, GDF.

GDF, qui avait menacé d'une grève semblable jeudi dernier avant d'y renoncer, a appelé à une grève de tous les salariés à travers le pays de 6h à midi. Le syndicat, qui représente plus de 3.000 des 5.500 contrôleurs aériens du pays, réclame une augmentation de leurs salaires de 6,5%. Mais il demande aussi de «meilleures conditions de travail» dans l'intérêt de «la sécurité de l'espace aérien allemand», a-t-il fait valoir dans son communiqué.

La direction allemande de la sécurité aérienne, la DFS, leur employeur, qui s'était pourvue avec succès en justice contre la première tentative de grève, avait évoqué sur son site internet des salaires annuels compris «entre 72.000 et 130.000 euros». Le personnel nécessaire sera toutefois mis à disposition pour une partie des vols prévus, afin de garantir un service minimum, a ajouté le syndicat. (20minutes.fr 08.08)

Ben alors les gars, et la "règle d'or" en vigueur depuis 1949, elle ne vous empêche de revendiquer et de vous mobiliser, je n'y comprends plus rien, le POI ne nous avait-il pas expliqué que cela ne serait plus possible (en France)... Mais les contrôleurs aériens dépendent du droit privé, ce ne sont plus des fonctionnaires depuis 1992. Je comprends mieux, en fait elle ne concerne que les fonctionnaires, tout du moins sur la question salariale ou des conditions de travail.

C'est étrange, on avait cru qu'elle concernait l'ensemble des travailleurs telle que le POI l'avait présentée, on avait peut-être mal lu, vérifions-le : "Le gouvernement adopte le 16 mars un projet de réforme constitutionnelle. Par ce texte directement dicté par l'Union européenne et les marchés financiers, il voudrait interdire, au nom de la « réduction des déficits », toute revendication." (IO n°140 page 2) Nous avons bien lu "toute revendication" privé et public confondu, c'était faux alors ou inexacte, évidemment, puisque l'Etat ne peut pas dicter la politique salariale des entreprises privées. Cela explique qu'ils ont recentré leur bataille en direction des fonctionnaires. Et les 75% qui travaillent dans le privé ? Qui ? Connaît pas !

#### 4- Syrie

L'armée syrienne a poursuivi dimanche sa répression sanglante de la contestation populaire, lançant un raid sur la ville de Deir el-Zour (est) et donnant l'assaut à Houleh (centre), faisant au moins 52 morts, selon des militants syriens.

Parallèlement, l'armée maintenait dimanche le siège de Hama, l'un des principaux foyers de contestation, où l'électricité, le téléphone et l'Internet sont coupés depuis sept jours. Selon les organisations de défense des droits de l'Homme, au moins 100 personnes ont été tuées dans la ville. (AP 07.08)

### Economie

#### 1- La Bourse ou la vie

Après le plongeon de 5,5% à la Bourse de Ryad samedi, à Tel-Aviv, le principal indice a chuté de 7% ce dimanche. De Dubaï à Abou Dhabi, tous les compteurs sont au rouge.

En fin de journée, l'indice de la Bourse de Dubaï a terminé en baisse de 3,69%. Dans l'émirat voisin d'Abou Dhabi, la Bourse a clôturé en baisse de 2,53%. La Bourse du Koweït a clôturé sur une baisse de 1,61%. Le marché de Bahreïn reculait de 0,33% à la clôture et celui d'Oman de 2,08%. (lefigaro.fr 07.08)

La Bourse de Tokyo a perdu 2,18 %. La Bourse de Séoul a fini sur une baisse de 3,8 %, après avoir chuté de plus de 7 % en séance. La Bourse de Bombay a chuté de 3 % et a atteint son plus bas niveau depuis juin 2010. "L'atmosphère ne pourrait pas être pire", a résumé un analyste d'une société de gestion de fonds à l'agence Dow Jones Newswires.

La Bourse de Hongkong finissait également en chute à la clôture, l'indice hang seng abandonnait 3,8 %. La Bourse de Shanghai perdait 3,79 %. La Bourse de Sydney a clôturé en baisse de 2,9 %. Elle avait déjà perdu 4 % vendredi. (lemonde.fr 08.08)

#### 2- Euro.

Paris et Berlin ont affirmé l'engagement de l'Europe à mettre en oeuvre rapidement la réforme du FESF décidée le 21 juillet, encouragé l'Italie et l'Espagne à agir, et souligné l'importance du rôle de la BCE, à quelques heures de l'ouverture des marchés asiatiques.

La déclaration commune de la présidence française et de la chancellerie allemande n'évoque en revanche pas la situation des Etats-Unis, dont la dégradation de la note souveraine par S&P constitue l'autre point de tension le plus brûlant.

Une conférence téléphonique des responsables financiers membres du G20 s'est tenue dimanche matin, selon la Corée du

Sud, tandis qu'une source britannique jugeait probable une conférence téléphonique des responsables des finances du G7 dans la soirée, avant l'ouverture des marchés en Asie à 00h00 GMT.

De sources proches de la Banque centrale européenne, l'institution devait pour sa part tenir dimanche une conférence téléphonique sur la question en suspens d'éventuels achats de titres de dette espagnols ou italiens, dont les taux ont bondi à leurs plus hauts niveaux en 14 ans.

"En ligne avec les décisions du 21 juillet, la France et l'Allemagne sont confiantes dans le fait que l'analyse de la BCE constituera le fondement approprié pour des interventions sur le marché secondaire dans la mesure où elle contribuera à déterminer le cas où il existe un risque pour la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble", lit-on dans la déclaration commune. (Reuters 07.08)

3- G20. Communiqué diffusé lundi par le ministère français des Finances.

"Nous, ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des pays du G20, affirmons notre engagement à prendre toutes les initiatives nécessaires de manière coordonnée pour soutenir la stabilité financière et promouvoir une croissance économique plus forte dans un esprit de coopération et de confiance. Nous resterons en contact étroit au cours des semaines à venir et coopérerons en tant que de besoin, en étant prêt à prendre les actions assurant la stabilité financière et la liquidité des marchés financiers. De plus, nous continuerons à travailler intensément pour obtenir des résultats concrets en faveur d'une croissance forte, durable et équilibrée dans le contexte du Cadre du G20 pour la croissance." (20minutes.fr 08.08)

4- G7. Communiqué diffusé dans la nuit de dimanche à lundi.

"Face au regain des tensions sur les marchés financiers, nous, ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des pays du G7, affirmons notre engagement à prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir la stabilité financière et la croissance dans un esprit de coopération étroite et de confiance. "Nous nous engageons à réagir pour apaiser les tensions créées par les défis récents auxquels nous sommes confrontés s'agissant de nos déficits budgétaires, notre dette et notre croissance, et nous saluons les actions décisives prises aux Etats-Unis et en Europe.

"Les Etats-Unis ont adopté des réformes qui généreront à moyen terme des réductions substantielles du déficit. En Europe, le sommet de la zone euro a adopté le 21 juillet un ensemble complet de mesures visant à améliorer la situation de la Grèce et des autres pays faisant face à des tensions pour leur financement, notamment en accordant plus de flexibilité dans le fonctionnement de la FESF. Nous sommes maintenant concentrés sur la mise en oeuvre rapide et complète des décisions prises. Nous saluons la déclaration de la France et de l'Allemagne à cet effet. Nous saluons aussi la déclaration du Conseil des Gouverneurs de la BCE.

"Nous sommes déterminés à agir de manière coordonnée chaque fois que cela est nécessaire, à assurer la liquidité et soutenir le bon fonctionnement des marchés, la stabilité financière et la croissance économique. Ces actions, jointes à la poursuite des efforts de discipline budgétaire, assureront la soutenabilité de nos finances publiques à long terme. Aucun changement dans les fondamentaux ne justifie les tensions financières subies récemment par l'Italie et l'Espagne. Nous saluons les mesures additionnelles annoncées par l'Italie et l'Espagne pour renforcer leur discipline budgétaire et soutenir l'activité économique et la création d'emplois. "Les chefs d'Etat et de Gouvernement de la zone euro ont clairement indiqué que l'implication du secteur privé dans le cas de la Grèce est une mesure exceptionnelle liée à des circonstances uniques et ne sera en aucun cas appliquée à un autre membre de la zone euro.

"Nous réaffirmons notre intérêt commun dans un système financier international fort et stable, et notre soutien pour des taux de change déterminés par les marchés. Une volatilité excessive et des mouvements désordonnés des taux de change a des implications négatives pour la stabilité économique et financière. Nous nous consulterons étroitement sur les actions sur les marchés des changes et coopérerons en tant que de besoin. "Nous resterons en contact étroit au cours des semaines à venir et coopérerons en tant que de besoin, prêts à prendre toute action nécessaire pour garantir la stabilité et la liquidité des marchés financiers." (20minutes.fr 08.08)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 9 août

Comme je suis crevé (lire plus loin) et que je vis sur les nerfs, j'ai trouvé la force de compléter le boulot de la nuit dernière en ajoutant une causerie sur la dette que voici.

La dette de l'Etat correspond notamment aux exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons, à la réduction de l'impôt sur les bénéfices des entreprises, au train de vie de l'Etat auquel on peut ajouter ses entreprises guerrières. On

pourrait ajouter l'argent soi-disant investi dans la recherche et le développement qui va en réalité dans la poche de certaines entreprises et que l'on peut considérer comme des cadeaux.

On peut donc considérer que la dette de l'Etat se résume en une opération consistant à augmenter la plus-value ou profit des entreprises en détournant une partie du salaire différé et nos impôts que nous réglons avec notre salaire. Il s'agit donc d'un pillage en règle des travailleurs au profit des nantis de la finance et des capitalistes en général.

Les patrons ne pouvant pas imposer directement aux travailleurs une augmentation brutale de la productivité et une baisse des salaires ou du coût du travail, ils y parviennent par le biais de ce mécanisme mis au point conjointement par les Etats, les institutions internationales (UE, FMI) et les marchés financiers. Pour le justifier ils avancent la nécessité de demeurer compétitif sur le marché mondial face à leurs concurrents asiatiques afin de sauver des emplois et éviter des délocalisations, tandis que le chômage continue d'augmenter, donc la disparition de pans entiers de la production.

C'est la division internationale du travail qui concerne dorénavant pratiquement tous les secteurs d'activité et l'immense réserve de main d'oeuvre dont disposent les pays émergents dont la Chine, qui se traduit par l'amplification de la concurrence des travailleurs entre eux à l'échelle mondiale, et exerce une forme de chantage ou une pression croissante à la baisse sur les salaires et les conditions de travail et de vie dans les pays capitalistes les plus développés.

Quel intérêt aurait un capitaliste à produire en France une marchandise identique à celle qu'il peut produire en Chine à un moindre coût ? Le prolétariat français est voué à la misère ou à disparaître, voilà les seules perspectives que le capitalisme peut offrir de nos jours aux travailleurs.

Dans un proche avenir, il n'y a aucune raison que ce processus s'inverse, au contraire il devrait s'amplifier quand le coût de la main d'oeuvre en Chine aura atteint le niveau où il deviendra plus rentable de recourir à des machines ou des robots pour les remplacer, comme cela s'est produit progressivement dans les pays développés au cours du XXe siècle, sauf que là la transition pourrait intervenir plus rapidement et plus brutalement puisque la technologie et les machines existent déjà, laissant sur le carreau des dizaines et dizaines de millions d'ouvriers avec tous les risques sociaux et politiques que cela comportera pour le régime.

Dans le pire des cas, si le mouvement ouvrier (international) s'avérerait incapable de se doter d'une nouvelle direction, on pourrait imaginer à l'échelle mondiale une société composée d'une poignée de riches ou nantis, une importante classe moyenne et une gigantesque armée de prolétaires en guenilles, les premiers et les seconds soutenant des régimes dictatoriaux.

Au cas où le prolétariat opposerait une farouche résistance au destin qu'ils lui ont réservé, l'impérialisme américain, qui demeure le pays le plus puissant de par son implantation militaire dans le monde, pourrait décider avec ses alliés qu'une guerre mondiale serait salutaire pour procéder à de gigantesques destructions et évincer au passage leurs principaux concurrents, procéder à un nouveau partage du monde, ce qui permettrait de donner un nouveau souffle au capitalisme mondial.

Aujourd'hui le plus inquiétant en France, c'est qu'aucun parti ouvrier ne mène campagne en mettant en évidence le fait que Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays et illégitime, comme s'ils tenaient à tout prix à les protéger.

La causerie de la nuit et du petit matin.

Le courant est revenu en fin de journée hier, pas le temps de recharger la batterie de secours qu'ils ont recoupé à cause de la pluie, résultat plus du tout de courant à 4h du matin, plus de ventilateur, trop chaud, impossible de dormir... J'ai actualisé le site jusqu'à 7h30, je suis crevé donc pas de causerie.

## Parole d'internaute

(Suite aux émeutes en Grande-Bretagne.)

1- "À opprimer ses minorités et à rejeter ses pauvres dûment créés depuis des décennies, le réveil de la Grande-Bretagne va être dur !" (lemonde.fr 08.08)

2- "Les gens qui n'ont rien ne peuvent pas payer la dette, faite par les gouvernements et les spéculateurs. Comment ces gens croient-ils que vit le peuple qui n'a rien?" (lemonde.fr 08.08)

Vous aurez remarqué qu'ils ne condamnent pas le recours à la violence des jeunes qui n'en peuvent plus.

(A propos de leur dette)



3- "Pourquoi serait-ce aux Etats (donc aux citoyens) de combler ce trou en non à ceux qui se sont gavés sur leur dos durant des années dans un système où les bénéficiaires étaient privatisés et les pertes mutualisées ! Le système ultra libéral s'écroule, basé sur une croissance infinie pour nourrir la spéculation à court terme qui masque le peu de rentabilité productive réelle des entreprises." (Reuters 08.08)

## Politique

### 1- France

#### 1.1- En famille, une "règle d'or".

L'ancien ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo a estimé que la France devait ramener ces déficits dès 2012 à 3% de son produit intérieur brut et le socialiste Manuel Valls a appelé le gouvernement à "prendre dès à présent" les mesures nécessaires au rétablissement des comptes publics.

Dans Les Echos de mardi, François Hollande "Le risque aujourd'hui est celui de l'éclatement de la zone euro. Il n'y a plus de temps à perdre. Il faut faire fort, vite et clair !"

#### 1.2- Record infâme !

Le ministre de l'Intérieur a ainsi jugé lundi que si son objectif de 30.000 reconduites d'étrangers en situation irrégulière était atteint en 2011, il s'agirait du "meilleur résultat historiquement enregistré" par la France. Alors qu'en début d'année, l'objectif fixé par son prédécesseur Brice Hortefeux "avait été fixé à 28.000 reconduites, j'ai décidé de (le) remonter à 30.000", a-t-il rappelé.

"Pour l'instant, il semble que nous puissions atteindre cet objectif", a-t-il estimé, et "si nous l'atteignons, ce sera le meilleur résultat que nous aurons historiquement enregistré", a souligné Claude Guéant.

"A ce jour, sur les sept premiers mois de l'année, nous avons reconduit 17.500 étrangers en situation irrégulière, soit 4% de plus que l'année dernière", a indiqué le ministre. (lexpress.fr 08.08)

### 2- Grande-Bretagne

Londres, sous le choc, a connu une troisième journée consécutive de violences et de pillages, qui ont gagné plusieurs quartiers de la capitale ainsi que la ville de Birmingham.

De nouveaux affrontements ont éclaté lundi dans le quartier défavorisé de Hackney, dans l'est de la capitale, après les premières violences survenues samedi à Tottenham et tout au long du week-end dans plusieurs quartiers.

Selon le reporter du Guardian Paul Lewis, qui rend compte des événements sur son compte Twitter, les violences à Hackney sont pires qu'à Enfield la nuit dernière : "Des émeutiers ont pris le contrôle d'une propriété. Ils ont monté des barricades sur plusieurs routes", explique-t-il dans le live de la BBC. Les scènes de violence menaçaient de s'étendre en dehors de la capitale lundi en soirée. Des incidents ont éclaté à Birmingham, dans le centre de l'Angleterre, a annoncé la police. Elles auraient également gagné Leeds.

La police a également dû intervenir à Croydon, Lewisham et Peckham, dans le sud de Londres. A Peckham, des commerces étaient en feu et les flammes menaçaient de se propager à d'autres immeubles alors que des jeunes ont tenté de mettre le feu à un autobus à impériale, selon des images de télévision.

La nuit précédente, des petits groupes de jeunes ont harcelé les forces de l'ordre dans d'autres quartiers, endommageant plusieurs de leurs véhicules, détruisant des devantures et pillant des magasins. "Des actes criminels inspirés", selon les services de sécurité, par ceux survenus samedi dans le quartier multiethnique et déshérité de Tottenham (nord).

A Walthamstow, Enfield, Islington (nord), Brixton (sud) et même à Oxford Circus, en plein cœur du Londres touristique, les mêmes scènes se sont reproduites.

"C'est parti visiblement de ce qui s'était passé à Tottenham... Mais ça ressemble fort à une excuse, ça n'a vraiment pas de sens", a déploré Williams Falade, 28 ans, responsable d'un club de gym à Brixton.

Un sentiment partagé par le numéro deux du gouvernement, Nick Clegg, qui s'est rendu à Tottenham lundi et a condamné une "vague de violence gratuite", n'ayant "absolument rien à voir avec la mort de Mark Duggan", un père de famille.

Une commission de contrôle indépendante a ouvert une enquête sur les circonstances de la mort de Mark Duggan, alors que certaines informations de presse laissaient entendre que les forces de l'ordre avaient ouvert le feu sans avoir été attaquées. Les résultats des expertises balistiques sont attendus mardi.

Abattu par la police alors qu'il se rendait en taxi chez son amie, l'homme transportait une arme à feu, selon les premiers éléments de l'enquête. Au cours de la fusillade, un officier de police avait été blessé par balle, mais d'après des sources policières, la balle pourrait avoir été tirée par un autre officier de police. L'IPCC s'est refusée à commenter l'avancée de l'enquête, mais devrait annoncer d'ici à mardi soir si Mark Duggan avait ou non utilisé une arme avant d'être abattu.

Si les photos de bâtiments en feu faisaient la "une" lundi de tous les journaux britanniques, beaucoup se gardaient de toute interprétation trop rapide. A Tottenham, la question faisait aussi débat parmi les habitants. "On ne peut pas se contenter de dire que ces événements sont dus simplement à ce décès ou à des criminels", estime Osagyefo Tongogara, un résident de longue date. "J'appelle ça une rébellion. Les gens sont frustrés et en colère". (lemonde.fr 08.08)

### 3- Libye

3.1- Les rebelles libyens ont dissous leur gouvernement en raison d'"erreurs administratives" de certains de ses membres dans la gestion de l'assassinat de l'ancien chef militaire des insurgés, Abdel Fattah Younès, a annoncé lundi un porte-parole.

Les 14 membres du comité exécutif du Conseil national de transition (CNT), dont les responsables de la défense et de l'intérieur, ont été limogés, et le Premier ministre Mahmoud Djibril a été chargé de former un nouveau gouvernement, a précisé le responsable presse du CNT, Chamsiddine Abdoulmolah.

"Ils ont tous été limogés. Il y a eu des erreurs administratives pour lesquelles ils ont été tenu responsables", a-t-il expliqué.

Un autre porte-parole du CNT, Abdelhafez Ghoga, avait auparavant déclaré sur la chaîne Al Jazira que la décision de remplacer le gouvernement avait été prise en raison de "l'insuffisance de la performance de certains membres du comité exécutif dans la gestion de la crise" provoquée par l'assassinat d'Abdel Fattah Younès. (Reuters 08.08)

3.2- La moitié des Français (51%) se disent défavorables à la participation de la France à l'intervention militaire en Libye, selon un sondage Ifop paraissant mardi dans "L'Humanité". Quarante-neuf pour cent des personnes interrogées disent être favorables à cette intervention.

La précédente enquête Ifop, menée les 21 et 23 juin, montrait la même répartition. Fin mars, au début de l'intervention alliée, le soutien était de 66% pour 34% d'opposition. (AP 08.08)

### 4- Yémen

Le journal Achark al Aoussat, basé à Londres, cite des sources américaines selon lesquelles Washington serait parvenu à convaincre le président Saleh de revenir sur sa décision de rentrer au Yémen.

Selon ces sources, il a été très affecté par le spectacle de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak traduit en justice sur une civière la semaine dernière au Caire.

L'ambassadeur des Etats-Unis au Yémen, Gerald Feierstein, a demandé au département d'Etat de ne pas donner trop de visibilité aux pressions exercées sur le président yéménite parce qu'il s'agit d'une "personne obstinée" que l'on ne "peut pas mettre au coin". (Reuters 08.08)

## Economie

### 1- La Bourse ou la vie

Le Dow Jones a fini sa journée en recul de 5,42 %. Le Nasdaq a reculé de 6,83 %.

Le CAC 40 a perdu 4,68 % lundi soir.

En passant de 3842,70 points à 3125,19 points en onze jours, le Cac 40 a chuté de 18 %. Il n'y a pas de définition économique précise d'un krach mais, dans la pratique, cette expression s'applique à une baisse soudaine et précipitée des actions (plus de 20 % en quelques jours).

A Londres, le Footsie-100 a terminé en baisse de 3,39 % à la clôture. La Bourse de Francfort a clôturé sur un plongeon de 5,02 %. La Bourse de Madrid a terminé sur un repli plus modéré que les autres places européennes, perdant 2,44 %. La Bourse de Milan a perdu 2,43 %. La Bourse d'Athènes a achevé sa séance sur un plongeon de 6 %. La Bourse suisse a terminé la séance avec un net repli de 3,95 %.

Les deux Bourses de Moscou ont clôturé sur un plongeon, alors que les prix du pétrole étaient en nette baisse. Le RTS a terminé la séance sur une chute de 7,84 % .

En Amérique du Sud, les places financières de Sao Paulo (8%) et Buenos Aires (10,73%) ont plongé. Au Chili, la Bourse de Santiago (-6,96%) n'avait pas enregistré pareille baisse depuis 13 ans. A Lima, un recul de 7,03% a même entraîné une suspension des cotations d'une demi-heure pour enrayer la panique peu avant la clôture. En Amérique centrale, la bourse de Mexico a subi une chute de 5,88%, soit la baisse la plus forte enregistrée sur la place depuis septembre 2008. (lemonde.fr 08.08)

Commentaire d'un internaute.

- "Pour mémoire, suite à la formation d'une bulle spéculative dite « bulle Internet », le CAC 40 atteint son plus haut historique le 4 septembre 2000 à 6 944,77 points en séance, avant de s'effondrer jusqu'à 2 401,15 points le 12 mars 2003 (son plus bas niveau en séance depuis 1997) "

## 2- Matières premières

Les investisseurs se détournant des actifs les plus risqués comme les actions, l'or a touché un nouveau plus haut historique au-dessus de 1.715 dollars l'once, son onzième record en 19 séances.

L'or a gagné plus de 20% depuis le début de l'année.

L'indice Reuters-Jefferies CRB, une référence pour les prix des commodities qui prend en compte 19 matières premières, reculait de 1,86% vers 15h45 GMT, après avoir chuté de près de 4,5% la semaine dernière, son plus fort recul depuis début mai.

Le baril de pétrole a perdu un temps plus de 4% et l'étain plus de 6,4%. Le cuivre a enregistré une baisse de 2,68% à Londres. Les cours du cuivre avaient déjà reculé de 7,9% la semaine dernière.

"A notre avis, le plus gros risque dans l'immédiat pour les cours des matières premières n'est pas la dégradation (de la note américaine) mais la poursuite de la montée de l'incertitude en ce qui concerne l'économie mondiale et le risque politique", a résumé Walter de Wet, analyste chez Standard Bank, dans une note à sa clientèle. (Reuters 08.08)

## 3- BCE et banques centrales

3.1- Des banques centrales européennes ont procédé dans l'après-midi à des rachats d'obligations italiennes et espagnoles, ont dit lundi à Reuters plusieurs traders.

Ces mouvements surviennent au lendemain de la décision de la BCE de racheter de la dette italienne et espagnole pour tenter d'enrayer la crise budgétaire qui secoue la zone euro.

"J'ai vu des banques centrales - la Banque d'Italie et d'autres - de nouveau actives sur le marché", a rapporté un trader.

Selon des professionnels, la BCE avait procédé dans la matinée à des rachats de dette italienne et espagnole sur le marché par tickets de 20 à 25 millions d'euros. Elle devrait en avoir acquis pour plusieurs milliards d'euros en fin de journée.

Selon une note des analystes de la Royal Bank of Scotland, la BCE pourrait racheter une moyenne de 2,5 milliards d'euros de bons espagnols et italiens chaque jour, soit l'équivalent de 600 milliards d'euros en un an. (Reuters et AP 08.08)

3.2- Alors que la Banque centrale européenne (BCE) a commencé le rachat de la dette publique de pays de la zone euro, le quotidien italien Il Corriere della Sera révèle les conditions que pose l'institution financière pour venir en aide à l'Italie.

Une lettre "secrète" adressée au chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, et révélée, lundi 8 août, par le quotidien, détaille les exigences de la BCE : une libéralisation de l'économie et la privatisation des sociétés municipales qui, en Italie, gèrent souvent les transports publics, la collecte des déchets ou la distribution d'électricité et de gaz. Fait nouveau, la BCE demande également une réforme du marché du travail italien et ne se prive pas pour détailler ses exigences.

"Moins de rigidité sur les contrats à durée indéterminée, interventions sur l'emploi public, modification du modèle fondé sur l'extrême flexibilité des jeunes et précaires et la totale protection des autres, contrats de travail stimulant la productivité", écrit-elle notamment dans cette missive envoyée jeudi ou vendredi, selon le Corriere, qui n'hésite pas à qualifier le document de quasi "programme de gouvernement". (lemonde.fr 08.08)

#### 4- France

Le coût de l'assurance sur un défaut de paiement de la France a atteint un niveau record lundi, le déclassement de la note des Etats-Unis par l'agence Standard & Poor's suscitant l'inquiétude quant à la capacité des autres émetteurs de dette "triple A" à conserver la confiance des agences de notation.

Les CDS ("credit default swaps") à cinq ans sur la dette française ont bondi en séance de 15,5 points de base à 160 points de base, un niveau sans précédent, d'après les données Markit. Cela signifie qu'il en coûte 160.000 euros pour assurer 10 millions d'euros d'exposition aux obligations françaises. (Reuters 08.08)

#### 5- Etats-Unis

American International Group (AIG) poursuit Bank of America, lui réclamant plus de 10 milliards de dollars (7 milliards d'euros) pour des pertes liées aux crédits hypothécaires, peut-on lire dans le texte de la plainte.

Selon ce document, dont Reuters a obtenu copie, AIG estime avoir été induit en erreur par la banque à propos de valeurs mobilières adossées à des crédits hypothécaires, ce qui a occasionné des pertes.

L'assureur veut poursuivre Bank of America devant la cour suprême de l'Etat de New York, à Manhattan. (Reuters 08.08)

#### 6- OCDE

En juin par rapport à mai, "des signaux plus forts d'inversion des cycles de croissance ont fait leur apparition aux Etats-Unis, au Japon et en Russie", relève l'OCDE dans un communiqué. Le climat de dégradation est général dans les principales économies mondiales, souligne l'organisation.

"Les [indicateurs] CLI pour le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, le Brésil, la Chine et l'Inde continuent à pointer vers des ralentissements de l'activité économique", commente-t-elle. L'organisation économique des pays développés base ses observations sur son indicateur composite avancé (CLI), conçu pour anticiper les retournements économiques. Les inversions de tendance de l'indice précèdent généralement les inversions de l'activité économique d'environ six mois, selon l'OCDE.

Pour les 34 pays membres de l'OCDE, ainsi que pour les économies du G7, l'indice s'est dégradé en juin pour le troisième mois de suite, selon les chiffres de l'OCDE. (lemonde.fr 08.08)

[Haut de page ↗](#)

---

#### Le 10 août

L'Etat n'a pas capitulé devant la BCE ou le FMI, il en est le complice. L'UE, la BCE et le FMI n'ont aucun pouvoir ou pour être plus précis, le pouvoir qu'ils détiennent leur a été donné par l'Etat, ils n'existeraient pas sans la volonté de l'Etat de leur déléguer ses pouvoirs, et de les financer. C'est donc contre l'Etat qu'il faut orienter notre combat, c'est l'Etat et sa dette qui concentre les contradictions du régime capitaliste dominé par les gangsters de la finance.

De la même manière, si l'Etat n'a plus le pouvoir de battre monnaie ou aucune influence sur la politique monétaire, c'est parce qu'il a abdiqué ce pouvoir au profit de la BCE qui roule pour l'aristocratie financière et les multinationales.

L'Etat détient le pouvoir de défaire demain ce qu'il a fait hier, s'il ne le fait pas c'est parce que cela l'arrange. Il en serait autrement si les chefs d'Etat cessaient de nommer les dirigeants de l'UE, de la BCE et du FMI. La soumission de l'Etat à la dictature du capital financier aboutit à la fusion de l'Etat (du pouvoir politique) et des marchés financiers qui de fait dirigent le monde et imposent sa loi à tous les peuples.

Un dernier mot qui nous tient particulièrement à coeur et que partagerons tous les camarades j'en suis sûr au-delà de nos divergences.

Tous les Etats, tous les gouvernements, tous les partis qui détiennent la majorité au sein des parlements sont aujourd'hui coupables de laisser crever de faim et de soif le peuple somalien, quel atroce et injuste destin, les mots nous manquent devant l'ampleur du désastre ! tandis qu'ils financent à coup de milliards la guerre en Afghanistan et en Libye notamment. Voilà le véritable visage du capitalisme, sordide, inhumain, un véritable cauchemar, synonyme de famines, de guerres et mille autres souffrances infligées à d'innocentes victimes.

Nous faisons nôtres les paroles de Trotsky "*le léninisme guerroyé des pieds à la tête*" (Cours nouveau - 1923) : guerre au capitalisme, guerre à ses représentants officiels, guerre à tous ceux qui le soutiennent en prétendant s'exprimer au nom des opprimés, en France le PS et ses satellites qui profitent de l'ignorance des masses exploitées pour justifier leur soumission à la BCE, à l'UE, à l'ONU.

Oui "*l'heure est au combat politique contre l'union sacrée*", oui il faut "*aider politiquement la lutte de classe à surgir et à balayer les plans meurtriers*", oui "*le peuple travailleur, mobilisé et organisé, a la capacité (...) d'ouvrir la voie à un véritable gouvernement des travailleurs et de la démocratie appuyé sur une authentique Assemblée constituante, rompant avec l'Union européenne et le FMI*" (D. Gluckstein dans son dernier éditorial), ajoutons-y de balayer les institutions de la Ve République au cours de sa révolution.

Je n'ai plus le temps, je voudrais juste préciser un point.

Autant on doit dire la vérité aux travailleurs, il nous faut être le plus précis possible dans notre discours, ainsi on devrait éviter de parler de "*faillite*" du capitalisme, pas par crainte qu'ils en soient effrayés, mais parce qu'ils peuvent l'interpréter comme la faillite de la société tout court, autrement dit qu'elle ne disposerait pas de moyens pour s'en sortir, ce qui est faux une fois qu'on aurait exproprié les capitalistes et qu'on aurait liquidé leur faculté de nuisance sur la société. La société n'a jamais produit autant de richesses que de nos jours, il est possible de satisfaire l'ensemble des besoins de la population, la question est juste de s'emparer du pouvoir politique pour pouvoir s'en rendre maître à titre collectif...

Il y a plein de petites choses comme celles-ci qui peuvent induire les travailleurs en erreur ou nourrir leur indécision, la crise par exemple, on dit qu'elle est inévitable, mais en même temps on dit qu'ils la provoquent, c'est à n'y rien comprendre, alors qu'en réalité les deux affirmations sont vraies, elles se complètent et ne s'excluent pas, la crise est rendue inévitable parce que le capitalisme repose des contradictions qu'ils ne peuvent pas maîtriser, les capitalistes qui la provoquent espèrent qu'ainsi ils pourront s'en sortir mieux que les autres, les Goldman Sachs, JP Morgan et Cie. ont coulé Lehman Brothers, puis ils se sont partagés sa dépouille à moindre frais ou plutôt au frais du contribuable... La crise est inévitable parce qu'il arrive un moment où elle prend la forme d'une panique générale des investisseurs qui retirent tous leurs billes en même temps, sauve qui peut, quoi. Elle est inévitable parce qu'ils n'ont pas les moyens politiques pour affronter le prolétariat et lui imposer une brutale régression sociale, ils sont obligés de s'y reprendre à plusieurs fois, de faire traîner les choses sur des décennies. Elle est inévitable parce que le marché n'est pas extensible au doigt et à l'oeil, là aussi il faut des décennies pour qu'il se développe, pour qu'une nouvelle classe moyenne voie le jour, etc. C'est la lutte de classe du prolétariat le principal obstacle, son propre développement (du capitalisme) au cours duquel il a forgé son antithèse, l'arme qui en viendra à bout s'il n'y prend pas garde... Il n'y aurait plus d'argent, cela dépend pour qui, alors que l'accumulation et la concentration du capital entre quelques mains atteint des sommets, etc.

Une réflexion sur l'agriculture. On nous dit que pour nourrir la population mondiale qui ne cesse d'augmenter la solution passerait forcément par les OGM, après qu'on nous ait fait le même coup autrefois avec l'agriculture intensive à coup d'engrais, pesticides, herbicides chimiques ou de synthèses. Bref, on n'aurait plus le choix et Monsanto serait le sauveur de l'humanité ! Alors qu'en réalité une agriculture intelligente basée sur la rotation des cultures, l'utilisation de fertilisants naturels à base de plantes, d'algues, de composte (copeaux de bois, poussière d'os, de plumes, etc) présente un rendement égal ou supérieur à l'hectare sans dénaturer ou appauvrir les sols ou polluer les nappes phréatiques, sans compter que la valeur biologique et gustative des céréales, légumineuses, fruits ou légumes s'en trouve préserver.

Hier j'ai commis une affreuse erreur en affirmant qu'au PS ils étaient tous sur la même longueur d'onde que Hollande plus royaliste que Sarkozy sur la dette (lire plus loin), j'avais oublié qu'Arnaud Montebourg était un farouche opposant à la "règle d'or" et un militant sincère de la cause ouvrière, au point qu'il aurait même quelques problèmes avec la réalité, ce qu'on n'osera pas lui reprocher, c'est un "socialiste", quand il estime qu'il faudrait procéder à "*la mise sous tutelle du système financier avant que celui-ci ne nous mette sous tutelle lui-même*" (l'express.fr 09.08), car voyez-vous ce ne serait pas déjà le cas... depuis fort longtemps !

Ne serait-ce pas en 1983 que le PS avait instauré l'austérité par crainte de la réaction des marchés ? 38 ans déjà, ça fait un bail dites donc ! Chut, il ne faut pas le dire vous allez briser le moral des militants plutôt naïfs ou ignorants qui hier encore misaient tout sur le front unique avec le PS, vous savez ce parti ouvrier sans ouvriers, ce parti qui n'a de socialiste que le nom depuis un siècle...

Autre chose.

Accepter ou refuser de "*garantir la note AAA de la France*", telle est effectivement la question qui est posée à la classe ouvrière et ses partis ou organisations (IO n°161 page 6)

Mais que vaut un article qui se termine par cette alternative, alors que nulle part le POI n'explique aux travailleurs et militants quelles seraient les conséquences d'un refus, par quoi cela se traduirait concrètement dans la vie de tous les jours des travailleurs, qu'est-ce qu'impliquerait un refus sur le plan économique, social et politique, etc.

Le gouvernement, le PS et ses satellites ainsi que les médias mettent en garde les travailleurs contre un tel refus qui signifierait le chaos et la faillite, une situation pire que celle qu'ils connaissent aujourd'hui, ce qui a de quoi les faire douter ou ébranler leur détermination.

Une explication à deux niveaux.

La première concerne la réaction des institutions financières, de la Bourse, des agences de notation, des patrons.

La seconde se rapporte à leurs conséquences pour les travailleurs.

Qu'est-ce qui se passerait si l'Etat refusait de se plier au diktat des marchés financiers ? Chacun se pose cette question ou peut être amené à se la poser, et chacun est incapable d'y répondre, sauf à envisager un scénario catastrophe du genre 1929 propre à effrayer les plus déterminés à refuser de payer cette crise à la place des capitalistes. Du coup, une large partie de la population est prête à se ranger derrière ceux qui incarnent à des degrés divers ou plus ou moins ouvertement la dictature du capital. Tout d'abord, pourquoi ne pas le dire, serait-ce devenu un crime que se livrer à un simple constat ?

Il serait possible de dresser les travailleurs contre la dette qu'on veut leur faire payer en ignorant leur état d'esprit et les questions qu'ils se posent forcément, c'est bien ainsi que procède une fois de plus le POI, le NPA et LO n'agissent pas autrement il faut préciser. A quoi cela aboutirait-il ? Forcément à rien, à un imbroglio inextricable ou une impasse. Chacun élabore dans son coin son propre scénario sans tenir compte de la réalité, parce que personne ne veut prendre en compte les illusions des masses exploitées et finalement les combattre. Cette gesticulation ou cet activisme forcené ne peut avoir pratiquement aucun effet, peu importe, la recherche à tout prix d'un résultat même médiocre est leur seul objectif, ils brassent du vent en donnant l'impression de faire quelque chose c'est l'essentiel pour continuer d'exister politiquement, et puis il faut bien occuper les militants.

Si maintenant ils expliquaient aux travailleurs et militants qu'un refus de régler cette dette se traduirait obligatoirement par un effondrement de tout le système économique, la fermeture de milliers d'entreprises et des millions de chômeurs supplémentaires, la ruine de tous les petits épargnants, etc. la suspension des institutions et des libertés fondamentales, la guerre civile, etc. ils prendraient le risque qu'ils leur tournent le dos et ne signent pas leur pétition, n'achètent pas leur journal et ne leur versent aucun soutien financier, les seuls objectifs de ces partis. S'ils fournissent une argumentation tronquée aux travailleurs, c'est parce qu'ils visent un objectif immédiat qu'ils prétendent pouvoir atteindre, c'est lui qui leur dicte leur ligne de conduite et celle de leur parti. On a là la traduction de la subordination de la tactique à la stratégie.

Il en serait autrement s'ils ajoutaient que tôt ou tard cela se produira, parce qu'il existe une limite au-delà de laquelle les contradictions de l'économie mondiale conduiront à son explosion... Mais pour avancer et s'appuyer sur cet argument, il faut subordonner son action à la perspective de la chute du régime et de la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Oui, pour s'émanciper de la dictature du capital qui s'exprime aujourd'hui à travers le diktat de la dette, pour mettre en place une véritable démocratie, avancer sur la voie du socialisme et conquérir notre liberté, il va falloir endurer des sacrifices, se donner les moyens pratiques de vaincre notre ennemi de classe, il faut s'organiser, construire un parti, jour après jour inlassablement il faut aider nos frères et soeurs de classe à comprendre comment fonctionne le capitalisme et ses institutions pour qu'ils rompent à leur tour avec eux, car ils n'offrent aucune perspective aux travailleurs, ils leur réservent un avenir pire que tout ce qu'ils ont connu ou qu'ils ont pu imaginer un jour.

Oui, nous devons construire un parti de travailleurs qui doivent avoir conscience que se libérer du joug du capitalisme ne sera pas une partie de plaisir.

Vous ne voulez pas leur dire la vérité par crainte de les effrayer, mais de quoi au juste, c'est se leurrer camarades, car les travailleurs n'ont pas attendu après vous pour se dire en observant quotidiennement la détresse dans laquelle se débattent des millions de travailleurs et leurs familles dans le monde, qu'ils ont de la chance de ne pas connaître le même sort. Ils disposent des mêmes informations que vous, alors si vous leur racontez des histoires ou que vous les laissez désarmés face aux doutes qui les rongent ou que vous ne voulez pas leur apporter des réponses parce qu'elles sont pénibles à entendre, excusez-moi, mais c'est normal qu'ils ne vous accordent pas leur confiance.

Les commentaires postés sur le Net tous les jours par des travailleurs suite à des articles de presse traitant de l'actualité économique et sociale, démontrent qu'ils se posent des questions de plus en plus précises sur l'origine de la crise du capitalisme, qu'ils n'hésitent plus à remettre en cause les versions qui leur ont été données ici ou là, ils exigent des réponses claires et cohérentes à leurs questions, mieux encore, ils vont jusqu'à remettre en question leurs propres convictions qui reposaient jusqu'à présent sur une interprétation erronée de la société, ce processus est en marche, notre devoir est de l'encourager et les

aider à le mener à terme, c'est-à-dire se réappropriier le socialisme.

De la même manière qu'on ne peut pas se contenter de plaquer le mot socialisme dans un éditorial, sans jamais expliquer en quoi il changerait la vie des travailleurs par rapport à ce qu'ils connaissent aujourd'hui. Surtout quand on sait qu'il a pour eux une connotation négative la plupart du temps.

Autrefois les travailleurs devaient se fier à ce qu'on leur racontait, tandis que les militants devaient se fier à ce que leur racontaient leurs dirigeants, dorénavant cette époque est révolue, tout le monde ou presque a accès aux mêmes informations et peut recouper les dire des uns et des autres et se forger plus facilement sa propre conviction, ce qui ne garantit pas qu'elle soit correcte, mais au moins on peut le vérifier ensemble, il est plus difficile de manipuler impunément très longtemps les masses et les militants.

Un dernier mot.

*"la BCE, comme le FMI, partage avec le capital financier le même objectif : faire pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent rapidement des plans de régression sociale (IO n°161 page 2), c'est exact, mais il ne faudrait pas oublier de préciser qui finance la BCE et le FMI : les Etats, et qui financent les Etats déjà endettés, les marchés financiers, et qui finance les marchés financiers, les banques centrales en faisant marcher la planche à billet... avant de repasser la patate chaude aux Etats et ainsi de suite, à eux ensuite de faire payer la note aux travailleurs.*

### Parole d'internaute

- "Faux-cul, voilà le mot qui s'impose. Hollande se rallie au principe de la règle d'or. En plus, pour masquer son ralliement, il fait de la surenchère, il propose d'anticiper son adoption. "Respecter sa trajectoire", qu'est-ce donc ce charabia? Quand il dit "nous socialistes avons" : c'est aller plus vite que la musique. On peut douter que son "amendement" fasse consensus au sein de son parti. Peu à peu, il va être difficile de discerner ce qui le différencie de Sarkozy si n'est un jeu de postures." (lemonde.fr 09.08)

Lisez bien ou écoutez bien les propos de l'ensemble des dirigeants du PS, sur le fond ils tiennent tous le même discours.

### Politique

#### 1- France

Sur France Info et dans un entretien aux Echos, François Hollande *"Je suggère que soit ajouté au projet de loi de finances pour l'an prochain un amendement dans lequel la France s'engage à respecter sa trajectoire de retour sous la barre des 3 % en 2013"*.

Selon lui, cet amendement *"montrerait la détermination de l'ensemble de la nation à tenir les engagements pris. Le débat politique en 2012 porterait alors sur les moyens d'y parvenir et sur les conditions d'un retour à la croissance"*. Sur France Info, le président du conseil général de Corrèze ajoute que *"c'est dans le budget 2012 que nous aurons à donner nos positions respectives. Le gouvernement a fixé son calendrier et nous socialistes avons aussi à dire comment nous ferons pour atteindre ces 3 %. Nous aurions là un grand débat"*.

Pour M. Hollande, la question n'est plus de savoir s'il faut augmenter les impôts, mais quels impôts augmenter. *"Un effort collectif sera nécessaire. Le débat en 2012 ne sera pas entre ceux qui veulent augmenter les impôts et ceux qui le refusent, mais entre ceux qui voudront augmenter certains impôts et ceux qui voudront baisser beaucoup de dépenses"*, estime-t-il, rappelant qu'il y a *"d'ores et déjà des niches fiscales qui vont être rabotées, supprimées, et donc il y aura des augmentations d'impôt"*.

*"La seule question qui vaille c'est qui va payer l'effort ? Est-ce que ce sont toujours les mêmes – c'est-à-dire une grande majorité de nos concitoyens – ou est-ce que ce sont ceux qui ont quand même beaucoup gagné grâce aux cadeaux accordés par Nicolas Sarkozy depuis 2007 ?"* ajoute M. Hollande sur France Info.

Le programme du Parti socialiste prévoit de remettre à plat la fiscalité et de revenir sur les niches fiscales et sur certaines mesures mises en place par Nicolas Sarkozy, comme la défiscalisation des heures supplémentaires. Les socialistes chiffrent les gains à 50 milliards d'euros, et promettent d'en affecter la moitié à la réduction de la dette. Les socialistes qui jugeaient jusqu'au début de l'été l'objectif de ramener le déficit sous les 3 % avant 2013 *"irréaliste"* s'y sont discrètement ralliés les uns après les autres. (lemonde.fr 09.08)

Autrement dit, ils sont bien tous sur la même longueur d'onde... que Sarkozy, tout le reste est du baratin de philistins !

#### 2- Grande-Bretagne

La vague de violence qui a saisi la Grande-Bretagne semble révéler un mal-être profond de la jeunesse auquel il sera difficile de répondre à court terme.

Autant les soulèvements populaires qui secouent le monde arabe depuis le début de l'année sont motivés par l'espoir de changement, autant les émeutes en Angleterre prennent une tonalité nihiliste, se traduisant davantage par des pillages que par un réel désir de changement.

*"C'est triste de voir tout ça", résume Adrian Anthony Burns, un électricien de 39 ans. "Mais ces gamins n'ont pas de boulot, pas d'avenir et les coupes budgétaires n'ont fait qu'empirer la situation (...) Ce n'est que le début."*

En Grande-Bretagne, les mesures d'austérité mises en place par le gouvernement pour résorber un déficit public record sont venues s'ajouter aux tensions sociales existantes.

Touchée de plein fouet par la crise économique, la jeunesse des pays développés ne trouve souvent pas d'emploi conforme à ses qualifications. Loin d'être inédites, les émeutes londoniennes rappellent celles qui ont éclaté en 2005 dans les banlieues françaises, ou encore en Chine ou en Amérique latine.

La couverture médiatique de la nuit d'émeutes à Tottenham et le bouche à oreille sur internet et les réseaux sociaux ont pu inciter d'autres jeunes britanniques à faire de même.

Pour John Bassett, ancien haut responsable à l'agence de renseignement britannique, *"il semble que les réseaux sociaux modifient l'équilibre des pouvoirs entre l'Etat et le citoyen, que cela se traduise par un changement de régime au Caire ou dupillage à Tottenham"*.

*"On a une génération qui est comme chez elle sur les réseaux sociaux et des responsables gouvernementaux qui s'en méfient."*

Pendant les périodes de prospérité, les gouvernements européens ont eu tendance à répondre aux soulèvements populaires en renforçant la présence policière ou en débloquant des fonds pour les secteurs défavorisés.

Mais sur fond de crise économique, cette approche se révèle être un casse-tête pour des pays comme la Grèce, l'Espagne ou l'Italie, qui se sont engagés à toujours plus de rigueur pour rassurer marchés financiers et créanciers.

*"Ce qui ressort de tout cela est le même mécontentement des jeunes, qui sont les seuls à avoir l'énergie de descendre dans la rue et de participer à des émeutes. Et pas seulement en Grande-Bretagne", note Louise Taggard, spécialiste de l'Europe chez AKE, une entreprise de consultants de Londres.*

*"Si les autorités ne règlent pas les problèmes à l'origine du mécontentement, elles courent le risque de voir le mouvement prendre de l'ampleur."*

*"Une grande partie des problèmes qui se posent aujourd'hui reflètent un manque d'intégration socio-économique et culturelle (...) qui a conduit à des privations et à une ghettoïsation", estime Peter Buzzi, psychologue et économiste.*

A court terme, forcés de l'ordre, chefs d'entreprise et dirigeants politiques feraient bien de se préparer à un mouvement de contestation d'ampleur.

*"Il y a des causes économiques et politiques (à ces événements) mais on ne peut pas vraiment dire qu'il s'agit d'un mouvement politique", note toutefois Carino O'Reilly, spécialiste de la sécurité européenne chez IHS Jane's.*

*"C'est un mouvement nihiliste et criminel. Avec des jeunes, souvent de très jeunes, qui sont en colère, et pauvres et qui ont réalisé qu'ils pouvaient faire ça et s'en tirer." (Reuters 09.08)*

Commentaire d'un internaute.

- "La vérité c'est : Touchée de plein fouet par la crise économique, la jeunesse issue des pays du tiers monde et/ou des anciennes colonies européennes ne trouve souvent pas d'emploi conforme à ses (généralement faibles) qualifications et en prime refuse de s'intégrer à la culture dominante du pays d'accueil!"

Ceci est la cause de cela il serait plus juste de dire, mais le constat est juste.

Libye



Plusieurs dizaines de civils, dont des enfants, ont été tués dans un raid de l'Otan lundi soir dans le village de Madjar, près de Zlitane, à 150 km à l'est de Tripoli, affirme mardi la télévision d'Etat libyenne.

Un porte-parole de l'Otan a reconnu que l'Alliance avait mené un raid à Zlitane dans la nuit de lundi à mardi. "*Nous menons une enquête (...) L'Otan fait tout son possible pour éviter les victimes civiles, contrairement au régime de Mouammar Kadhafi qui les vise délibérément*", a-t-il dit.

Le gouvernement libyen a décrété trois jours de deuil après cette attaque, ajoute la télévision d'Etat. (Reuters 09.08)

Ceci n'excuse pas cela. Finalement l'Otan bombarde de plus en plus souvent des infrastructures causant la mort de nombreux civils, comme elle l'avait fait systématiquement en Irak ou en Serbie. C'était prévisible à partir du moment où les Libyens s'avèreraient incapables de se dresser dans l'unité contre Kadhafi, perspective sur laquelle nous avions tablé au départ et qui malheureusement ne s'est pas réalisée, ce qui nous a conduit à modifier notre position et à condamner ces bombardements.

## Economie

### La Bourse ou la vie

Les Bourses européennes ont fini mardi en ordre dispersé mais en meilleur état que la veille, Londres, Paris et Milan ayant rebondi sensiblement tandis que Francfort et Madrid ont clôturé en légère baisse au lendemain de l'effondrement de lundi.

Commentant la séance de mardi, un trader souligne la "*très forte volatilité du marché*", un marché de panique, qui ne savait pas comment digérer l'effondrement de Wall Street.

"*Aujourd'hui on a vu les valeurs défensives craquer et des flux se porter sur les cycliques qui ont été massacrées depuis le début de la chute des marchés commencée il y a deux semaines*", explique-t-il.

"Normalement, cela devrait être le signe d'un rebond technique qui pourrait durer quelques jours. Mais, dans le marché de panique que nous connaissons aujourd'hui, on ne peut pas prévoir la tendance", ajoute-t-il. (Reuters 09.08)

### Grande-Bretagne

La production industrielle britannique a chuté contre toute attente en juin, tandis que le déficit commercial du pays a atteint son plus haut niveau depuis décembre, selon les chiffres publiés mardi par l'Office national de la statistique.

La production industrielle a signé sa plus forte baisse trimestrielle depuis mai 2009.

Le déficit du commerce extérieur britannique vis-à-vis du reste du monde a quant à lui atteint son plus haut niveau depuis décembre, ressortant en juin à 8,873 milliards de livres (10,18 milliards d'euros). (Reuters 09.08)

### Allemagne

L'Allemagne a appelé mardi à la création d'un "*conseil de stabilité*" pour la zone euro qui pourrait imposer des sanctions aux pays membres trop dépensiers.

Le vice-chancelier Philipp Rösler, également ministre de l'Economie, souhaiterait également que les Etats membres soient soumis à des tests de compétitivité pour mesurer entre autres la souplesse de leurs marchés du travail.

"*Nous avons besoin d'un nouveau pacte de stabilité pour l'euro*", a-t-il déclaré, précisant que l'objectif est d'assurer la stabilité à long-terme de l'euro. Il présentera cette proposition à ses homologues européens lors de leur prochaine réunion.

Il proposera entre autres l'introduction d'un frein budgétaire, basé sur le modèle allemand. (Reuters 09.08)

On vous prête de l'argent à condition que vous introduisiez plus de "*souplesse*" dans votre marché du travail, on a là selon eux la réponse à la question *qui doit payer* : pardi ceux qui travaillent, pas les nantis qui s'enrichissent en dormant.

### Fed

La banque centrale américaine promet de maintenir ses taux entre 0 et 0,25 % jusqu'à la mi-2013, signe de la gravité de la

situation économique. De nouvelles mesures de soutien sont envisagées.

Selon elle, «*les risques pour l'économie se sont accrus*» et la croissance est «*considérablement plus lente que prévu*».

«*La Fed joue une partie difficile avec les mots: elle doit montrer qu'elle prend la situation au sérieux, sans en faire trop pour ne pas que les marchés s'inquiètent d'un retour dans la récession*», commente Philippe Bruneau, directeur central de la banque Neufilze OBC. .

"*En s'engageant à maintenir des taux d'intérêt à un niveau extrêmement bas jusqu'à une date éloignée dans l'avenir, la Fed sous-entend qu'elle anticipe une période de faible croissance beaucoup plus longue que prévu*", a estimé Omer Esiner, analyste marchés chez Commonwealth Foreign Exchange

Il n'est pas sûr que le message de ce soir de la Réserve fédérale rassure. D'autant que trois membres du comité monétaire ont voté contre la décision de maintenir les taux entre 0 et 0,25 % jusqu'en 2013. Preuve que la division règne aussi désormais au sein de la banque centrale. Jamais depuis une réunion de novembre 1992, trois membres du comité de politique monétaire s'étaient opposés aux décisions prises par le comité dans son ensemble.

Prenant acte du ralentissement à l'œuvre, la Fed a indiqué envisager «d'autres mesures pour promouvoir une croissance économique plus forte». Mais sans en dire davantage. «*Ben Bernanke était obligé d'envoyer un message aux investisseurs pour leur dire qu'il continuera à soutenir le prix des obligations d'État américaines, fragilisées par la décision de S & P*», explique Antoine Brunet, directeur d'AB Marchés. Mais en ne prenant pas d'engagements précis, Ben Bernanke montre combien sa marge de manœuvre est étroite pour mettre en pratique cette nouvelle politique non conventionnelle.

La Chine, premier prêteur des États-Unis dont elle détient plus de 1300 milliards de dollars de dette, est farouchement opposée à ces mesures, et en particulier au quantitative easing, qui consiste pour la Réserve fédérale à acheter directement la dette du Trésor américain. «*Faire marcher la planche à billets permet aux États-Unis de s'endetter sur le dos des créiteurs extérieurs à faible coût*», résumant les économistes de HSBC. En outre, «*cela permet de maintenir le dollar à des niveaux faibles et met la pression sur les devises émergentes, le yuan notamment*». Les autorités chinoises se retrouvent alors face à une alternative : laisser leur devise s'apprécier ou empêcher ce mouvement, ce qui nécessite de créer à leur tour de la monnaie. Une action contradictoire avec leur objectif de lutte contre l'inflation. «*Dans un sens comme dans l'autre, la Chine est perdante*», concluent les experts de HSBC. La précédente campagne de quantitative easing avait été très mal accueillie en Chine. Une nouvelle pourrait provoquer un véritable casus belli. Avec à la clé la menace, par Pékin, de ne plus acheter de bons du Trésor américain. (lefigaro.fr et Reuters 09.08)

Il y a toujours un pigeon ou un cocu dans ce genre d'histoires. On pourrait en rire si on ne savait pas à l'avance qui en fera les frais, toujours les mêmes, les travailleurs.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 11 août

En France les émeutes des banlieues ouvrières à l'automne 2005 avaient précédé de peu la mobilisation de la jeunesse contre le CPE au printemps 2006. En Grande-Bretagne, c'est l'inverse qui se produit après la mobilisation de la jeunesse contre la hausse des inscriptions à l'université. Il ne manque plus que la liaison s'effectue entre le milieu ouvrier et la jeunesse pour que la crise économique, sociale et politique prenne la forme d'une situation révolutionnaire.

A Santiago au Chili les jeunes et leurs parents se mobilisent massivement pour exiger le respect du droit aux études et la gratuité de l'école bafoué par le régime de Pinochet et qui ne leur a pas été accordé par le précédent gouvernement Bachelet qu'on n'osera pas appeler socialiste.

Nouveau plan d'austérité en Italie annoncé le 18 août, idem en France le 24 août. L'automne s'annonce très chaud pour eux ! (A suivre)

Je suis obligé d'écourter cette causerie d'une part parce qu'il n'y a pas de courant depuis hier soir 21h, il est 10h du matin, et d'autre part je dois retourner pour la 7<sup>e</sup> fois au bureau d'immigration, avant je dois refaire des photos d'identité, ils m'en demandaient deux, maintenant ils en veulent trois, je dois retourner à la banque car ils ont commis une erreur en transmettant un chèque au bureau d'immigration à Chennai correspondant au tarif de mon visa, et enfin je dois à nouveau refaire des photocopies de plusieurs documents, bref, où comment perdre son temps ! On a trouvé une location, on déménage en principe dans dix jours, en principe il vaut mieux préciser !

## Parole d'internaute

- "Les tribunaux, les mairies, les préfectures, les hôpitaux, la police, les pompiers, et surtout l'éducation...on n'a pas besoin de ça pour un pays. Il a raison sarko, il faut liquider tous ces services publics inutiles. Par contre, ne surtout pas toucher aux banques. Il est normal qu'elles fassent des bénéfices, car ce sont elles qui produisent la richesse, en travaillant durement. J'espère qu'on arrivera à un pays de rentiers, où personne ne travaille et tout le monde spéculé: c'est comme ça qu'une société tourne. Courage, tous avec sarko!"

Vous avez raison, tous contre Sarkozy, c'est contre le gouvernement et les institutions à la botte des marchés financiers qu'il faut se dresser. A bas la Ve République, à bas le capitalisme, pour une République sociale, tout le pouvoir aux travailleurs, vive le socialisme !

## Politique

### 1- France

1.1- La France adoptera le 24 août de nouvelles mesures destinées à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de réduction des déficits publics, a annoncé mercredi le ministre de l'Economie, François Baroin.

"Le président de la République a réaffirmé à cette occasion la détermination absolue de la France d'atteindre les objectifs en matière de déficits publics", a déclaré François Baroin dans la cour du palais de l'Élysée.

"Ce qui est intangible, c'est ce qui est fixé pour l'exercice du budget 2011. Ce qui est intangible, c'est ce qui est fixé dans le cadre de la loi triennale pour la perspective 2012. Ce sont ces objectifs de déficits publics qui constitueront la matrice des mesures que nous serons amenés à prendre." (Reuters 10.08)

1.2- Dans une interview dans l'édition de jeudi du Figaro, Jean-François Copé estime en outre que l'Assurance maladie et les collectivités, et pas seulement l'Etat, doivent être mises à contribution pour la réduction des déficits publics.

Evoquant la préparation du projet de budget 2012, Jean-François Copé estime qu'il faudra faire "un double effort sur les niches fiscales et sur la poursuite de la réduction des dépenses", ajoutant : "*Mais il ne faut plus se limiter à l'État : la Sécurité sociale comme les collectivités locales doivent être concernées*". (Reuters 10.08)

### 2- Italie

Silvio Berlusconi s'est engagé, mercredi 10 août, à faire adopter d'ici au 18 août de nouvelles mesures d'économies, sous la pression intense de la BCE (Banque centrale européenne), qui a accordé un répit à l'Italie en rachetant une partie de sa dette mais a exigé en contrepartie une cure d'austérité plus sévère.

Le gouvernement entend recourir à la procédure du décret-loi, plus rapide qu'un projet de loi classique. "*Nous devons faire vite, nous avons pris des engagements douloureux*", a souligné M. Berlusconi. Dans une allusion aux turbulences sur les marchés, parmi lesquels Milan a été la lanterne rouge, mercredi, avec une chute de plus de 6 %, son éminence grise, Gianni Letta, a souligné combien la situation est en train de "se précipiter".

Le Cavaliere a aussi rappelé que Rome voulait insérer au plus vite dans la Constitution la règle d'or de l'équilibre des comptes publics, soulignant que "*le travail était déjà en cours*".

Les nouvelles mesures visent à économiser 20 à 25 milliards d'euros de plus que la cure d'austérité de 48 milliards d'euros sur trois ans adoptée à la mi-juillet par le Parlement.

Parmi les hypothèses envisagées figurent un plan de libéralisation des services publics locaux – gaz, électricité, transports publics – ainsi que la cession de participations de l'Etat dans de grandes entreprises, ou encore une hausse de l'impôt foncier sur les résidences secondaires. La taxe sur les revenus financiers pourrait aussi monter à 20 % et une réforme du droit du travail est à l'étude.

D'autres mesures comporteront des coûts politiques pour M. Berlusconi, déjà très affaibli au Parlement. Ainsi, une réforme des retraites est envisagée avec notamment le passage de l'âge de départ à la retraite des femmes à 65 ans dans le privé ou l'adaptation accélérée de l'âge de la retraite à l'espérance de vie.

Le gouvernement pourrait ainsi réduire le nombre de parlementaires, mais aussi faire disparaître des provinces. La seule mesure annoncée officiellement par le gouvernement italien jusqu'à présent est l'anticipation d'un an d'une réforme prévue de

l'aide sociale, qui devrait permettre d'économiser 20 milliards d'euros. (lemonde.fr 10.08)

## Social

### 1-Grande-Bretagne

1.1- Lorsque les premières émeutes ont éclaté samedi soir, certains journaux et politiques britanniques ont immédiatement dénoncé les «gangs», à l'origine des attaques selon eux. Quatre jours plus tard, alors que les violences et les pillages se sont propagés en dehors de la capitale, la réalité semble plus complexe. Si une majorité des émeutiers sont bien de jeunes hommes issus des quartiers pauvres, les premières comparutions révèlent des profils très atypiques.

Parmi les personnes qui ont défilé à la barre, un homme qui s'apprête à intégrer l'armée, un chauffeur de chariot élévateur, un graphiste, un ouvrier dans un opéra de Londres. Un cuisinier d'un restaurant bio âgé de 43 ans et son frère de 47 ans ont également comparu pour avoir dévalisé une enseigne de restauration rapide à Clapham, un quartier relativement aisé du sud de Londres. La plupart des accusés ont un casier judiciaire vierge, rapporte le Times.

D'autre part, les différents témoignages recueillis par les journalistes britanniques montrent que l'origine ethnique des émeutiers est très diverse. Les pilleurs sont indifféremment asiatiques, noirs, blancs ou d'origine turque. Les foules de casseurs ne sont pas plus anarchistes ou altermondialistes. Le manque de revendications politiques est patent.

Mais les parents censés aider la police à ramener le calme n'ont pas été les derniers à descendre dans les rues. *«J'étais dans les émeutes et c'est ma fille de 16 ans qui m'appelait pour savoir où j'étais»*, glousse Jackie, une mère de famille de 39 ans. Elle n'est pas la seule femme à avoir participé, loin s'en faut. Une autre mère avec deux enfants a par exemple été filmée par une caméra en train d'essayer des chaussures qu'elle venait de dérober dans un magasin de sport de Tottenham, au nord de Londres.

En dépit de la grande variété des situations et des profils identifiés, David Cameron persiste à incriminer les «gangs», comme s'ils formaient une entité homogène. *«Il n'est que trop clair que nous avons un grand problème avec les gangs dans notre pays»*, a déclaré le premier ministre mercredi matin, ajoutant qu'ils n'étaient *«en rien représentatifs de l'énorme majorité des jeunes gens de notre pays qui les méprisent.»* (lfigaro.fr 10.08)

Qu'il méprise les pauvres n'étonnera personne, c'est pour cette raison qu'ils se révoltent !

1.2- Dans le quartier de Hackney, un jeune homme de 29 ans se présente à un journaliste du Parisien sous le nom de Yemoko Baboss. Lundi à 16 heures, il était sur Mare Street, là où les émeutiers s'étaient donné rendez-vous. *"Il faut se révolter, assène-t-il avant d'argumenter : Les taxes sont trop élevées, on n'a pas de travail et il y a eu trop de coupes dans le budget. Pour le gouvernement aujourd'hui, les jeunes sont d'abord un problème. Il ne faut pas s'étonner de ce retour de bâton."*

*"Il y a des Noirs, mais pas seulement, affirme-t-il. J'ai vu des gens de toutes les origines."* Pour lui, participer aux émeutes, c'est avant tout entrer en guerre contre *"le système"*. En *"ciblant les richesses"*, en mettant l'économie *"à terre"*, le jeune homme espère faire bouger les choses.

Mais, lucide, il sait que tous les émeutiers ne partagent pas cette conviction : *"Il y en a qui profitent de l'opportunité. Quand tu es jeune et qu'il y a des affaires sympas à prendre, c'est sûr que tu te sers."*

Le Financial Times cite une femme sortant d'un magasin, une télévision sous le bras : *"Je récupère ce que m'ont pris les impôts"*.

Celui qui se présente au New York Times sous le nom de Louis James a 19 ans. Lundi, il participait aux émeutes à Camden.

S'il a pris part aux pillages, c'est parce qu'il est *"en colère contre tout ce système"*. Son seul butin : un sweatshirt de la marque Fred Perry. Après coup, il se sent un peu coupable de l'avoir volé. Il insiste : *"Je voudrais juste trouver un travail."* (lemonde.fr 10.08)

### 2- Chili

Une nouvelle manifestation pour une réforme du système éducatif a eu lieu mardi 9 août au Chili, réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Des affrontements entre manifestants et policiers ont éclaté en marge de la mobilisation, faisant trente-neuf blessés, dont vingt-trois policiers, et deux cent soixante-treize personnes ont été arrêtées, selon le ministère de l'intérieur chilien.

Le cortège, composé majoritairement d'étudiants, a rassemblé dans la capitale cent mille protestataires selon les organisateurs, soixante mille selon la police. Des cortèges ont également défilé dans les villes de Calama, La Serena, Arica, Concepcion et Valparaiso. A Santiago, le défilé s'est déroulé d'abord dans le calme, les manifestants arborant des pancartes réclamant notamment la gratuité dans l'enseignement public.

Le président Sebastian Piñera est confronté depuis plusieurs mois à la colère du monde étudiant contre les frais de scolarité. Il a tenté d'amadouer les manifestants en proposant un fonds de quatre milliards de dollars pour l'éducation ainsi que diverses réformes. Ces propositions ont été jugées insuffisantes par le mouvement étudiant, qui veut la garantie constitutionnelle d'une éducation publique gratuite et de qualité.

Le ministre de l'éducation, Felipe Bulnes, a signalé que l'heure du dialogue est à ses yeux passée.

Au plus bas dans les sondages, Sebastian Piñera ne bénéficie plus que de 26 % d'opinions favorables. Car, outre les étudiants, le président millionnaire, qui a fait fortune dans le transport aérien, doit également affronter la colère des écologistes et des mineurs. (lemonde.fr 10.08)

### 3- Ouganda

La police ougandaise a tiré des grenades lacrymogènes, mercredi, pour disperser des milliers d'opposants qui dénonçaient les prix élevés des produits alimentaires et de l'essence à Masaka, une ville du sud-ouest du pays. (Reuters 10.08)

## Economie

### La Bourse ou la vie

Le Dow Jones a perdu 4,68 % et le Nasdaq, 4,12 %.

Le CAC 40 a perdu 5,45 %. L'indice Footsie-100 des principales valeurs était en clôture en baisse de 3,05 %. L'indice vedette de la Bourse de Francfort a plongé de 5,13 %. L'indice Ibex-35 de la Bourse de Madrid est reparti à la baisse mercredi, abandonnant 5,49 %. L'indice vedette de la Bourse de Milan, le FTSE Mib, a plongé de 6,65 %.

A Tokyo, l'indice Nikkei a fini la journée en hausse de 1,05 % après avoir perdu plus de 7,5 % lors des trois précédentes séances. Séoul a rebondi de 4,22 % à l'ouverture, avant de finir en hausse de 0,27 % alors que Sydney restait sur sa lancée de mardi et prenait 2,6 %. (lemonde.fr 10.08)

### Or

Pour la première fois de son histoire, les futures sur l'or ont dépassé le seuil des 1.800 dollar l'once. (Reuters 10.08) France

L'activité de l'industrie dans son ensemble a baissé de 1,6% après la progression de 1,9% enregistrée en mai, montrent les statistiques publiées mercredi par l'Insee.

La production manufacturière, c'est-à-dire hors énergie mais en incluant l'agroalimentaire, a reculé plus nettement encore, de 1,9% après une hausse de 1,4% en mai.

Le détail des statistiques de juin montre entre autres un recul de 3,8% de la production d'équipements électriques, électroniques, informatiques et autres machines et de 2,8% de celle des matériels de transport, même si l'activité du secteur automobile est restée quasi-stable (+0,1%).

L'activité des biens de consommation durables a reculé au total de 3,3%, celle des biens intermédiaires de 2,4%.

Avec le recul subi en juin, le niveau de la production industrielle est de nouveau inférieur de plus de 10 points à son pic du printemps 2008, avant la crise financière.

Parallèlement au secteur industriel, l'activité de la construction a reculé de 0,1% en juin après une baisse de 0,8% le mois précédent. Elle diminue de 1,5% sur l'ensemble du deuxième trimestre par rapport aux trois mois précédents mais progresse de 0,6% sur un an. (Reuters 10.08)

### Chypre

Le gouvernement chypriote a présenté mercredi un plan d'austérité de 600 millions d'euros pour lutter contre son déficit public dont l'ampleur pourrait le forcer à solliciter une aide extérieure.

Fitch Ratings a dans le même temps annoncé avoir abaissé de deux crans sa note sur Chypre, de "A-" à "BBB", avec

perspective négative, en estimant probable que le pays appelle à l'aide pour assurer ses besoins en financement, ce qui en ferait le quatrième membre de la zone euro à demander un plan de sauvetage international.

Les principales mesures d'austérité présentées sont une hausse de deux points de la TVA, à 17%, le passage de 30% à 35% du taux de prélèvement pour les contribuables gagnant au moins 60.000 euros par an et une augmentation de la taxation des intérêts bancaires.

Dans la fonction publique, les traitements seront gelés pendant trois ans et les recrues entameront leur carrière avec des traitements moins élevés et des charges sociales plus lourdes, a-t-il ajouté. (Reuters 10.08)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 12 août

Un truc à 2 balles sur la présidentielle de 2012.

Le nombre de candidats dits de gauche ou assimilés sera proportionnel ou supérieur à ceux de droite afin que Sarkozy ait une chance de figurer au second tour. L'UMP donnera des consignes aux maires pour qu'ils parainnent des candidats qui sinon n'obtiendraient pas les 500 signatures nécessaires pour se présenter au premier tour et le tour est joué !

Du coup, le PS va pouvoir justifier de faire campagne sur le thème du vote utile pour "*battre la droite*", mot d'ordre qui sera repris sans surprise par les valets de "gauche" et "d'extrême gauche" du régime !

On ne doit a priori évacuer aucune question ou plutôt, en fonction de l'évolution de la situation on doit se poser à nouveau des questions auxquelles on avait apporté des réponses pour vérifier si ces réponses sont toujours correctes ou d'actualité.

Nous aurions bien été tentés d'appeler à voter pour le candidat du PS (voir plus loin dans quels termes) s'il figurait au second tour, mais en quoi cela favoriserait-il l'organisation et la mobilisation des masses contre le régime, en quoi cela aiderait-il leur niveau de conscience politique à progresser, dans quelle situation sommes-nous exactement et dans quelle direction peut-elle évoluer, quels sont les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, en quoi cela servirait-il la construction du parti ? Qu'est-ce qui se passe dans des pays comparables, comment les choses se sont déroulées dans le passé à situation similaire ou presque ? Quel est l'état d'esprit des masses, leur niveau de conscience de classe ?

Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à attendre de l'UMP, pas davantage dans le PS. Que représente le PS, de quoi est-il composé, au-delà quelles couches ou classes de la société le supportent sans toutefois y adhérer ? Quelle serait leur attitude une fois qu'elles auraient constaté que le PS au pouvoir et poursuit la politique de Sarkozy ou imite Zapatero ou Papandréou ? Comment interpréteraient-elles après coup cet appel à voter pour le candidat du PS ? Ne nous reprocheraient-elles pas d'être son complice et de valoir guère mieux ? En quoi cela favoriserait-il la rupture de pan entier de la petite bourgeoisie et des couches moyennes avec le capitalisme et les institutions ? Est-ce que pour autant elles se dirigeraient vers un autre parti tel le POI embourbé dans ses contradictions, plus probablement vers le PG, certainement pas vers le NPA ou le PCF en pleine décomposition, encore moins vers LO ?

Il y a des militants qui croient que l'on adopte des positions sur un coup de tête ou pour se distinguer des autres ou je ne sais quoi encore, à la légère pourquoi pas, alors qu'en réalité on se pose de très nombreuses questions avant de définir quelle tactique ou stratégie on va adopter. Si d'un côté cette élection tend à légitimer la Constitution et les institutions, d'un autre côté on sait que les conditions objectives conduisent inexorablement les masses à s'y opposer. Quel degré de maturité ont atteint les conditions objectives ? Si elles ont atteint le niveau qui précède le soulèvement des masses, quel est le niveau des illusions qu'elles placent encore dans les institutions ?

Si on estimait que les conditions objectives étaient mûres pour une mobilisation générale du prolétariat et de la petite bourgeoisie contre le régime, il faudrait en conclure que le PS au pouvoir pourrait se retrouver rapidement face à un mouvement de contestation qui pourrait prendre la forme d'une grève générale suivie d'un soulèvement révolutionnaire, au cours duquel l'avant-garde se regrouperait et le parti pourrait se construire, on ose encore l'espérer, on n'a pas vraiment le choix, dans ce cas-là on aurait tout intérêt à ce que le candidat du PS soit élu.

Et l'obstacle des appareils dans lequel interviennent le PS et le PCF, qu'est-ce que vous en faite ? Il volerait en éclat, et si tel ne fut pas le cas en 1981, c'est tout simplement parce que les conditions objectives n'étaient pas mûres, les conditions de vie des travailleurs ne s'étaient pas suffisamment dégradées. Ils se détournent des appareils ou subissent moins leur influence quand leurs conditions de vie et de travail se sont nettement dégradées, ils interprètent leurs appels au compromis ou à la modération comme une trahison.

La question est de ne sous-estimer ou surestimer ni les facteurs objectifs ni les facteurs subjectives ce qui nécessite une analyse précise de la situation et de l'état des différentes forces en présence, ce qu'il est impossible de faire sérieusement en quelques dizaines de minutes.

Si nous arrivions à la conclusion qu'il vaudrait mieux que le candidat du PS l'emporte en 2012, nous n'appellerions pas à voter pour lui, nous appellerions à chasser Sarkozy comme nous le faisons depuis qu'il a été élu président du gang du Fouquet's, pas davantage, en précisant qu'il ne s'agirait en aucun cas d'un soutien au candidat du PS ou son programme qu'on continuerait de matraquer.

Si maintenant nous estimons que les conditions objectives ne sont pas encore suffisamment mûres pour que les masses se soulèvent à brève échéance, dès lors la question posée ici n'a plus lieu d'être, nous nous en tiendrons à l'appel au boycott de ces élections.

Quant aux conditions subjectives, elles sont encore loin d'être mûres si l'on en juge par l'état d'esprit des masses que résume plus loin Mélenchon en s'en remettant à Sarkozy pour combattre l'emprise des marchés financiers sur l'Etat et la société et leur faible niveau d'organisation. Il faut observer comment les travailleurs interprètent la crise du capitalisme, plus que les conséquences dont ils sont les principales victimes, selon eux quelle est la nature ou l'origine de cette crise et sur quoi ils fondent l'espoir d'en sortir si ils en ont une petite idée, s'ils s'en remettent au capitalisme lui-même et aux institutions pour en sortir ou s'ils leur tournent le dos sans savoir vers quoi au juste s'orienter et les remplacer. Il faut observer pour cela les grèves et les mouvements sociaux en cours, quelles catégories de travailleurs ils concernent, dans quels secteurs d'activité, combien de travailleurs cela concerne-t-il, etc. Quelle est l'attitude de la petite bourgeoisie et des couches moyennes ? L'absence de perspective politique n'est pas forcément un obstacle à la mobilisation des masses, en revanche l'absence d'une orientation correcte constitue un obstacle (division) pour aller de l'avant ou vaincre.

On part des faits uniquement, tout en sachant d'une part qu'il ne suffit pas que les conditions objectives soient mûres pour qu'un soulèvement des masses se transforme en révolution, et d'autre part que l'absence du parti représenterait un obstacle insurmontable pour vaincre, cependant la conscience des masses peut mûrir très rapidement et rien n'est joué d'avance.

On sait également que la subordination des masses au capitalisme et aux institutions constitue la toile de fond de leurs illusions, donc la position que nous devons adopter doit concourir à les aider à s'en défaire et non à les renforcer. Mais cela risque de ne pas être suffisant comme je l'ai écrit récemment, il faut qu'elles entrevoient par quoi il serait possible de les remplacer, d'autant plus si elles estiment qu'elles ont encore quelque chose à perdre.

Il n'est pas non plus dans notre intention de forcer le cours des choses, de toutes manières aujourd'hui personne n'en a les moyens.

J'ai encore rédigé cette causerie en cavalant, bon, j'espère avoir été suffisamment clair, j'avais autres choses à ajouter on verra cela demain ou plus tard. Ce serait plus facile et plus rapide si nous étions borné ou dogmatique ou que nous avions réponse à tout, ce qui n'est pas le cas.

Je suis obligé d'arrêter là car je n'ai même pas pris le temps d'aller visiter la maison que mon épouse a louée, en espérant qu'elle n'a pas fait une grosse connerie, en principe on déménage vendredi prochain.

La déliquescence de l'impérialisme britannique

- Scotland Yard estime à 250 le nombre de gangs dans la capitale britannique (lefigaro.fr 11.08)

Comment en sommes-nous arrivés là ? Un ou deux gangs peuvent passer inaperçus, dix c'est déjà plus difficile, alors 250 relève de la volonté délibérée des autorités de les laisser fleurir. On devrait plutôt dire que c'est le produit de l'évolution du capitalisme qui en a parfaitement conscience et qui lui servira de prétexte le moment donné pour réprimer l'ensemble du prolétariat, lors d'une crise par exemple, quand il s'agira d'en faire payer les conséquences à la classe ouvrière en tentant de monter ses différentes couches les unes contre les autres.

A la profonde crise sociale qui sévit en Grande-Bretagne et frappe les plus pauvres qui se révoltent, Cameron n'a qu'une réponse : la répression !

Hier soir, aux infos sur TV5Monde Asie, un journaliste rapportait les propos de Cameron qui était décidé à expulser de leurs logements sociaux les familles des jeunes ayant participé aux émeutes des derniers jours, que l'Etat leur couperait les allocations auxquelles elles avaient le droit, pire encore, que leurs employeurs seraient contactés pour qu'ils les licencient, ce sont les mots employés par ce journaliste et que j'ai retrouvés ce matin dans un article du Figaro.fr, comme quoi j'ai bien entendu et vous ne rêvez pas en lisant ces lignes. Passons sur le renforcement de la police et le recours à l'armée lors des prochaines émeutes.

On se souvient des conditions de travail et de vie effroyables que connaissait le prolétariat britannique au milieu du XIXe siècle ou au début du XXe, ce qu'on sait moins c'est que ce cauchemar sous une autre forme a refait surface depuis des décennies, peut-être depuis les années 70 et qu'il n'a cessé de s'amplifier avec les crises successives du capitalisme.

Et quand on décrit les Etats-Unis comme une dictature davantage qu'une démocratie, on oublie qu'ils n'ont fait que copier le modèle britannique connu pour son cynisme et sa haine froide et farouche de l'ouvrier, du pauvre antithèse de la City et de Wall Street, le tout justifier par les différentes églises protestantes qui ne font que mettre en pratique la doctrine antisociale de l'église catholique

Le visage hideux, cynique du capitalisme.

Alors qu'on nous dit qu'il faudrait 1,6 milliards de dollars pour répondre aux besoins alimentaires d'urgence de millions de Somaliens frappés par une terrible famine, et qu'il est apparemment impossible de trouver cette somme ridicule à côté des milliers de milliards engloutis par les banques centrales pour venir en aide aux voyous de la finance mondiale, on apprend selon le Wall Street Journal qu'en une semaine le fonds américain Bridgewater Associates aurait gagné 3 milliards de dollars. (lefigaro.fr 11.08)

Une seule question mérite d'être posée : qu'est-ce qui peut justifier une telle situation, l'existence d'une telle société basée sur une si terrible et si violente injustice ? Un tel système économique doit-il continuer à exister ou doit-il disparaître de la surface de la planète ?

Il s'agit d'une question fermée à laquelle on ne peut répondre que par oui ou par non, il n'existe pas de demi-mesures ou d'échappatoires possible, oui et il est normal qu'un enfant meurt de faim ou de sous-nutrition toutes les 20 secondes dans le monde, non et on s'engage dans le combat politique pour en finir avec le capitalisme.

## Politique

### 1- France

#### 1.1- En famille. Ils font campagne... pour Sarkozy.

Marie-Noëlle Lienemann et Paul Quilès, animateurs du club "*Gauche avenir*" appellent à la tenue "*d'un sommet des dirigeants de la gauche*" pour proposer "*une stratégie de sortie de crise commune*".

*"Nous demandons que soit convoqué de toute urgence un sommet des dirigeants de la gauche, afin de déterminer un 'socle' commun de propositions, présentant une stratégie de sortie de crise et susceptible de mobiliser une majorité de Français, pour répondre à leur inquiétude et à leur désarroi"*, expliquent les deux anciens ministres.

Selon eux, "*la grave crise qui affecte le système économique international aura des conséquences de grande ampleur en France, notamment sur le plan social. Pour la gauche, qui aspire à gouverner en 2012, rien ne serait pire que de présenter un front désuni, alors que l'histoire s'accélère à ce point*".

Créée en mai 2007 après la défaite de la gauche à la présidentielle, "*Gauche Avenir*" regroupe des personnalités notamment du PS, du PCF, du Parti de gauche et de la société civile. (lexpress.fr 11.08)

Qu'est-ce qui les unit ? Les critères de Maastricht et la soumission à l'UE, aux marchés financiers !

Ainsi bien des électeurs non éclairés se diront en 2012 qu'entre l'original et la copie, il vaut mieux encore choisir l'original, même à contrecœur si le locataire actuel du Palais leur donne envie de vomir.

#### 1.2- Quand Mélenchon donne des conseils à... Sarkozy !

Selon Jean-Luc Mélenchon, "*la bande d'hypocrites à la tête de l'Europe, qui aujourd'hui jette des grosses larmes sur les agences de notation, c'est elle qui a décidé - M. Barroso et les autres, c'est-à-dire M. Sarkozy, Mme Merkel - de donner des pouvoirs étendus aux agences de notation*".

*«On a institué des agences comme une espèce d'autorité indépendante qui décide à la place des peuples, des gouvernements, des parlements! Vous avez vu M. (Jean-Claude) Trichet (à la tête de la Banque centrale européenne, ndlr) donner des ordres aux Italiens? Mais qu'est-ce que c'est que cette affaire? C'est les banquiers qui commandent maintenant?»*, a-t-il poursuivi.

*«Non, je crois que ce sont les peuples. Donc, je dis à M. Sarkozy, à Baroin et aux autres: ne cédez pas, résistez, donner des coups puisqu'on va vous en donner»*.



«Le président de la République française, qui n'est pas un petit pays, qui est la deuxième économie du continent, a les moyens de taper du poing sur la table et de dire: "maintenant ça suffit. Les agences de notation, à la niche"», s'est-il exclamé. (20minutes. fr 11.08)

Il a raison, les chefs d'Etat donnent aux agences de notation ou aux marchés financiers en général l'importance et le pouvoir qu'ils veulent bien leur donner pour finalement se soumettre à leur volonté, ce qui est tout à fait normal puisqu'ils sont les représentants du capitalisme, ce que par contre Mélenchon semble ignorer ou feindre d'oublier, peut-être parce qu'il ne peut pas faire autrement étant lui-même un de ses agents, ce qu'il confirme d'ailleurs lui-même en s'en remettant à son représentant officiel en France : Sarkozy !

On a là la vraie nature sociale du PG et du Front de gauche, merci monsieur Mélenchon pour cette sortie, on voit que ses vacances lui ont été profitables.

Voilà ce qui arrive quand on ne veut pas rompre avec le capital, on s'en remet à ses représentants !

Quand on lit attentivement la prose de Mélenchon on se rend compte qu'il se fout de ce qu'il dit, ses approximations ou contre-vérités trahissent ses véritables intentions, par exemple quand il dit "On a institué des agences" comme si elles existaient depuis hier seulement alors que Moody's a été fondée en 1909, Standard & Poor's a été formée en 1941, FitchRatings en 1997. (dans le site à la rubrique économie)

Ce que je disais hier ou avant-hier est également valable pour vous monsieur Mélenchon : c'est terminé l'époque où les dirigeants pouvaient raconter n'importe quoi aux travailleurs et aux militants, on a dorénavant les moyens de vérifier 90% de vos affirmations. La vérité vous pose un problème, soyez donc révolutionnaire et elle ne vous en causera plus !

## Social

### 1- France

«Interdit de mendier et de fouiller les poubelles». Dans la banlieue de Lille, le maire de La Madeleine, Sébastien Leprêtre (UMP), vient de signer deux arrêtés municipaux destinés aux Roms, qu'il traduit en roumain et en bulgare. Il évoque «des actes de mendicité avec des enfants» et une fouille «systématique et organisée» des poubelles. Il parle d'une «réalité visible», résultat de «comportements d'individus d'origine roumaine ou bulgare».

Il a fait distribuer ces arrêtés, sauf que «90% des Roms ne savent pas lire», signale Patrick Vigneau, directeur de l'Association d'action sociale auprès des Roms (Aréas) à Lille. (liberation.fr 11.08)

Commentaire d'un internaute :

- "Il veut laisser en priorité les poubelles pour le citoyen français de base, ruiné par la politique de sa clique et qui en sera bientôt réduit à mendier dans les rues et fouiller les ordures."

Mais mon bon monsieur, cela existe déjà et depuis fort longtemps. Quand j'étais gosse et que nous habitions au numéro 6 de la rue Joubert dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris (au 6<sup>e</sup> étage sans ascenseur sous les toits dans une ancienne chambre de bonne sans toilettes ni salle de bain), en allant à l'école tous les matins je croisais une flopée de clochards crasseux au possible recroquevillés dans les recoins des porte cochères, ils vivaient de mendicité et de ce qu'ils trouvaient dans les poubelles, c'était des Français, de sang, de souche, de "bons" Blancs.

Je m'en souviens encore parce qu'en me voyant ils m'adressaient leur plus beau sourire et quelques mots gentils, désintéressés, plus humains que bien des gens qui s'apitoient sur leur triste sort et qui trouvent toujours un bon prétexte pour ne pas s'engager dans le combat pour en finir avec le capitalisme, non pas qu'ils faillent dresser les uns contre les autres mais placer chacun devant ses responsabilités à un moment donné.

Pour ceux qui connaissent Paris, je passais par la gare Saint-Lazare pour aller à l'école, c'était le refuge de dizaines de clochards qui crevaient de froid l'hiver, sinon on en trouvait sur les grands axes affalés sur les bouches d'aération du métro qui recrachaient de l'air chaud. A cette époque les digicodes n'existaient pas, alors ils pouvaient pousser les portes cochères et se réfugier pour la nuit dans les cours des immeubles, avant d'en être chassés le matin par les concierges. C'était dans les années 60, pour autant que je m'en souviens il y avait des clochards dans toutes les rues de ce quartier de la capitale.

Tous les jours ma grand-mère camelot, qui habitait dans le même quartier que nous, en nourrissait quelques-uns sur ses deniers, elle leur donnait aussi des vêtements chauds pour l'hiver, elle les appelait par leurs prénoms, elle avait vraiment de l'affection pour

eux et haïssait d'autant la société. Elle me disait "Titi, tu sais ce n'est pas de leur faute, c'est la société qui est comme cela, les gens sont égoïstes, c'est ainsi, il faut faire avec, tu dois bien étudier à l'école pour ne pas finir comme eux", sauf que cela ne suffit pas toujours Mémé, elle est morte sans jamais parvenir à le comprendre, comme la plupart des gens.

A l'opposé, cet élu de l'UMP transpire la haine du pauvre, normal qu'il l'inspire, non ? Sa place est dans une poubelle et interdiction de soulever le couvercle, qu'il en crève vermine !

## 2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce est reparti à la hausse en mai, atteignant un nouveau record à 16,6%, a annoncé jeudi l'agence grecque de la statistique, alors que les programmes d'austérité appliqués dans le pays ont sapé l'activité. (Reuters 11.08)

## Economie

### 1- La Bourse ou la vie

1.1- Wall Street a clôturé en hausse de près de 4% la séance de jeudi. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 14,69%.

L'indice américain Standard & Poor's 500, référence des gérants de fonds, a perdu à lui seul plus de 710 milliards de dollars de capitalisation cette semaine après avoir effacé 850 milliards la semaine précédente.

Les Bourses européennes ont finalement clôturé en forte hausse jeudi, au terme d'une séance encore très mouvementée. L'indice CAC 40 a clôturé en hausse de 2,89%. La Bourse de Milan a gagné 4,1%.

L'indice paneuropéen EuroStoxx 50 a pris 2,86% tandis que Londres et Francfort ont rebondi respectivement de 3,11% et de 3,28%. (Reuters 11.08)

1.2- Bruxelles, Madrid, Paris et Rome ont décidé jeudi soir d'interdire les ventes à découvert sur les valeurs financières afin d'enrayer la chute et l'extrême volatilité en Bourse des titres des banques et des compagnies de leur pays respectifs.

L'Esma, le régulateur européen des marchés financiers, a annoncé dans un communiqué que l'interdiction des ventes à découvert prendra effet à compter du vendredi 12 août, avec la possibilité le cas échéant d'être prolongée.

Les ventes à découvert consistent pour un opérateur de marché à emprunter des titres pour les revendre en espérant les racheter ultérieurement moins cher et empocher la plus-value.

Les ventes à découvert sont accusées d'amplifier les mouvements baissiers sur les marchés et leur interdiction est régulièrement envisagée durant les crises financières.

*"Les ventes à découvert peuvent être des stratégies de trading conformes aux règles mais elles deviennent clairement abusives quand elles sont associées à de larges et fausses rumeurs de marché",* souligne le régulateur.

Cette interdiction s'applique à partir d'aujourd'hui jeudi, depuis 22h45, et s'étendra sur une durée de 15 jours. Elle pourra par la suite être prorogée, a précisé l'AMF.

L'interdiction concerne entre autres Axa, BNP Paribas SA, le Crédit agricole ou encore la Société générale.

Le régulateur boursier belge, qui avait déjà interdit les ventes à découvert à nu, a décidé d'élargir la mesure à toutes les formes de ventes à découvert. Elle porte sur quatre titres financiers, à savoir KBC, Ancora, Dexia et Aegas.

Les ventes à découvert sont interdites à la Bourse de Bruxelles partir du 12 août, et ce pour une durée indéterminée.

Le régulateur des marchés espagnols, la CNVM, a également déclaré que l'interdiction des ventes à découvert sera effective pendant 15 jours à partir d'aujourd'hui et sera prolongée si nécessaire. (Reuters 11.08)

## 2- France

Une banque en Asie a coupé ses lignes de crédit aux grandes banques françaises et cinq autres banques asiatiques sont en train de revoir leurs crédits, ont indiqué jeudi à Reuters six sources bancaires.

Le responsable de la gestion des risques au sein d'une banque basée à Singapour a expliqué avoir coupé ses lignes de crédit aux banques françaises en raison des risques de contrepartie qu'elles présentent.

"Nous avons coupé. Les limites ont été retirées du système. Il faut obtenir des autorisations pour chaque cas (de crédit, NDLR)", a-t-il expliqué, refusant d'être nommé en raison de la sensibilité du sujet.

Il n'a pas non souhaité donner le nom des banques visées par cette décision.

"Il est évident que nous réexaminons (les crédit, NDLR)", a souligné le responsable des risques d'une autre banque à Singapour.

"Tout est en rapport avec notre position sur le risque crédit des banques françaises", a expliqué un autre banquier au sein d'une banque japonaise. (Reuters 11.08)

### 3- Etats-Unis

Le déficit commercial des Etats-Unis s'est creusé en juin à son plus haut niveau depuis octobre 2008, en raison d'un déclin des exportations et des importations signalant un ralentissement de la demande mondiale, selon les chiffres publiés jeudi par le département du Commerce.

La balance des échanges affiche un déficit de 53,07 milliards de dollars.

En mai, le déficit s'était élevé à 50,83 milliards (50,23 milliards en première estimation). Les exportations ont diminué de 2,3% contre -0,5% en mai, plus vite que les importations (-0,8% après +2,9% en mai). (Reuters 11.08)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 13 août

Je n'ai pas le temps de causer.

### Parole d'internaute

- "Le vrai visage du capitalisme

*Cameron montre le vrai visage du capitalisme déclinant : devant la colère du peuple, afin de conserver malgré tout le pouvoir, le recours à la force brutale. Toute prétention démocratique oubliée, telle est la réalité de la dictature..."* (liberation.fr 12.08)

### Politique

1- France. En famille.

Martine Aubry (PS) détaille quelle serait, si elle était élue à l'Elysée, sa «règle d'or» pour réduire la dette et favoriser l'emploi, dans une tribune au Monde daté de samedi, où elle demande à Nicolas Sarkozy «des mesures» «dès maintenant et pour le budget 2012».

«C'est ainsi que je respecterai l'engagement européen de la France d'un retour de ses déficits en dessous de 3% en 2013», assure-t-elle. A court terme, elle juge que Nicolas Sarkozy doit «prendre plusieurs décisions positives, et cela dès maintenant et pour le budget 2012».

Il s'agit de «supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires» pour financer «un grand plan de création d'emplois pour les jeunes», «abaisser à 20% l'impôt sur les sociétés des entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices et l'augmenter sur celles qui privilégient les dividendes» et «engager un premier train de réduction des niches fiscales».

«Parce que la situation de notre pays est grave (...), je dis à Nicolas Sarkozy de ne pas perdre de temps dans de faux débats sur une pseudo-règle qui ne règle rien», lance-t-elle.

«Dans une démocratie, le débat avec l'opposition doit être naturel (...) Je fais aujourd'hui des propositions précises. Discutons-en, dans l'intérêt de notre pays!», demande Martine Aubry. (20minutes.fr 12.08)

Elle demande à Sarkozy d'accélérer la mise en oeuvre d'un nouveau plan d'austérité contre les travailleurs. Abaisser les impôts sur les sociétés, ben voyons, Aubry la candidate du capital ! Ce serait plus facile à elle de le faire que Sarkozy, au nom du socialisme évidemment... Un président issu du PS n'a pas que des mauvais côtés pour le capital, loin de là, en réalité il y gagne plus qu'il n'y perd !

Quelle "*démocratie*" quand le gouvernement et le parlement sont minoritaires, quand leur politique antisociale est massivement rejetée ? Ils sont illégitimes et se maintiennent au pouvoir, on ne doit pas parler de démocratie mais de dictature.

Pour compléter la causerie d'hier sur la présidentielle de 2012.

La petite bourgeoisie et les couches moyennes continuent de vivre comme avant, il faudrait qu'elles sombrent massivement dans la paupérisation pour qu'elles en arrivent à se dire qu'elles n'ont plus rien à perdre avec ce régime, ce qui n'est pas encore le cas, sous cet angle il est impossible d'appeler à chasser Sarkozy puisque l'élection du candidat du PS ne changerait rien ou très peu à cette situation.

La paupérisation croissante de pans entiers de la classe ouvrière qui n'ont pas davantage confiance dans l'UMP que le PS, est incompatible avec un mot d'ordre consistant à favoriser l'arrivée au pouvoir du candidat du PS, ce qui pourrait être assimilé à colporter des illusions dans ce parti et les institutions de la Ve République.

Par ailleurs, nous n'assistons pas au début d'un mouvement de masse en direction des autres partis dits ouvriers à tort ou raison, vers le PG, vers le PCF ou le POI ou encore le NPA, il faut donc en déduire que si le candidat du PS était élu, on se retrouverait dans une situation politique pratiquement identique à celle de 1981, l'espoir d'un quelconque changement même superficiel en moins, malgré la détérioration de la situation économique et sociale il faut préciser, pourquoi, en grande partie parce que nous avons été incapables de construire le parti au cours des 30 dernières années, laissant ainsi au PS et ses satellites le contrôle des syndicats qu'ils s'emploieront à associer à la politique réactionnaire du gouvernement et à interdire toute mobilisation de masse.

Il y en a qui veulent croire que le PG et le Front de gauche pourrait jouer les trouble-fête, un leurre, il suffira au PS de satisfaire les couches de la petite bourgeoisie ou des couches moyennes qu'ils représentent et quelques postes ministériels pour qu'ils rentrent dans le rang. On peut prévoir que cela alimenterait la crise au sein du PCF et pourrait conduire à son éclatement, à moins que ce soit le Front de gauche qui vole en éclat, histoire de sauver son appareil... avec l'aide du PS. Le PS peut aussi émettre des promesses pour satisfaire en partie les attentes du Front de gauche pendant la campagne électorale, pour les renier après les élections, ce que les dirigeants du PG et du PCF savent pertinemment mais dont ils se foutent éperdument, évidemment.

On s'est moqué de la formule des anarchistes "*élection piège à cons*", mais il faut bien reconnaître qu'elle correspond bien à la situation politique depuis au moins 30 ans.

Dès lors, en s'appuyant sur ce constat, sans présumer du développement de la situation au cours des mois à venir qui pourrait nous amener à modifier notre position, nous maintenons notre mot d'ordre de boycott des élections présidentielles de 2012, car il correspond à la nécessité et à l'objectif politique pour la classe ouvrière et les masses de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République. C'est dans cette perspective politique qu'il faut les organiser et construire le parti.

Nous avons constaté dans une précédente causerie, qu'une intense et profonde réflexion parcourait toutes les couches et classes de la société dans le sillage de la crise du capitalisme, c'est à nous de la mener jusqu'au bout avec les travailleurs que nous rencontrons, jusqu'à son terme logique, dialectique : la nécessité de rompre avec le capitalisme et de réorganiser la production sur de nouvelles bases pour pouvoir satisfaire les besoins et les aspirations élémentaires de l'ensemble des travailleurs du pays, la nécessité de se débarrasser des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République créées pour servir les intérêts de la classe des capitalistes, afin de se doter d'organes politiques de pouvoir au service de la classe des exploités qui constitue la majorité de la société, instituer une véritable démocratie, ce qui ne pourra pas se faire sans une révolution prolétarienne et socialiste qui consistera à confisquer tous les pouvoirs économiques et politiques dont dispose aujourd'hui la classe des capitalistes, cette infime minorité qui impose sa dictature à la majorité.

Le capitalisme appartient au passé, l'avenir est au socialisme synonyme de satisfaction des besoins et des aspirations des travailleurs, de l'éradication du chômage, de la précarité, de la pauvreté, conditions pour stopper la décomposition de la société et entrevoir un avenir meilleur... Socialisme ou barbarie, telle est la seule alternative qui se présente à l'ensemble des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes.

Dans la perspective d'un affrontement direct entre les classes, l'urgence est d'expliquer aux travailleurs en quoi consisterait le socialisme, les amener à réfléchir à la société à partir de leurs propres besoins ou aspirations qui sont parfaitement légitimes, alors que rien ne peut justifier la survie du capitalisme avec son cortège de souffrances qu'il impose à tous les peuples.

Redresser la tête, cesser de courber l'échine, se tenir debout, revendiquer la légitimité (collective) de nos besoins et aspirations, déclarer ceux des capitalistes illégaux et illégitimes, refuser tout nouveau sacrifice, rejeter toute légitimité aux

arguments avancés pour justifier les inégalités et les injustices croissantes, rejeter tous les discours ou programmes pronant des compromis avec les capitalistes et leurs institutions, se syndiquer et s'organiser sur la base de ces droits ou principes pour que la majorité finisse par les partager et qu'ils triomphent.

Voilà ce qu'on peut proposer à chaque travailleur pour les aider à prendre confiance en eux, à leur faire prendre conscience qu'ils sont la majorité et qu'unis sur ces objectifs, ils représentent une force invincible qu'aucune armée ne pourrait vaincre. Il faut absolument leur dire la vérité en face, il n'existe pas de recette miracle ou de raccourci possible pour sortir de la situation actuelle et entrevoir une vie meilleure pour construire le parti, pour avancer sur la voie du socialisme.

Pour peu qu'on s'y prenne correctement, que l'on sache s'adresser à la classe ouvrière, alors que des centaines de milliers ou des millions de travailleurs et jeunes sont prêts à en découdre avec le régime, il est possible de les organiser et de construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui intègre des éléments de toutes les classes et couches exploitées.

La preuve est faite, on l'a sous les yeux quotidiennement depuis au moins trois ans, que malgré une situation particulièrement favorable à la construction du parti sur des bases politiques saines, aucun parti n'en a été capable, les différents types de partis qui existent aujourd'hui ont démontré qu'ils étaient incapables de regrouper l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, qu'ils étaient incapables de s'implanter profondément dans toutes les couches du prolétariat, bref, qu'ils n'inspiraient pas confiance, et quand bien même ils gagnaient des militants, c'était pour en perdre autant d'un autre côté, n'étant pas capable de garder leurs propres militants, dans leurs formes actuelles et dans les rapports qu'ils entretiennent avec les masses exploitées, ils ont largement démontré qu'ils étaient inaptes à constituer le parti révolutionnaire qui sera indispensable pour vaincre notre ennemi de classe. Qu'ils continuent dans cette voie et de terribles défaites nous attendent.

## 2- Grande-Bretagne

Alors qu'il fait face à sa pire crise depuis son arrivée au pouvoir il y a quinze mois, Cameron semble s'en être bien sorti. Faute d'opposition, surtout. Les travaillistes veulent éviter toute controverse dans un pays qui, traumatisé par les images de pillages et d'incendies, favorise une forme d'«*union nationale*». Leur leader, Ed Miliband, partage la ligne de fermeté, ne faisant qu'effleurer les problèmes sous-jacents : «*Il faut se demander pourquoi des gens pensent qu'ils n'ont rien à perdre, et tout à gagner, à s'adonner au vandalisme et au pillage.*» Sinon, «*on risque de se retrouver avec une répétition de ces actes à l'avenir*». Pour Miliband, «*il n'est pas acceptable que la prochaine génération pense qu'elle va moins bien réussir que celle qui l'a précédée*».

Selon Cameron «*Ce n'étaient pas des actes politiques ou de protestation, mais du vol.*» Et le leader conservateur d'asséner : «*Le responsable d'un délit, c'est toujours le délinquant.*»

Certes, il y a un «*contexte*» : «*Beaucoup d'enfants grandissent sans connaître la différence entre le bien et le mal.*» Mais «*ce n'est pas une question de pauvreté, mais de culture*». Cette culture «*qui glorifie la violence, ne respecte pas l'autorité, ne parle que de droits et pas de responsabilités. Trop souvent, les parents de ces enfants - s'ils sont encore présents - se fichent de savoir où et avec qui ils sont, ce qu'ils font*». Conclusion : «*la négligence et l'immoralité*» sont les mamelles de mauvais comportements. Il n'y a pas de malaise social, juste une crise des valeurs. C'est pourquoi David Cameron déclare-t-il la guerre aux gangs : les combattre devient «*une priorité nationale*».

Certes, la ministre de l'Intérieur conservatrice, Theresa May, admet de «*graves problèmes sociaux*», au nombre desquels le fait que «*deux millions d'enfants grandissent dans des familles où aucun parent ne travaille... On ne peut continuer à les ignorer*». Mais elle colle à la stratégie définie : «*La seule cause des délits, ce sont les délinquants.*» Les inégalités croissantes, le chômage ? Circulez, y'a rien à voir.

«*A un an des Jeux [olympiques], nous devons montrer que la Grande-Bretagne n'est pas un pays qui détruit, mais qui bâtit, dit Cameron. On ne va pas se laisser dominer par la minorité violente.*» Quelque 1 500 personnes ont été arrêtées depuis le début des émeutes, samedi, et ce n'est pas fini. «*On va vous pourchasser, [...] vous punir. Vous allez payer*», lance Cameron à la «*minorité sans foi ni loi*». Opportunément, quinze minutes avant sa prestation, les chaînes de télé diffusaient les images d'une descente de police musclée au matin à Londres. Et plusieurs tribunaux continuent leur marathon jour et nuit pour juger les personnes arrêtées.

## Economie

### 1- France

La baisse de la consommation des ménages s'est traduite par une croissance nulle de l'économie française au deuxième trimestre.

"*On retrouve le contrecoup de l'extinction de la prime à la casse automobile*", explique Jean-Luc Proutat, économiste de BNP Paribas. "*Les dépenses des ménages en produits manufacturés n'avaient pas autant baissé depuis l'extinction des 'balladettes' de 1993.*"

La contribution à la croissance des variations de stocks, qui avait atteint 0,8 point au premier trimestre, a ainsi été nulle au deuxième. Quant aux exportations, elles sont restées stables après une hausse de 1,8% sur le début de l'année.

Dans un communiqué Michel Sapin, le secrétaire national du Parti socialiste à l'économie et à la fiscalité, a noté que "*seul le repli des importations (-0,9%) évite le retour à une croissance négative*". (Reuters 12.08)

## 2- Grèce

La Grèce est toujours plongée dans une profonde récession économique ainsi que des statistiques officielles en ont apporté vendredi la confirmation.

Le service national des statistiques a rapporté que l'économie s'était contractée de 6,9% au deuxième trimestre 2011 par rapport à la même période l'an dernier.

Au premier trimestre, l'économie grecque avait ralenti de 8,1% par rapport à l'année précédente, mais dans la mesure où il s'agit de données corrigées des variations saisonnières, elles ne sont pas directement comparables.

Selon le service des statistiques, des dépenses de consommation plus faibles ont contribué au ralentissement. (AP 12.08)

## 3- Chine

"*Nous soutenons les mesures de stabilisation prises par les pays concernés mais nous espérons que ces pays vont prendre des mesures pour contrôler leur endettement (...)*", a déclaré vendredi le ministre chinois du Commerce, Chen Deming.

La Chine, premier détenteur mondial de réserves de changes avec un total de 3.200 milliards de dollars (2.256 milliards d'euros), a investi presque toutes ces réserves en dollars et en euros. (Reuters 12.08)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 14 août

Un mot sur le site.

Les infos en bref ne seront pas actualisées avant demain après-midi, et il se peut que le site ne sera pas actualisé pendant plusieurs jours à la suite de mon déménagement qui est repoussé de quelques jours, en principe, on est en Inde ! N'ayant pas de trouvé de maison à louer avec un petit jardin pour mon chien pour un prix convenable, je suis obligé d'acheter en catastrophe une petite maison très chère pour ce qu'elle vaut vraiment et qui ne me convient pas, mais qui fera au moins le bonheur de mon chien, c'est déjà pas mal. Je vous passe les détails, c'est complètement dingue ! Du moment que je pourrai continuer mon activité politique et ma bête sera heureuse, le reste n'a guère d'importance.

Le site contient à ce jour environ 3 300 fichiers (et 35 dossiers) une fois retirées les images et les fichiers dédiés à la mise en page.

- économie : environ 700 (incluant des articles classés dans le fichier "dossier")
- dossier vieux monde : environ 600 (une fois déduit les articles économiques)
- articles du site : 600
- tribune libre : 570
- causeries et articles de presse : 269
- marxisme : 199
- textes divers (constitutions, etc) : 148
- éditos (anciens) et articles du site : 125
- construction du parti : 101
- courriel : 67
- divers : 62
- pages d'accueil des rubriques : 49
- dictionnaire : 9

Voici maintenant le contenu du courriel que j'ai adressé ce matin en réponse à un vieux militant qui n'a pas du tout le moral.

L'heure n'est pas au pessimisme ou à la démobilisation mais bien le contraire cher camarade. Il est vrai qu'on peut se lasser à la longue de devoir sans cesse expliquer les mêmes choses sans résultats tangibles.

Il suffit d'observer la classe qui se lève à Santiago, Athènes, Madrid, Londres ou Tunis et dans d'autres pays du monde pour comprendre que les capitalistes se retrouvent face à des défis sociaux et politiques colossaux, et rien ne permet d'affirmer que les développements à venir de la lutte des classes ne finiront pas par remettre à l'ordre du jour la révolution socialiste, comment pourrait-il en être autrement, comme dit la formule un peu plus tôt un peu plus tard, mais apparemment on se rapproche de cette échéance, à nous de nous y préparer et d'y préparer la classe.

Cela ne saute pas forcément aux yeux, mais chacun s'accordera à reconnaître que la situation est grosse d'une situation révolution dans bon nombre de pays à la fois, immédiatement ou à court terme, c'est dans l'air comme l'on dit, c'est une question que se posent de plus en plus de travailleurs et particulièrement la jeunesse. Les plans d'austérité adoptés par les différents gouvernements en Europe vont se traduire par une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, donc une baisse de la consommation, donc de la production, donc une augmentation du chômage, la récession guette bon nombre de pays...

Ils sont en train de réunir les conditions d'une formidable explosion sociale qui peut se propager comme une traînée de poudre à travers toute l'Europe et au-delà. Voilà de quoi garder le moral, même si la réponse que je t'adresse ci-dessous ne pousse pas un optimisme démesuré j'en conviens, vaut mieux toujours garder les pieds sur terre et regarder la réalité en face.

Quand j'ai lu le titre d'un article de presse hier soir, *Près de 800 kilomètres de bouchon sur les routes en France*, je me suis dit que la crise ne frappait pas toutes les couches exploitées de la même manière, avant d'ajouter : qu'ils en profitent, on ne sait pas de quoi sera fait l'avenir demain, ce pourrait être aussi leurs dernières vacances avant longtemps...

Pour répondre à tes réflexions.

Quelque part il est vrai que l'on fait les frais de l'expérience désastreuse du stalinisme que les travailleurs ont identifié par ignorance avec le socialisme. On pourrait en dire autant du réformisme, à ceci près que le communisme l'avait supplanté au début du XXe siècle, et le problème depuis les années 70-80 jusqu'à nos jours, c'est que rien n'est venu supplanter à son tour le stalinisme. Cela n'explique pas tout cependant.

Autrefois il était facile de présenter le socialisme ou le communisme comme une alternative au capitalisme, les travailleurs pouvaient se saisir de cet idéal ou de cette perspective, les relier à leur combat. Il était relativement facile pour ainsi dire évident d'orienter leur combat dans cette direction-là, de donner un contenu politique à leur combat, les éléments les plus avancés de la classe pouvait se reconnaître et se rassembler sur cet objectif, il constituait une issue politique à la crise du capitalisme.

Depuis tous cela a disparu, ils ne peuvent plus se raccrocher à cette perspective politique, ils sont totalement désorientés, ils ne parviennent pas à entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme. C'est dans ce contexte que le mouvement ouvrier s'est retrouvé fragilisé et encore plus vulnérable aux mirages du réformisme que par le passé, il a perdu son indépendance politique en dehors de toute perspective politique.

Est venu s'ajouter à ce cauchemar l'incapacité des dirigeants se réclamant du trotskysme d'en comprendre la signification, toute la portée ou l'étendue des dégâts les a totalement submergés, ils ont attendu des décennies avant d'en prendre la mesure, dès lors que la chute de l'URSS n'était plus qu'une question de quelques années, mais il était beaucoup trop tard, pendant 30 ans ils ont été incapables de tisser des liens profonds avec le prolétariat et de construire l'embryon du parti, de sorte que leur parti n'inspire pas confiance et ne constitue pas pour les travailleurs un pôle de regroupement dans lequel ils auraient pu se reconnaître et entraîner les masses derrière eux.

Ils en ont pris la mesure, mais accablée par les mêmes faiblesses et lacunes que décrivait Trotsky dans les années 30 à propos des dirigeants français de l'avant-garde, sauf qu'eux au lieu de le reconnaître et les combattre, ils les ont méticuleusement entretenues, pire, ils les ont théorisés pour finalement substituer au centralisme démocratique une direction arbitraire et en partie opaque du parti fortement emprunte du culte de la personnalité. Trotsky avait prédit qu'ils finiraient complètement sclérosés et que le parti dégènerait si le prolétariat ne prenait pas le pouvoir à l'issue de la guerre, c'est exactement ce qui s'est produit malheureusement.

Est venue se greffer là-dessus l'absence d'un dirigeant à l'autorité incontestable après la mort de Trotsky, capable d'analyser la situation mondiale et de définir une orientation politique et de rassembler autour l'ensemble des militants se réclamant du léninisme.

Au lieu de partir de ce simple constat en toute humilité, les différents militants qui pouvaient prétendre avoir la carure pour devenir des dirigeants, mais qui n'en avaient manifestement pas les capacités, ont prétendu incarner l'héritage de Trotsky, comme si un seul homme pouvait suffire à remplacer un dirigeant d'une telle stature, ils n'ont assurément pas hérité de la modestie de Trotsky, qui des années encore après la mort de Lénine, n'hésitait pas à affirmer qu'Illitch Oulianov était irremplaçable et qu'aucun autre dirigeant du mouvement ouvrier international possédait des qualités équivalentes, pas même lui précisait-il.

Du coup chaque dirigeant se croyant investi d'une mission sacrée, assurer la continuité du marxisme, fera l'impasse sur ses propres faiblesses et celles de ses camarades en ayant plus comme seul objectif d'assurer leur propre survie politique qu'à employer des méthodes déloyales et détestables. Ce sont leurs faiblesses théoriques et politiques qui sont à l'origine des dérives dogmatiques et sectaires que l'on a observées après-guerre chez ces dirigeants. On n'en nommera pas pour ne pas en oublier et faire des jaloux.

On peut imaginer qu'ils en aient eu parfaitement conscience au début, qu'ils s'en sont accommodés assez rapidement par la suite, pour finalement ne plus les distinguer eux-mêmes puisqu'ils savaient qu'ils étaient incapables d'y remédier. La tragédie que vit actuellement le mouvement ouvrier et son avant-garde est ainsi un drame humain parfaitement compréhensible, il n'existe aucun mystère autour de leur dégénérescence et leur incapacité à accomplir leurs tâches, notamment celle de se doter d'une nouvelle direction, la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire sur les bases du léninisme, produit et expression la plus élevée de la lutte de classe du prolétariat depuis que le capitalisme existe et sans lequel la révolution d'Octobre n'aurait pas eu lieu ou se serait soldée par une défaite.

La liquidation du PCI au milieu des années 80 au profit du MPPT puis du PT, on devrait dire en fait dès l'élection de Mitterrand en 1981, tout comme celle de la LCR il y a deux ans au profit du NPA, n'a fait qu'entériner ou confirmer le constat qui vient d'être établi à grands traits, elles en ont été le prolongement ou l'aboutissement logique, elles ont démontré que leurs dirigeants demeureraient toujours incapables à la fois de mener le combat politique en reliant les revendications transitoires à la perspective de la révolution socialiste et de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik, ceci expliquant cela.

C'est le retard pris par la révolution et l'extraordinaire faculté du capitalisme de repousser les limites de ses propres contradictions qui les a conduits à liquider le PCI et la LCR, non pas parce que ces partis ne correspondaient plus aux tâches que le prolétariat devrait accomplir au cours d'une nouvelle période, on en veut pour preuve que cette période ouverte avec la disparition de l'URSS ne devait guère durer longtemps et n'éviterait pas au capitalisme de connaître rapidement à nouveau une nouvelle crise, d'ailleurs l'implosion de l'URSS s'est déroulée sur fond de crise du capitalisme dès l'année 1990, ce qui en soi pourrait suffire comme témoignage à charge contre leurs théories foireuses.

Ces dirigeants ont décrété du jour au lendemain du haut de leur piédestal (ceux du PCI, le POI-CCI aujourd'hui) que le mouvement ouvrier et le prolétariat étaient revenus à la case départ, très loin en arrière, si loin que leur parti ne fera plus référence dans son programme à la révolution russe, pas même à la révolution notez bien, encore moins au léninisme et on a compris parfaitement pourquoi après l'avoir renié, à la Commune de Paris en occultant soigneusement les enseignements qu'en tirèrent Marx et Engels, ainsi que Lénine qui les mit en pratique avec le succès que l'on sait, pour finalement faire disparaître Marx au profit de Jaurès qui incarnait la social-démocratie dont le vieil Engels et avant lui Marx avaient déjà estimé qu'elle appartenait à un passé révolu et supplantée par le communisme à la fois plus rigoureux sur les principes et mieux armé pour représenter l'objectif de la lutte de classe du prolétariat mondial, balayant, méprisant, faisant disparaître d'un coup l'expérience acquise du mouvement ouvrier au cours d'un siècle et demi de lutte des classes pour revenir à l'époque primitive de la formation du mouvement ouvrier au milieu du XIXe siècle, et justifier ainsi le type de parti qu'ils entendaient dorénavant construire ouvrant leur porte à des militants issus de différents partis ou des syndicalistes opposés à la révolution prolétarienne comme moyen pour permettre à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir, autrement dit à des réformistes n'ayant pas rompu avec l'idéologie bourgeoise.

Cette terrible régression politique ou ce reniement, ils se sont employés à la théoriser comme l'avaient fait avant eux leurs prédécesseurs. Leur parti est calqué sur la SFIO sur le plan nationale et sur l'Association Internationale des travailleurs sur le plan international. Il existe depuis 26 ans. Et il a produit quel résultat ? Nul ! Les dirigeants de la LCR les ont imités un peu plus de 25 ans plus tard, avec quel résultat au bout de deux ans d'existence ? Nul !

Je continue ou cela suffit et j'arrête-là ?

Avec l'approfondissement de la crise du capitalisme qui a éclaté au milieu de l'année 2007, on s'aperçoit que les représentants du capitalisme sont capables de faire preuve d'un cynisme inouï et d'une violence extrême - en grande partie en parole seulement pour le moment, contre la classe ouvrière et certains militants commencent à prendre conscience que rien ne les arrêtera pour défendre le régime de la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Bientôt ils en arriveront au constat qu'ils ne sont pas armés pour affronter et vaincre un tel ennemi, que le parti dans lequel ils militent parfois depuis des décennies en sera totalement incapable - ils savaient depuis longtemps que leur parti était une passoire et s'en accommodaient, ils n'étaient pas sans savoir non plus que leur parti présentait des faiblesses congénitales qui lui seraient un jour fatal, cela c'est moi qui le rajoute, quand il va éclater sous les coups de boutoirs de la réaction, ils vont regretter amèrement d'avoir avalé sans broncher tant de couleuvres de la part de leurs dirigeants, pour reprendre une expression employée par plusieurs militants du POI-CCI dans des courriels qu'ils m'ont adressés, oui ils auront le droit de se dire : toute cela pour en arriver là, eh oui, hélas camarades, car nous partageons d'avance votre profond désarroi.

Ils pourront se dire que cela ne valait pas la peine de liquider le PCI, la question sera alors de savoir s'il est ou non trop tard pour corriger le tir, ce qui est certain en tous cas, c'est qu'ils aborderont cette période révolutionnaire dans les pires conditions



qui soient, je ne parle même pas du prolétariat.

La dictature de la dette dans laquelle se débattent les Etats qui en sont les complices, qui incarne celle de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme au stade suprême du capitalisme, quelle question pose-t-elle direction, que met-elle en lumière ? On vient de le dire, la place et le rôle de l'Etat au service exclusif des intérêts de la classe dominante. Dès lors c'est la question de l'Etat qui est à l'ordre du jour?

Question : faut-il encore attendre ou tempérer avant de la poser devant l'ensemble des masses exploitées pour qu'elles s'en saisissent ? Elle se trouve posée brutalement au détours d'une crise que les capitalistes ont provoqué eux-mêmes sans véritablement avoir le choix puisque encore une fois il s'agissait pour eux de repousser les limites dans lesquelles les contradictions du capitalisme doivent être contenues pour assurer sa survie, leurs profits.

Le lien entre l'Etat et le capital saute aux yeux du plus naïf des travailleurs. Mais pour se libérer du joug du capital, il faut impérativement liquider cet Etat forgé pour servir ses intérêts, que la classe ouvrière oriente son combat dans cette direction pour se rapprocher de cet objectif. Si nos dirigeants étaient comme Lénine tendus vers cet unique objectif, ils y auraient déjà pensé, d'eux-mêmes sans qu'on ait besoin de leur souffler, alors pourquoi ce n'est pas le cas ?

Ne pas poser aujourd'hui la question de l'Etat et du pouvoir revient à soutenir le régime.

Pour poser la question de l'Etat, il faut être indépendant de l'Etat. Or, en ayant tissé des liens étroits pour ne pas dire organiques depuis des décennies avec les appareils des syndicats financés par l'Etat, en adoptant systématiquement sauf exceptions rarissimes les résolutions des directions confédérales, il est impossible de poser cette question sans devoir affronter violemment l'opposition des directions des syndicats, d'autant plus que la poser directement revient à remettre en cause l'ordre capitaliste que soutiennent les dirigeants syndicaux ou auquel ils sont totalement subordonnés, auquel ils appartiennent en tant que lieutenants au sein du mouvement ouvrier. Il arrive un moment où les contradictions du régime atteignent un tel niveau de tension, que poser cette question devient totalement incompatible avec tout compromis mêmes limités avec les appareils des syndicats.

Poser la question de l'Etat sur le plan syndical est inséparable de la question de la rupture des relations des syndicats avec l'Etat et les représentants du capitalisme, le Medef notamment. Cette question pose la question du rejet du financement des syndicats par l'Etat. Elle se traduit aussi par la nécessité de cesser immédiatement de collaborer à tous les organismes tripartites (ou triparties) au côté des représentants de l'Etat et du patronat. Poser la question de l'Etat pose la question de l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat. On a envie de dire que l'heure de vérité a sonné pour les dirigeants du POI, du NPA et de LO.

Pendant des décennies, et cela est à mettre au compte des faiblesses dont il était question plus haut, les dirigeants de ces partis se sont gargarisés de la formule de l'indépendance des syndicats par rapports aux partis, nous leur avons opposé le principe de l'indépendance des syndicats et des partis par rapport à l'Etat en affirmant qu'ils ne le respectaient pas, ils ont peut-être cru qu'ils échapperaient indéfiniment à cette question, c'était peine perdu comme sur beaucoup d'autres questions d'ailleurs.

Pendant longtemps les paroles et les actes peuvent entrer en contradiction sans que personne ne s'en aperçoive ou trouve à y redire, jusqu'au jour où ils coïncident dans un sens ou dans l'autre.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 15 août

J'ai ajouté quelques articles dans les rubriques *Economie, Politique* et *International*.

Si entre nous leur lecture se passe pour ainsi dire de commentaires, quelle abondance d'arguments pour aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme ! Quand on voit l'usage qu'il en fait ou plutôt l'absence d'usage, je comprends que des militants soient littéralement désespérés !

Plus on creuse, plus on tombe sur des infos tellement incroyables qu'on se demande comment il est possible qu'il se trouve encore un seul militant ouvrier pour soutenir le capitalisme. La faute à qui, pas aux travailleurs évidemment, à qui alors ? Demandez à vos dirigeants, ils doivent avoir une certaine part de responsabilité dans cette histoire ou alors il n'y a plus qu'à se pendre effectivement. Ils vont vous répondre : c'est pas nous, c'est les autres, les appareils, le stalinisme, pour un peu, la faute à pas de chance ! Pas très convaincant tout cela à la longue, non ?

En Israël c'est la petite-bourgeoisie et les couches moyennes qui se mobilisent, la masse des exploitées la plus instruite. Elle cherche à faire la liaison avec la classe ouvrière, excellente idée. Mais c'est sous la direction de cette dernière seulement

qu'une révolution peut vaincre.

D'où en France et ailleurs la nécessité de se tourner résolument vers les millions de travailleurs les plus durement frappés par la crise du capitalisme pour construire le parti. Il est évident maintenant que si on s'adresse à cette couche de travailleurs de la même manière qu'on s'adresse à des intellectuels ou des militants aguerris, on ne risque pas de les recruter et de construire quoi que ce soit, soit on en prend conscience, soit rien ne changera.

Recruter un ouvrier ou un employé sur une accord minimum ne pose pas vraiment un problème, c'est sa condition et le rejet qu'elle lui inspire qui est déterminant, du moment qu'il oriente sa réflexion et son combat contre le capital on peut s'en contenter... On se passera de lui faire de long discours auquel il ne comprendra ou ne retiendra pas grand chose.

Recruter un intellectuel ou des travailleurs plus instruits des couches moyennes nécessitera un accord sur des bases plus solides puisque par leurs conditions d'existence ils auront davantage tendance à lorgner du côté du capitalisme et de l'idéologie bourgeoise. Tout l'effort portera ensuite sur leur formation économique et politique pour qu'ils progressent, sinon à un moment donné ils vous claqueront dans les doigts.

Il sera toujours impossible de construire le parti, si l'on demeure incapable de s'adresser à toutes les couches d'exploités. L'ouvrier et l'intellectuel possèdent des qualités particulières complémentaires qu'il faut mettre à contribution, et chacun trouvera sa place dans le parti et n'aura plus envie de le quitter s'il s'y trouve bien, s'il y trouve son compte. Cela nécessite un changement de mentalité chez de nombreux militants qui manquent de patience envers les ouvriers ou qui ont tendance à mépriser les intellectuels, cela vaut pour les dirigeants qui doivent montrer l'exemple. En sont-ils capables, en auront-ils la volonté ?

J'anime ce site mais je me considère plus comme un ouvrier qu'un intellectuel. Quand je lis la littérature qui figure dans la Tribune libre du site, en tant que militant je suis comblé, en tant qu'ouvrier je n'y comprends rien et c'est bien là qu'est tout le problème. Bon je ne suis peut-être qu'un pauvre type qui a atterri dans un trou en Inde et qui se demande ce qu'il fait là, mais je crois avoir compris en quoi consistait le véritable pouvoir de Lénine, il avait réussi à combiner son développement intellectuel tout en pensant en ouvrier, en vivant comme un ouvrier jusqu'à son dernier souffle, peut-être parce qu'il a toujours vécu dans le dénuement ou des conditions plutôt austères. Je ne prône pas l'ascétisme, mais on peut concevoir que l'embourgeoisement des conditions de vie soit un obstacle quand la pensée d'un dirigeant y est attentif ou y porte un intérêt, y consacre du temps.

Je ne sais pas si c'est de Lénine ou du matérialisme dialectique que je tiens cette manière de vivre qui consiste à me libérer de toute contrainte matérielle qui pourrait devenir une entrave au développement de la pensée, qui pourrait m'occuper l'esprit inutilement ou me distraire de l'essentiel. Cela vient peut-être du fait que la vie est courte, et que lorsqu'on a peu de moyens pour vivre, on essaie de vivre le plus intelligemment possible afin d'éviter des problèmes inutiles et d'en créer aux autres par la même occasion.

J'ai cité Lénine, mais j'aurais pu faire référence à Marx qui a vécu au bord de la misère ou la misère tout court, ce que beaucoup de militants ignorent. Ils ont tout sacrifié pour notre cause, le moins que l'on puisse faire est d'essayer d'en être digne, et au-delà si on en a la force, s'en inspirer dans la vie de tous les jours. C'est un art de vivre.

J'ai engueulé Magueswary (mon épouse) parce qu'elle m'a acheté cinq chemises, alors que j'en ai quatre ou cinq dans l'armoire, qui datent de quelques années d'accord, mais qui ne sont pas encore totalement usées. Elle a voulu que je mette une chemise neuve pour aller à un mariage ce matin, j'ai refusé pour ne pas faire comme les Indiens cossus qui arborent des fringues neuves quand ils sont invités à une cérémonie ; et puis cette chemise était déjà sortie, il fallait bien que je finisse de la salir avant de la mettre au lavage ! Voilà ce que la question du parti m'inspire aussi. J'arrête là, j'ai du boulot chez moi, il est déjà 17h. J'ai encore parlé de moi et je n'aurais pas dû, peu importe puisque tout le monde s'en fout !

Quelques extraits de lectures

France

- La Cour des comptes dénombre « 293 niches fiscales pour les entreprises (35 Mds € soit 47 % des dépenses fiscales), des dispositifs dérogatoires divers (71 Mds €) et 64 niches sociales (66 Mds €), soit un total de 172 milliards d'euros ! Cela représente 56 % des recettes de l'Etat français. (<http://contreinfo.info>) (18.10.10)

- Cette année, en France, quelque 200 milliards d'euros sont allés aux bénéficiaires, alors qu'ils seraient allés aux salariés si l'on avait gardé l'équilibre salaires-bénéficiaires du début des années 80. « Sans la hausse de la dette des ménages, la croissance serait nulle en zone euro depuis 2002 », explique Patrick Artus, directeur de la recherche et des études économiques de Natixis. En Grande-Bretagne, la dette des ménages dépasse 160 % du revenu disponible. Une étude récente montre que, sans augmentation de la dette des ménages, la Grande-Bretagne serait en récession depuis 2002 ! (<http://contreinfo.info>) (26.10.08)

- Depuis 2002, le revenu moyen des français n'a augmenté que de 0,06% par an, et en 8 ans, de 5,9%. Mais les 1% les plus riches

ne sont pas concernés par cette cure d'austérité : ils ont vu les leurs croître du triple, soit 19%. (<http://contreinfo.info>)

## Etats-Unis

- Leçon de libéralisme : aux Etats-Unis, le gain moyen des 400 plus hauts revenus a augmenté de 36% en 2007, pour atteindre 345 millions de dollars, contre 263 en 2006. Ensemble, ces 400 ménages ont perçu 185 milliards de dollars, chiffre comparable au PIB du Chili. Depuis 1993, les revenus de cette tranche ont été multipliés par 8 en dollars courants. Et le taux d'imposition effectif est passé de 29% en 1995 à 16,6% en 2007. Les trois quarts de ces gains proviennent de plus values. (<http://contreinfo.info>) (20.02.10)

- Aux USA, les 1% les plus riches gagnent plus que le total des revenus des 40% les plus pauvres. L'augmentation du revenu des 5% les plus riches entre 2003 et 2005, a été de 681 milliards. (<http://contreinfo.info>)

## Chine

(chez KYE qui produit des périphériques informatiques pour Microsoft et plusieurs marques américaines.)

- Les salariés indiquent qu'avant la récession, ils passaient 97 heures par semaine dans l'usine, dont 80 heures et demie au travail. En 2009, les travailleurs passaient 83 heures par semaine à l'usine, dont 68 heures de travail.

Les travailleurs sont payés 65 centimes de dollars de l'heure, ce qui revient à un salaire net de 52 centimes de l'heure, après déductions pour la nourriture fournie par l'usine.

Les employés doivent se présenter très tôt le matin pour effectuer des exercices de type militaire qui ne sont pas rémunérés. L'encadrement contrôle chaque seconde de leur vie. (<http://contreinfo.info>) (13.04.10)

## Politique

### France

Selon un sondage IFOP pour Sudouest.fr, publié samedi 13 août, 82 % des Français disent se sentir 'inquiets' à l'égard du déficit public et de la dette, dont un quart 'très inquiets'.

En outre, un Français sur deux (50 %) considère la réduction de la dette publique comme un objectif 'tout à fait prioritaire'.

La préoccupation budgétaire arrive après d'autres priorités chômage (59 %), santé (59 %) et éducation (55 %) mais reste au même niveau que la lutte contre la délinquance (50 %) ou le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat (51 %).

Concernant les solutions avancées pour enrayer l'augmentation du déficit public, une majorité de Français préconisent de revenir sur quelques unes des mesures phares de Nicolas Sarkozy : la politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (53 %), la défiscalisation des heures supplémentaires (57 %) mais surtout la baisse de la TVA accordée aux restaurateurs (62 %).

Autre solution pour résorber le déficit, une augmentation d'impôts. Mais moins d'un quart des Français (24 %) sont prêts à accepter cette solution. ([lemonde.fr](http://lemonde.fr) 14.08)

En fait le déficit public inquiète les "Français" parce qu'ils craignent qu'on leur impose de la payer, ce qu'ils rejettent massivement. Donc ce sondage qui participe du matracage politico-médiatique ne constitue pas un soutien à la politique d'austérité du gouvernement mais le contraire, c'est raté, pas de bol !

### Syrie.

Vingt-et-une personnes ont trouvé la mort, dimanche, lors du pilonnage de Lattaquié, premier port de la Syrie, par les blindés et la marine, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

D'après cet organisme, la plupart des victimes ont été touchées par des tirs de mitrailleuses à gros calibre montées sur les chars déployés dans les quartiers sud de la cité portuaire. Ces quartiers ont également été la cible de tirs d'unités de la marine de guerre croisant au large. (Reuters 14.08)

### Tunisie

Les inscriptions sur les listes électorales pour la désignation d'une Constituante seront closes dimanche à minuit (23H00 GMT), seule la moitié des électeurs potentiels en Tunisie se sont volontairement inscrits, a indiqué un membre de l'Instance indépendante des élections (ISIE).

«*Nous avons atteint voire dépassé les 3,7 millions d'inscrits, ce qui fait un taux de 52%*», a déclaré M. Larbi Chouikha.

La barre des 50% d'inscrits est franchie «*si on ne comptabilise pas les Tunisiens résidant à l'étranger*», pour lesquels les statistiques n'étaient pas encore disponibles dimanche, a-t-il indiqué.

«*Le corps électoral sur le territoire national est composé d'environ 7 millions d'électeurs*», a-t-il précisé, le reste formant le nombre d'électeurs résidant à l'étranger (700.000 à 800.000 environ) (liberation.fr 13.08)

## Social

### France.

Un tiers des effectifs, soit une soixantaine de personnes, ont décidé, pendant les traditionnelles vacances d'août, de participer à la surveillance de Fralib Gémenos, usine appartenant à la multinationale anglo-néerlandaise, qui doit fermer fin septembre. Ils se battent bec et ongle pour faire aboutir leur projet de reprise du site. Le thé Eléphant est conditionné là. Une marque créée à Marseille il y a plus de cent ans, longtemps produite en ville avant que le site soit transféré dans cette banale zone industrielle près d'Aubagne. Une marque que ces salariés considèrent comme la leur et qu'ils veulent conserver.

"*En juillet, le TGI de Marseille a finalement validé le plan de sauvegarde de l'emploi, et nous avons reçu nos propositions de +reclassement+*", explique Gérard Cazorla, 55 ans, secrétaire CGT du CE, "*et depuis trente ans au service de l'Eléphant*". Car contrairement à la juridiction marseillaise, les "fralibiens" ne trouvent pas les propositions de reclassement vraiment sérieuses. "*On nous propose des postes en Pologne, en Belgique, en Alsace... en-dessous de nos qualifications. Par exemple un technicien se voit proposer un emploi de simple opérateur sur machine, avec à la clé des baisses de salaire de 30% à 50%. En Pologne, le salaire annuel tourne autour de 5.000 euros*", détaille Gérard Cazorla.

Des propositions "*dissuasives, uniquement pour se débarrasser de nous*," affirme-t-il. Un avis que partage Gérard Affagard, délégué CFE-CGC et responsable des services généraux. Soixante et un ans, "*36 ans de boîte*" et des faux airs de Jean Réno, avec sa barbe courte poivre et sel et ses lunettes rondes. "*A mon âge, j'aurais pu partir, mais maintenant pas question que j'abandonne la lutte*", dit-il, expliquant avoir déjà connu un plan social il y a 13 ans.

En 1998, il avait été "*reclassé*" à Gémenos quand la multinationale avait fermé un site du Havre. "A l'époque, on a eu droit à de véritables reclassements, pas des propositions pour la forme comme aujourd'hui". Jhonny ("presque comme Johnny"), 45 ans, faisait aussi partie des 150 salariés du Havre.

"*A l'époque, on nous avait dit que l'usine de Marseille allait devenir le site européen pour la production des thés et tisanes parfumées. Je suis venu tout seul, toutes mes affaires dans ma voiture. C'est dur de s'installer dans une ville que vous ne connaissez pas*." Maintenant Jhonny est marié (avec une fralibienne) et a deux enfants. Il ne veut pas imposer à sa famille le déchirement d'un nouveau départ. Comme ses collègues, il croit au projet pour sauver l'usine, "*avec ou sans repreneur*".

"*On a fait faire une étude, et le rapport d'étape montre que le site est profitable à partir de 1.000 tonnes de production annuelle. Nous, on sort 2.900 tonnes. On veut conserver le site, les machines, et qu'Unilever nous donne la marque Eléphant*", dit Gérard Cazorla. "*C'est pas utopique, Unilever l'a déjà fait pour un site de fabrication de soupe +Royco+ à Poitiers, cédé à un fabricant de thé*", précise-il. "*La marque Eléphant, qui est une marque franco-française, ils ont essayé de la tuer au bénéfice de Lipton, leur +marque milliardaire+ (marque présente à l'international sur plusieurs marchés). L'Eléphant était devenu tout petit sur les boîtes*," explique le syndicaliste dans une analyse digne du magazine Capital. Puis, il ajoute, "*puisque'ils n'en veulent pas, qu'ils nous la donnent*." (20minutes.fr 13.08)

### Italie

Susanna Camusso, à la tête de la confédération CGIL des travailleurs, a expliqué dimanche que la grève était le seul moyen de "changer l'inéquité du plan" et précisé à "La Repubblica" que la direction du syndicat se réunirait le 23 août pour décider d'une date d'action. (AP 13.08)

### Israël

De nouvelles manifestations contre la vie chère, un mouvement sans précédent qui agite Israël depuis un mois, rassemblaient samedi soir des dizaines de milliers de personnes dans une douzaine de villes israéliennes, en dehors de Tel-Aviv et Jérusalem.

Quelque 70.000 personnes se sont mobilisées dans l'ensemble du pays, selon les estimations de la police.

«L'essentiel pour nous, c'est de montrer que le peuple est uni, que nous vivons dans un seul et même pays et qu'il faut tout faire pour combler les disparités sociales», a plaidé Stav Shafir, une des dirigeante du mouvement. Les foules les plus nombreuses étaient rassemblées à Haïfa, dans le nord d'Israël, avec plus de 30.000 manifestants. A Beersheva (sud), un peu plus de 10.000 personnes étaient réunies, selon la police, moins que ne l'espéraient les organisateurs.

Sur une grande place de Beersheva, une immense banderole était déployée, sur laquelle était écrit: «Le Néguev se réveille», tandis que des manifestants brandissaient des pancartes: «Israël m'est cher», «Le Sud en colère», «Pour un Etat providence maintenant».

Des rassemblements ont également eu lieu à Afula, en Galilée, dans le nord, à Modiin (centre) et Eilat (extrême sud).

Les foules ont de nouveau scandé: «Le peuple exige la justice sociale», le slogan adopté par la contestation depuis son début à la mi-juillet avec l'apparition des premières tentes de protestations le long du boulevard Rothschild, dans le quartier le plus chic de Tel-Aviv.

Samedi, l'objectif déclaré des organisateurs n'était pas seulement de diversifier le mouvement sur le terrain mais de mobiliser des couches de la population particulièrement défavorisées afin de ne pas apparaître comme une protestation «bobo».

Jusqu'à présent, ce sont surtout les classes moyennes et les étudiants qui ont été les plus actifs.

Samedi dernier, plus de 300.000 personnes avaient manifesté à Tel-Aviv.

Selon un sondage rendu public mardi, une très grande majorité de la population israélienne (88%) soutient cette grogne sociale, la première du genre d'une telle ampleur en Israël, et 53% d'entre eux se disent prêts à participer à des manifestations.

Soumis à cette pression, le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est dit prêt à infléchir son approche ultra-libérale de l'économie pour répondre aux exigences des manifestants.

Il a créé une commission chargée de proposer des réformes avec les partenaires sociaux et de présenter des recommandations au gouvernement d'ici un mois. (liberation.fr 14.08)

## Chine

Des accrochages se sont produits dimanche dans le nord-est de la Chine entre des centaines de policiers en tenue anti-émeute et plus de 12.000 habitants qui exigent le déplacement d'une usine chimique de peur d'une fuite toxique après le passage d'une tempête tropicale, selon l'agence de presse officielle Chine nouvelle (Xinhua). Les autorités ont ordonné la fermeture du site.

Des milliers de personnes de la ville portuaire de Dalian se sont rassemblés devant le bureau de la mairie pour protester contre la présence de l'usine Fujia Chemical, qui produit du paraxylène, ou PX, utilisé dans la fabrication de plastiques, polyester et film. Une courte exposition au PX peut irriter les yeux, le nez et la gorge, selon le réseau américain des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Une exposition chronique peut affecter le système nerveux central et causer la mort.

Les appels au déplacement de l'entreprise se sont multipliés après le passage du typhon Muifa à l'origine de vagues qui ont brisé une digue protégeant l'usine la semaine dernière. Xinhua affirme qu'aucune fuite toxique n'a été signalée, pas plus que des blessés dans les affrontements de dimanche.

D'après l'agence de presse, le plus haut responsable de la ville, Tang Jun, a tenté avec le maire, Li Wancai, d'apaiser la foule en promettant le déplacement du site extra-muros, mais des manifestants ont refusé de se disperser sans qu'un calendrier soit fixé. Selon Chine nouvelle, le comité municipal du Parti communiste et le gouvernement ont ordonné la fermeture immédiate de l'usine. (AP 14.08)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 16 août

J'ai mis en ligne quelques articles économiques sur le Japon, nous aborderons cette question plus tard.

Dernières nouvelles : les Bourses repartent à la baisse en Europe sur fond de stagnation de l'économie allemande...

Pour que leur système s'écroule il ne manque plus qu'une condition : que les investisseurs soient convaincus que les Etats ne pourront jamais rembourser leurs dettes parce que les travailleurs n'accepteront pas de nouveaux sacrifices et que dans un mouvement de panique ils retirent leurs billes.

Extrait de lecture

- "La crise a eu pour effet un effondrement des cours boursiers entre mai 2007 et fin 2008. Depuis, les fortunes des plus riches se remettent à croître. Ainsi, le classement de Forbes, la fortune de Bernard Arnault a augmenté de 8 milliards, soit + 40 % en 2010." (<http://metiseurope.eu/>)

Un morceau choisi de **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme** (Lénine -1916).

- « Et, parlant de la classe ouvrière anglaise, l'investigateur bourgeois de "l'impérialisme britannique du début du XXe siècle" est obligé d'établir systématiquement une différence entre la "couche supérieure" des ouvriers et la "couche inférieure prolétarienne proprement dite". La première fournit la masse des coopérateurs et des syndiqués, des membres des sociétés sportives et de nombreuses sectes religieuses. C'est à son niveau qu'est adapté le droit de vote qui, en Angleterre, "est encore suffisamment limité pour qu'en soit exclue la couche inférieure prolétarienne proprement dite" !!

Pour présenter sous un jour plus favorable la condition de la classe ouvrière anglaise, on ne parle généralement que de cette couche supérieure, qui ne forme qu'une minorité du prolétariat : par exemple, "la question du chômage intéresse surtout Londres et la couche inférieure prolétarienne, dont les hommes politiques font peu de cas (103) "... Il aurait fallu dire : dont les politiciens bourgeois et les opportunistes "socialistes" font peu de cas.

(Engels a exposé la même thèse dans sa préface à la deuxième édition de La situation des classes laborieuses en Angleterre, 1892). »

Note 103 : SCHULZE-GAEVERNITZ : *Britischer Imperialismus*, p. 301.

Vaut mieux que ce soit Lénine que moi qui le dise, les militants n'oseront pas l'accuser de calomnier les couches de la classe ouvrière à laquelle ils appartiennent souvent ou qui sont le fond de commerce de leurs partis...

Un autre extrait suivi d'un long commentaire, le brouillon d'un article.

- "Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards".

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir."

Commentaire.

Ceci explique peut-être pourquoi on n'est jamais parvenu à construire le parti dans la mesure ou l'OCI, la LCR ou LO, leurs dirigeants ont toujours privilégié cette "couche d'ouvriers embourgeoisés", donc solidement amarrée au capitalisme, au détriment de celles plus défavorisées qui étaient plus aptes à rompre avec le capitalisme ayant conscience de n'avoir rien à perdre.

Trotsky avait été jusqu'à affirmer en s'appuyant sur les faiblesses théoriques des dirigeants des sections de la IVe Internationale, qu'à l'issue de la guerre au cas où la révolution socialiste ne verrait le jour dans aucun pays, que les partis issus de l'opposition de gauche étaient voués à dégénérer.

Ces paroles ont été soigneusement soustraites à la vue et à la réflexion des militants des débris des sections de la IVe Internationale après guerre par leurs dirigeants, et quand on ose les ressortir et les mettre sous le nez des militants des générations suivantes, ils ne le supportent pas, ce qui peut se comprendre facilement puisqu'eux-mêmes sont incapables de faire

la critique de leurs dirigeants et de leur politique qu'ils estiment irréprochables, ils n'ont pas été formés à l'école du bolchevisme qui forment avant tout des militants à l'esprit libre ou critique capables de penser par eux-mêmes pour devenir les cadres de la révolution socialiste. Les militants passés par l'OCI-PCI, la LCR ou LO ou qui ont rompu avec ces organisations pensent le contraire, on leur laisse le droit de le penser, qu'ils nous permettent d'en douter, puisqu'en réalité ils ne font que perpétuer inconsciemment les faiblesses et lacunes de ces dirigeants.

Trotsky affirmait également qu'un parti composé essentiellement d'intellectuels au moment de sa fondation dégènerait en un parti petit-bourgeois s'il s'avérait incapable de tisser des liens profonds avec la classe ouvrière, d'autant plus sûrement au cas où la révolution serait encore retardée.

Ce qu'il voulait dire par là, il le précisera à la section américaine en affirmant que la direction du parti devait comporter des ouvriers ou que les ouvriers devraient occuper une place particulière dans le parti, dont la tâche serait de s'assurer que l'orientation politique définie par la direction était bien conforme au programme de la révolution socialiste.

Par là Trotsky ne pensait pas à des ouvriers devenus dirigeants mais pensant comme des intellectuels, puis s'identifiant à des intellectuels, pour finalement cesser de penser comme des ouvriers et être coupé du milieu ouvrier. Or, à côté des intellectuels, c'est ce genre de dirigeants ouvriers qui ont pris la direction des partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, des dirigeants ouvriers qui comme par hasard privilégieront le travail du parti en direction de l'aristocratie ouvrière dont parlait justement Lénine, à partir de 1945.

Ce qu'ils justifieront en expliquant qu'elle constituait le bastion organisé de la classe ouvrière, accusant ceux qui leur reprochaient de vouloir se détourner de l'organisation de masse du prolétariat (les syndicats), alors qu'en réalité ce qu'il leur était reproché était de définir leur politique en fonction de ces couches privilégiées de la classe ouvrière dont les aspirations sociales et politiques se situaient dans le cadre de la préservation du système capitaliste, au détriment des autres couches d'exploités, d'une politique fidèle aux intérêts collectifs de la classe, et d'avoir abandonné du même coup l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du capital, autrement dit, d'être devenus de vulgaires réformistes bourgeois au même titre que les dirigeants des syndicats.

Ces dirigeants ont confondu la nécessité de militer dans les syndicats et de s'adresser à toutes les couches d'exploités, y compris ses couches supérieures, avec la nécessité de s'appuyer sur les couches les plus exploitées qui avaient le moins d'intérêt à passer des compromis pourris avec la bourgeoisie et de contrebalancer ainsi la tendance droitière ou bourgeoise des couches les plus favorisées du mouvement ouvrier, y compris son avant-garde.

Que dit cet ouvrier qui s'exclame en lisant un tract syndical d'une administration ou d'une grande entreprise : « *si au moins on avait le dixième de vos avantages sociaux on aurait quelque chose à défendre* » ? Que la jalousie est un vilain défaut ? Qu'il n'a qu'à se battre pour obtenir les mêmes avantages ?

Ce qu'il dit, c'est qu'on l'a abandonné, que le syndicalisme tel qu'il est conçu aujourd'hui n'est pas adapté à sa situation, s'il était conçu dans la perspective de l'émancipation du salariat il pourrait peut-être s'y reconnaître, or il n'est conçu que dans la perspective d'un résultat immédiat, réformiste et non révolutionnaire, et comme il sait qu'il n'a rien à attendre dans l'immédiat ni dans le futur, il a raison de penser que le syndicalisme n'est pas fait pour lui.

On doit évidemment se battre pour des réformes ou des mesures progressistes. De quelle manière ? En dressant par exemple un parallèle entre nos revendications sociales et l'enrichissement des capitalistes à coup de dizaines de milliards d'euros, ce qui présente l'avantage de rendre particulièrement grotesques et insupportables leur situation et les arguments qu'ils avancent pour refuser de les satisfaire aux yeux des travailleurs, donc cela ne peut que les aider à prendre leur distance avec eux, à renforcer l'idée encore mal assurée que leurs revendications sont parfaitement légitimes, à rompre avec le capitalisme et à s'interroger sur les conditions nécessaires pour réorganiser la production et la société sur de nouvelles bases.

On pourrait tenir le même raisonnement ou faire la même démonstration sur le plan politique. Lorsqu'on nous dit que tout serait possible et que chacun se rend compte que ce n'est pas le cas, logiquement on en arrive à se dire que finalement rien n'est possible non plus dans l'avenir.

On peut avoir des difficultés à comprendre comment l'opportunisme a fini par gangrener profondément le mouvement ouvrier dans la mesure où les combats syndical et politique sont intimement liés, mais artificiellement isolés par leurs dirigeants au nom d'une indépendance qui sert à le justifier, alors qu'elle ne sert qu'à entretenir la rupture de l'unité du combat du mouvement ouvrier vers un seul objectif, l'abolition du capitalisme, et l'unité du mouvement ouvrier lui-même détournée du socialisme, donc impossible à réaliser sur une orientation conforme aux intérêts de la classe ouvrière.

Comment concevoir qu'un mouvement social national pourrait aboutir ou plutôt nourrir la conscience de classe du prolétariat s'il aboutissait, quand il a un contenu spécifiquement bourgeois ou s'il ne s'inscrit pas dans une perspective révolutionnaire, s'il n'est pas conçu comme une étape du combat pour en finir avec le régime ? C'est impossible.

On voudrait nous faire croire qu'il suffirait de vivre une expérience pour en tirer des enseignements pour la suite, c'est une vue de l'esprit si on ne possède pas les outils adéquats pour l'interpréter correctement, si tel était le cas il y a longtemps que la classe aurait acquis un niveau de conscience supérieure et qu'on se serait débarrassé du vieux monde !

On nous rétorquera que c'est au cours de telle expérience qu'on acquière ces outils, si une telle automaticité existait dans ce domaine et bien d'autres, cela se saurait, or ce n'est pas le cas, la génération spontanée a du plomb dans l'aile !

La conception du militantisme et de la lutte des classes telle que se les représentent les dirigeants repose sur des a priori, des principes archaïques ou figés déconnectés de la réalité ou correspondant aux couches de travailleurs dont ils sont issus et dont finalement ils représentent uniquement les intérêts.

Quand ils prétendent s'adresser à l'ensemble de la classe, ils le pensent peut-être sincèrement, dans ce cas-là qu'ils nous expliquent pourquoi elle ne s'y reconnaît pas, là ce ne sont ni les travailleurs ni nous qui avons un problème à régler mais bien ces dirigeants. Ils se refusent à l'admettre, les cadres leur emboîtent le pas et les militants suivent parce qu'eux-mêmes y trouvent leur compte. Et les appareils n'y sont pas pour grand chose puisqu'il n'y a que 8% de syndiqués en France. Quand les travailleurs réfléchissent à une question, ils ne se demandent pas ce que pensent Thibault, Mailly, Chérèque et Cie, l'immense majorité d'entre eux s'en foutent éperdument pour la bonne raison qu'ils n'en savent rien !

Ce sont les médias nationaux et régionaux, télévision et presse écrite (ou électronique sur Internet) qui relaient la propagande gouvernementale, qui conditionnent pour l'essentiel la conscience politique des travailleurs, et non la littérature des syndicats ou des partis comme le POI, le NPA ou LO qui demeure très marginale ou inaccessible à l'immense majorité des travailleurs, inaccessible dans tous les sens du terme, matériellement et intellectuellement. Que les militants commencent par cesser de se leurrer et d'agir comme s'il en était autrement, et ils seront en mesure de porter un regard sur la situation plus objectif ou plus proche de la réalité.

Il y a tout au plus que quelques dizaines de milliers de militants ouvriers syndicalistes et/ou politiques dans ce pays de plus de 60 millions d'habitants, le reste sont des cadres, des retraités, des élus, des adhérents ou des encartés. Il serait tant de redescendre sur terre camarades et qu'éclate enfin la bulle dans laquelle le militantisme se complaît depuis des lustres. Et je ne parle même pas du militantisme qui se transmet de père en fils sur des bases plus ou moins consciente et souvent inconsistantes où la mémoire des anciens à valeur d'expérience, leurs erreurs et lacunes en prime.

C'est bien parce que c'est la propagande gouvernementale qui forgent la conscience politique des travailleurs à travers les médias, que notre combat doit se concentrer contre le gouvernement et les institutions, ainsi que le patronat.

(Je fais référence ensuite à un commentaire rédigé par un internaute à la suite d'un article de presse où figurait l'exigence de Pékin que les gouvernements en Europe s'attaquent résolument à ce qui reste des acquis sociaux des travailleurs, exigence que cet internaute estimait à juste titre contraire au communisme.)

Le socialisme et le communisme en apparaissant dans l'esprit collectif des masses sous le masque hideux du stalinisme ne peut plus constituer un idéal pour les exploités. C'est l'un des plus grands crimes ou le plus grand commis par le stalinisme.

Comme le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, une fois cette alternative envolée il ne reste plus qu'à s'adapter au capitalisme, tenter de le réformer, de lui donner un visage plus humain, bref, de parvenir ainsi progressivement au socialisme malgré tout.

Du coup, à des degrés divers tous les partis ouvriers inscrivent leur combat et leur programme dans cette unique perspective, qui n'est rien d'autre qu'une capitulation devant le capital.

Cela ne saute pas forcément aux yeux, chacun camoufle à sa manière sa propre capitulation politique, pour les uns il s'agit de refuser d'avancer des objectifs politiques, tandis que les autres en avanceront d'un autre âge en se trompant au passage d'époque, de classe et de révolution, leur point commun, leur refus de faire la propagande en faveur du socialisme, de réhabiliter le socialisme dans la mémoire collective des masses exploitées, les laissant ainsi désarmées théoriquement et facilement manipulables par leur ennemi. L'adhésion au socialisme peut même faire l'objet d'un vulgaire marchandage !

Le plus pitoyable dans tout cela, c'est que ce sont parmi les masses les esprits les plus libres ou perspicaces (sur Internet) qui donnent des leçons aux dirigeants, dont on se demandera au passage s'ils croient encore eux-mêmes au socialisme, quand ils sont outrés de l'attitude des dirigeants chinois qui se prétendent communistes et osent appeler les gouvernements de la zone euro à s'attaquer aux acquis sociaux de la classe ouvrière pour régler la dette des Etats, comment, alors c'est cela le communisme s'exclament-ils ou feignent-ils d'être surpris, ce qui montre qu'ils ne sont pas complètement dupes malgré la propagande anticommuniste qui sévit depuis la révolution russe de 1917 (le milieu du XIXe siècle en réalité), même sans savoir au juste ce qu'est le communisme ils l'assimilent à autre chose qu'au maoïsme qui n'est que la mouture chinoise du stalinisme, pour eux et sans ironie de leur part, le communisme est synonyme de bien-être social, d'un certain idéal humaniste, etc, donc quelque chose de fort honorable plus proche de la réalité que le régime chinois.



Cette initiative ne devrait-elle pas partir de nos dirigeants, ne serait-ce pas à eux qu'il revient de continuer de défendre le socialisme et le communisme, pourquoi dans leurs journaux ne consacrent-ils pas une page chaque semaine à cette question histoire d'alimenter le soupçon qui commence à naître dans la tête des travailleurs qu'on leur a peut-être raconté des balivernes sur le socialisme, que l'assimilation du socialisme au régime de Staline, Mao et Castro notamment n'avait peut-être été finalement qu'une vaste manipulation politique pour les détourner du véritable socialisme ?

On nous rétorquera que le meilleur moyen de défendre le socialisme c'est encore de défendre les revendications sociales des travailleurs, à la Bernstein, c'est encore s'en faire le fossoyeur ! Même la liquidation de la propriété des moyens de production demeure un vœu pieux lorsqu'elle n'est pas associée systématiquement à la liquidation des institutions de la Ve République.

Qui est-ce qui assure la stabilité des rapports entre les classes pour que la classe des capitalistes vaque tranquillement à ses occupations lucratives, qui est-ce qui juridiquement légitime le régime capitaliste, qui est-ce qui déclare légal le vol de notre force de travail, la dette des banquiers, les magouilles et escroqueries en tous genres de l'aristocratie financière, etc. : l'Etat. Et l'on voudrait nous faire croire qu'il serait possible de combattre efficacement le capitalisme sans se donner pour objectif politique d'abattre l'Etat donc les institutions ?

C'est bien parce que les masses n'en sont pas encore arrivées à poser cette question même de manière approximative, qu'elles placent encore leurs illusions dans le capitalisme. Elles ne comprennent ni la place ni le fonctionnement des institutions, de l'Etat, se figurant toujours qu'il serait l'incarnation de l'intérêt général. Elles doivent confondre la mission des fonctionnaires avec celle des institutions proprement dites.

## Politique

### Tunisie

La police a fait usage de gaz lacrymogènes lundi pour disperser une manifestation anti-gouvernementale dans le centre de Tunis, a-t-on constaté sur place.

Organisée à l'initiative d'avocats et de magistrats, la manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes qui réclamaient "*l'assainissement de la magistrature des symboles de la corruption*" et accusaient le gouvernement de "*laxisme*" dans le jugement des responsables du régime de Ben Ali qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant 23 ans.

"*Le peuple veut une justice indépendante*", "*la Tunisie est libre, voleurs RCDéistes dehors*", scandaient les protestataires, en référence aux membres de l'ancien parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), dissous.

Alors qu'ils se dirigeaient vers le ministère de l'Intérieur, la police anti-émeutes a chargé, les pourchassant dans les rues environnantes. Certains protestataires ont jeté des pierres en direction des agents et brisé les devantures de magasins, les policiers ripostant à coups de gaz lacrymogènes et frappant les manifestants à coups de matraques.

Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur Hichem Mouaddeb, les forces de l'ordre ont procédé à plusieurs interpellations à la suite du saccage de commerces.

En revanche, une marche organisée à l'appel de la centrale syndicale, l'UGTT, et à laquelle ont participé plusieurs partis et organisations de la société civile, s'est déroulée sans incidents.

Plus de 3.000 personnes, selon les organisateurs, 2.000, selon la police, ont défilé sur l'avenue Mohammed V, l'une des principales artères de la capitale, appelant à "*une nouvelle révolution*" et à "*un vrai changement*".

"*La police politique continue d'agir et de frapper les manifestants, les juges corrompus sont toujours présents*", a dénoncé Habib Karray, membre du bureau politique du parti Baath, jugeant impératif une rectification du processus révolutionnaire pour que l'échéance électorale du 23 octobre ne soit pas remise en question.

Selon le porte-parole de l'UGTT, la centrale syndicale n'appelle pas à la chute du gouvernement de Béji Caïd Essebsi, mais déplore la lenteur du processus. (AP 15.08)

Une manifestation a également rassemblé un millier de personnes à Sfax, à 250 km au sud de la capitale, pour demander la démission du Premier ministre Béji Caïd Essebsi et de son gouvernement. (Reuters 15.08)

"*La Commune, notamment, a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat*"

*et de la faire fonctionner pour son propre compte".* ", préface de Marx et Engels de 1872 au *Manifeste du parti communiste*.

## Economie

### 1- Fusion-acquisition

1.1- Le groupe américain Cargill va racheter le spécialiste français de l'alimentation animale Provimi pour 1,5 milliard d'euros, ont annoncé lundi les deux entreprises. (Reuters 15.08)

1.2- Google a annoncé lundi le rachat du fabricant de combinés Motorola Mobility pour environ 12,5 milliards de dollars (8,7 milliards d'euros) en numéraire afin de renforcer la part de marché de son système d'exploitation mobile Android. (Reuters 15.08)

### 2- BCE

La Banque centrale européenne a annoncé lundi avoir racheté 22 milliards d'euros d'obligations publiques de la zone euro en une semaine, un montant record pour ce programme qui était en sommeil depuis près de cinq mois.

Le volume cumulé des obligations achetées dans le cadre de ce programme s'élève désormais à 96 milliards d'euros, contre 74 milliards d'euros précédemment. (libération.fr 15.08)

### 3- Allemagne

L'économie allemande a marqué le pas au deuxième trimestre, plombée par son déficit commercial, sa consommation en berne et de faibles investissements dans la construction, montrent les statistiques préliminaires publiées lundi par le bureau national des statistiques.

L'Allemagne affiche une croissance ralentie à 0,1% au deuxième trimestre, au plus bas depuis début 2009, contre 1,3% (révisé de 1,5%) sur les trois premiers mois de l'année. Sur un an, la croissance ressort à 2,8% contre 5,0% au trimestre précédent.

La performance décevante de l'Allemagne laisse à présent penser que la prévision d'une croissance de 0,3% pour l'ensemble de la zone euro pourrait se révéler optimiste. (Reuters 16.08)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 17 août

Un mot personnel.

Je me croyais sorti d'affaire en revendant ma maison, c'était sans compter sur le tas d'emmerdements qui allaient en découler, entre l'impossibilité de trouver une location à un prix convenable, la quasi impossibilité d'acheter une maison potable à un prix abordable, le sale type qui a acheté ma maison après m'avoir fait poiroter pendant 7 mois et qui me demande de dégager les lieux le plus rapidement possible, les membres de la famille de mon épouse qui confondent mon compte en banque avec le leur, ma propre épouse qui leur donne raison et me raconte des salades, bref, un vrai cauchemar au point d'en perdre le sommeil et d'avoir chopé un foutu mal de dos qui m'a empêché de dormir pendant plusieurs jours, je suis claqué. Si je n'avais pas 56 ans dans quelques semaines et mon chien, c'est bien simple, j'aurais tout plaqué et je serais rentré en France sur le champs.

Voilà dans quel état d'esprit je suis aujourd'hui, pas vraiment ce qu'il y a de mieux pour m'exprimer clairement sur la situation.

Sans m'attendre à grand chose du site que j'anime, j'espérais toutefois qu'il prendrait une tournure moins personnelle donc plus collective, en vain, apparemment les relations sont si pourries ou compliquées dans le mouvement ouvrier que c'est à ce stade impossible, ce qui est plutôt inquiétant.

Que l'on porte un regard différent sur la situation en fonction de notre propre situation on l'admettra volontiers, mais au point d'en arriver là, c'est franchement désolant. Cela signifie que quels que soient le langage que vous employez, quels que soient les précautions que vous prenez pour vous adresser aux militants vous obtenez exactement le même résultat, ce qui me conduit à en conclure que les opportunistes et les charlatants ont encore de beaux jours devant eux et peut-être le capitalisme aussi.

Quand on propose de confronter des idées et qu'on s'aperçoit que ceux qui se prétendent être l'avant-garde s'y refusent ou en

sont incapables, il y a de quoi franchement s'inquiéter pour l'avenir. Pour tout vous avouer, pour cette raison des camarades qui suivent le site depuis des années et qui n'ont pas les capacités d'intervenir politiquement parce qu'ils ne maîtrisent pas suffisamment la syntaxe ou craignent d'écrire des choses insignifiantes qui prêteraient trop facilement le flan à la critique, ont déjà jeté l'éponge en concluant peut-être hâtivement que tout était foutu ; je parle de camarades qui ont milité pendant des décennies dans différents syndicats et partis, de militants qui ont consacré leur vie entière au militantisme, c'est donc très grave, en tous cas c'est ainsi que je le prends.

La suspicion généralisée, la psychose ambiante dans laquelle baignent les militants, la sclérose qui a envahi certains depuis de longues années, le manque de repères qui semble être le lot de nombreux militants, voilà des conditions qui ne sont pas vraiment favorables à une discussion sérieuse. Cela provient sans doute du fait que plus personne ou presque ne croit à l'existence d'une issue politique favorable à la classe ouvrière, sans vouloir se l'avouer évidemment, les militants isolés ou inorganisés plus que les autres, viennent ensuite ceux des petites formations et des partis qui au mieux refont le monde à huis clos en étant sûrs de détenir la vérité, quand ils n'ont pas viré dans le réformisme sans s'en apercevoir. Ainsi, chacun s'estime satisfait de sa situation, hypocritement il faut bien dire, en n'envisageant pas d'en changer puisque toute autre reviendrait à dresser le même constat.

La règle, c'est le statu quo. On se rassure comme on peut, c'est une posture, on se leurre soi-même en vérité car ce n'est pas de la sorte qu'on ira un jour de l'avant, admettons pourtant que ce soit encore ce qui anime sincèrement la majorité des militants. Il faudrait remettre tout à plat, faire l'inventaire de la lutte des classes depuis l'après-guerre, tout le monde s'y refuse catégoriquement. Pourquoi ? Quel rapport y a-t-il entre cette attitude farouchement hostile à la recherche de la vérité et la cause que nous prétendons défendre ? Est-ce un rapport sain ? Est-ce compatible ?

Avec tout le respect que j'ai pour les fonctionnaires, les militants fonctionnaires peuvent piétiner toute leur vie sans y voir d'inconvénients puisque depuis qu'ils ont rejoint la fonction publique ils n'ont plus qu'à attendre tranquillement la retraite, d'ailleurs pourquoi ont-ils choisi cette voie plutôt qu'une autre la plupart du temps, un peu de franchise ne fait jamais de mal, on ne choisit pas un boulot aussi chiant que trier des lettres ou demander leurs tickets à des voyageurs par vocation, à d'autres ce genre de conneries, qui plus est, ceux qui ont plusieurs mandats ou qui sont permanents dans un syndicats, on comprendra qu'ils se comportent de la même manière dans leur parti ou groupe.

Quant aux intellectuels qui ne partagent pas vraiment les conditions d'existence des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, ils se comportent de la même manière en ne vivant pas la misère du monde mais en la conceptualisant, ce qui est quand même beaucoup plus confortable.

Finalement, il n'y a que le militant ouvrier ou l'employé voué à la précarité et à connaître des fins de mois difficiles toute sa vie, pour qui changer la société présente un caractère urgent et vital, celui qui est en plus grand nombre dans la société et qui justement est pour ainsi dire absent des partis ouvriers ou en si faible minorité.

Il ne s'agit pas ici de tirer sur quiconque, mais de regarder la réalité en face pour qu'ensemble militants fonctionnaires, intellectuels, ouvriers et employés puissent aller de l'avant, ce qui sera toujours impossible sinon.

Les réflexions, dont me font part des militants dans leurs courriels, démontrent clairement que règne une profonde incompréhension entre militants dans le même parti, alors que dire quand ils militent dans des partis différents, c'est à se demander s'ils combattent vraiment pour la même cause ou pourquoi ils militent au juste, s'ils le savent eux-mêmes ou l'ont su un jour. Au lieu d'aider les militants les plus faibles à progresser même s'ils ne militent pas dans le même parti que nous, il y en a qui se font un malin plaisir à les enfoncer un peu plus, c'est cette mentalité qu'il faut changer.

On peut concevoir qu'on ait mieux à faire dans d'autres circonstances, où l'importance des tâches à accomplir commande de ne pas consacrer du temps à ce genre de considérations. Mais en l'absence de conditions objectives suffisamment mûres pendant des décennies on aurait pu consacrer du temps à la formation des militants, pas seulement sur le plan strictement théorique ou politique, mais en abordant aussi toutes les questions qui ont un rapport avec leur place dans la société, par rapport à leurs petits camarades, faire naître un véritable esprit de fraternité qui ne soit pas de façade et qui dépasse les clivages individuels ou même de partis.

Je ne suis pas le mieux placé pour parler de ces choses-là et je ne vais pas ressasser mon expérience qui remonte à la fin des années 70. J'ai simplement voulu témoigner des expériences amères que m'ont relaté des militants. Ce qui revient le plus souvent dans leurs propos, c'est que personne n'a voulu ou n'a été capable de les écouter, ils se sont sentis méprisés, un dialogue de sourd qu'ils ne s'expliquent pas.

Et pour rester impartial, je dirais que très souvent leurs discours révélaient une profonde confusion ou incompréhension qu'ils attribuaient à leur parti, à tort ou à raison, sans doute un peu des deux à la fois, car peut-être qu'ils n'avaient pas osé faire part de leurs désaccords à leurs cadres ou dirigeants quand ils étaient dans leur parti, à moins qu'ils n'en aient jamais tenu compte, non pas dans le sens qu'il aurait fallu absolument leur donner raison, mais plutôt que leur parti n'a pas pris suffisamment au sérieux les questionnements de ces militants, il n'a pas consacré suffisamment de temps à leur formation, il n'a pas pris la

mesure de leur fragilité politique. Les partis accordent traditionnellement plus d'importance au recrutement de nouveaux militants qu'à la formation de leurs militants, c'est une grave erreur qui se paie très chère à la longue.

J'ai écrit ces lignes en pensant à des militants d'une grande valeur qui se retrouvent dans la nature, et qui finissent parfois par perdre pieds avec la réalité, ce qui me rend malade, j'ai cru qu'il était aussi de ma responsabilité d'en parler à leurs camarades.

Ne confondons pas tout camarades, la polémique est une chose, la fraternité entre camarades en est une autre, on s'affronte sur des idées, c'est normal, naturel et salubre, mais on se retrouve pour combattre ensemble, si ce n'est pas le cas, c'est parce qu'il y a parmi nos dirigeants certains qui y trouvent leur compte. Je présente l'affreux défaut d'avoir confiance en la capacité des militants à faire la part des choses, je l'assume parce que je ne vois pas quelle autre attitude adopter quand on prétend ne rien avoir à cacher ou n'agir sous l'emprise d'aucun intérêt particulier. Qu'on se comprenne bien, si je critique le comportement de certains militants, c'est parce que j'ai une profonde estime pour eux, sinon je ne me le permettrais pas, à l'exception de ceux qui m'insultent ou me harcèlent sur Internet dans le seul but de me faire taire.

Ma situation n'a rien à voir avec celle des militants isolés dont j'ai parlés, je suis irrécupérable (je plaisante !), je leur adresse ainsi qu'aux autres mes sincères et fraternelles salutations communistes.

L'imposture.

Martine Aubry au micro d'Europe 1 hier matin : "*Ce système nous a amené dans le mur, alors changeons de système*". (lepost.fr 16.08)

Changez le "*système*", rien de moins ! Mitterrand nous avait fait le même coup avant 81, ceux qui avaient appelé à voter pour lui dès le premier tour vont-ils récidiver, vont-ils enfin reconnaître leur grossière erreur ? Après l'avoir couverte, que dis-je, entretenue quotidiennement pendant 30 ans, pensez-vous sérieusement qu'ils en seraient enfin capables ?

En vieillissant on retombe souvent en enfance, alors de là à entretenir plus ou moins consciemment, plus ou moins honnêtement une certaine forme de naïveté sans que cela réclame aucun effort il n'y a qu'un pas, on ne se fait aucune illusion sur la réponse à cette question, hélas !

Réaction de réactionnaires.

Entretien d'Auréli Trouvé, coprésidente de l'association Attac, au portail du journal *Le Monde* (lemonde.fr du 16.08), après la rencontre hier entre Sarkozy et Merkel à Paris, extrait.

- "*Nous sommes évidemment satisfaits, c'est une victoire du point de vue du débat d'idées : il y a peu, on passait pour des idéalistes ou des révolutionnaires*", ah bon, auprès des naïfs, des ignorants, maintenant que le masque est tombé, si vous n'êtes pas des "*idéalistes ou des révolutionnaires*", c'est que vous êtes forcément des réactionnaires !

Car voyez-vous "*Aujourd'hui, la proposition de taxer les flux financiers est reprise par la plupart des responsables politiques et pas seulement, qui doivent être de véritables révolutionnaires version Attac, par exemple à l'instar de Warren Buffett, le milliardaire américain (lire plus loin), Maurice Lévy, le patron de Publicis qui a écrit dans les colonnes du journal Le Monde paru hier "Il me paraît indispensable que l'effort de solidarité passe d'abord par ceux que le sort a préservés. Oui, une contribution des plus riches s'impose.*"

ou encore Silvio Berlusconi qui "a décidé d'augmenter de 5 % les impôts de ses concitoyens dont les revenus dépassent 90 000 euros, et de 10 % les revenus de plus de 150 000 euros" (lemonde.fr 16.08), une tel élan de générosité est bouleversant...

Au fait, les mêmes n'ont toujours pas trouvé les 1,6 milliards de dollars indispensables pour empêcher que des millions de Somaliens crèvent de faim, chut, vous ne voyez pas qu'Auréli Trouvé défend le bout de gras des petits-bourgeois qui vivent mal la baisse de leur niveau de vie, enfin, un peu de dignité s'il vous plaît, laissez-nous savourer et digérer en paix cette bonne nouvelle venue de Sarkozy et Merkel !

Ils ne sont quand même pas au bout de leur peine avec cette histoire de taxation des transactions financières, la preuve "*Il y a donc des avancées dans le discours (de Sarkozy - Ndlr), et tant mieux, mais nous devons rester très vigilants*", pas de doute, Sarkozy est bien leur mentor pour le garder sous surveillance !

Si vous aviez des doutes sur les véritables intentions de ces "révolutionnaires", en aviez-vous sur l'UE et l'ONU, non, c'était une erreur, foi d'Attac "*Enfin, nous défendons une taxe au niveau mondial, gérée par l'ONU, pas simplement au niveau de l'Union européenne*, cela tombe bien ils reparlent d'une nouvelle "*taxe carbone*" et du relèvement d'une autre taxe quand cela n'a pas déjà été fait, la TVA, au nom de l'équité cela va de soi, riches et pauvres sont égaux de par leurs conditions d'existence, qui en douterait franchement ?

Attac nous donne particulièrement envie de gerber, parce que leurs dirigeants feignent l'ignorance ou le crétinisme pour mieux colporter des illusions auprès de la jeunesse et la manipuler pour le compte du capitalisme qu'ils prétendent combattre, en voici un exemple éclatant "*Surtout, il faut coupler cette proposition à d'autres, qui sont indispensables, comme la très forte régulation ou la suppression des paradis fiscaux*", alors qu'ils sont intégrés à l'UE (Luxembourg, la City de Londres) et à l'ONU, excusez-moi, j'avais oublié qu'elle venait juste de s'en remettre à ces institutions internationales du capital, où ai-je la tête !

Attac pour la rupture avec l'Union européenne, mais vous n'y pensez pas, ils en sont de farouches partisans "*Au niveau européen, les recettes de cette taxe devront [approvisionner] le budget commun de l'Union.*", non mais alors !

En réalité Attac, fer de lance des altermondialistes, c'est la réaction sur toute la ligne. Attac soutient cette proposition de taxe reprise par Sarkozy, sauf "*Si c'est pour continuer à sauver les banques sans contrepartie, à mettre en place des plans d'austérité, cela n'aura rien résolu.*" , car voyez-vous Sarkozy pourrait avoir la bonté de faire autre chose, par exemple sauver les travailleurs et non les banquiers, et notez bien qu'elle n'est pas contre le principe des plans d'austérité, à condition qu'ils soient efficaces, pour qui, pour ceux qu'ils vont brutalement frappés, de préférence toujours les mêmes, les travailleurs et non les nantis de la finance, elle s'en fout et poursuit en feignant la crédulité "*On restera dans un circuit clos, on prélèvera au système bancaire et financier pour lui reverser le produit de cette taxe*", non, sans blague, à quoi servent donc déjà les plans d'austérité ?

Il ne faut surtout pas prendre au premier degré leurs discours, sinon on pourrait se tromper lourdement sur ce qu'ils sont véritablement. Elle commence par légitimer Sarkozy et Merkel, l'UE et l'ONU, une fois que ce message est passé et que le plus gros du boulot est fait, il ne reste plus qu'à masquer la soumission d'Attac au capital pour apparaître ou plutôt se présenter comme des anticapitalistes, il est donc logique qu'elle termine en fustigeant les plans d'austérité, une méthode bien rodée.

Le "**miracle**" allemand par Bayrou dans un entretien à **L'Express** hier.

- "*Les Allemands ont accepté la mondialisation, assoupli le marché du travail, puissamment incité à l'emploi, certes avec une période de modération salariale, mais les salaires allemands sont toujours supérieurs aux salaires français. L'Agenda 2010, le plan du chancelier social-démocrate Schröder, a été combattu par la gauche de la gauche. Il a été réalisé par Angela Merkel grâce à une majorité centrale, centre gauche-centre droit, la grande coalition CDU-SPD. Aujourd'hui, c'est un pays en excédent qui gagne sur tous les marchés, et le chômage y a disparu.*" (lexpress.fr 16.08)

Je vous fais grâce de la suite sur le plan social, on devrait dire antisocial car elle est calquée sur les propositions de la Droite populaire de l'UMP, l'extrême droite du parti du même nom.

Le comble du cynisme par le milliardaire Warren Buffett, dans une tribune au **New York Times**, le 15 août.

- "*Mes amis milliardaires et moi-même avons trop longtemps été gâtés. Nous, les mégariches, continuons de bénéficier d'exemptions fiscales extraordinaires. Notre gouvernement (doit) s'atteler sérieusement au partage des sacrifices.*" (liberation.fr 16.08)

Quand ils ont "**peur**" de "**briser**" leur jouet !

- Le directeur général de Starbucks (première chaîne mondiale de cafés) engrange les soutiens après son appel en faveur d'une suspension des dons d'argent aux hommes politiques américains jusqu'à ce qu'un accord "*équitable*" soit trouvé entre démocrates et républicains sur la dette et le budget.

"*Des niveaux records de trésorerie s'amoncellent dans les entreprises, inutilisés*", souligne le dirigeant de Starbucks. "*La seule façon d'interrompre ce cercle de peur est de le briser*". (Reuters 16.08)

On se disait bien que le fric était passé quelque part... Ils se plaignent d'en avoir trop, en voilà un sacré malheur !

## Politique

France.

Vendredi *Le Monde* révélait qu'un certain nombre de dirigeants s'était réuni autour de Nicolas Sarkozy pour réfléchir aux meilleurs moyens d'assurer sa réélection. Rien d'étonnant à cela, de tout temps les élus se sont entourés de grands patrons pour préparer les campagnes.

Plus étonnante est la composition de cet aréopage. Derrière Jean-René Fourtou, président de Vivendi et leader de l'équipe, Michel Pébereau, PDG de BNP-Paribas, et Alain Carignon, ancien ministre sous Balladur. Mais aussi, et c'est là que la nouvelle a de quoi surprendre, Etienne Mougeotte, directeur de la rédaction du *Figaro*, et Gérard Carreyrou, éditorialiste à *France Soir*.

Les deux journalistes n'ont jamais caché une proximité d'idées avec le chef de l'Etat, mais cette fois-ci, ils font clairement partie d'un groupe, dont le seul objectif est la réélection de leur poulain. (lexpress.fr 18.07)

A L'Express, les néoconservateurs avant l'heure sont jaloux ! Ne vous faites pas de bile, il y en aura pour tout le monde !

UE

Paris et Berlin ont proposé mardi la création d'un gouvernement économique de la zone euro ainsi que l'adoption, par tous les pays de la monnaie unique, d'une "règle d'or" de bonne gestion de leurs finances publiques.

Le gouvernement politique de la zone euro envisagé par la France et l'Allemagne prendra la forme de sommets réguliers des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réuniront deux fois par an "et plus si nécessaire".

Ils seront animés par un président élu pour deux ans et demi, les deux pays proposent que le Belge Herman van Rompuy, actuel président du Conseil européen, assume cette fonction.

Parallèlement, ils prônent l'adoption par les Dix-Sept de règles contraignantes sur le retour à l'équilibre de leurs finances publiques sur le type du "frein à la dette" inscrit dans la Constitution allemande ou de la "règle d'or" envisagée par le gouvernement français.

L'horizon retenu pour cette mesure est la mi-2012.

Nicolas Sarkozy a indiqué que si un consensus politique n'était pas trouvé en vue de son adoption en France, qui passe par un vote du Congrès, un objectif difficile à atteindre vu l'opposition des socialistes, le dernier mot en reviendrait aux électeurs lors de la présidentielle.

Ces propositions franco-allemandes figureront dans une lettre adressée dès mercredi à Herman van Rompuy en vue de la préparation d'un Conseil européen prévu en octobre. (Reuters 16.07)

Comme c'est étrange, on dirait que ce sont les chefs d'Etat qui décident de tout au sein de cette institution supranationale et antidémocratique, et que la Commission européenne et le Parlement européen ne sont que des marionnettes entre leurs mains destinées à légitimer leurs décisions, non ?

## Justice

### 1- Grande-Bretagne

Deux jeunes hommes ont été condamnés, mardi 16 août, en Grande-Bretagne, à quatre ans de prison pour incitation aux troubles via les réseaux sociaux. Lors des émeutes qui ont sévi dans le pays la semaine dernière, Jordan Blackshaw, 20 ans, avait créé un événement sur Facebook intitulé 'Détruire la ville de Northwich' (nord-ouest de l'Angleterre). Selon le procureur Martin McRobb, la page avait été créée le 9 août.

Le deuxième accusé, Perry Sutcliffe-Keenan, 22 ans, avait, lui, incité à une émeute dans son quartier à Warrington (nord-ouest de l'Angleterre), en ouvrant une page Facebook appelée 'Organisons une émeute'. Les deux jeunes hommes ont 'utilisé Facebook pour organiser et orchestrer des troubles graves au moment où de tels incidents se produisaient dans d'autres régions du pays', a déclaré le procureur devant le tribunal de Chester, dans le nord-ouest de l'Angleterre.

La police a agi 'rapidement pour fermer ces sites et s'assurer que personne ne participe à ces événements planifiés. Cependant, ces messages ont provoqué une panique considérable et un sentiment de révolte au sein des quartiers', a-t-il affirmé. 'Si l'on se souvient dans quelle mesure la technologie a été utilisée pour inciter les gens à commettre des actes criminels [lors des émeutes la semaine dernière dans le pays], il est aisé de comprendre' pourquoi les deux suspects se sont vu infliger une peine de quatre ans de prison, a estimé l'un des responsables de la police locale, Phil Thompson. (lemonde.fr 16.08)

Demain, ils prendront les mêmes mesures envers ceux qui appelleront à se soulever contre les institutions. La justice d'un régime qui a réduit des couches entières de la classe ouvrière à la misère et les a conduites au désespoir n'a aucune légitimité pour juger les actes que certains de ses membres pourraient commettre. On ne leur demandera pas de juger les responsables de leurs conditions de vie misérable : les voyous de l'aristocratie financière, le prolétariat révolutionnaire s'en chargera le moment venu.

Commentaire d'internaute

- "Par contre les banquiers qui créent cette misère sont toujours en liberté et s'en mettent plein les poches ..."

- "Si deux petits amateurs de FaceBook ont ce pouvoir qu'en est-il des médias qui prêchent les guerres justes: Iraq, Serbie, Afghanistan ..."

## 2- Algérie

La plupart des médias algériens font librement mention de l'affaire et pourtant, le cas de Bayrem Ben Kilani, alias «*Bendir Man*» n'est pas anodin. Le chanteur tunisien, connu pour ses chansons souvent satiriques à l'égard du régime dictatorial de Ben Ali a été expulsé du territoire algérien le dimanche 14 août.

Les raisons données par les autorités algériennes: avoir voulu exporter, ni plus ni moins, «*la révolution tunisienne*», relate le site *Dernières Nouvelles d'Algérie*. Lors de son concert jeudi 13 août à Alger, le chanteur a laissé échapper à une foule en délire une phrase «*révolutionnaire*» en dédiant sa chanson 99% chaâba dimokratia (à 99% la démocratie du peuple) à tous «*les dictateurs arabes, comme celui que nous avons en Tunisie et que vous avez à présent*».

Cette pique, adressée directement au président algérien Abdelaziz Bouteflika lui a valu d'être interrompu en plein milieu de son concert à Bejaïa le lendemain pour être dirigé vers l'aéroport d'Alger et sévèrement réprimandé. Le gouvernement n'a pas apprécié qu'un étranger parle ainsi du pays qui a pourtant lui aussi connu un soulèvement populaire en janvier. (slatee.fr 16.08)

La liberté d'expression demeure très limitée en Algérie. On peut s'interroger sur la nature des partis dont les dirigeants apparemment ne doivent pas prononcer un mot plus haut que son altesse Abdelaziz Bouteflika pour avoir ses faveurs... De nos jours, il est de bon ton de ne pas se poser ce genre de questions, les principes ça va ça vient vous savez, on s'en fout, désolé, pas nous !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 18 août

Complément de fin de matinée (ici).

J'ai ajouté quelques articles sur la Libye dont la Constitution rédigé par le CNT. Dans l'article I, il est dit que : "*La Libye est un Etat démocratique indépendant ou tous les pouvoirs dépendent du peuple. Tripoli est la capitale, l'Islam est la religion, la Chariaa Islamique est la source principale de la législation.*"

Comment est-il possible de prétendre qu'un Etat s'inspirant de la "Chariaa islamique" pourrait être démocratique ? Inutile de poser la question à Sarkozy ou B-H Lévy, ils ne savent pas eux-mêmes ce que signifie le mot démocratie ! Je n'ai pas le temps de commenter ce document.

La causerie du matin.

La question de la dette publique pose directement la question de l'Etat, la soumission du gouvernement et des institutions devant les marchés financiers pose directement la question du pouvoir, qui détient le pouvoir. Question : pourquoi aucun parti ne la pose-t-il pas directement puisqu'elle est à l'ordre du jour ? Le parti qu'il nous faut construire n'aurait-il pas pour tâche de régler cette question en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat ? La mobilisation révolutionnaire du prolétariat n'aura-t-elle pas pour tâche de liquider l'Etat des capitalistes et de fonder les piliers d'un nouvel Etat social ou socialiste ? Quel parti combat pour prendre le pouvoir ? Aucun. Ceci n'expliquerait-il pas cela ?

C'est marrant, j'ai cru comprendre que tous les partis UMP, MoDem, PS, PRG, MRC, EE- Les Verts, le PCF, le PG, etc. prétendaient gouverner, se battaient pour gouverner, vous m'arrêtez si je me trompe, mais le POI, le NPA et LO ne combattent pas pour cet objectif, le pouvoir ne les intéresse pas, la question de l'Etat est subsidiaire, en option, accessoire en quelque sorte, ainsi aux yeux des travailleurs ils font figure de figurants, d'aiguillons, de seconds couteaux, de contestataires impuissants, d'opposants désarmés ou en manque d'inspiration, d'appendices ou de béquilles à ce que certains appellent encore la gauche qu'ils critiquent violemment, sans toutefois être capables de proposer une alternative sérieuse et cohérente à l'Etat, au capitalisme en dehors de mots d'ordre ou d'arguments à l'emporte-pièce, qui ne convainquent personne ou presque ou n'inspirent pas vraiment confiance.

A quoi bon se casser la tête à développer des arguments en lesquels on ne croit pas soi-même, vaut mieux laisser planer le mystère sur ses réelles intentions, ainsi chacun peut y fourrer ce qu'il veut, c'est pratique et cela marche suffisamment pour continuer à exister, n'est-ce pas l'essentiel pour eux au bout du compte ? Pourquoi des travailleurs et des militants n'auraient-ils pas le droit de le penser, après tout c'est leur attitude qui conduit à cette conclusion, non ?

On cherche à comprendre.

La "troïka" (le FMI, la BCE et la Commission européenne), ce n'est pas l'arbre qui cache la forêt mais l'inverse : l'Etat.

Quand la question de la Constitution était posée en 2005, personne n'a voulu la poser. Quand une avalanche de fermeture d'entreprises a eu lieu au cours des années précédentes, personne n'a voulu poser la question de l'expropriation des patrons et actionnaires. Aujourd'hui c'est la question de l'Etat qui est à l'ordre du jour et voilà que personne ne veut la poser non plus. Vous ne trouvez pas que cela commence à faire beaucoup de questions d'actualité que ces partis s'abstiennent de poser ou à côté desquelles ils passent délibérément ? Ils vous répondront que c'est des calomnies et qu'ils la posent tous à leur manière, sans doute, jamais aussi précisément et c'est là qu'est le problème, sans convaincre personne apparemment.

Leur devoir ne serait-il pas de fournir aux travailleurs une orientation politique correcte à leurs combats et de préciser les tâches qu'ils devraient (en principe) accomplir dans une telle situation ? Ils vous rétorqueront sans doute que la majorité des travailleurs n'est pas prête à entendre un tel discours, car voyez-vous il faudrait attendre que d'eux-mêmes ils développent une orientation politique correcte et soient en mesure de décider eux-mêmes quelles tâches accomplir pour leur proposer, on ne sait pas par quel miracle ils s'élèveraient d'eux-mêmes au niveau du programme de la révolution socialiste, mais ils ne sont pas à une contradiction près, donc en fait d'avant-garde ces partis pour ne pas se mouiller préfèrent marcher prudemment derrière les masses et se destinent au mieux à prendre le train en marche, attention tout de même de ne pas rater la marche !

Alors quand on brise ce consensus, on passe forcément aux yeux de certains militants pour des troubles fêtes, des farfelus qui ne savent pas de quoi ils causent, des esprits simplistes, bref, de vulgaires gauchistes qui veulent forcer le cours des choses.

Voyez où ils en sont arrivés, la dette, l'austérité, ils n'ont que ces mots là à la bouche, mais dites-leur qu'elles sont imposées par l'Etat comme forme juridique du pouvoir de la classe des capitalistes et il n'y a plus personne pour reprendre à son compte cette vérité qui saute pourtant aux yeux, tenez, au point que M. Aubry et E. Joly se sont sentis obligées d'affirmer qu'il fallait changer ou modifier le système, quel système sinon celui qui régit tous les rapports dans la société, celui des rapports de production basés sur la propriété privée des moyens de production auxquels elles ne toucheront pas évidemment. Il se trouve même des "mégariches", l'expression est de Warren Buffet, pour se plaindre que l'Etat ne les taxent pas suffisamment, comment l'Etat, eux aussi ils en parlent, absolument, dans ces termes, et nous nous devrions nous en priver, comment comprendre ?

Il n'y a pas à chercher bien loin pour comprendre, voyez le rôle et la place que les dirigeants réservent à leur parti (au cours de la révolution) et vous aurez tout compris, selon nous. Voyez aussi le type de parti qu'ils entendent construire et comparez-le au seul parti ouvrier révolutionnaire qui a pris le pouvoir au cours du XXe siècle et les choses vous paraîtront soudain plus claires.

Je vais vous avouer un truc, je ne vois pas l'intérêt d'adhérer à un parti qui ne combat pas pour prendre le pouvoir, qui ne l'affiche pas, je me dis qu'il doit combattre pour porter au pouvoir un ou des partis qui n'ont pas le même programme ou ne défendent pas les mêmes idées, sinon ce parti n'aurait aucune raison d'exister, et comme je me suis tourné vers ce parti parce que je ne me reconnaissais pas dans les autres partis, si maintenant je m'apercevais qu'il roulait en fait pour d'autres partis ou je ne sais quoi, j'en déduirais que ma place n'est pas dans ce parti. A quoi bon rejoindre un parti faible et sans moyens et qui entend le demeurer, ultra minoritaire, marginal, inconnu du plus grand nombre et qui entend le rester, après tout si c'est simplement pour faire avancer des idées, il existe bien d'autres structures toutes aussi efficaces ou mieux encore parfois... Combien de travailleurs ou militants se font-ils cette réflexion ?

L'Etat est à la question qui fâche, elle pose la question du financement des syndicats que personne non plus ne veut aborder, à croire que le mouvement ouvrier est bourré de tabous ! C'est dans la fonction publique que l'on trouve la plus grande concentration de syndiqués et de militants des partis ouvriers, or les fonctionnaires ont précisément l'Etat comme employeur, remettre en cause l'Etat c'est donc à la fois remettre en cause leur employeur et le fond de commerce des partis ouvriers pour ne pas dire l'existence de ces partis eux-mêmes. Ceci pourrait expliquer cela, non ?

Il est vrai qu'il faut un certain courage pour expliquer aux fonctionnaires qu'il faut détruire l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui pour le remplacer par un Etat ouvrier ou social, ils ne pourraient retenir que votre première proposition et vous tournez le dos. Cela devrait pourtant faire partie du combat syndical que d'aider les fonctionnaires à comprendre la place et le rôle de l'Etat pour qu'ils s'en détachent. La solution de facilité consiste à ne rien en dire et se contenter de revendications alimentaires sur lesquelles ils se mobilisent volontiers, ainsi le syndicalisme se maintient en vie artificiellement sur des bases pourries, qui s'en préoccupe franchement. Et quand un mouvement social d'envergure prend forme, on s'étonne ensuite de la tournure qu'il prend, sans blague, cela n'était-il pas prévisible, chut !

On sait que la survie du régime repose sur l'ignorance des travailleurs. Question : l'obstacle des appareils qu'on nous sert à toutes les sauces mais qui est bien réel, est-il à l'origine de l'ignorance des masses ou en est-il plutôt la conséquence d'après vous ? La soumission des masses au capitalisme et aux institutions est-elle la cause ou la conséquence de leur ignorance ? Ce qui apparaît au grand jour ce sont les conséquences et non les causes de la crise du capitalisme (en temps normal, mais nous ne sommes plus dans cette situation), donc il est normal de partir des conséquences ou de les traiter en priorité, d'accord, mais si on se borne à cela, les travailleurs ignoreront toujours les causes de leur situation et ils ne pourront jamais les combattre, au bout du compte ils



ne progresseront jamais, chaque bataille sera vécue comme un éternel recommencement, un processus sans fin qui ne remettra jamais en cause les fondements du capitalisme, rien ne changera fondamentalement, c'est la définition même du réformisme qui s'accommode du capitalisme.

Quand je tombe malade, je me soigne pour recouvrer la santé, mais ce qui m'intéresse avant tout c'est de savoir pourquoi pour ne pas retomber malade une autre fois pour la même cause, je trouverais cela stupide et inutile, pas vous ? Je suis un très mauvais consommateur et l'exemple type du mauvais client pour les trusts pharmaceutiques, je l'assume. Cette prise de conscience n'a rien d'extraordinaire, pourquoi alors ne devrait-on pas procéder de la même manière (dialectique) dans tous les domaines de l'existence, y compris la lutte des classes ?

Mimétisme dans la démagogie

Avant-hier Aubry affirmait qu'on allait voir ce qu'on allait voir et qu'avec elle le "système" allait changer, et le lendemain c'est au tour d'Eva Joly dans un entretien au *Monde* d'estimer que "*le moment est venu de dire aux citoyens que le système n'est pas nécessairement ainsi*". (lemonde.fr 17.08)

S'ils en arrivent à dire qu'il faut changer le système, c'est peut-être parce que cette question commence à tarauder sérieusement un nombre de plus en plus important de travailleurs dans le pays, ce serait bien la question à l'ordre du jour, non ? Le système, c'est le capitalisme, la seule alternative c'est le socialisme, il faudrait peut-être l'expliquer aux travailleurs, non ? Leur expliquer en quoi cela consiste au juste et ne pas se contenter de grands discours lénifiants sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

## Politique

France.

1- En famille. Comment légitimer l'austérité, mode d'emploi syndical.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a demandé au gouvernement d'organiser, «*dans les jours qui viennent, un sommet social*», pour évoquer les nouvelles mesures d'austérité qui seront dévoilées le 24 août. Pour le leader syndical, il serait «*aberrant*» que le gouvernement décide seul de mesures touchant les salariés. Le dirigeant de la CFDT a insisté sur la nécessité de diminuer les déficits publics tout "*en maintenant la croissance et en soutenant l'emploi*".

Il s'est entretenu, dans la matinée, avec la présidente du Medef, Laurence Parisot, qui s'est dite favorable, elle aussi, à l'idée d'organiser prochainement un sommet social pour aborder les sujets de la rentrée.

En réponse, Matignon a fait savoir que le premier ministre François Fillon s'entretiendrait «*dans les tout prochains*» jours avec les principaux dirigeants syndicaux, de façon bilatérale. Au menu des discussions: les mesures d'austérité qui seront annoncées le 24 août. Il fera avec eux «*un tour d'horizon*» des sujets économiques et sociaux, a indiqué Matignon à l'AFP. (lefigaro.fr et lemonde.fr 17.08)

2- PS. Sur les traces de Sarkozy

«*Le prochain président de la République (...) aura trois défis à relever: le rééquilibrage des finances publiques, le rétablissement d'une offre compétitive, la réduction des inégalités*», juge l'ex-premier secrétaire du PS François Hollande, dans une tribune publiée jerudi dans le *Nouvel Observateur*.

Vous paierez davantage :

«*Je veux dire la vérité aux Français. A court terme, un effort devra être consenti*», et celui-ci «*ne pourra se résumer à un concours Lépine sur la réduction des niches fiscales. Il appellera une révision de l'ensemble de nos prélèvements*», plaide M. Hollande.

Patrons : cadeaux :

«*L'abaissement de moitié de l'impôt sur les sociétés pour les très petites entreprises*» est, selon Michel Sapin, proche de François Hollande, une déclinaison de la proposition PS de «*moduler l'impôt sur les sociétés*» en fonction de la direction prise par les bénéficiaires.

Surtout ne pas «*alourdir le coût du travail*» :

Enfin, préconisation personnelle, il suggère «*un basculement des cotisations patronales de la branche famille vers des prélèvements d'Etat*», ce qui passerait «*notamment par la fiscalité écologique*», afin de ne pas davantage «*alourdir le coût du travail*».

L'os à ronger, l'enfumoir, promesse trompeuse :

«*Pour soutenir la demande, la réduction des inégalités demeure un levier pertinent*», ajoute le député PS.

D'après lui, «*il s'agit d'engager une redistribution en faveur des salariés et des familles au détriment des plus hauts revenus et des fortunes les plus importantes*». (liberation.fr 17.08)

## Social

France.

Le coût de la rentrée scolaire est en hausse cette année de 6,8% avec un montant moyen de 187 euros, une augmentation surtout imputable à la flambée du prix de la pâte à papier, selon la fédération Familles de France.

Les prix en hypermarchés (+8,43 %) augmentent plus vite que dans les supermarchés (+4,79%) et dans les magasins spécialisés (+6,48%), dit-elle dans son rapport annuel. (20minutes.fr 17.08)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 19 août

Le gros titre d'*Informations ouvrières* cette semaine (n°162) : "*Garder la note "AAA" de la France dictée par les capitalistes, c'est : Austérité, Austérité, Austérité*" et la perdre également ! Nous voilà bien avancés !

Qui accepte de soumettre la politique monétaire du pays à la BCE, d'emprunter aux marchés financiers ? Qui est le complice des agences de notation ? Qui négocie au niveau européen l'attitude à adopter face aux marchés financiers ? Qui a décidé d'exonérer les entreprises de cotisations sociales, de réduire l'impôt sur les bénéfices des sociétés, etc. ? Qui décide cette politique d'austérité ? Qui décide que ce sont les travailleurs qui doivent payer les dettes des capitalistes ? Qui sinon Sarkozy et son gouvernement, l'Etat et ses représentants.

Dès lors, le combat politique ne devrait-il pas se concentrer contre l'Etat et ses représentants et poser la question d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'un Etat social ? Le POI répond négativement à cette question et au même moment les dirigeants syndicaux se disent prêts à rencontrer le plus haut représentant de l'Etat, Sarkozy, histoire de légitimer les mesures qu'il annoncera le 24 août.

A des degrés divers, chacun évite soigneusement de s'attaquer au régime. Tout le reste n'est que du baratin.

On ne saurait pas lire, on chercherait à nuire à tout prix à un parti en particulier, nous affirmons qu'à aucun moment la politique du POI n'est tournée contre le régime, vérifions-le.

Extrait de l'appel lancé le 2 juillet par 160 syndicalistes et élus (IO n°162 page 2)

- "*Il n'est pas possible d'accepter la politique que veut imposer la "troïka" (FMI, BCE, UE).*"

- "*Il revient au mouvement ouvrier de s'unir au-delà des divergences compréhensibles pour refuser les diktats de l'Union européenne.*"

- "*Sur ces bases, et face à la soumission des partis politiques liés à l'Union européenne, il revient aux travailleurs et aux militants qui partagent ces objectifs de se regrouper.*"

Ne cherchez pas l'Etat et ses représentants, ils n'y figurent pas, leur responsabilité ne doit pas être mise en cause ou à la marge seulement, et quand les partis politiques sont cités, c'est encore pour diriger les travailleurs et les militants vers l'UE et non contre l'Etat, nous ne sommes pas dupes.

Dans ces conditions à quoi bon mettre en ligne des pages de l'hebdomadaire du POI si l'on doit passer son temps à commenter chaque page ou presque pour débusquer les illusions que colportent ce parti. Vous vous intéressez à l'activité des

militants du POI, à la vie de ce parti, pas de bol, circulez il n'y a rien à voir, si vous avez loupé les pages de la rubrique intitulée *Vie du parti* des sept derniers numéros vous n'avez rien perdu, car en dehors d'un article minuscule d'un militant dans le n°159, ces pages étaient consacrées exclusivement aux élus le plus souvent de communes rurales, à croire que la vie de ce parti se réduit aux états d'âme de "républicains", "démocrates" et autres élus de "tous bords" politiques. Vous me direz que du côté du NPA et LO ce n'est pas mieux, entre croisière en Méditerranée (Besancenot) et fêtes on n'a que l'embarras du choix pour se distraire !

Nous ne sommes pas contre le fait d'associer au combat politique des militants de sensibilités différentes, tout dépend dans quel cadre et perspective on l'envisage. Je ne vais décrypter ici chaque article, tenez, en faisant défiler ce journal à l'écran je m'arrête sur un article signé D. Shapira, le titre *Les propositions de Martine Aubry "contre la dette"*, après avoir démontré qu'elle n'avait pas l'intention de remettre en cause la dictature des marchés financiers auxquels elle se soumet, il conclut en écrivant "*Il ne saurait y avoir de véritable solution pour la classe ouvrière en acceptant la loi d'airain des 3 % de déficits publics édictés par le traité de Maastricht... rédigé par Jacques Delors, père et conseiller de Martine Aubry patati patata.*

Question : Depuis quand la classe ouvrière manifesterait-elle sa confiance envers le PS pour mener une autre politique que celle de Sarkozy, j'entends sur les questions fondamentales qui la concerne ? Vous n'aviez pas compris comme moi que depuis longtemps ses illusions dans ce parti s'étaient envolées ? Apparemment non, à moins que ce ne soient celles de l'auteur qui se manifestent ici.

Bref, tout cela pour terminer sur ce constat qui pourrait laisser penser à des esprits naïfs ou un peu faibles, c'est-à-dire l'immense majorité des travailleurs et militants de ce pays bourrés d'illusions et baignant dans l'ignorance il ne faut pas l'oublier, étant donné que cet article était consacré au PS et à l'une de ses dirigeantes, implicitement et sournoisement que les travailleurs seraient en droit d'attendre une autre attitude du PS, que ce parti pourrait développer une autre politique que celle du capital auquel il s'est vendu corps et âme il y a près d'un siècle. Chaque fois que les dirigeants du POI publient un article sur le PS, ils critiquent sa politique, violemment parfois, mais ils s'emploient à épargner ce parti en tant que tel, c'est une constante chez eux, leur "*règle d'or*" pour ainsi dire, le PS est un parti ouvrier qu'on se le dise camarades.

Après tout, peut-être que cet article, tout comme ce journal, ne s'adressait pas à la classe ouvrière, ils viseraient plutôt les petits-bourgeois et l'aristocratie ouvrière qui lorgent du côté du PS pour garantir leur niveau de vie à partir de 2012, ce qui expliquerait le flottement ou le doux parfum d'illusion qui règne à la fin. Le fond de commerce du POI, les murs inclus !

Quand on lit un article, on doit se demander qui l'a rédigé, à qui s'adresse-t-il, ne pas se fier forcément aux indications fournies par son auteur, de quoi parle-t-il, à quel moment a-t-il été rédigé ou dans quel contexte, celui de l'auteur, celui des acteurs dont il parle dans son article, etc.

Une fois que vous avez bien cerné tous ces éléments, vous êtes en mesure de le lire et de l'interpréter avec une source d'erreur proche de zéro, vous pouvez déterminer les intentions de son auteur ou dans quelle direction il voulait vous entraîner, dans le cas contraire vous serez plus ou moins manipulé, sans que l'auteur y soit forcément pour quelque chose il faut préciser, soyons honnête et modeste, cela nous arrive plus souvent qu'on veut bien le croire, car nous n'avons pas le temps de lire aussi attentivement tout ce qui nous passe sous les yeux, ou parfois il nous manque des éléments pour analyser à fond un article ou une situation, on en a eu des exemples récemment à propos de la Libye ou de la Syrie notamment.

En lisant cet article, ce qui m'a sauté aux yeux c'est le titre et la dernière phrase, le lien insupportable entre le PS et la classe ouvrière, qui, s'il n'était pas brisé, on s'emploierait de toutes nos forces à le briser. Le contenu pouvait aussi faire sursauter à plusieurs endroits un lecteur attentif par les postures et les expressions employées par son auteur et le mettre sur la bonne piste pour l'interpréter correctement, selon moi et les éléments sur lesquels repose ma critique, ensuite c'est à chacun de se faire sa propre idée.

Encore un mot, parce que ce genre d'exercices, quand on a saisi la méthode, permet de faire de réels progrès en lecture. En politique du même coup.

L'auteur s'est employé à montrer plus qu'à démontrer, que les propositions d'Aubry étaient bidons ou collaient à la politique de l'épileptique du Palais, franchement, pouvait-on s'attendre à autre chose de sa part (d'Aubry) ? C'est comme si l'auteur s'était employé à enfoncer des portes ouvertes ou à parler pour ne rien dire ou noircir du papier. Puisque cet exercice ne le rebute pas, poursuivons dans cette voie.

Pourquoi à l'opposé n'a-t-il terminé son article en disant qu'il n'y avait rien à attendre de ce parti au lieu d'affirmer qu' "*il ne saurait y avoir de véritable solution pour la classe ouvrière avec la mise en oeuvre des propositions d'Aubry ?* S'il l'avait fait, à qui se serait-il adressé alors ? Pas aux militants sensés des différents partis qui savent à quoi s'en tenir avec le PS, pas à la majorité des travailleurs qui le savent également, pas aux travailleurs complètement arriérés qui ne doivent pas être les destinataires privilégiés de ce journal, à qui sinon aux électeurs potentiels du PS dont il a été question plus haut, aux adhérents, aux sympathisants, aux élus du PS.

C'est parfaitement son droit évidemment, la question n'est pas là, c'était juste pour montrer à qui s'adressait le POI, certainement pas

à la classe ouvrière en général ou à ses couches les plus avancées, quel genre de militants il entendait recruter, quel type de parti ses dirigeants entendaient construire et au-delà à qui s'adressait sa politique, pour qui la ligne politique du POI avait été forgée, des gens forcément bourrés d'illusions, qui ne doivent pas être vraiment des révolutionnaires dans l'âme ou alors malheureux, il nous aurait échappé qu'il existait un tel courant au sein du PS...

Question : une telle ligne politique peut-elle être correcte sachant à qui elle s'adresse ? On comprend bien qu'elle doit laisser la porte ouverte à certaines illusions, mais il semblerait que l'appât soit disproportionné par rapport à la taille de sa proie, non ? En trop grand nombre aussi par rapport à la population à capturer et déjà rassasiée, pour ne pas dire un peu grassouillette, vivante de préférence ! Ne faut-il pas craindre que les petits poissons au caractère bien trempé passent leur chemin, finissent par se noyer, prennent la fuite ou le large ?

Passons à autre chose.

Obama, Cameron, Merkel et Sarkozy exigent que les présidents syrien et libyen quittent le pouvoir, de quel droit, ils sont tous minoritaires et illégitimes dans leur pays respectif, les questions syrienne et libyenne sont l'affaire des peuples syrien et libyen !

La question de la dette et la politique d'austérité qui l'accompagne en France (et ailleurs) est l'affaire des travailleurs et leurs organisations et partis qui n'ont pas d'autre alternative que s'organiser et se regrouper dans l'unité pour chasser Sarkozy du pouvoir, liquider les institutions de la Ve République pour mettre en place un Etat social conforme aux besoins et aspirations des masses exploitées, ce qui implique la rupture avec les institutions du capital (UE, FMI, ONU, etc), l'annulation de la dette de l'Etat, l'abolition des privilèges des capitalistes et leur expropriation sans leur verser un centime...

L'arbre qui cache la forêt

Que n'entend-on pas sur la nécessité de "taxer" les plus riches, de "taxer" le capital au même niveau que le travail, de "taxer" les transactions financières, qui sert à camoufler leur refus, quand ils se disent de gauche, de s'attaquer aux fondements du capitalisme, tout comme leurs homologues de droite ils ne font que chercher une solution pour assurer la survie du système économique et rien d'autre.

Cette démarche est d'autant plus grotesque qu'elle s'appuie sur la théorie selon laquelle il existerait des bons et des mauvais riches, ceux qui ne trichent pas et paient beaucoup d'impôts et les petits malins qui se débrouillent pour ne pas en payer ou très peu, ceux qui se sont enrichis en surexploitant les travailleurs et ceux qui se sont enrichis principalement grâce à la spéculation, ou encore les marchés n'en font qu'à leur tête, ce n'est pas bien, alors il faut les réguler, les surveiller, les encadrer, etc, et pour finir c'est le capitalisme qui se conduit comme un sauvage, il vaudrait mieux dire comme un barbare sans foi ni loi, qu'il faudrait réformer, rendre plus humain, dans la même perspective qu'avancée précédemment : faire en sorte que le capitalisme se survive à lui-même.

Dans les deux cas, ils légitiment l'existence du capitalisme à défaut de pouvoir justifier l'exploitation de l'homme par l'homme dont ils sont des partisans, de l'UMP au Front de gauche en passant par le PS.

*- "Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de "réformes" tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avérés, cyniques, qui ont le courage d'avouer combien il est absurde de vouloir réformer les traits essentiels de l'impérialisme.*

*(...) Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrièrè pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle."*

(L'impérialisme stade suprême du capitalisme - V. Lénine, 1916)

Vous avez le droit de remplacer Kautsky par Mélenchon, partisan de la BCE et de l'ONU, et qui le revendique.

On pourrait prendre comme métaphore pour illustrer l'évolution et l'effondrement du capitalisme, un immeuble, dont on aurait commencé par enraciner profondément les fondations pour ensuite s'élever toujours plus haut dans le ciel.

Rajoutant des étages supplémentaires après et entre chaque crise, crises de plus en plus rapprochées qui nécessitent d'accélérer la construction de nouveaux étages supplémentaires qui fragilisent de plus en plus tout l'édifice, au point qu'à deux reprises (14-18 et 39-45) pour éviter qu'il ne s'effondre et disparaisse, nous avons dû détruire une partie des étages inférieurs que nous avons construits sans toutefois pouvoir en modifier la base ou les fondations, du coup nous avons repris de plus belle la construction de nouveaux étages sans rien modifier, mais sous le poids de ses habitants de plus en plus nombreux (courbe exponentielle de la démographie mondiale), voilà qu'il tremble sur sa base et s'enfoncé dangereusement, inexorablement dans le sol, à un rythme accéléré et risque à nouveau de s'effondrer.

Nous tendons des étais de part et d'autre pour tenter de consolider le bâtiment, mais il menace toujours de s'écrouler, il est décidément trop haut, beaucoup trop lourd, il ne supporte plus toute cette population (7 milliards) qui l'habite, d'autant moins qu'elle prétend avoir des besoins pressants à satisfaire qui représentent un poids insoutenable, la plèbe est décidément bien inconsciente, bien ingrate et mérite amplement le sort que nous lui réservons, difficile de la débarquer en masse d'un coup, impossible de la défenestrer, ils sont trop nombreux les bougres (la majorité des exploités) et nous manquons de bras (l'infime minorité des capitalistes) pour effectuer cette tâche salubre pour le bien de l'humanité.

Il y aurait bien une autre idée, nous pourrions envisager de détruire à nouveau quelques étages et ses habitants par la même occasion pour soulager les fondements de cette tour infernale, mais elle est tellement fragilisée que cette démolition même minutieusement organisée pourrait tourner au cauchemar, souvenez-vous que la première fois (1917) cela avait mal tourné et nous aurions pu tout perdre, mais que faire d'autres, nous avons tout essayé désespérément sans succès ("réforme" du capitalisme).

Nous sommes face à un affreux dilemme, d'un côté nous devons impérativement continuer sa construction, c'est notre raison d'être (accumulation du capital), d'un autre, nous prenons le risque de devoir à un moment donné démolir des dizaines d'étages dans des conditions qui nous échappent ou que nous ne maîtrisons pas, avouons que cela nous rendrait un fier service pour faire croire au peuple que nous n'y sommes pour rien comme nous l'avons fait avec succès dans le passé (la guerre est due à la fatalité ou le concours de circonstances malheureuses, c'est bien connu), mais l'effondrement de ces étages risquerait cette fois de provoquer une telle onde de chocs, que le sol en tremblerait si fort que les fondements pourraient bien ne pas y résister et que nous soyons impuissants pour y faire face ...

Notre construction est vouée à disparaître pour au moins deux raisons : la première, parce qu'il nous est impossible d'en modifier les fondations (le mode de production), la seconde, parce que nous ne pouvons pas démolir l'ensemble des étages que nous avons construits entre deux crises (les forces productives), du coup, comme si nous devions subir une malédiction pernicieuse ou une terrible fatalité, nous assistons impuissant à l'élévation de cette tour toujours plus haute jusqu'au jour où elle s'écroulera, pas besoin d'être géomètre pour parvenir à cette conclusion.

Les réformistes sont des architectes de malheur, dans la mesure où ils prétendent qu'en consacrant plus de soin à la construction de chaque étage, l'édifice pourrait supporter un poids toujours supérieur et notre tour s'élever toujours plus haut sans avoir à changer les fondations sur lesquelles elle repose. Par quel miracle ne finirait-elle pas par s'écrouler, cela ils ne le disent pas, et pour cause leur théorie est fondée sur un tas de gravats (deux guerres mondiales) !

Quant aux adeptes de la "démondialisation" qui sont de furieux réactionnaires, leur théorie consisterait à retirer des étages à ce bâtiment sans toucher à ses fondations puisqu'eux-mêmes en tirent profit, afin de le soulager pour éviter qu'il ne s'écroule, et à entasser la plèbe en guenille dans les étages inférieurs, ce qui revient à leur réserver un sort encore pire que celui qu'elle connaît déjà, alors que le poids de l'édifice continuerait de croître jusqu'au jour où le point de rupture de ses fondations serait atteint.

Cela résume bien les choses, non ?

Il faudrait demander aux travailleurs s'ils ont envi de finir un jour enfoui sous les gravats de cette tour ou s'ils préfèrent prendre les choses en mains pour en construire une autre sur des bases plus solides, plus larges (propriété collective des moyens de production) en se servant des matériaux (le capitalisme) de celle qui menace de s'écrouler à tout moment sur eux et leur pourrit la vie.

Pour expliquer à mon épouse pourquoi le capitalisme est condamné, j'ai employé une métaphore encore plus simple à la portée d'un enfant de 5 ans : tu places dans ta main un poids de 100 grammes, puis tu ajoutes encore 100 grammes et ainsi de suite, à un moment donné tu ne pourras plus supporter ce poids, ta main va être écrasée, c'est pareil avec la pression que représente le développement de la population mondiale (et des forces productives) dont les besoins et même l'existence est incompatible avec la survie du capitalisme, l'enrichissement infini d'une poignée de nantis au détriment du reste du monde.

## Politique

France.

Au diable le social, **«l'urgence, aujourd'hui, est financière»** !

Laurence Vichnievsky, porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts, estime que *«la réduction de la dette nous oblige à revoir notre projet»*, qualifiant de *«lubie»* le retour à la retraite à 60 ans défendu par Eva Joly, des propos qui posent *«souci»* à Cécile Duflot, patronne d'EELV.

*«Aujourd'hui, la réduction de la dette s'impose à nous comme un rappel au principe de réalité. Elle nous oblige à revoir notre projet, non dans ses principes, mais dans sa mise en oeuvre»*, écrit Mme Vichnievsky dans une tribune libre parue dans Libération jeudi.

*«Le retour à l'âge légal de la retraite à 60 ans est une lubie, les créations d'emplois publics doivent être gagées par des suppressions de postes, les investissements publics doivent être financés, non par des économies à venir qu'ils sont censés générer ou par une affectation autoritaire sur l'épargne, mais par des recettes budgétaires concomitantes, les dépenses du système de santé et des collectivités locales doivent être maîtrisées»*, détaille l'ex-juge d'instruction et conseillère régionale EELV en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Certaines de ces propositions vont à l'encontre du programme de la candidate EELV à l'élection présidentielle, Eva Joly, qui demande par exemple *«le retour de la retraite à 60 ans»*, contre 62 ans depuis la réforme de 2010.

*«Les marges dont nous disposons résident dans le choix d'une fiscalité plus écologique et plus juste»*, ajoute Mme Vichnievsky. *«Les revenus du capital et du travail doivent être taxés de manière égale et progressive. Les inégalités de fortune doivent être limitées par un impôt frappant l'ensemble du patrimoine, sans exonération, lui aussi progressif»*.

*«L'urgence, aujourd'hui, est financière»*, conclut-elle.

Interrogée sur cette tribune en marge des Journées d'été d'EELV à Clermont-Ferrand, Cécile Duflot, patronne d'EELV, a jugé *«l'analyse de Laurence Vichnievsky étonnante»*, *«elle n'est pas du tout en phase avec ce qui fait le corpus des écologistes»*. *«Il y a un souci»*, a-t-elle ajouté.

EELV entend *«remettre au coeur du projet les services publics»* et *«envisager le long terme»*, *«on ne peut pas soumettre la politique aux états d'âme ou d'humeur des agences de notation»* et on *«doit répondre à la crise de manière solidaire»*, a encore souligné Mme Duflot. (liberation.fr 18.08)

Chut ! Pourquoi le dire puisque le PS ne reviendra pas aux 60 ans, encore moins aux 37,5 annuités, lui souffle Duflot dans l'oreille. Elle commet la même "erreur" qu'Hulot en disant tout haut ce que toute le monde dit tout bas à EELV. Mme Vichnievsky a perdu une occasion de se taire qui va faire perdre des voix et des élus à son regroupement politique, à moins qu'elle le juge peut-être pas suffisamment à droite et que pour elle c'est le plus important.

Brésil

Le Brésil s'est enfoncé mercredi un peu plus dans la crise politique après la démission du ministre de l'Agriculture, le quatrième membre du gouvernement à démissionner depuis mai en raison d'accusations de corruption ou de manquements à l'éthique.

Wagner Rossi a présenté sa démission à la suite d'accusations de corruption portées contre plusieurs de ses hauts conseillers, a indiqué le ministère de l'Agriculture dans un communiqué. (Reuters 08.08)

Social

France.

Quand l'intersyndicale jaune veut participer à l'élaboration des prochaines mesures d'austérité décidées par le gouvernement contre les travailleurs. Jeu de rôles.

Les syndicats CGT, CFDT, Unsa, FSU et Solidaires veulent faire entendre leur voix sur les mesures destinées à réduire le déficit de la France, alors que le Premier ministre, François Fillon, doit les recevoir en début de semaine prochaine.

Les organisations estiment d'ores-et-déjà *«qu'une intervention des salariés sera nécessaire»* mais ont décidé de se revoir le 24 août au soir, après les annonces gouvernementales, pour *«envisager les suites à donner»*, précise leur communiqué.

La CGT prône en particulier une journée d'action interprofessionnelle à la rentrée.

Si cinq syndicats se sont retrouvés jeudi au siège de la CFDT dirigée par François Chérèque, ni Force ouvrière, ni la CFTC, ni la CGC ne s'y sont rendus.

En outre, les cinq participants semblent divisés, pour le moment, sur la perspective d'une journée d'action.

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a réitéré jeudi son opposition à une telle journée, raison pour laquelle il ne s'est pas rendu à l'intersyndicale.

"*Une journée de manifestations, ce n'est pas ce qui changera la face des choses (...) Moi, j'ai passé l'âge de faire semblant*", a-t-il dit sur Europe 1.

François Chérèque, a estimé mercredi qu'il serait "*aberrant*" que le gouvernement décide seul, sans consultation, de mesures qui vont toucher les salariés.

Pour les cinq syndicats réunis jeudi, "*des réponses nouvelles priorisant l'emploi, la cohésion sociale (protection sociale, services publics,...), la réduction des inégalités (une autre répartition des richesses, le pouvoir d'achat, une autre fiscalité), la maîtrise des déficits publics sont urgentes.*"

Les syndicats ont réagi avec scepticisme aux annonces intervenues mardi après la rencontre entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel dans le but de renforcer la gouvernance économique de la zone euro.

La nécessité évoquée par le président français et la chancelière allemande de généraliser la "règle d'or" inscrivant dans la Constitution la nécessité du retour à l'équilibre budgétaire, en particulier, passe mal.

Une telle règle "*sans mutualisation des dettes, sans coordination des politiques fiscales et sans un budget européen pour faire une relance européenne (n'aurait) pas de sens*", a ainsi déclaré mercredi François Chérèque.

L'opposition à la "*règle d'or*" est encore plus forte de la part de la CGT. (Reuters 18.08)

Ils se répartissent les rôles comme d'habitude.

Un seul mot d'ordre : rupture des relations des syndicats avec l'Etat, ses représentants et le patronat ! Sans oublier la CES et la CSI, l'OIT... (A suivre dans les jours qui viennent ou après le 24 août)

## Economie

La Bourse ou la vie.

A Paris, l'indice CAC 40 a perdu 5,48%. La Bourse de Londres a lâché 4,49%, Francfort 5,82%, Milan 6,15% et Madrid 4,7%.

Signe de la grande nervosité des opérateurs, l'indice qui mesure la volatilité des marchés actions en Europe a fait un bond de 34,6%.

Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a cédé 5,34% et l'EuroFirst 300 4,8%, enregistrant ainsi sa plus forte chute depuis mars 2009.

Depuis le début du mois d'août, le CAC 40 perd 16,21%, le DAX 21,74%, le footsie 12,43%, et le Stoxx50 7,41%.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles glissait de 3,9%. (Reuters 18.08)

Etats-Unis.

Dans une note publiée jeudi, la banque d'investissement américaine Morgan Stanley a abaissé ses prévisions de croissance de l'économie mondiale pour les années 2011 et 2012, la révision étant plus forte pour les pays développés. (Reuters 18.08)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 20 août

Il y a 71 ans aujourd'hui, le 20 août 1940, Trotsky était assassiné au Mexique par un agent de Staline, parce qu'il incarnait la continuité du marxisme, de la révolution d'Octobre, du léninisme ou du bolchevisme, de la révolution socialiste mondiale que Staline s'emploiera méthodiquement à liquider.

Ses enseignements demeurent pour nous une source d'inspiration inépuisable au même titre que ceux de Lénine, Engels et Marx principalement. Il a consacré sa vie entière au combat pour le socialisme, nous lui rendons ce modeste hommage. Nous sommes orphelins et tristes à la fois d'avoir été incapables d'assimiler suffisamment la méthode du marxisme qu'il avait su si bien maîtrisée jusqu'au bout dans des conditions particulièrement difficiles.

Tous les militants qui dans le monde poursuivent le combat pour la révolution socialiste mondiale sont quelque part des trotskystes, certains en ont conscience, d'autres l'ignorent, peu importe. Jusqu'à son dernier souffle il a eu foi dans la victoire du socialisme.

La foi, un terme qui peut faire sourire et que Marx avait employé également, que j'utilise volontairement en référence aux terribles épreuves et souffrances qu'ils ont dû endurer au cours de leurs vies de militants révolutionnaires, car il arrive parfois où les événements prennent une tournure si sombre et si dramatique que c'est la seule chose à laquelle on peut se raccrocher pour trouver la force de continuer le combat, une foi pratique, matérialiste, dialectique, qui n'a rien à voir avec une expérience mystique, métaphysique ou religieuse, parce qu'elle repose sur la capacité des exploités à parvenir à prendre leur destin entre leurs mains pour changer le monde et le débarrasser de l'exploitation de l'homme par l'homme et de toute forme d'oppression.

Lénine a dit qu'il n'y avait pas de meilleur bolchevik que Trotsky, et plus tard Trotsky dira que l'apport essentiel du léninisme résidait sans sa conception du parti. Comment rendre hommage à Trotsky sans avoir une pensée pour Lénine, dont la vie fut écourtée suite aux conséquences d'une tentative d'assassinat.

Nous rendons hommage à Trotsky et à tous les militants ouvriers à travers le monde victimes du stalinisme.

Vive la révolution socialiste mondiale, nous vaincrons !

Autre chose.

D. Gluckstein a écrit dans son dernier éditorial : "*Jamais autant qu'aujourd'hui l'élection présidentielle n'était apparue à ce point comme une sinistre comédie*", c'est un euphémisme, mais nous partageons cette analyse.

Hier c'était au tour de Cohn-Bendit d'en faire la démonstration : "*La vraie question, c'est comment on structure notre mouvement. Si on n'a pas trente à trente-cinq députés pour soutenir nos deux à trois ministres dans une majorité de gauche, ça ne sert à rien*" (lepoint.fr 19.08), son "*mouvement*" n'est qu'un faux prétexte, la gamelle de la Ve République est le seul objectif qui les intéresse à EELV.

Si l'élection présidentielle de 2012 s'annonce comme une "*sinistre comédie*", alors à quoi bon y participer sachant que votre parti subira la censure habituelle des médias nationaux. A quoi bon dépenser des centaines de milliers d'euros provenant de la poche des travailleurs et militants pour quelques dizaines de minutes à l'écran, moments choisis par les téléspectateurs pour aller faire pipi ou se réapprovisionner à la cuisine en attendant la suite des programmes... quand ils ne zappent pas carrément.

Ne serait-il pas plus judicieux de consacrer cet argent à des quatre pages expliquant pourquoi le capitalisme ne peut que conduire à l'effondrement de la société, en quoi consisterait le socialisme, ce qu'il changerait dans la vie quotidienne de chaque travailleur et jeune ? Une partie de cet argent pourrait servir aussi à la formation des militants du POI, à la réalisation de brochures populaires destinées aux travailleurs pour lesquels la terminologie politique est suspecte ou présente comme un relent d'endoctrinement qu'ils rejettent, à tort ou par ignorance, parce qu'ils ne possèdent pas les bases pour faire la part des choses ou craignent de se faire rouler, ceci expliquant cela.

Vous voyez, je ne suis pas un féroce anti-POI, je leur donne des idées pour développer leur parti, ceux qui pensent le contraire ne supportent pas la confrontation des idées parce qu'ils ont une conception étriquée ou arbitraire de la démocratie, qui se réduit finalement à débattre uniquement sur le terrain qu'ils ont choisi, donc ils ne peuvent pas comprendre ma démarche ou ne peuvent que s'y opposer sans même l'examiner sérieusement, si cette proposition vient de ce sale type qui passe son temps à nous taper dessus, c'est qu'elle est forcément mauvaise, je leur laisse le loisir de le penser tout en sachant que tous les militants du POI ne partagent pas leur point de vue.

Autre chose.

J'ai commencé à réduire la place réservée aux infos en bref, parce que cela me prend décidément trop de temps et ne m'en



laisse plus suffisamment pour faire autre chose. Il est pratiquement impossible de suivre l'actualité mondiale quotidiennement et se livrer sérieusement à un travail de fond sur une question particulière, d'autant plus que je dois m'occuper de mes propres affaires dans un pays où tout est très compliqué.

## Politique

France. Le gouvernement de la dictature des marchés financiers.

Le Premier ministre François Fillon appelle "à l'unité et au sens des responsabilités" l'ensemble des formations politiques françaises pour faire face aux "défis" constitués par la dette et la règle d'or budgétaire, dans une tribune publiée samedi dans "Le Figaro".

Pour le chef du gouvernement, "un message d'unité nationale est encore la meilleure des réponses aux doutes des marchés et aux craintes des investisseurs".

Citant la crise des dettes souveraines, ainsi que l'adoption par les Etats membres de la zone euro d'une règle d'équilibre budgétaire proposée cette semaine par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, M. Fillon "en appelle à l'unité et au sens des responsabilités de toutes les formations politiques".

"Personne ne demande aux dirigeants socialistes français de renoncer à leurs convictions ni même à leurs ambitions légitimes. Reconnaître les efforts de la France et de l'Allemagne pour sortir de la crise, s'engager sur une 'règle d'or' de bon sens, ce serait faire preuve de responsabilité et d'un sens de l'intérêt national qui serait à leur honneur", ajoute le Premier ministre.

Selon lui, la règle d'or "permettra de s'assurer que chacun présente le plus rapidement possible des comptes tendant vers l'équilibre". "Cela donnera à l'assainissement dans la durée des finances des pays de la zone euro une crédibilité qui permettra de rétablir la confiance et de décourager la spéculation", estime-t-il. "Ce serait une erreur de ne pas l'adopter pour l'avenir dans tous les Etats membres de la zone euro". (AP 19.08)

Il est tellement facile avec des mots simples d'expliquer le pourquoi et le comment de cette dette des Etats qu'on se demande pourquoi tant de travailleurs l'ignorent encore. Ne serait-ce pas le devoir de tout syndicaliste ou militant politique ?

Qu'est-ce qui permet à Fillon de tenir un tel discours ? On va nous répondre parce que le PS tient le même et ses satellites se couchent devant la BCE ou l'UE, certes, mais c'est un peu léger comme explication, il faut aller au bout de notre analyse pour comprendre la situation et ne pas craindre de faire le constat que les masses baignent encore dans la plus profonde ignorance sur cette question et bien d'autres.

## Social

France.

Si l'Insee ne détermine pas de seuil de richesse, elle distingue les «personnes à très hauts revenus» du reste de la population. L'institut y inclut les 1% des Français qui déclarent les revenus les plus élevés. En 2008, ils étaient au nombre de 363.903, et gagnaient plus de 88.200 euros annuels, soit 7350 euros par mois. Parmi eux, les «plus aisés », qui représentent les 0,01% de la population les plus riches, déclaraient en 2008 plus de 732.300 euros par an. Mais à l'intérieur même de cette catégorie (3639 personnes), les disparités sont énormes, et varient quasiment de un à vingt! Il est à noter que le revenu déclaré pris en compte par l'Insee ne peut être comparé au revenu fiscal de référence considéré par le gouvernement. Ce dernier indicateur prenant en compte d'autres rentrées d'argent que le seul revenu (comme les plus values mobilières et immobilières), il est aussi plus élevé.

De façon prévisible, les personnes les plus riches sont celles dont le revenu progresse le plus vite. Entre 2004 et 2008, les contribuables déclarant plus de 500.000 euros ont ainsi crû de 84%. Il y a quelques mois, Jacques Le Cacheux, directeur à l'OFCE, livrait son analyse au figaro.fr : «Malgré la crise, les revenus du patrimoine ont progressé plus vite que les revenus issus d'une activité». Or, les revenus issus du patrimoine prennent plus d'importance à mesure que la richesse augmente, car le contribuable diversifie davantage ses ressources. «Par ailleurs, parmi les revenus du travail, ce sont les plus élevés qui croissent le plus vite. Ces deux facteurs expliquent que les riches deviennent de plus en plus riches», explique-t-il.

Alors que le barème applicable à la dernière tranche de l'impôt sur le revenu est de 41% (40% avant la réforme des retraites), les personnes les plus aisées ne sont imposées en moyenne qu'à hauteur de 25%. Et là encore, les disparités sont très fortes. L'Insee souligne que presque un quart des 0,01% les plus riches ne paient que 15% d'impôts. Un phénomène aussi souligné par le Conseil des prélèvements obligatoires, qui constate dans son dernier rapport que l'impôt cesse d'être progressif une fois dépassé un certain seuil de revenu. (lefigaro.fr 19.08)

## Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé vendredi de nouvelles mesures d'austérité ainsi qu'une diminution de la TVA sur l'achat de logements neufs, cherchant ainsi à trouver une solution à la crise en réduisant le déficit public tout en stimulant une croissance économique atone.

La TVA sur les achats de logements neufs sera provisoirement divisée par deux jusqu'à la fin de l'année, passant de 8% à 4%, pour tenter de stimuler un marché de l'immobilier très déprimé depuis la crise de 2008 et qui compte aujourd'hui près d'un million de logements invendus.

Parmi les mesures budgétaires annoncées, un projet de loi sur l'utilisation de médicaments génériques doit permettre d'économiser 2,4 milliards d'euros. Un recouvrement anticipé de l'impôt sur les grandes entreprises doit quant à lui rapporter 2,5 milliards.

*"En aucune façon ceci ne conduira à des hausses d'impôts, seulement à des changements dans le calendrier fiscal"*, a plaidé le ministère de l'Economie dans un communiqué, alors que l'opposition qualifie les mesures de trucage comptable.

Quoique relativement limitées, les mesures d'austérité pourraient compenser un éventuel dépassement des objectifs de déficit des 17 régions autonomes du pays, un scénario qui inquiète les marchés autant que la capacité de Madrid à mettre de l'ordre dans ses finances publiques.

*"Puisque que les perspectives de croissance sont en train d'être révisées à la baisse à travers la zone euro, et vu l'incertitude sur les marchés financiers, il n'est pas encore clair que ces mesures suffiront (à l'Espagne) pour se conformer à ses prévisions de déficit"*, a toutefois commenté Marco Valli, économiste chez UniCredit.

Le rendement des emprunts espagnols à dix ans, qui a récemment dépassé 6% sur les craintes d'une extension de la crise de la dette, est en baisse depuis le rachat d'obligations espagnoles par la Banque centrale européenne (BCE) et évolue actuellement autour de 5%.

Le taux de chômage en Espagne, le plus élevé de l'Union européenne, reste supérieur à 20%. (Reuters 19.08)

## Economie

La Bourse ou la vie.

A la Bourse de New York, le Dow Jones a perdu 1,57 % et le Nasdaq 1,62 %. Wall Street accuse ainsi sa quatrième semaine dans le rouge d'affilée. Sur l'ensemble de la semaine le Dow a perdu 4%, le S&P 4,7% et le Nasdaq 6,6%.

L'indice S&P-500 a cédé 1,50%. Il avait perdu 4,5% jeudi, soit la sixième fois au cours des deux semaines écoulées où il avait accusé une perte de 4% au moins. Depuis le début de l'année, il subit une perte de 10% environ.

En Europe, le CAC 40 a clôturé à - 1,92 %. La veille, il avait dégringolé de 5,48 %. Les autres places européennes ont aussi fini dans le rouge, après avoir tenté de relever la tête au cours de la séance : - 2,19 % pour Francfort, - 2,46 % à Milan, - 2,11 % à Madrid, - 1,97 % à Berne, - 1,5 % à Athènes. Londres a également clôturé en repli de 1,01 % et Lisbonne - 0,3 %.

Le yen a atteint, vendredi 19 août, son plus haut niveau face au dollar depuis la seconde guerre mondiale, porté par un afflux massif d'investisseurs cherchant refuge auprès de la valeur sûre que représente à leurs yeux la devise nipponne, sur fond de craintes pour l'économie mondiale.

Les banques européennes sont dans le viseur des investisseurs en raison de nouvelles rumeurs sur leur manque de liquidités. Dans son édition de jeudi, le Wall Street Journal a fait état de craintes de la Réserve fédérale américaine sur le niveau de liquidités des banques européennes. Et, pour la première fois depuis février, la BCE a accordé un important prêt en dollars, d'un montant de 500 millions au taux d'intérêt fixe de 1,1 %, à une banque européenne dont l'identité n'a pas été révélée.

Dans ce contexte d'extrême inquiétude, l'or continue de franchir des records à la hausse, jouant pleinement son rôle de valeur refuge. Le métal précieux atteignait, dans la soirée, le niveau très élevé de 1 849 dollars l'once. (lemonde.fr 19.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 août

J'ai actualisé la page d'accueil consacrée aux infos internationales en classant les fichiers dans de nouvelles rubriques pour qu'il vous soit plus facile de vous y retrouver.

J'ai peu de temps à consacrer à des analyses politiques, parce que je n'ai toujours pas réglé mon problème de logement depuis un mois que j'ai vendu ma maison, car il y a ici une grave crise du logement. Avec la flambée des prix des terrains, des matériaux de constructions et de la main d'oeuvre, ajoutez-y l'envolée des frais à verser au gouvernement et cela depuis environ 4 ans, le rythme des constructions d'habitations a considérablement ralenti tandis que l'inflation explosait. Une dizaine de personnes cherchent depuis des semaines une petite maison à louer ou à acheter à un prix convenable dans la banlieue de Pondichéry, en vain, on a étendu les recherches au-delà jusque dans les petits villages situés à une quinzaine de kilomètres, en vain pour le moment.

On nous propose n'importe quoi à des prix exorbitants, sans compter les escrocs, et le sale type qui a acheté notre maison nous harcèle pour qu'on quitte les lieux le plus rapidement possible, bref, cela tourne au cachemar. On ne regrette pas d'avoir vendu la maison qui se situe toujours à une cinquantaine de mètres à peine des premières vagues, sans parler de l'atmosphère nauséabonde qui règne dans ce village. Au départ je tablais sur une location aux alentours de 5 000 roupies par mois, l'équivalent d'un salaire moyen, on est monté jusqu'à 10 000 roupies sans rien trouver, il faut dire aussi que les Indiens construisent leur maison sur la totalité de la parcelle qu'ils ont achetée, du coup il est rare d'en trouver une avec un bout de jardin, une grande maison en jette à la vue, alors qu'un jardinet est une perte de place, la qualité de la vie passe après pour eux.

N'allez pas croire qu'ils préfèrent avoir une grande maison parce qu'ils sont nombreux à y vivre, pas du tout, ce temps-là est révolu, il pourrait revenir au profit de cette crise du logement, non, les maisons sont tellement mal foutues qu'ils perdent une place énorme qui ne sert à rien, en dehors de la pièce principale plus grande que les autres, il est rare de trouver des chambres qui atteignent 15m<sup>2</sup>, la cuisine et la salle de bain (avec WC à l'européenne) font moins de 10m<sup>2</sup> chacune, du coup il est impossible d'y caser un grand lit et ses meubles en général ou alors on ne peut plus bouger, l'horreur quoi, disons qu'en multipliant les petites pièces donc les cloisons et les recoins inutiles, c'est le quart de la maison qui est perdu en surface habitable. Quand les maisons sont construites sur deux niveaux, rez-de-chaussée et première étape plus la terrasse au-dessus, l'escalier est parfois construit à l'intérieur, ce qui prend énormément de place, et quand il est construit à l'extérieur, c'est la taille de la maison qui est réduite.

Moi j'ai une conception de l'habitat totalement opposée, je préfère des grandes pièces en petit nombre (une pièce principale, une chambre seulement et une cuisine confortable) et je privilégie le jardin qui sert à la fois de salon et de salle à manger au grand air, on a du soleil environ 350 jours par an, la salle de bain et les toilettes réduits au minimum sont à l'extérieur dans une construction plus modeste et qui revient moins cher, c'est du luxe de gaspiller du fric pour se laver et se soulager ! Ce sont généralement des maçons qui s'improvisent architectes, du coup c'est du grand n'importe quoi. Comme les touristes français qui s'improvisent profs de français sans trop se poser de question sur la valeur de leur enseignement.

Pour causer rapidement d'autre chose.

Ce matin j'ai constaté en consultant les statistiques du site, que vous n'aviez été que 13 à télécharger les pages du n° 159 d'*Informations ouvrières*, que j'avais mis en ligne le 28 juillet, à croire qu'en ne mettant pas en ligne les numéros suivants, ils ne manqueront pas à de nombreux militants. Si des militants voulaient les recevoir cependant, qu'ils me contactent et je leur enverrai.

La plupart des articles que l'on peut lire ici ou là sur la Syrie ou la Libye pour ne prendre que ces deux pays, présentent l'inconvénient de traiter l'information et le développement de la situation à sens unique, je ne sais pas si c'est l'expression qui convient, je veux dire par là que leurs auteurs n'abordent pas souvent les contradictions nées de ce développement, ou quand ils mettent en évidence des contradictions c'est toujours dans un sens.

Prenons le cas de la Syrie, soit c'est le dictateur Assad qui va conserver le pouvoir, soit il va le perdre au profit d'un pouvoir fantoche mis en place par l'impérialisme américain, sioniste et saoudien. On nous explique aussi que la déstabilisation du régime syrien a pour origine l'intention de ces impérialistes de mettre la main sur les richesses de ce pays, alors qu'il vend déjà son gaz à l'Union européenne notamment, que dans les deux cas, le maintien au pouvoir d'Assad ou sa chute, le peuple et principalement le prolétariat de la Syrie n'en tireront guère plus d'avantages, si Assad demeure au pouvoir, la mane pétrolière et gazière continuera de tomber dans l'escarcelle de sa famille ou son clan, son ethnie, et dans le cas contraire les profits iront dans les poches des multinationales une fois ces secteurs totalement ou en grande partie privatisés.

Tout cela est exact, mais il manque les facteurs social et politique dans cette analyse, la lutte de classe du prolétariat, comme s'il n'était qu'un acteur de second rang ou tout juste bon à se faire manipuler ou mitrailler. S'il a profité de l'occasion qui lui était donné pour se soulever contre le régime, il n'est pas dit qu'il se réfugiera dans l'avenir dans le silence ou la prostration, l'inaction, qu'il acceptera demain d'être spolié de sa victoire si le régime tombait et d'obéir aux injonctions des pantins mis en place et pilotés par Londres ou Washington. Rien ne dit qu'il acceptera de jouer un rôle de figurant après avoir enduré tant de sacrifice et risqué sa peau pour obtenir sa liberté, de nouveaux droits politiques et sociaux, ce qui s'est produit au lendemain de la Seconde guerre mondiale en Europe pourrait s'appliquer en Syrie, en Libye, etc., déjouant tous les plans établis par l'impérialisme américain et ses vassaux européens, rapidement ou à terme c'est une certitude.

Nous savons que l'impérialisme américain voit loin, que son plan est de faire main basse sur le pétrole de toute cette région du monde, il en contrôle déjà une grande partie, mais rien ne dit que l'installation d'un régime fantoche s'avèrera plus économique à la longue si le prolétariat de ces pays exigent qu'une partie des profits provenant de l'exportation du gaz et du pétrole financent des réformes sociales coûteuses dans le domaine de l'éducation, de la santé, du logement, l'amélioration des infrastructures du pays, sans parler des hausses de salaires qu'il réclame et de la protection sociale, de l'amélioration de son niveau de vie en général pour laquelle il combattra avec ses syndicats et ses partis indépendants de l'Etat et de l'impérialisme. Ajoutons, à l'heure où les capitalistes exigent la liquidation des services publics dans le domaine de l'éducation, de la santé, etc. en Europe et aux Etats-Unis.

La nouvelle colonisation de cette région du monde entreprise par les impérialistes occidentaux dominants pourrait prendre rapidement la tournure d'un chaos ou d'un cauchemar. J'ai volontairement laissé de côté le risque qu'ils ont pris en s'attaquant à la Libye et à la Syrie de déstabiliser davantage les autres régimes du Proche et du Moyen-Orient jusqu'à la Corne de l'Afrique, qui aura fatalement des répercussions sur l'économie mondiale, elle aussi au bord du chaos ou de l'explosion. C'est en réalité davantage un facteur d'accélération de la crise du capitalisme plutôt qu'une solution à celle-ci.

La révolution prolétarienne tunisienne a ouvert une nouvelle ère de guerres et de révolutions, qui met à l'ordre du jour dans les pays capitalistes dominants le combat pour l'expropriation du capital, et dans les pays capitalistes dominés, le combat pour la rupture avec les différents impérialistes, la nationalisation du gaz et du pétrole, de toutes les ressources naturelles qui font les richesses de ces pays et que les multinationales leur pillent, sous la direction et le contrôle de la classe ouvrière...

Maintenant il ne faut pas se leurrer et comparer ce qui ne peut pas l'être. Si une République sociale ou socialiste est directement envisageable en France par exemple, c'est loin d'être le cas dans des pays comme la Libye ou la Syrie qui devront passer par une ou des étapes intermédiaires, des régimes ou des républiques démocratiques bourgeois, avant que les conditions ne soient réunies pour que les masses exploitées aient la capacité de se saisir du programme de la révolution socialiste. Il faut d'abord que les prolétariats de ces pays se dotent de syndicats et de partis ouvriers, qu'ils entament la construction d'un parti révolutionnaire, avant d'envisager de se lancer à l'assaut du pouvoir pour leur propre compte. Aujourd'hui, ils n'ont pas les capacités politiques pour se fixer directement un tel objectif, il n'y a que les gauchistes pour imaginer le contraire et se refuser à regarder la réalité en face.

Dans ces pays aujourd'hui, le combat pour le socialisme doit prendre la forme du combat pour le droit de constituer des syndicats et des partis ouvriers indépendants de l'Etat, pour que la liberté d'expression soit inscrite dans une nouvelle Constitution, etc. Il ne faut pas confondre les conditions objectives et politiques qui sont mûres pour poser la question du pouvoir et le niveau de conscience des masses qui n'y est pas du tout préparé.

Faire chuter un dictateur, c'est une chose, s'emparer du pouvoir (et le conserver) en est une autre. Autrement dit, s'attaquer aux rapports de production et d'échange, aux institutions, est une autre paire de manche, qui nécessite un haut degré de conscience politique que n'ont acquis ni le prolétariat syrien ni le prolétariat libyen, tunisien ou égyptien ou à un niveau insuffisant.

La tâche d'Evo Morales en Bolivie, s'il avait été un marxiste révolutionnaire, aurait été d'élever le niveau de conscience politique des ouvriers et des paysans pour pouvoir envisager d'exproprier les multinationales, les capitalistes et les grands propriétaires terriens. C'était tout à fait à sa portée dès lors qu'il détenait le pouvoir politique, il n'en a rien fait, il en est incapable, un jour ou l'autre il sera balayé par un de leur représentant, puisqu'il n'existe pas un puissant parti révolutionnaire en Bolivie pour rassembler les masses exploitées sur ces objectifs.

## Social

France.

1- Voleurs !

Selon nos informations, le gouvernement s'apprêterait à relever le forfait social payé par les entreprises à 8% en 2012, alors qu'il est actuellement de 6% .

Le forfait social est une sorte de contribution sociale, qui pèse sur les sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation, de l'épargne salariale et des retraites supplémentaires. Payé par les entreprises, il a été mis en place en 2009, au taux de 2%. Depuis, il a été relevé de deux points chaque année par le gouvernement ! Le projet de Budget pour 2012 ne devrait pas faire exception à la règle. Le relèvement de 6% à 8% pourrait rapporter 400 millions d'euros à Sécurité Sociale. (lefigaro.fr 20.08)

En réalité ce "*forfait social*" est ponctionné sur la partie du salaire versée aux salariés "*au titre de l'intéressement, de la participation, de l'épargne salariale et des retraites supplémentaires*", ce sont donc les travailleurs qui vont être mis à contribution pour régler la dette des banquiers. La plus-value est produite par la force de travail dépensée par les travailleurs, pas par les patrons en dormant !

## Racket

Surfer sur Internet à la maison tout en surveillant sa consommation. Les 64% de Français connectés à l'Internet haut débit, via une box, n'y sont pas habitués. Ils devraient pourtant envisager cette option. D'après une information du site Owni, les opérateurs envisagent en effet de limiter l'accès à l'Internet fixe pour faire face à une saturation des réseaux.

La réflexion aurait déjà été entamée par les opérateurs, avec la Fédération Française des Télécoms et des associations de consommateur. L'idée d'une limitation des offres est suggérée dans un document de travail daté du 21 juillet, qui résume les moyens à mettre en œuvre pour assurer une meilleure information des consommateurs. En annexe de ce document figure un exemple de tableau censé mieux récapituler les offres. On y voit, selon le type d'équipement ADLS du foyer (zone groupée, dégroupée ou très haut débit), des cases où l'opérateur doit notifier le «*débit IP maximum de l'offre*», «*le plafond de consommation*», ainsi que les conséquences d'un dépassement du plafond et une limitation des téléchargements par session.

Les opérateurs pourraient ainsi appliquer à l'Internet fixe les limitations de connexion déjà en vigueur sur les smartphones, qui valent d'ailleurs aux opérateurs d'être régulièrement épinglés par les associations de consommateur. Sur les mobiles équipés de l'Internet, la connexion dite illimitée se voit en fait ralentie, ou bloquée selon les offres, au-delà de 500 méga octets (Mo) ou 2 giga (Go). L'opérateur propose ensuite aux gros consommateurs d'acheter une nouvelle tranche d'octets.

La raison avancée par les opérateurs pour expliquer l'application de ces méthodes au fixe est d'ailleurs la même que pour les mobiles : la saturation du réseau. Dans le document du 21 juillet, un paragraphe qui mentionne la nécessité d'assurer «*la continuité de service pour l'ensemble des utilisateurs, sans pénaliser financièrement les grands consommateurs*» y fait allusion.

Les opérateurs français veulent ainsi prendre exemple sur les fournisseurs d'accès à Internet britanniques ou américains qui ont déjà instauré ce système. Aux États-Unis, Time Warner, Comcast, Verizon et AT&T proposent une connexion souvent plafonnée à 250 Go par mois, leurs clients se voyant dans l'obligation de surveiller leur compteur de connexion pour éviter les mauvaises surprises. (lefigaro.fr 20.08)

Commentaire d'un internaute.

- "*C'est Scandaleux , ces bandes de voleurs mentent, nous allons passer à l'optique et multiplier par 100 la vitesse et maintenant on nous annonce une limitations , on nous vole en France , par exemple en Finlande on peut avoir 8h30 de communication avec un mobile + sms illimité pour 19,90 euro et le net NET haut débit 8M/1M pour 29,90 euro.*"

## Economie

### Etats-Unis

Goldman Sachs a annoncé vendredi avoir revu à la baisse ses prévisions de croissance américaine pour le deuxième trimestre, tablant désormais sur une croissance du PIB comprise entre 1 et 1,5%.

"*Il semble que l'économie américaine, dont la croissance est déjà faible, soit encore en perte de vitesse*", souligne Goldman. (Reuters 20.08)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 22 août

J'ai reçu le courriel suivant d'un camarade du POI :

- "*Petite réaction rapide à ta causerie du 20/08. J'ai toujours vu que tu avais une critique sans concessions mais bienveillante du POI. En tout cas, j'ai toujours pris tes polémiques comme telles, sans doute aussi parce que je suis au POI depuis sa création, mais que j'ai toujours refusé d'être au CCI afin de m'assurer de rester le plus objectif possible quant à la direction que prend le parti, et pour ne pas rentrer dans une logique de parti dans le parti. Ceci me permet d'être à l'aise avec tous les paradigmes et les convictions diverses qui cohabitent dans mon comité.*"

J'ai depuis longtemps beaucoup de convergences d'appréciation avec toi sur la construction du parti (je ne parle pas uniquement du POI mais de façon générique du parti révolutionnaire) . Et je me retrouve totalement dans tes propos suivants : « *Ne serait-il pas plus judicieux de consacrer cet argent à des quatre pages expliquant pourquoi le capitalisme ne peut que conduire*

à l'effondrement de la société, en quoi consisterait le socialisme, ce qu'il changerait dans la vie quotidienne de chaque travailleur et jeune ? Une partie de cet argent pourrait servir aussi à la formation des militants du POI, à la réalisation de brochures populaires destinées aux travailleurs pour lesquels la terminologie politique est suspecte ou présente comme un relent d'endoctrinement qu'ils rejettent, à tort ou par ignorance, parce qu'ils ne possèdent pas les bases pour faire la part des choses ou craignent de se faire rouler, ceci expliquant cela. »

Je ne cesse de le marteler depuis que je suis militant de ce parti en réunion de comité. D'autant plus que la formation des militants qu'entre nous, nous pouvons appeler éducation ouvrière, ne coûterait en tant que telle rien financièrement. Seulement, à faire trop d'activisme qui bien des fois est inutile (comme la campagne contre la modification de la constitution), ces résolutions se retrouvent reléguées à chaque fois aux calendes grecques. Le problème est toujours le même, le dogmatisme des militants du courant du CCI dans ma section de province à avoir la conviction que c'est uniquement sur le terrain de la lutte des classes que s'éduque le travailleur dans sa prise de conscience de rupture avec le capitalisme. Ensuite, il y a ceux qu'ils repèrent pour le CCI avec les formations internes au CCI (je ne me souviens plus du terme). Cependant, les camarades me disent que des sessions de formation des militants existent au POI sur Paris. On en a quand même fait une sur les événements de Tunisie une fois, qui a été animée par le rédacteur en chef d'IO (Lucien Gauthier), et les camarades du bureau avaient invité quelques militants externes au POI (par exemple un ex-PCF qui connaissait bien le Maghreb)

Je ne suis cependant pas isolé, car un autre camarade (qui n'est pas au CCI) a bien souvent des propos similaires aux miens. Donc si nous n'avons pas tort, à force d'en parler en réunion de section, on finira par réussir à faire avancer certaines idées.

Pour finir ce petit mot, moi qui me considère politiquement comme un socialiste révolutionnaire, et ne me suis jamais considéré comme un « trotskiste », tes mots suivants m'ont fait chaud au cœur (Tous les militants qui dans le monde poursuivent le combat pour la révolution socialiste mondiale sont quelque part des trotskystes, certains en ont conscience, d'autres l'ignorent, peu importe. Jusqu'à son dernier souffle il a eu foi dans la victoire du socialisme.) Il est dommage que des camarades du CCI avec qui je me sens proche sur bien des plans, ne m'aient jamais dit ces mots. Tu as peut-être raison camarade, au fond je commence peut-être avec le temps à prendre conscience que je suis quelque part un trotskyste. Et ça ne me fait pas peur.

Si tu étais en France camarade, je te proposerais de venir débattre avec nous dans nos réunions de comité pour l'unité voire de comité du POI. Tu y aurais largement toute ta place."

Ma brève réponse.

Le cœur y est déjà camarade, mais hélas je ne vois pas comment je pourrais vivre en France ! Tiens, je viens juste de trouver une maison à louer, chère, mais dans un endroit formidable et calme, pour ainsi dire en pleine forêt, je vous mettrais peut-être des photos en ligne dans quelques jours.

Mais c'est un honneur d'être trotskyste, camarade !

Tu prends mes critiques du POI comme je les conçois et pas autrement, comme quoi les Coquema ou (B) Morin sont d'une mauvaise foi incroyable ou de vulgaires dogmatiques... Il y a de nombreux militants de bases du POI qui comprennent ce que j'explique dans mes causeries et qui me considèrent comme un des leurs, tandis que les dirigeants du CCI-POI ont décrété que j'étais l'ennemi n°1 à abattre, selon ce que m'ont rapporté des camarades de ce courant politique du POI, cherchez l'erreur.

Lénine était dans la même situation dans le parti bolchevik, les membres du comité central du parti bolchevik étaient davantage occupés à débattre et polémiquer sur des questions théoriques plutôt que consacrer leur temps à essayer de comprendre la situation et son évolution, comment les travailleurs la vivaient, ce que faisaient en revanche les militants de bases qui étaient en contact quotidiennement avec le prolétariat révolutionnaire. Lénine était à l'écoute des militants de base et du prolétariat, alors que la plupart des dirigeants bolcheviks en étaient coupés ou éloignés, bref n'y comprenaient pas grand chose, d'où leur scepticisme récurrent jusqu'à la veille de la révolution...

Quand j'évoque la formation des militants, je ne pense pas à l'étude de questions théoriques ou à l'histoire de la lutte des classes ou encore du mouvement ouvrier qui est par ailleurs indispensable, je pense avant tout à la méthode à acquérir pour interpréter le monde, le matérialisme dialectique, que l'on ne peut pas maîtriser du jour au lendemain, qui nécessite un apprentissage plus ou moins long selon l'expérience de chacun, un apprentissage sérieux qui ne nécessite pas forcément des facultés particulières ou un niveau intellectuel très élevé ; le chercheur dans son laboratoire manie quotidiennement le matérialisme dialectique, et dès qu'il en sort, il s'avère incapable d'employer cette méthode pour interpréter le monde et n'y comprend pas davantage qu'un ouvrier qui a arrêté l'école à l'âge de 16 ans.

Un militant consacre en moyenne combien d'heures par jour au militantisme, une heure ou deux, on peut envisager qu'il manie le matérialisme dialectique pendant cette durée, admettons qu'il en ait conscience bien que je ne suis pas sûr que cela soit le cas en général, et le reste du temps c'est son inconscience qui prend le dessus, il sera plus ou moins sous l'emprise de l'idéologie dominante qui détermine son comportement, on ne nous fera pas croire qu'il analyse chacun de ses gestes ou chacune de ses paroles en recourant au matérialisme dialectique.

Le but du jeu c'est que la part d'inconscience qui domine chez chaque militant diminue progressivement au profit de la maîtrise de chaque expérience qu'il est amené à vivre, qu'il devienne capable d'interpréter tous les rapports auxquels il sera mêlé ou qui lui seront soumis selon cette méthode, autrement dit que consciemment il soit capable de comprendre que chaque chose ou être passe successivement par différents états, que la loi du mouvement préside à l'existence et à la transformation de la matière, des êtres, de la société, de la nature et de l'univers.

Acquérir une conscience supérieure ou la maîtrise du matérialisme dialectique ne signifie pas qu'on pourrait maîtriser notre destin dans une société où il nous échappe en grande partie, encore moins modifier celui de notre entourage ou l'imposer aux autres, elle sera utile pour nous guider dans la vie et optimiser notre activité militante, on ne doit pas en espérer davantage. De plus, il faut s'avouer dès le départ qu'on ne la maîtrisera jamais parfaitement, ne pas en attendre des miracles, mais c'est indispensable pour penser librement, pour se libérer de la pression de l'idéologie dominante qui pollue notre réflexion, de l'idéalisme qui nous induit en erreur.

Les domaines d'investigation de la pensée humaine sont si variés et si vastes qu'il est impossible à un seul homme de prétendre les couvrir avec succès, sauf exceptions rarissimes, à l'instar de Marx par exemple, bien peu d'entre nous peuvent se vanter de posséder une connaissance encyclopédique et des facultés intellectuelles aussi développées. Donc pour combler en partie cette faiblesse ou lacune, cette méthode est fort utile, surtout pour les militants. Pas besoin d'être professeur en économie pour comprendre comment fonctionne le capitalisme, il suffit d'être armé de la bonne méthode et de l'appliquer aux faits qui se déroulent sous nos yeux...

Attention, il ne s'agit pas d'imposer un mode de pensée ou de vie uniforme sachant qu'il demeurera toujours le produit de l'expérience de chacun dans la société. Le but n'est pas de soumettre la pensée à un nouveau joug, mais de la libérer progressivement de l'ignorance que nous avons héritée à notre naissance pour concevoir la possibilité de vivre dans un monde meilleur...

Il serait intéressant d'analyser comment l'idéologie dominante s'appuie sur l'inversion des rapports de cause à effet, par exemple quand elle prétend que les intérêts qu'elle représente correspondent à l'intérêt général, comment elle dupe travailleurs et militants. On pourrait partir de thèmes comme la liberté, la propriété, la justice, l'égalité, la fraternité, etc. pour démontrer comment insidieusement elle s'y prend pour que les masses adhèrent à des valeurs qui contribuent à les maintenir en esclavage, comment elle les détourne en sa faveur à l'insu des exploitées.

J'arrête là, car il est déjà très tard ici. Bonne continuation à toi et tes camarades du POI.

Sur la situation en Libye.

Apparemment les forces de Kadhafi auraient cessé le combat ou se seraient rendues, et Tripoli serait aux mains des rebelles. Si cette information s'avérait exacte, que Kadhafi n'aurait bénéficié d'aucun soutien des masses pour tenter de sauver son régime, cela confirmerait l'analyse que l'on avait fournie dès le mois de février et qui avait justifié notre position "ni soutien ni condamnation des bombardements des forces de Kadhafi par les impérialistes français, britannique et américain", privilégiant le soulèvement du peuple libyen pour se débarrasser du dictateur, j'ajoutais que si le peuple libyen ne se soulevait pas à Tripoli, c'était parce que la capitale était quadrillée par l'armée et les services secrets de Kadhafi, à aucun moment je n'ai cru en un soutien populaire au tyran, son apparente passivité à Tripoli s'expliquait uniquement par le régime de terreur qu'il faisait régner dans la capitale, ce que les évènements des dernières heures semblent confirmer.

Sur le plan tactique, voici comment j'ai procédé avant de modifier ainsi ma position "ni Kadhafi ni CNT" assortie de la condamnation des bombardements de la coalition impérialiste, en deux temps.

Tout d'abord, j'ai saisi l'occasion de livraisons d'armes lourdes aux rebelles par l'impérialisme parce qu'elles transformaient les rebelles en une armée de mercenaires au service de l'impérialisme qui n'avait plus rien à voir avec l'objectif politique qu'ils s'étaient fixés, puis que les bombardement des forces de Kadhafi aient atteint leur moral, pariant désormais sur sa chute prochaine, j'estimais que dans ces conditions le régime devenait chaque jour un peu plus isolé, bombardements qui faisaient de plus en plus de morts parmi la population civile, qui paralysaient une partie importante de l'activité économique dans la capitale et ses alentours (pénurie d'essence, coupure d'eau et d'électricité), l'ensemble de ces éléments devait sceller le sort du régime à très brève échéance, Kadhafi ne pourrait pas compter sur le soutien du peuple libyen pour sauver son régime et sa peau.

Depuis le premier jour, mes positions et mes discours reposaient sur un seul facteur : la capacité de résistance des masses libyennes, leur soif de liberté, soit sous le forme d'une lutte armée, soit sous la forme de la passivité, on devrait plutôt dire de la neutralité bienveillante face aux rebelles. C'est la conjonction des deux qui a eu finalement raison du dictateur une fois l'aviation et l'artillerie lourde de Kadhafi réduite au silence ou en grande partie détruite par les bombardements de l'OTAN. Ce n'est pas l'OTAN qui a délivré le peuple libyen du dictateur Kadhafi, mais bien le peuple libyen lui-même.

Nous ne sommes pas sans savoir que la situation en Libye présente des contradictions et que bon nombre de questions restent

en suspend, que la victoire du peuple libyen sur Kadhafi n'aurait pas pu avoir lieu sans les bombardements de l'OTAN des forces de Kadhafi, comme il est exact que sans la mobilisation des masses révolutionnaires libyennes ces bombardements seraient restés sans effet. Nous avons estimé que ce soutien opportuniste de l'impérialisme renforcerait la détermination des forces révolutionnaires libyenne et finirait par convaincre les masses indécises ou plus arriérées à rompre avec le régime, ce qui s'est passé.

Voilà une première analyse à chaud, attendons la suite.

Les camarades qui ont eu le courage et l'audace de partager mes analyses et mes positions n'ont pas à en rougir, ils ont le droit d'en être fier, les faits nous ont donné raison camarades. La lutte des classes va pouvoir se développer en Libye, alors qu'elle était muselée sous la dictature du colonel Kadhafi. C'était notre objectif politique prioritaire. L'avenir du peuple libyen appartient à lui seul hier comme demain : à bas l'ingérence impérialiste dans ses affaires !

Entre nous camarades, si la position défendue par les dirigeants de tous les partis ouvriers, organisations et groupes de militants sans exceptions s'était imposée, pour le peuple libyen cela aurait signifié que Kadhafi resterait au pouvoir pendant peut-être de longues décennies supplémentaires. On ne veut pas retourner le couteau dans la plaie, mais tirez-en la leçon camarades : les principes aussi justes soient-ils ne sauraient en aucune circonstance se substituer à l'analyse de la situation, et leur emploi aveugle ou dogmatique ne peut conduire qu'à défendre une position inappropriée ou pire, contre-révolutionnaire. Et ne parlons pas de l'amalgame honteux qui a été fait avec l'Irak ou l'Afghanistan pour justifier une position erronée.

On nous rétorquera que la partie est loin d'être gagnée et que l'OTAN va revendiquer la victoire en Libye, à ceci près que ce sont les masses libyennes qui se sont sacrifiées pour se libérer du joug du dictateur Kadhafi et non les soldats de l'OTAN. A ce titre, cette victoire appartient au peuple libyen et cela m'étonnerait qu'il l'interprète autrement. Il va exiger en retour de ses sacrifices la part du butin qui lui revient, comme en France, en Italie et les pays d'Europe de l'Est libérés du IIIe Reich en 1945 le prolétariat fit valoir ses exigences démocratiques.

Le prochain objectif politique des masses libyenne va être d'exiger de nouveaux droits politiques et sociaux en liaison avec le combat pour chasser les impérialistes de Libye. Place à la lutte des classes en Libye !

Un mot sur le site.

D'ici la fin du mois je vais essayer de corriger les erreurs qui sont à l'origine de l'impossibilité de télécharger certains fichiers, j'ai constaté qu'il m'est arrivé parfois d'oublier de les télécharger dans le serveur ! A cause de la fatigue ou parce que j'ai été dérangé, peu importe. Bien que le mois d'août soit un mois creux, vous avez quand même téléchargé plus de 830 documents depuis le 1er août.

## Politique

France.

En famille.

*'Aujourd'hui, il voudrait nous dire 'union nationale'. Je lui dis 'oui, monsieur le président, il faut être sérieux, mais soyons-le tout de suite'. 'Il faut agir maintenant', a dit Martine Aubry sur BFM-TV et RMC.*

*'Pour moi, la politique, ce n'est pas des slogans, vous savez son slogan 'travailler plus pour gagner plus'. Aujourd'hui, c'est 'changeons la Constitution pour ne rien faire', a-t-elle ajouté. La 'règle d'or' consiste à inscrire dans la Constitution l'objectif d'équilibre des finances publiques. (lemonde.fr 21.08)*

On ne saurait être plus explicite, le PS a choisi son camp, il situe ouvertement son combat politique au côté de l'UMP contre la classe ouvrière. Le PS, un parti ouvrier, quel militant osera encore le soutenir ? Quel militant pourra soutenir qu'on puisse adhérer à ce parti sans savoir qu'il situe son combat dans le camp du capital contre le travail ?

Ce n'est pas nouveau notez bien, aussi loin que vous remonterez dans le temps, pour peu que vous ayez en permanence à l'esprit l'objectif du combat du mouvement ouvrier et que vous ne vous en écartiez pas, l'émancipation du capital, vous constaterez que les positions adoptées par PS et la SFIO n'ont jamais servi autre chose que la cause de notre ennemi. Et quand il s'est placé au côté de la classe ouvrière, c'était soit pour la trahir, soit pour lui interdire d'en tirer profit sur le plan politique, afin qu'elle demeure subordonnée au capitalisme et aux institutions.

Le PS et ses satellites sont des instruments du capital. Tout autre caractérisation consiste à privilégier les apparences ou les illusions que les masses peuvent placer en eux, au lieu de dénoncer leur imposture et de la combattre en tant que tel.



## Economie

### 1- Allemagne

"Les euro-obligations sont tout à fait la mauvaise réponse à la crise du moment", a-t-elle dit, dans un entretien à la chaîne ZDF qui soit être diffusé dimanche. "Elles nous amèneraient à une union de la dette et non à une union de la stabilité".

L'émission d'euro-obligations ("eurobonds") coûterait des milliards d'euros à l'Allemagne chaque année, selon des calculs du ministère allemand des Finances cités par l'hebdomadaire Der Spiegel.

"La première année cela signifierait 2,5 milliards d'euros d'intérêts en plus pour le budget (du ministre des Finances) Wolfgang Schäuble et la seconde année les coûts seraient deux fois plus élevés", écrit Der Spiegel dans des extraits de son enquête transmis à la presse.

Au bout de dix ans, le coût total serait de 20 à 25 milliards d'euros, selon les calculs du ministère des Finances. (Reuters 21.08)

Schäuble ment ou ne sait pas compter, 20 à 25 milliards d'euros sur 10 ans, c'est une goutte d'eau en comparaison de la dette allemande, du budget de l'Etat, en réalité il faudrait multiplier ce chiffre par 10 au moins au regard des milliers de milliards d'euros de dettes accumulées par l'ensemble des Etats de la zone euro ou de l'UE, à moins qu'il accepte d'avance de maintenir cette dette à un niveau très élevé, ce qu'il ne précise pas.

### 2- Etats-Unis

Le vice-président américain Joe Biden a tenté de rassurer une nouvelle fois Pékin sur la solidité de l'économie américaine dimanche en assurant que les Etats-Unis ne seraient jamais en défaut de paiement.

"Les Etats-Unis n'ont jamais été en défaut de paiement et ne seront jamais en défaut de paiement", a déclaré Biden lors d'un discours à Sichuan, dans le sud de la Chine.

La Chine est le plus grand créancier étranger des Etats-Unis. Ses investissements en dollars représenteraient quelque 70% de ses réserves de changes, estimées à 3.200 milliards de dollars.

Les investissements chinois en dollars sont sans risques, a assuré Biden, au cinquième et dernier jour de sa visite en Chine. (Reuters 21.08)

Des économistes expliquent que les Chinois sont les dindons de la farce dans cette histoire, parce qu'ils détiennent un gigantesque volume de dollars dont la véritable valeur ne dépassent pas le coût de leur fabrication... Les bons du Trésor américain acquis par la Chine sont rémunérés à un taux proche de zéro fixé par la Fed...

Le régime chinois se survit à lui-même grâce à l'accord politique qu'il a passé avec l'impérialisme américain : on finance votre déficit, vos guerres, etc. en échange des centaines de milliards de dollars que vous investissez dans notre pays pour assurer son développement, ce qui nous permet de conserver le pouvoir...

Aurait-on oublié la nature de ce régime ?

Bâti dès le départ sur le modèle stalinien, dictature du parti unique qui se confond avec l'Etat, au bout du compte la caste bureaucratique au pouvoir continue de gérer le pays pour son propre compte ; véritable parasite greffé sur la propriété collective des moyens de production, corrompue jusqu'à l'os, incapable de développer le pays sans prendre le risque de voir son pouvoir contesté, elle a dû accepter quelques concessions aux capitalistes qui aboutissent finalement au même résultat, les mouvements sociaux qui se développent dans tout le pays sont là pour en témoigner. Ce qui se profile à terme à défaut d'une révolution politique pour renverser le régime en place, c'est le rétablissement du capitalisme sur l'ensemble du pays.

Pourquoi les différents impérialistes ont-ils délibérément décidé de maintenir le continent africain dans des conditions misérables ? Pour ne pas donner de "mauvaises" idées au peuple, qu'il ne se mette pas à rêver à des jours meilleurs ! Pour la même raison qu'en Chine, car dès lors qu'un pays se développe, que les masses sont plus instruites, qu'elles bénéficient de meilleures conditions de travail ou de vie, de droits démocratiques ou politiques, elles en réclament toujours plus, elles exigent de nouveaux droits sociaux et politiques incompatibles avec la poursuite de leur exploitation forcée ou la confiscation des fruits de leur travail par une caste de bureaucrates, de militaires, de capitalistes complices des multinationales qui pillent les richesses de leur pays.

L'Etat dans la plupart des pays africains et asiatiques est soumis au pouvoir des propriétaires des moyens de production qui

ainsi indirectement financent l'armée, corrompent les fonctionnaires et gangrènent l'ensemble de la société. La collusion entre le pouvoir de l'argent et le pouvoir politique qui est à l'origine de la corruption généralisée dans ces pays, est le ciment de ces régimes. S'attaquer à la corruption, c'est s'attaquer au liant qui assure la stabilité de ces régimes antidémocratiques.

On comprend que des voix s'élèvent en Inde contre la campagne engagée par Anna Hazare au prétexte que d'autres causes seraient plus urgentes, pour en réalité détourner les Indiens du principal facteur dont se nourrit le régime et qui est à l'origine du sous-développement de ce pays. Rien d'étonnant que ces voix réactionnaires proviennent du Parti du congrès qui représente les intérêts des familles les plus riches du pays, Mittal, Birla, Ambani, Tata, Bajaj...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 23 août

Pour compléter ma réponse au courriel d'un militant du POI.

La formation des militants devrait s'étendre au décryptage de l'information, comment lire un article de presse, une info entendue à la télé ou à la radio, comment l'idéologie dominante a envahi tout l'espace culturelle et artistique, tous les rapports dans la société, vaste programme destiné également aux travailleurs en général. Exercice qui nécessite aucun moyen particulier, n'importe quel support peut faire l'affaire, un quotidien, un magazine, une photo.

On procède un peu comme ce qui se pratique en formation en entreprise. On demande à chacun d'écrire en quelques mots sur une feuille de papier comment il interprète le contenu d'un article, d'une publicité, la couverture d'un magazine, ensuite on lit à haute voix ce que chacun a écrit, après on demande aux participants de corriger ou compléter les interprétations de leurs petits camarades, on peut écrire tout cela sur un tableau, l'animateur de cette formation évite d'intervenir, son rôle se borne à mettre en évidence les lacunes ou faiblesses détectées et à préciser la méthodologie.

Cet exercice doit être accompagné d'un support didactique distribué à chaque participant au début ou à la fin du cours. Cela fait très scolaire direz-vous, si vous connaissez une autre méthode aussi économique, contactez-nous. Il ne doit pas s'agir d'un cours isolé, il doit être renouvelé et s'étaler sur plusieurs mois, et s'inscrire dans un cycle de formation permanente auquel les militants doivent adhérer volontairement.

On peut aussi envisager des cours qui porteraient sur la psychologie, apprendre à distinguer l'état d'esprit de la conscience politique, l'être individuel et l'être social, le caractère et la personnalité, etc.

Hier on a abordé succinctement le matérialisme dialectique, on pourrait préciser par l'étude des rapports de cause à effet, les contradictions inhérentes à toute chose, la loi du mouvement, les différents états de la matière, qu'est-ce que l'empirisme, la logique, la logique dialectique, les différents états de la dialectique, la transformation de la quantité en qualité, ne pas confondre pourquoi (cause) et pour quoi (but), manière et moyen, etc. Anti-Dühring d'Engels regorge d'exemples simples qui pourraient servir de points de repère.

En politique, qu'est-ce qu'on veut dire par dogmatisme, sectarisme, éclectisme, marxisme, que signifie faire la part des choses, faire preuve de mesure, qu'est-ce qu'on entend par principe, idéalisme et matérialisme, philosophie, métaphysique et religion, idéologie, doctrine et théorie, etc. Une fois armé de ces outils, on peut passer à l'histoire de la lutte des classes, du mouvement ouvrier... Si vous procédez à l'inverse, par exemple vous aurez du mal à assimiler les différentes formes de régime que peut prendre la dictature du capital. Surtout que le but de cette formation n'est pas seulement de former des combattants conscients ou capable de penser par eux-mêmes, mais aussi de transmettre ces connaissances à d'autres travailleurs ou militants.

Notre objectif est que l'ensemble du parti progresse sur le plan théorique et politique, que chaque militant trouve sa place dans le parti et s'y sente bien, mais aussi que la conscience des masses exploitées progresse au travers de notre intervention dans la lutte des classes, on ne suit pas cette formation pour se faire plaisir ou la garder pour soi, on doit être animé en permanence par un état d'esprit collectif, on poursuit un objectif collectif... Cela ne peut que renforcer les liens et la fraternité entre militants, renforcer le parti.

On pourrait demander à chaque militant comment il conçoit le militantisme, même à de vieux militants, je suis sûr que les réponses qu'on obtiendrait seraient surprenantes et pleines d'enseignements. La critique ou la polémique encore moins le jugement n'aurait pas le droit de citer dans ce genre de cours, il s'agirait plutôt de partir des expériences de chacun pour en tirer le maximum d'enseignements qui profiteront à tous, l'animateur du cours ayant pour tâche de rendre lisible à chacun des participants l'expérience de chaque militant pour que le cours profite à tous, qu'on soit ouvrier, technicien ou intellectuel. Mettre en présence ouvriers et intellectuels dans un tel cours permettrait aux uns et aux autres de se parler tout d'abord, ensuite de mieux

se comprendre, puisqu'on est complémentaire et l'on ne peut pas se passer des uns ou des autres. Il pourrait aussi y avoir un cours consacré à l'apport des ouvriers et des intellectuels au parti.

Le problème de tous les partis qui comptent parmi leurs dirigeants de nombreux enseignants, c'est qu'ils mettent la charrue avant les boeufs, en caricaturant, c'est demander à une personne qui ne sait pas lire ce qu'elle a pensé de l'analyse qu'on vient de faire d'un ouvrage littéraire, comme si cela pouvait lui servir à apprendre à lire ou remplacer l'apprentissage de la lecture. On comprendra aisément que dans ces conditions elle ne saura jamais lire, ce que m'ont confirmé par courriels des camarades qui militaient pourtant depuis des décennies.

Vous ne pensez pas qu'un parti qui prendrait au sérieux ces propositions progresserait forcément, fidéliserait ses militants ? (A suivre)

Je proposerais même que tous ces sujets fassent l'objet d'articles dans le journal, qu'une page y soit consacrée chaque semaine. Le combat contre l'idéologie (bourgeoise) dominante ne passe-t-il pas par le combat pour la défense du matérialisme dialectique (et historique) ? Cela ne concerne pas seulement les syndicalistes, les militants politiques, mais la totalité des travailleurs.

Autre chose.

Je propose un gros titre pour la couverture des hebdomadaires du POI, du NPA ou de LO : *Sarkozy et la dictature de la "règle d'or" : à quand la chute ?* en référence à Kadhafi, ou encore *Une seule règle : à bas tout gouvernement de la dette !* qu'il soit de l'UMP ou du PS.

Non, c'est gauchiste, sans doute, comme d'affirmer qu'un président minoritaire et illégitime ne devrait plus être au pouvoir et viole la démocratie.

J'ai mis en ligne la lettre de démission du PG de Claude Debons (lire plus loin), parce qu'elle fournit des indications intéressantes sur les véritables intentions des fondateurs de ce parti inféodé au capital, des arguments supplémentaires pour le combattre.

Pour se détendre. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

- A Marseille, un employé cambriole la banque où il travaille (l'express.fr 22.08)

Voilà où mène l'individualisme, c'est collectif qu'il faut jouer ce coup-là camarade travailleur !

Incurable

- La Fed soignera l'économie américaine à l'homéopathie (Reuters 22.08)

Ne vous fiez pas à ce titre trompeur, l'homéopathie soigne, mieux elle s'attaque au terrain sur lequel a germé la maladie, à rétablir un équilibre biologique que l'on appelle la santé, contrairement à l'allopathie qui ne traite que le virus ou la bactérie indésirable.

Le titre aurait dû être : Comment la Fed s'apprête à vider un océan de dettes à la petite cuillère.

En quoi cela consiste, selon Reuters, exercer une pression à la baisse sur les taux moyens et longs en modifiant la pondération des actifs de la Fed en faveur d'instruments à maturité plus longue. Cela peut se faire en se refinançant à échéance plus longue lors de l'arrivée à terme de titres ou en échangeant des titres courts pour des effets plus longs.

Une méthode décriée quand il s'est agit de la Grèce, si je ne me trompe pas. Chut, c'est la Fed, elle peut tout se permettre !

## Politique

1- France.

1.1- Le réformisme est mort !

Claude Debons, ancien syndicaliste de la CFDT vient de quitter le PG. Membre fondateur du PG (en novembre 2008 après la sortie du PS de Mélenchon), Debons critique, dans une lettre datée du 27 juillet que Libération.fr s'est procurée, l'évolution de sa formation.

«*Faute d'avoir su faire vivre un certain pluralisme des idées et des expériences*», Debons regrette un PG à l'«*orientation trop souvent "gauchiste"*», «*un centralisme inadapté à notre époque*», «*dans le registre de la protestation et du témoignage*» et avec «*des rapports au reste de la gauche dans un registre "néo-NPA" [qui empêche] de s'adresser efficacement aux électeurs de*

*gauche qui votent socialiste.»* Conséquence: *«Les analyses et orientations actuelles ne permettent pas de sortir d'une posture propagandiste et de hisser le vote Front de Gauche à un niveau d'utilité et de crédibilité élevé.»*

*«Ces évolutions ont conduit nombre de militants avant moi, pourtant venus avec enthousiasme pour participer à cette aventure et "faire de la politique autrement", à partir»,* poursuit l'ancien de la CFDT.

En retrait depuis quelques mois, Claude Debons avait déjà quitté la direction du PG lors du congrès du Mans en novembre 2010. Il avait alors critiqué un positionnement politique trop radical de la part de Jean-Luc Mélenchon. (liberation.fr 22.08)

1.2- PS. Plus royaliste que le roitelet. Royal est fébrile, elle a ses règles...

Ségolène Royal, candidate à la primaire PS, a répondu lundi à François Fillon par une tribune publiée dans Le Figaro, en lui proposant d'ajouter à sa "règle d'or" budgétaire sept autres règles, de diamant, d'argent, de fer... visant à aboutir à un "ordre social juste". (lexpress.fr 22.08)

Elle a oublié la règle en bois comme les chèques du même nom ! Crise d'infantilisme, sénilité précoce, populisme tout azimut ou elle doit vraiment prendre les électeurs pour des débiles profonds. Après tout, elle a peut-être simplement entendu des voix !

1.3- PS. Affaire Strauss-Kahn. La honte jusqu'à la lie.

Les réactions des socialistes n'ont pas tardé à se faire attendre, suite à l'abandon des charges contre Dominique Strauss-Kahn.

Martine Aubry s'est déclarée "très heureuse", insistant penser "avec énormément d'affection à Dominique et Anne".

Pour Jean-Marie Le Guen "on a besoin de sa parole".

Toujours sur BFM TV, Jack Lang a immédiatement appelé à ce que Dominique Strauss-Kahn "joue un rôle dans l'élection présidentielle", ne doutant pas "qu'il sera très présent".

Harlem Désir a fait part de son "immense soulagement", parlant aussi d'un "heureux dénouement que tous ses amis espéraient". Le premier secrétaire par intérim a également adressé "le plus chaleureux témoignage d'amitié (...), ainsi que tous mes vœux pour qu'il reconstruise rapidement sa vie." (lepost.fr 22.08)

Commentaire d'internautes.

1- "Bien que non concluantes, les preuves réunies au cours de l'enquête "correspondent à une relation sexuelle non-consentie", a indiqué le bureau du procureur, qui a demandé aujourd'hui au juge chargé de l'affaire d'abandonner les poursuites contre l'ancien patron du FMI."

Non consentie et le gars est à accueillir comme le messie???

2- Conclusion logique : il n'y a pas de justice.

3- "Le procureur précise aussi qu'il y a bien eu relation sexuelle entre la femme de chambre et l'ancien directeur du FMI. Et il note que cette relation était probablement "non consentie"."

Et tout ce petit monde de se réjouir parce que cet homme est "blanchi" (sur les papiers)...blanchi de quoi? on ne sait pas vraiment... en lisant entre les lignes on voit que la femme de chambre a été forcé...mais il est libre...c'est stupéfiant et incompréhensible à la fois!

4- C'est quoi ,la différence entre un rapport sexuel non consenti ... et un viol ??? Je crois bien que dans cette affaire ,on nous prend pour des cons de première zone !

5- Conclusion : c'est un "probable violeur", qu'on doit continuer à considérer comme "présumé innocent", faute de procès.

Commentaire :

Tout est dit ici, quel ramassis de pourritures ce parti !

Ils ont raison au PS, 1- mettez-le en avant, vous allez vous faire massacrer par l'UMP ; 2- l'ordre "juste" version PS a de quoi

donner envie de vomir à ses sympathisants, on ne le regrette pas évidemment ; 3- comment un tel parti pourrait-il inspirer confiance à des travailleurs au point de mettre leur sort entre ses mains? Il y en a malgré tout, on les placera dans la même catégorie que les travailleurs les plus arriérés sur le plan politique que notre politique ne peut pas atteindre.

## 2- Libye. Les prédateurs sortent du bois

La Banque mondiale est prête à reprendre le contact avec la Libye, a indiqué lundi un porte-parole de cette institution.

"*La Banque reprendra le dialogue avec la Libye dès que nous pourrons être utiles pour aider à la reconstruction du pays*", a indiqué ce porte-parole dans un courriel, précisant que cela se ferait en accord avec les actionnaires de l'institution, où les États-Unis jouent un rôle dominant. (lepoint.fr 22.08)

L'italien Eni, qui était le principal producteur étranger de pétrole en Libye, a fait son retour dans le pays lundi, alors que les rebelles saluant la fin du régime de Mouammar Khadafi prévenaient les sociétés chinoises et russes qu'elles risquaient de perdre des contrats pour n'avoir pas soutenu la rébellion.

Total a par ailleurs indiqué qu'il suivait avec attention la situation en Libye pour évaluer quand ses activités pourraient reprendre.

La chute du régime libyen pourrait ouvrir les plus grandes réserves pétrolières d'Afrique à de nouveaux acteurs, comme la compagnie nationale du Qatar ou la société de négoce Vitol, qui seront en concurrence avec les géants européens ou américains présents avant l'insurrection.

"*Nous n'avons pas un problème avec les pays occidentaux comme les entreprises italiennes, françaises et britanniques. Mais nous pouvons avoir quelques problèmes politiques avec la Russie, la Chine et le Brésil*", a dit à Reuters Abdeljalil Mayouf, directeur de l'information de la compagnie pétrolière pro-rebelles AGOCO.

Selon un sondage Reuters, il faudra jusqu'à un an pour relancer la production libyenne à au moins un million de barils par jour et jusqu'à deux ans pour revenir aux niveaux d'avant guerre.

Avant le déclenchement de l'insurrection en Libye, le pays, membre de l'Opep, produisait environ 1,6 million de barils par jour (bpj), soit près de 2% de la production mondiale.

Selon le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini, des employés d'Eni sont arrivés sur place pour superviser un redémarrage des installations pétrolières dans l'est du pays, même si les combats se poursuivaient dans la capitale.

"*Les installations ont été construites par des Italiens, par la (société de services pétroliers) Saipem, et par conséquent il est clair qu'Eni jouera le premier rôle (en Libye) à l'avenir*", a déclaré Frattini au micro de la Rai.

Les analystes et les spécialistes du secteurs estiment que Total et Eni pourraient émerger comme les grands gagnants de la redistribution des cartes en Libye du fait du fort soutien dont ont fait preuve Paris et Rome à l'égard des rebelles.

L'appui militaire du Qatar et logistique de la société Vitol pourraient également permettre à de nouveaux acteurs de prendre pied dans le pays.

"*Le Qatar sera un gros acteur, Vitol pourrait en être un. Shell souhaite également renforcer son rôle*", juge un consultant occidental spécialiste des risques et au fait des négociations.

La plupart des géants pétroliers américains comme Marathon, ConocoPhillips ou Hess, ont adopté une attitude beaucoup plus prudente concernant la Libye

"*Ils sont simplement en train d'attendre et d'essayer de déterminer qui dirige ce pays*", indique ce consultant, qui conseille plusieurs entreprises américaines à propos de la Libye.

BP, qui ne produisait pas encore dans le pays, a dit vouloir y retourner pour reprendre ses explorations, mais sans donner de calendrier. (Reuters 22.08)

## Social

1- Monsieur le Premier ministre, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, nous sommes à vos côtés !

Jacques Voisin a été le premier à s'entretenir, dimanche, avec le premier ministre. Le président de la CFTC a demandé à François Fillon que les mesures qu'il s'appête à prendre soient «compatibles avec la croissance et équitables» et qu'elles n'aient pas «d'impact sur l'emploi et les minima sociaux».

Jean-Claude Mailly a quant à lui «poussé» deux points majeurs à ses yeux: «la préservation des services publics et la protection des mesures collectives», comme les avantages fiscaux accordés à la délivrance de tickets repas ou la mise en œuvre d'une complémentaire santé.

Lors de son entretien, François Chérèque a de son côté insisté sur «la nécessité de mettre en œuvre des mesures de soutien social aux salariés et entreprises afin d'éviter un blocage de l'économie.» (lefigaro.fr 22.08)

Ou comment légitimer le gouvernement et sa politique ultra réactionnaire...

2- Parole de patron. Le mensonge ne tue pas encore.

Les entreprises françaises ne peuvent pas payer davantage de taxes et veulent conserver les subventions pour les heures supplémentaires, a déclaré sur France 2 lundi la présidente du Medef Laurence Parisot.

"Les entreprises françaises (...) sont les plus taxées au monde. Donc, si nous voulons gagner des dixièmes de points de croissance, il ne faut surtout pas en ce moment pénaliser les entreprises, il ne faut surtout pas aggraver leurs coûts de production", a-t-elle dit.

La présidente du Medef suggère à l'Etat de déléguer des services publics au privé afin de faire des économies et de stimuler l'activité.

Laurence Parisot demande aussi le maintien des aides pour les heures supplémentaires. "C'est un mécanisme vertueux, ce serait dommage de le dégrader, encore plus de le supprimer". (Reuters 22.08)

"Les entreprises françaises (...) sont les plus taxées au monde", alors que Total ne paie pas d'impôt sur les bénéfices ! "gagner des dixièmes de points de croissance", alors qu'elle n'atteindra pas 2% en 2011, elle délire, elle a dû lire cela dans un sondage de l'Ifop !

## Economie

BCE.

La Banque centrale européenne (BCE) a dépassé le cap des 100 milliards d'euros d'obligations publiques d'Etats de la zone euro en difficulté achetées. En une semaine, la Banque a racheté 14,29 milliards d'euros de titres de dette, selon un chiffre publié lundi 22 août.

Le volume cumulé de ces rachats de la BCE sur le marché secondaire de la dette, un programme lancé en mai 2010 en pleine crise grecque, atteint désormais 110,5 milliards d'euros. La BCE poursuit ainsi ce programme réactivé il y a une quinzaine de jours après une pause de près de cinq mois.

A présent, la BCE vient au secours des obligations italiennes et espagnoles, selon les économistes, ce qui explique des volumes d'achats sensiblement plus élevés que par le passé. L'institution monétaire a l'intention de poursuivre ce programme cette semaine, est-il précisé dans un communiqué publié sur son site Internet. (lemonde.fr 22.08)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 24 août

Qu'est-ce qu'on est bête parfois !

- (règle d'or) Cette règle des 3% existe déjà dans les critères de convergence du traité de Maastricht, elle a donc valeur constitutionnelle. (20minutes.fr 23.08)

Mais c'est bien sûr ! Et elle n'a pas été respectée ? Non, franchement, dans quel monde on vit ! Si le combat contre le traité de Maastricht et celui contre la "règle d'or" n'ont pas été conçus dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions, ils n'ont servi strictement à rien.

Je continue avec le TCE, non, on verra cela plus tard. Comment doit-on caractériser cette conception de la lutte de classe, sur quoi repose-t-elle, ne faudrait-il pas en changer ? Notez bien que ce n'est pas la mienne, j'ai acquis la fâcheuse habitude de réfléchir un peu avant de m'engager dans quoi que ce soit, et si je cours après un objectif que je sais hors de ma portée, c'est parce que je sais que cela va me rapporter quelque chose et que je devrai m'en contenter.

Qu'est-ce que j'ai en tête, devinez ? Le parti voyons ! C'est incurable décidément.

Ce n'est pas pour rien qu'on dit que la vie demeure la meilleure école pour élever son niveau de conscience. J'étais parti vivre en Inde en espérant pouvoir m'y épanouir, quelle illusion ! c'était plus de 10 ans avant que je renoue avec le militantisme, depuis je survis et je m'en contente, alors que si j'étais resté en France, quoi, je ne sais pas au juste, je ne serais certainement plus là pour vous causer ou j'en aurais été incapable, ce qui serait revenu au même en plus dramatique et pénible, on ne meurt qu'une fois heureusement !

Les idées dominantes sont celles de la classe dominante, démonstration.

Apparemment des camarades interprètent la chute du régime du colonel Kadhafi comme une victoire de Sarkozy et de la coalition impérialiste, qui y a participé dans un but purement mercantile digne des guerres de rapine des siècles précédents.

Ils se font ainsi consciemment ou non l'écho de la propagande gouvernementale reprise en boucle par les médias, qui consiste à interpréter les faits en fonction des intérêts qu'ils représentent ou d'un objectif politique, qui en toile de fond sert de guide à l'orientation de leur discours, ce que ces militants semblent oublier ou ne pas discerner clairement.

Le roitelet plastronne du haut de ses talonnettes parce qu'il s'approprie une victoire qui n'est pas la sienne, voilà qui suffit à tourner la tête de militants. Depuis le 17 février qu'ont commencé les combats en Libye, nous avons commis une seule erreur que l'on qualifiera de mineure : de ne pas avoir préparé les militants à cette effusion de déclarations de la part des va-t-en guerre en France et dans le monde après la chute du dictateur libyen, ce qui était prévisible et inévitable, apparemment pas pour tout le monde. Que cela nous serve de leçon pour la prochaine fois.

Mais en quoi cela change-t-il quelque chose à la situation sur place en Libye ? En rien, absolument rien. Aurions-nous dû déterminer notre position en fonction de cette posture de Sarkozy ? Aurions-nous dû interpréter la situation uniquement en fonction des gesticulations du pantin désarticulé du Palais, auraient-elles dû dicter l'orientation de notre analyse ? Consciemment nous avons agi à l'inverse, tout en connaissant depuis le départ les plans conçus par l'impérialisme français, nous avons privilégié la capacité des masses libyennes à se libérer de ce tyran.

Avons-nous eu tort de permettre ainsi au prolétariat libyen de pouvoir poser les bases d'une véritable lutte de classes qui jusqu'alors était étouffée par un régime despotique ? Avons-nous eu tort de lui permettre demain de s'organiser en syndicats et partis indépendants de l'Etat, à son avant-garde révolutionnaire de construire son parti ? Cette dernière doit être extrêmement faible, pour ne pas dire quasiment inexistante, comme en France ou dans d'autres pays à d'autres époques, après guerre par exemple quand les militants trotskistes se comptaient sur les doigts de la main, non ?

Oui mais ce soulèvement révolutionnaire a été perverti par le soutien qu'il a reçu de l'OTAN, il ne pourra atteindre son objectif... Mais quel objectif camarades, quel objectif, un Etat ouvrier, le socialisme ? Foutaise, jamais ce soulèvement ne s'est fixé un tel objectif, il en était incapable et jamais nous ne lui avons fixé tellement il en était éloigné, il fallait se bercer d'illusions pour le croire. Sérieusement, en prenant en compte tous les facteurs susceptibles de jouer un rôle de premier plan au cours du développement de la révolution lybienne, quel autre objectif les masses libyennes pouvaient-elles se fixer en dehors de la chute de Kadhafi et le régime qu'il incarnait à lui tout seul ? J'ai ajouté cette précision, car contrairement à la Tunisie ou à l'Egypte ou les régimes ne se confondaient pas entièrement dans les personnes de Ben Ali et Moubarak, en Libye Kadhafi concentrait tous les pouvoirs, il suffisait que son pouvoir soit ébranlé ou que les militaires le perçoivent ainsi, pour qu'ils n'offrent pratiquement pas de résistance à la prise de la capitale Tripoli. En comparaison, en Tunisie et en Egypte l'armée s'est posée en garante de la défense du régime en place, des institutions, ce qui ne pouvait être le cas en Libye où tout est à construire ou à reconstruire.

C'est dans ce contexte que les masses libyennes ont la possibilité désormais de faire valoir leurs revendications sociales et politiques, sans oublier que chaque libyen est armé aujourd'hui. Elles ont refusé que des troupes de l'OTAN combattent à leur côté, elles ne sont pas complètement dupe non plus des arrières-pensées qui animent depuis le début la coalition impérialiste...

On nous dit que le pétrole libyen avait été nationalisé sous Kadhafi et que demain il sera privatisé, etc. Qui profite de la nationalisation du pétrole en Libye ? Le prolétariat et la paysannerie libyenne, si tel était le cas pourquoi n'ont-ils pas combattu à ses côtés, pourquoi n'ont-ils pas accouru en masse pour sauver son régime si généreux avec eux ? Cette nationalisation du pétrole avait connu des entailles au cours des années précédentes, il semblerait que des multinationales de différents pays s'en soient mis plein les poches pendant cette période au détriment du peuple libyen, non ?

Dans quel pays du monde l'Etat est-il encore vraiment propriétaire de ses ressources naturelles ? L'Etat accorde des concessions

pour des durées limitées dans le temps à des compagnies pétrolières, qui exploitent les champs pétrolifères, procèdent ou non à des opérations de raffinage sur place et versent des dividendes à l'Etat selon les accords signés entre eux. C'est bien cela n'est-ce pas ? Il en va de même pour les mines de fer, de cuivre, d'étain, etc.

Sur le plan politique, la révolution libyenne serait manipulée par le CNT, qui est une incarnation de l'impérialisme français, en voilà une sacrée découverte si c'est cela qui vous tracasse vraiment, il va être installé un gouvernement et un régime à la botte de la France qui sera plus ou moins démocratique, etc. Tiens donc, en souriant j'avais envie d'ajouter : plus ou moins démocratique comme en France sans que cela n'ait vraiment choqué outre mesure le mouvement ouvrier au cours du XXe siècle, en dehors de son avant-garde réduite à une peau de chagrin.

Je l'ai déjà dit plus haut : mais vous vous attendiez à quoi au juste camarades, à un miracle, que les masses arriérées libyennes se hissent d'un coup de kalashnikov à la hauteur du programme de la révolution socialiste.

Vous avez déjà oublié le dilemme délicat auquel le peuple libyen était confronté : soutenir un tyran au pouvoir depuis 42 ans pour qu'il y demeure ou ses fils pendant encore de longues années, ou accepter à contrecœur le soutien d'une coalition impérialiste qui ne lui voulait pas particulièrement du bien mais qui lorgnait davantage sur son pétrole et son gaz pour que d'autres impérialismes n'en profitent pas, ce qui n'était pas à proprement parlé son problème, pour se débarrasser d'un régime despotique et espérer un avenir meilleur à l'issue de son combat, des droits politiques et sociaux...

Entre nous, je vais vous dire un truc. Je vis à Pondichéry dans le sud de l'Inde depuis près de 20 ans, Pondichéry était un ancien comptoir français jusqu'à la fin des années 50 ou le début des années 60, donc après l'indépendance de l'Inde proclamée en 1947. Pondichéry a conservé en grande partie l'organisation administrative et judiciaire héritées de la colonisation, ce qui en fait un territoire à part en Inde. La ville est enclavée dans l'Etat du Tamil Nadu, j'habite au Tamil Nadu à deux kilomètres de l'ancien octroi (frontière si vous voulez) que j'ai connu il y a 20 ans, qui séparait le Territoire de Pondichéry de l'Etat du Tamil Nadu.

J'ai vécu plusieurs années dans les faubourgs et la banlieue de Pondichéry. Il m'est arrivé malheureusement de rencontrer des problèmes graves (violence physique notamment) avec des Indiens. J'ai porté plainte cinq fois aux autorités pour défendre mes droits, et cinq fois mes plaintes ont été prises en compte. Depuis que je vis au Tamil Nadu, j'ai porté plainte huit ou neuf fois essentiellement contre les voyous de mon village, pas une seule de mes plaintes n'a abouti, il a fallu faire intervenir le consul de France qui est intervenu auprès de la plus haute autorité de cet Etat pour qu'on me foute un peu la paix. Je connais des milliers de personnes vivant à Pondichéry pour avoir enseigné plusieurs années dans cette ville. J'ai discuté avec un tas de gens de différentes catégories ou classes sociales, en dehors des nantis qui profitent de l'exploitation effrénée des ouvriers, je n'ai pas rencontré une personne qui souhaitait rester vivre dans ce pays gangrené par la corruption, et parmi celle-ci à l'unanimité pas une seule ne voulait entendre parler du rattachement de Pondichéry au Tamil Nadu, car au Tamil Nadu l'administration (les fonctionnaires), le système judiciaire et la police étaient pourris jusqu'à l'os sans le moindre recours, alors qu'à Pondichéry il existe une mairie (dans chaque district du Territoire de Pondichéry), ce qui n'existe pas ailleurs en Inde, des tribunaux calqués sur ce qui existe en France. J'ai gardé le meilleur pour la fin, tous les anciens qui ont connu l'époque de la colonisation m'ont dit regretter, soit de ne pas avoir opté pour la nationalité française, soit que Pondichéry soit rattaché à l'Inde, et quand vous posez la question à des jeunes, vous avez le droit à la même réponse.

Vous m'excuserez d'avoir été un peu long, tout cela pour dire que la population aspire à la démocratie par n'importe quel moyen, elle n'en a rien à foutre de la conquérir sous le drapeau d'un pays ou d'un autre du moment que ce pays ne se destine pas à la réduire en esclavage ou lui accorde des droits démocratiques ; bon, quand je leur explique qu'il ne faut tout de même pas aller trop loin dans cette direction et accepter la tutelle d'un pays étranger, ils l'admettent, surtout si on ajoute que sa présence ici n'est pas forcément compatible avec les intérêts de la population, mais il arrive très souvent qu'ils en doutent, pour eux l'aspiration à la démocratie est plus forte que tous les arguments qu'on peut leur opposer.

Les masses libyennes ont des illusions dans les régimes occidentaux, c'est normal, inévitable, les représentants de ces régimes sont tellement imbus de leur pouvoir qu'ils ne tarderont pas à commettre de terribles maladresses provoquant un retournement des masses contre eux. Cela peut aller très vite ou prendre davantage de temps, moins sans doute que la durée du règne au pouvoir d'un dictateur !

On reviendra certainement sur la question libyenne dans les jours qui suivent, car d'autres facteurs contradictoires que je n'ai pas eu le temps d'aborder vont jaillir très rapidement, j'attends d'être en possession de plus d'informations sur la situation pour en parler, je pense aux forces révolutionnaires qui se sont levées ces derniers jours dans Tripoli et sa région et qui sont hostiles au CNT ou qui ne se reconnaissent pas dans les rebelles de Bengazi ou l'est de la Libye, d'après ce que j'ai lu mais c'est à prendre au conditionnel, ce serait des unités de combattants venues de la région ouest de Tripoli qui ont libéré la capitale du dictateur et non des rebelles de Bengazi.

En Irak ou en Afghanistan les peuples n'ont jamais accepté l'occupation de leur pays par des armées étrangères, alors pourquoi voudriez-vous qu'il en soit autrement en Libye ?

Laissez donc causer Sarkozy, de toutes manières vous ne pouvez pas l'empêcher de parler et de parader. Qu'est-ce que cela



change à la situation, à l'état d'esprit des Libyens qui attendent maintenant qu'on leur accorde des droits sociaux ou politiques, dites-nous en quoi cela change-t-il quelque chose ? En rien.

Vous allez dire que sa cote de popularité va remonter, patati patata... On a entendu la même chose quand la France a assuré l'intérim à la tête de l'UE et il n'en a rien été, on a entendu la même chose quand il a pris la tête du G8 et du G20, et il n'en a rien été, ce que vivent au quotidien les travailleurs compte davantage à leurs yeux que les pitreries du pire président qu'a connu la France sous la Ve République. Si sa cote de popularité remontait à la suite de cet épisode, cela signifierait simplement que la conscience de classe des travailleurs n'aurait pas vraiment progressé depuis 4 ans. En doutiez-vous ? Pas moi, les mirages et les miracles ce n'est pas vraiment mon truc.

Un camarade m'a envoyé une déclaration du secrétariat politique du PRCF intitulée : "*La « victoire » provisoire de Sarkozy, de l'OTAN et de leurs complices libyens est aussi une défaite pour le peuple français !*", comme quoi ils n'ont rien compris. Je ne vais pas revenir sur ce que j'ai écrit plus haut. En quoi se débarrasser soi-même d'un dictateur serait-il une défaite ? Quel intérêt la classe ouvrière française aurait-elle eu dans le maintien de Kadhafi au pouvoir ? Les ouvriers auraient-ils un penchant secret pour les tyrans qu'on ignorerait ?

Ne s'agit-il pas plutôt de masquer qu'en France aucun parti ouvrier n'a été capable de se placer résolument au côté de la révolution libyenne depuis le 17 février, d'analyser lucidement, à fond la situation pour ne pas se retrouver voué à l'impuissance ou pire à se tromper de camp ? La vérité qui fait mal à entendre, c'est qu'ils sont bien emmerdés, aucun ne peut revendiquer cette victoire au côté des masses révolutionnaires libyennes pour s'en être rapidement désolidarisés sous prétexte que l'OTAN s'était mêlée de leurs affaires.

C'est bien le peuple révolutionnaire libyen qui s'est sacrifié pour se libérer du dictateur Kadhafi et qui est entré triomphalement dans la capitale Tripoli et aucune autre armée du monde, désolé.

Sarkozy, la révolution libyenne ne t'appartient pas, pas plus que la Libye ou son pétrole, le destin de la Libye appartient uniquement au peuple libyen, il ne te doit rien, bas les pattes !

Tes armes et tes avions n'ont servi qu'à détruire ceux que tu avais vendus à Kadhafi pour nous pilonner et nous maintenir sous sa dictature, un par tout, on ne te doit absolument rien, pas même merci, surtout pas, car c'est grâce à toi et tes prédécesseurs qui avez armé le tyran que nous avons vécu 42 ans de cauchemar !

Je n'accablerais pas les militants qui n'ont apparemment pas compris grand chose à cette histoire manipulée par les médias, je n'en dirais pas de même de leurs dirigeants qui les ont induits en erreur, et qui vont évidemment persister dans leur erreur, leur statut vaut plus à leurs yeux que la vérité ou la cause pour laquelle ils prétendent combattre.

Place à la lutte des classes en Libye ! Un mot d'ordre que ne reniera pas le prolétariat français.

## Politique

France. Discours d'un social-patriote.

Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche, a détaillé mardi ses propositions face à la crise économique.

(Quand Mélenchon s'en remet à la BCE - note du site)

Il estime que "*l'Europe a les moyens d'éteindre l'incendie spéculatif*" si la Banque centrale européenne "*prête aux Etats aux taux où elle prête aux banques*", et si est réalisée une "harmonisation sociale et fiscale".

(Parce que dans le cadre de l'UE il serait possible de réaliser une "harmonisation sociale et fiscale" qui ne serait pas défavorable aux travailleurs, pour se faire il ignore la nature de l'UE. - note du site)

Jean-Luc Mélenchon propose surtout un "*protectionnisme européen*" qui passerait par une "*mise en place des visas sociaux et écologiques pour toute marchandise entrant dans l'Union (européenne) et l'instauration d'une souveraineté économique qui interdise les délocalisations dans tous les cas où cela aboutit à la perte d'un savoir-faire où à la destruction d'une zone de production*".

(Il voudrait empêcher les pays sous la coupe des capitalistes dominants de se développer.. Peine perdue monsieur le réactionnaire, depuis toujours les explorateurs qui parcouraient des contrées inconnues ou inexploitées à l'autre bout du monde, rentraient dans leur pays natal après plusieurs années d'absence, en rapportant dans leurs malles des savoir-faire qu'ils avaient acquis et des plantes ou matériaux qu'ils avaient découverts.

Vous n'empêchez pas la roue de l'histoire de continuer de tourner, encore moins la faire tourner à l'envers à l'instar des adeptes de la démondialisation. Si on devait appliquer rétroactivement l'idée que propose Mélenchon, ce ne sont pas seulement des pays comme la Chine ou l'Inde qui seraient demeurés dans l'état de sous-développement dans lesquels ils étaient encore il y a à peine 15 ou 20 ans, mais c'est la civilisation humaine qui aurait guère évolué depuis l'âge de la pierre. - note du site)

A ses yeux, la présidentielle de 2012 doit être l'occasion de revenir sur la stratégie de la gauche vis-à-vis des banques et du système financier : "*Aucun engagement n'a de sens si on ne dit pas comment on va empêcher le système financier, par la dégradation de la note de notre pays, d'interdire toute politique autre que celle de l'austérité*", assure le candidat.

(Impossible sans exproprier les banquiers et s'engager résolument dans la voie de la rupture avec le capitalisme en s'attaquant à ses fondements, or monsieur Mélenchon y est opposé tout comme le PS. Savez-vous monsieur Mélenchon que certaines couches du prolétariat n'ont connu que l'austérité tout au long de leur vie ? Savez-vous ce que signifie l'austérité pour un ouvrier ? Non bien sûr, je vais vous le dire pour en être un produit, quand il n'a jamais suffisamment de quoi vivre pour simplement satisfaire quotidiennement ses besoins les plus élémentaires, lorsqu'il doit en permanence se priver ainsi que ses enfants, qui ne le comprennent pas ou le supportent difficilement monsieur Mélenchon. Nous admettons que pour l'avoir à l'esprit il faut baigner dans le milieu ouvrier depuis sa naissance ou ne jamais s'en être détaché, ce qui ne semble pas vraiment être votre cas, vous êtes étranger à la classe ouvrière, au mouvement ouvrier, vous n'êtes qu'un parasite au service du capital. Vous parlez de l'austérité ou elle vous interpelle quand elle tend à se généraliser et frappe la petite-bourgeoisie, nous ne sommes pas dupes. - Note du site)

Face à "*une description de la dette*" avec laquelle on "*ne cherche qu'à faire peur*", Jean-Luc Mélenchon a réaffirmé son opposition à un retour à un déficit sous les 3% de PIB d'ici à 2013, comme l'ont proposé Martine Aubry et François Hollande, et les a mis en garde: "*Ils ouvrent une fracture dans la gauche qui va la diviser*".

"*Fort heureusement*", s'est-il toutefois réjoui, "*il y a des voix qui s'opposent*", a-t-il dit, distribuant les bons points à Europe Ecologie-Les Verts ou au socialiste Arnaud Montebourg, "*dont la résistance est précieuse*". (liberation.fr 23.08)

(Sans blague, ne voudrait-il pas à son tour nous faire croire qu'il existerait un véritable courant de gauche au sein du PS, prêt à rompre avec le capitalisme, on n'ira pas jusqu'à dire révolutionnaire pour ne pas nous ridiculiser, on préfère laisser cela à ceux qui l'affirmaient avant 1981 (les dirigeants actuels du POI notamment). Ah ces "*résistants*", quelle bravoure, quelle audace tout de même ! Et puis, ils sont tellement modestes et désintéressés... qu'on n'a pas du tout envie de leur ressembler contrairement à ce philistin. - Note du site)

A bâtons rompus. Pour interpréter le discours de Mélenchon et le programme du PG, cerner leurs réelles intentions, il faut avoir à l'esprit qu'ils consistent à nier ou ignorer les fondements du capitalisme et les lois de fonctionnement sur lesquelles repose son développement, pour faire croire aux ignorants que le capitalisme pourrait suivre une évolution différente ou se comporter autrement sans liquider ses fondements et donc faire avec ses lois, tout simplement parce qu'ils n'ont pas l'intention de s'y attaquer. Il s'agit d'une escroquerie politique, de charlatanisme mis gracieusement en spectacle par les médias.

Les nantis ont développé des trésors d'imagination pour mettre au point des outils financiers qui leur permettent de continuer à s'enrichir toujours plus poursuivant ainsi l'oeuvre engagée par leurs ancêtres aux XVIIIe et XIXe siècles, pour finalement soumettre le monde à la dictature de l'industrie financière qui domine le capitalisme mondial. Vous ne voudriez pas qu'ils renoncent à ce privilège, c'est dans ce contexte qu'il faut interpréter leurs appels à payer temporairement un impôt exceptionnel.

Les privilèges de la noblesse ont été abolis parce qu'ils constituaient des entraves au développement des forces productives, du capitalisme, il faut de nos jours abolir ceux de la classe des capitalistes qui constituent des entraves au développement des forces productives de plus en plus transformées en forces destructrices pour pouvoir satisfaire les besoins et aspirations légitimes des masses exploitées à l'échelle de l'humanité...

Le discours et les propositions de monsieur Mélenchon ne se situent pas sur cette échelle, outre qu'il se fout bien de la misère qui accable le prolétariat dans les autres régions du monde, il défend uniquement les intérêts particuliers de la petite-bourgeoisie liée au capital dont il est issu ou avec laquelle ses propres intérêts se confondent, il se fout totalement du sort de la classe ouvrière, il s'y intéresse seulement lorsque son triste sort tend à se généraliser et présente un danger pour le régime ou que la crise du capitalisme conduit au seuil de la paupérisation des couches entières de la petite-bourgeoisie qui fait partie de son fond de commerce, sans laquelle le PG n'existerait et n'aurait aucun député ou sénateur. Le PG tout comme le PCF critique le PS, mais ils ne rompent pas le cordon ombilical avec lui.

Mais pourquoi Mélenchon a-t-il claqué la porte du PS pour créer le PG ? Pour la même raison qu'il n'a pas souhaité rejoindre le POI, pour surfer sur le mécontentement de couches de plus en plus nombreuses de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes, mais pour son propre compte et ses acolytes de la première heure, pour être sûr d'en tirer profit personnellement, ce qui n'était pas évident en demeurant au PS, encore moins en adhérant au POI, c'est un pur produit de la Ve République, un carriériste à classer dans la catégorie des illusionnistes.

Taxer davantage les riches, le capital, taxer les transactions financières, etc. tous ces mesures avancées pour amuser la galerie, ne sont que des adaptations de l'orientation opportuniste consistant à se fixer comme objectif une "*meilleure répartition des richesses*" et non l'émancipation du capital ou le socialisme, dans la mesure où ces mesures sont compatibles avec la préservation du régime capitaliste et qu'elles ne remettent pas en cause ses fondements, démontrant au passage que ceux qui les soutiennent sont socialistes en parole seulement. On pourrait ajouter qu'il n'est pas étonnant que des milliardaires s'y rallient, ayant parfaitement conscience qu'ils préserveront l'essentiel ou que ces mesures ne changeront finalement rien pour eux. Pour être complet, ajoutons encore qu'il faut mettre dans le même sac les arguments ou propositions des nostalgiques des années 60-70 qui ignorent ou feignent d'oublier parce que cela ne les concernait pas, que lorsque les bénéfices des entreprises étaient taxés à 50%, des millions de travailleurs et leurs familles croupissaient déjà dans la pauvreté dans le pays.

Sachant que seule une révolution viendra à bout des privilèges des capitalistes, un parti qui s'est fixé comme objectif de liquider les privilèges de la classe des capitalistes ne devrait compter dans ces rangs que des révolutionnaires, car c'est seulement à ce prix-là que le parti peut exprimer de manière organique la fusion de la théorie et la pratique de la lutte de classe du prolétariat au plus haut degré.

C'est l'enseignement pratique que Marx et Engels tirèrent de l'expérience de la Commune de Paris, et qu'incarna la tendance bolchevik du parti ouvrier social-démocrate de Russie, puis le parti bolchevik pour porter le prolétariat au pouvoir en 1917.

Espagne. Il faut terminer le sale boulot...

Pour redonner confiance dans le pays, M. Zapatero a indiqué son souhait de faire voter avant la fin de la législature, *'une règle pour garantir la stabilité budgétaire à moyen et long terme, en ce qui concerne autant le déficit structurel que la dette, qui inclurait toutes les administrations publiques.'*

Mariano Rajoy, président du Parti populaire (PP, droite), a immédiatement annoncé que son parti y était favorable. L'Espagne pourrait donc approuver rapidement la célèbre 'règle d'or' proposée par la France et l'Allemagne mi-août. (lemonde.fr 23.08)

## Social

1- France.

Chantage, provocation, cynisme.

"Nous, présidents ou dirigeants d'entreprises, hommes ou femmes d'affaires, financiers, professionnels ou citoyens fortunés, souhaitons l'instauration d'une "contribution exceptionnelle" qui toucherait les contribuables français les plus favorisés. Cette contribution serait calculée dans des proportions raisonnables, dans le souci d'éviter les effets économiques indésirables tels que la fuite des capitaux ou l'accroissement de l'évasion fiscale.

Nous sommes conscients d'avoir pleinement bénéficié d'un modèle français et d'un environnement européen auxquels nous sommes attachés et que nous souhaitons contribuer à préserver. Cette contribution n'est pas une solution en soi : elle doit s'inscrire dans un effort plus global de réforme, tant sur les dépenses que sur les recettes.

Au moment où le déficit des finances publiques et les perspectives d'aggravation de la dette de l'Etat menacent l'avenir de la France et de l'Europe, au moment où le gouvernement demande à tous un effort de solidarité, il nous semble nécessaire d'y contribuer."

Jean-Paul Agon, PDG de L'Oréal ; Liliane Bettencourt, actionnaire de L'Oréal ; Antoine Frérot, PDG de Veolia Environnement ; Denis Hennequin, PDG d'Accor ; Marc Ladreit de Lacharrière, président de Fimalac ; Maurice Lévy, PDG de Publicis ; Christophe de Margerie, PDG de Total ; Frédéric Oudéa, PDG de la Société générale ; Claude Perdriel, président du conseil de surveillance du Nouvel Observateur ; Jean Peyrelevade, président de Leonardo & Co France ; Franck Riboud, PDG de Danone ; Stéphane Richard, PDG d'Orange ; Louis Schweitzer, président de Volvo et d'AstraZeneca ; Marc Simoncini, président de Meetic, fondateur de Jaïna Capital ; Jean-Cyril Spinetta, président d'Air France-KLM, président du conseil de surveillance d'Areva ; Philippe Varin, président du directoire de PSA Peugeot Citroën. (tempsreel.nouvelobs.com 23.08)

On pourrait croire qu'ils aient pris conscience qu'à trop tirer sur la corde elle pourrait se rompre et ils pourraient tout perdre, on ne voit pas vraiment comment ce serait possible dans les conditions actuelles, alors qu'en réalité en réclamant "*un effort plus global de réforme, tant sur les dépenses que sur les recettes*", ils appellent Sarkozy et son gouvernement à poursuivre la même politique de destruction sociale dont ils sont les bénéficiaires, de même lorsqu'ils souhaitent "*contribuer à préserver*" le "*modèle français*" et l'"*environnement européen*" qui leur a permis de s'enrichir encore plus, ils disent à Sarkozy et l'UE, surtout ne changer rien.

En conclusion, à travers cette déclaration, une poignée de capitalistes exprimant les intérêts de leur classe appellent le locataire de l'Élysée et les autorités européennes à continuer dans la même voie, nous vous soutenons leur disent-ils, dans votre guerre engagée contre la classe ouvrière.

## 2- Vietnam.

A partir du 1er octobre, les salaires minimum augmenteront jusqu'à près de 50 % dans les grandes villes vietnamiennes, selon une décision publiée lundi 22 août par le gouvernement. Le salaire minimum des travailleurs à Hanoï et Ho Chi Minh-Ville devra désormais être d'au moins deux millions de dongs par mois (66 euros). Une mesure destinée à faire face à l'une des inflations les plus élevées de la planète.

Pour la première fois, le niveau du salaire minimum sera le même pour les entreprises vietnamiennes, où il augmentera ainsi de 48 %, et dans les entreprises étrangères, où l'augmentation sera de 29 %, précise le texte. Le salaire minimum dans d'autres régions seront plus faibles, mais augmenteront aussi.

En juillet, le pays a enregistré pour le 11e mois consécutif une hausse de l'inflation, qui a atteint 22 % sur un an. Les salariés de Hanoï et d'Ho Chi Minh-Ville gagnent déjà entre 1,8 et 2,5 millions de dongs par mois, ce qui est "assez bas" par rapport à la hausse des prix, avait indiqué l'agence vietnamienne d'information le mois dernier, en citant une confédération syndicale, contrôlée par l'Etat. Selon ce syndicat, les grèves ont récemment augmenté en raison du coût de la vie.

Certaines entreprises craignent déjà que l'augmentation du salaire minimum ne les mette en danger, et n'entraîne une hausse du chômage. Le Vietnam connaît depuis de nombreuses années une forte croissance, mais de graves déséquilibres ont forcé le Parti communiste au pouvoir à promettre en janvier un nouveau modèle de développement. (lemonde.fr 23.08)

En Inde le salaire minimum n'est pas identique d'un Etat sur l'autre ou que l'on travaille dans une grande ville ou non. Hier j'ai demandé à une jeune femme pompiste à combien se montait son salaire, elle m'a répondu 2 500 roupies, soit environ 40 euros par mois pour 6 jours de travail sur 7 sans aucun avantage social ni congés payés. Pour un emploi comparable dans le commerce ou en usine, un homme recevra un salaire entre 5 et 6 000 roupies, le double d'une femme, d'où "l'engouement" des patrons indiens pour le salariat des femmes qu'ils présentent volontiers comme une contribution (généreuse en les surexploitant !) à leur libération ! Quant aux fonctionnaires, ils perçoivent des salaires plus élevés en travaillant 5j/7 et en bénéficiant d'une protection sociale, retraite, etc.

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 26 août

J'ai écrit hier la causerie qui suit sur la Libye, je n'ai pris connaissance de l'article de presse sur les tribus en Libye que ce matin. Je vous conseille de les lire à la suite l'une de l'autre. Hier j'étais en colère, je me demandais encore si je ne m'étais pas trompé sur la Libye, je me suis posé mille fois cette question depuis février, c'était plus facile d'adopter la position du POI et basta, je passais pour un bon et fidèle internationaliste à peu de frais, mais j'ai persisté à estimer que les choses étaient un peu plus compliquées que le schéma simpliste qu'on nous proposait et qui présentait l'avantage de ne pas avoir à réfléchir par la suite.

Si vous examiner attentivement le comportement des dirigeants du POI (CCI), vous constaterez que c'est une constante chez eux, ils se camouflent derrière un principe ou une théorie qui a valeur de vérité révélée, puis tout ce qui peut se passer glisse sur eux, les laisse indifférents, ils ne veulent pas en entendre parler. Ils savent tout mieux que tout le monde, ils sont mieux informés que la terre entière et ils ne commettent jamais d'erreur surtout.

Sauf qu'en lisant leur journal on se rend compte de leurs lacunes ou approximations, par exemple, dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (page 9) ils se sont acharnés à prouver que l'aviation de l'Otan avait préparé le terrain à la prise de Tripoli en citant un article du journal Le Monde datée du 23 août, en se livrant à de nouveaux bombardements aurait-on pu penser, alors que ce sont des drones américains qui ont fourni pas à pas des renseignements en temps réels aux rebelles sur les déplacements des forces de Kadhafi lors de leur avancé vers la capitale (Slateafrique.com 22.08). Un détail direz-vous, pourquoi pas. Mais il y a plus grave.

Ils pratiquent exactement comme les médias qui sélectionnent les interviews censés confirmer leur analyse ou qui vont servir à orienter les lecteurs dans une direction bien précise. Ils ont dégotté un article du Guardian du 22 août qui n'avait rien d'innocent puisqu'il faisait dire à un des rebelles "*L'un des combattants a déclaré : Nous gagnerons cette guerre parce que nous croyons d'abord en Dieu et ensuite dans l'Otan.*", pour convaincre le lecteur que l'ensemble des rebelles étaient des inconditionnels de l'Otan, ce qui est loin d'être le cas. C'est du domaine de la manipulation pour justifier leur position sur la Libye. Un détail direz-vous, pourquoi pas, on n'est plus à cela près.

Je ne sais pas ce qu'il en est à l'heure où j'écris ces lignes, vous avez vu à la télévision ou sur Internet des images de la prise du bunker de Kadhafi, vous avez vu comment ils ont ravagé le bâtiment principal, vous n'avez rien constaté, il n'y a pas quelque

chose qui a retenu votre attention, un détail, un détail quand même imposant, non il n'a pas donné lieu à des commentaires de la part des journalistes, tout du moins à ma connaissance, vous donnez votre langue au chat : la statue représentant un F16 américain broyé par une main, sans doute celle de Kadhafi, elle incarnait la haine du maître de la Libye envers l'impérialisme américain, et bien elle est restée intacte, les rebelles qui ont pris d'assaut le quartier général du dictateur ont pris soin de l'épargner. Il faut sans doute y voir un signe de leur soumission totale à l'Otan, il faudrait le demander à François Forgeue, qui sait peut-être arriverait-il à vous en convaincre.

Tout est du même tonneau au POI, on s'en lasse à la longue. Je condamne sans appel ces méthodes. Vous voulez un autre exemple.

Dans un article de la page 3 D. Shapira a cru bon de cirer les pompes de Mailly : "*Dès le 17 août, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, s'était opposé à la proposition de Chèrèque de sommet social. Du coup, pour l'instant, Fillon n'en a pas convoqué.*" Quel bon syndicaliste ce Mailly, n'est-ce pas ! Lisez donc plus loin sa déclaration sur France Inter, rassurez-vous c'est le genre de déclaration dévastatrice que vous ne trouverez jamais dans *Informations ouvrières* tant les appareils de FO et du POI sont liés.

Au POI, ils présentent le défaut légendaire de se prendre pour ce qu'ils ne sont pas, comme lors de la contre-réforme des retraites à l'automne dernier, Fillon fera avec ou sans l'accord de FO, point barre. Combien de fois vous ont-ils fait le coup : vous allez voir ce que vous allez voir, puis plus rien ? Avec leurs braves élus par exemple, leur nouvelle égérie ? C'est aussi pour cette raison qu'ils en ont rien à foutre de la question de la formation de leurs militants, alors que dire de celle des travailleurs, pensez donc à dix dans une cabine téléphonique ils pourraient influencer sur le cours du monde, vous avez oublié, pas moi.

Dernièrement j'ai enfoncé le clou sur la "règle d'or" en rappelant qu'elle avait été adoptée par l'Allemagne en 1949 sans que cela ne change quoi que ce soit au déroulement de la lutte des classes dans ce pays contrairement aux assertions frauduleuses du POI, et qu'elle était déjà incluse dans le traité de Maastricht sous la forme du "pacte de stabilité" qui avait valeur de loi pour tous les pays qui l'avaient signé, dont la France. C'est la réalité qui a rappelé à l'ordre les dirigeants de l'UE en faisant sauter les critères de Maastricht. Ne dit-on pas que les lois de l'histoire se jouent des plans et des calculs des maîtres du vieux monde, que les conditions objectives auront raison des appareils, au POI ils l'ont tout simplement oublié ou plutôt ils n'en ont jamais tenu compte, d'où par exemple la stratégie foireuse de "*l'imminence de la révolution*" des années 40 au début des années 80. Depuis ils l'ont troqué pour la ligne de la "*défense de la démocratie*", donc depuis 31 ans, avec le même résultat, nul ou presque, pas vraiment étonnant. Rassurez-vous, c'est tout à fait normal, ils n'y sont pour rien, ils en sont tellement convaincus que toute discussion est impossible.

Le POI avait engagé une campagne contre le projet de "*réforme constitutionnel*" proposé par Sarozy qui consistait à inscrire cette "règle d'or" dans la Constitution, puis il l'a abandonnée, l'orientation du POI consistait à dire "non" à ce projet, défendant ainsi la Constitution telle qu'elle existait, la soumission des dirigeants devant la Constitution étant trop apparente, alors que cette bataille aurait dû être livrée dans la perspective de l'abolition de la Constitution de la Ve République, ce dont les dirigeants ne veulent surtout pas entendre parler, du coup ils ont corrigé le tir en réorientant leur bataille en direction des syndicats, en procédant de la sorte, ni vu ni connu j't'embrouille, ils ont vidé de son contenu politique le combat contre la dictature de la dette imposée par l'aristocratie financière ou ils ont soigneusement évité de lui adjoindre un objectif politique, pas mal, non ?

Et les militants du POI n'y voient que du feu ? Vous ne voyez donc pas qu'ils passent leur temps à vous manipuler ? Un jour j'ai écrit que le PT avait pris la place qu'occupait autrefois le PS quand il y avait encore du "grain à moudre", se présentant comme un parti réformiste, je ne pensais pas si bien dire. C'est l'orientation politique du POI, celle qui sert également de support à la préparation de son meeting du 1er octobre. La rupture avec l'UE ou le FMI remplit la même fonction, éviter de poser la question de l'Etat, de la Constitution, du pouvoir. C'est au regard de ce constat qu'il faut situer l'Assemblée constituante qu'ils mettent en avant, pour en comprendre la nature sociale, le contenu opportuniste ou contre-révolutionnaire.

Sur la Libye.

Qu'ils y aient des conseillers militaires de l'Otan en Libye (une centaine selon plusieurs sources, l'Express, Le Point, Le Figaro...) ne suffit pas à vaincre l'armée d'un dictateur ou ne remplacera jamais la mobilisation des masses sans laquelle il serait impossible de le renverser.

Dans son dernier éditorial (IO n°163) D. Gluckstein s'empresse de déclarer "*Nous n'avons pour notre part, au POI, jamais apporté notre soutien au régime de Kadhafi*" ajoutons pas davantage aux masses qui se sont soulevées pour tenter de le renverser, ce dont il n'y a vraiment pas de quoi être fier.

Reprenant à son compte les propos du Figaro, il affirme que le POI "*ne se placera jamais « sous le parapluie de l'Otan ».* Car le parapluie de l'Otan, c'est le parapluie des intérêts capitalistes et d'eux seuls", mais il y a parfois loin de de la coupe aux lèvres et l'Otan pourrait l'apprendre à ses dépens, il fait disparaître d'un coup de baguette magique les contradictions nées de l'intervention de l'Otan qu'elle ne maîtrise pas forcément et dont Gluckstein n'a cure, on peut en citer au moins deux, la crise qu'elle a engendrée au sein du CNT dont la légitimité est loin d'être acquise sur tout le territoire libyen, ensuite le refus exacerbé de la majorité des rebelles de voir une armée impérialiste foulée le sol libyen, finalement cette assertion consiste à nier que les

masses libyennes pourraient tirer profit de ces contradictions pour leur propre compte ou implicitement qu'elles pourraient exprimer des besoins indépendants de ceux de l'Otan et exiger qu'ils soient satisfaits, bref, les impérialistes engagées dans ce combat seraient les seuls gagnants, en cela le POI reste fidèle à lui même lorsqu'il n'a reconnu que deux acteurs dans cette histoire, d'un côté Kadhafi et de l'autre l'Otan associé au CNT, quant au peuple libyen direz-vous, ne jouant qu'un rôle insignifiant dans cette histoire ou ne sachant pas quoi en faire, il l'a fait passer à la trappe.

Contrairement au POI, nous avons considéré qu'il y avait trois acteurs principaux qui intervenaient en Libye, Kadhafi et son armée, le CNT associé à l'Otan, et enfin les masses libyennes dans lesquelles il fallait distinguer celles à l'est du pays qui étaient de longues dates opposées au régime de Kadhafi, et celles de l'ouest de la Libye où se trouve la capitale et le quartier général du dictateur, qui se trouvaient directement sous sa coupe et qui pour cette raison était dans l'impossibilité de se soulever dans un premier temps.

L'Otan a pris le risque ou le pari de s'ingérer dans les affaires du peuple libyen, celui-ci en a tiré parti pour chasser le dictateur du pouvoir sans pour autant signer un chèque en blanc à l'Otan contrairement à ce que sous-entend Gluckstein, que le CNT soit prêt à vendre le pays aux va-t-en-guerre qui ont bombardé les forces de Kadhafi on en a parfaitement conscience, mais il n'en demeure pas moins que le CNT n'est pas à lui tout seul le peuple libyen, on en veut pour preuve que les insurgés qui ont pris la capitale, et dont la plupart venaient de l'ouest de la Libye, ne se reconnaissent pas dans le CNT ou refusent de se placer sous son autorité.

Pourquoi la guerre en Irak n'est-elle pas déjà terminée alors que le régime de Saddam Hussein a été défait et que le gouvernement en place est épaulé par la coalition impérialiste ? Pourquoi n'existe-t-il pas un régime stable en Irak ? Plusieurs réponses. Tout d'abord parce que la majorité des Irakiens ne se reconnaissent pas dans ce gouvernement, ensuite parce qu'ils continuent d'exiger le départ des troupes d'occupation, également parce qu'ils se sentent profondément frustrés de ne pas encore profiter des bénéfices attendus de la chute du dictateur. On peut ajouter, et ce n'est pas le moindre des facteurs déterminant de la situation en Irak, que la majorité du peuple irakien demeure arriéré politiquement et se fait manipuler par diverses composantes de la bourgeoisie irakienne qui entendent jouer un rôle politique majeur en Irak.

Quand on aborde la situation dans les pays dits émergents ou sous-développés en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, on tend à prêter à leur classe ouvrière et leur paysannerie un niveau intellectuel et de conscience politique qu'elles n'ont pas, elles ont un niveau de compréhension de la situation qui déborde des frontières de leur pays qui demeure très bas, on commet la même erreur vis-à-vis de la petite-bourgeoisie ou des couches plus instruites de la société qui ne possèdent pas forcément la conception de la lutte de classe qu'on leur prête, en réalité dans ces pays seule une infime minorité des masses sont en mesure de déterminer ce qu'elles ne veulent pas ou plus et ce qu'elles veulent au-delà des questions alimentaires de la vie quotidienne.

En Inde où je vis, en discutant avec des intellectuels ou des membres des classes moyennes, j'ai constaté qu'ils n'y comprenaient absolument rien ou presque à la lutte des classes, par contre dès que vous abordez la question de la colonisation sans entrer dans les détails, ils sont intarissables, nationalistes par principe, beaucoup moins dès qu'on aborde des questions concrètes, quant aux ouvriers et paysans ils sont totalement incultes en la matière, ils se bornent à distinguer les riches des pauvres, pour eux la notion d'intérêt collectif n'existe pas, seuls leurs intérêts individuels existent ce qui est normal dans un pays où le prolétariat est très faiblement organisé, du côté des fonctionnaires qui sont organisés dans des syndicats, ils agissent par mimétisme ce qui n'a jamais fait une conscience politique...

Ce qu'on oublie à propos de tous ces pays, c'est que plus des trois quarts de leur population était encore illettrée il y a quelques décennies seulement, et que les couches qui ne le sont plus ont été éduquées par des parents qui étaient très souvent analphabètes, en fait, en dehors des classes dominantes et des intellectuels des grandes villes, la population en général continue de baigner dans une profonde ignorance dans tous les domaines.

Il ne faut pas oublier non plus que le niveau scolaire est le plus souvent misérable dans ces pays-là, dans les écoles publics. Quand on sort de l'école en sachant lire, écrire et compter on peut s'estimer heureux, on n'a pas appris grand chose d'autres, on est incapable d'avoir un raisonnement libre, on ne maîtrise pas les outils élémentaires de la logique ; des milliers de fois j'ai essayé de trouver une logique dans les paroles ou les actes d'Indiens sans y parvenir, à partir de paradigmes élémentaires ou universels, tout simplement parce qu'il n'y en avait pas trace, c'était tellement incroyable que je me méprenais sur leurs intentions ou ce qu'ils pensaient, cela m'a valu pas mal de problèmes aussi.

Il y a 20 ans, si vous aviez rencontré mon beau-frère Karnan en guenilles conduisant son char à boeufs, vous vous seriez dit : tiens ce garçon de 18 ans doit être arriéré et vous auriez eu raison de le penser. Si vous le croisez aujourd'hui au volant du 4x4 de son patron, téléphone portable à l'oeille, vous vous diriez, tiens voilà un ouvrier avec qui je vais pouvoir discuter un peu, grave erreur d'appréciation, il est toujours aussi arriéré, je veux vous affirmer qu'il n'a pas progressé d'un pouce et toute discussion demeure impossible avec lui, je vous en parle parce que je viens juste d'en faire le constat.

C'est logique et c'est quand même extraordinaire que l'on n'en tienne pas compte, pourquoi c'est si extraordinaire que cela, mais parce que c'est valable dans absolument tous les pays, y compris la France. Mon père menuisier était arriéré et il l'est resté toute sa vie, malgré le mouvement révolutionnaire des années d'après guerre, malgré 68, malgré la lutte des classes en France, malgré l'accès à de nouveaux moyens d'information, la télévision en noir et blanc au début des années 60, et il est loin d'être un

cas isolé, j'ai constaté la même chose dans mon entourage familial, l'ignorance se transmet d'une génération à l'autre de la même manière que la connaissance, sauf exceptions qui confirment la règle.

On s'imagine que parce qu'hier un gosse jouait aux billes ou aux petites voitures il avait le cerveau moins développé qu'un gosse qui joue aujourd'hui avec un jeu électronique, alors que c'est faux en grande partie ; ce n'est pas parce qu'un chercheur manie la dialectique dans son laboratoire qu'il sera capable de la manier dès qu'il en sort ou pour réfléchir au fonctionnement de la société. Le développement matériel ou apparent de la société n'est pas un gage de développement du niveau de conscience de la population, faut-il encore qu'elle ait les moyens d'en tirer un enseignement conscient, sinon elle profitera de ce développement sans rien y comprendre ou pas grand chose, au point qu'un jour ce développement sera remis en cause sans même qu'elle s'en aperçoive, c'est quand elle en subira les conséquences qu'elle réagira, quand il sera trop tard...

Pourquoi dresser ce constat direz-vous ? Pour mieux comprendre que les masses exploitées de ces pays sont quasiment dans l'impossibilité d'exprimer leurs besoins indépendamment des classes dominantes auxquelles elles demeurent entièrement soumises, ce qui explique pourquoi elles se retrouvent sous le joug de régimes profondément antidémocratiques ou de dictatures, pourquoi la corruption s'y est développée et généralisée...

On s'étonne qu'un dictateur puisse rester des décennies au pouvoir pour être finalement remplacé par un autre dictateur, que ces pays-là ne parviennent pas à se donner un régime démocratique, moi cela ne m'étonne pas du tout, c'est pratiquement inévitable, si le développement économique profite de façon inégale à l'ensemble de la population, en revanche le développement intellectuel demeure l'apanage d'une infime minorité de privilégiés.

Je voulais juste vous faire profiter de mon expérience, du constat que je peux dresser quotidiennement, des réflexions ou enseignements que j'en avais tirés pour mieux cerner l'état d'esprit et le niveau de conscience de ces peuples sur lesquels on se leurre très souvent, par ignorance, ce qui n'est pas une critique de ma part, de la même manière que je ne juge pas ces peuples. Ensuite on peut aborder plus sereinement la situation politique dans ces pays et dans quel contexte s'y déroule la lutte des classes.

Rien ne vous empêche de fixer au prolétariat tunisien, égyptien, libyen, syrien, etc. des tâches et des objectifs politiques sortis de votre cerveau, qui finalement sont à cent lieues de leur niveau de conscience de classe, donc qui ne leur serviront strictement à rien. Pour déterminer jusqu'où pourra aller un mouvement social ou révolutionnaire, il faut partir du niveau de conscience des masses quand il démarre, pour définir ensuite quelle progression il pourrait connaître au cours de ce processus, quelles tâches et quels objectifs sont à leur portée, on peut leur proposer, dont leurs éléments les plus avancés pourront se saisir. On peut facilement se leurrer sur l'orientation d'un mouvement social ou révolutionnaire, sur sa nature. On est déçu ensuite par les maigres objectifs qu'il a permis d'atteindre, parce qu'on l'a abordé avec nos propres illusions qui étaient le produit de notre ignorance.

Dans le cas des pays que nous avons cités, le problème réside dans la contradiction qui existe entre d'une part, la nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir en s'alliant la paysannerie pauvre et son faible niveau d'organisation et de conscience politique, d'autre part l'incapacité dans laquelle se trouve la bourgeoisie de prendre le pouvoir compte tenu qu'elle était liée au régime du dictateur qui a été chassé, tandis que la petite-bourgeoisie ou classe ouvrière demeure trop faible pour remplir cette fonction, du coup une révolution ne peut déboucher que sur un régime aux contours instables s'appuyant sur des couches de la bourgeoisie alliées à la petite-bourgeoisie et bénéficiant du soutien de l'armée, au mieux une république démocratique bourgeoise de type bonapartiste ou constituante. Tout cela devrait être développé et argumenté.

On aurait pu aborder cette question sous un autre angle pour arriver aux mêmes conclusions, celui du développement économique de ces pays, sachant que la forme juridique de l'Etat d'un pays ne peut pas être supérieure à son niveau de développement économique, qui dit forme juridique de l'Etat dit ses institutions politiques.

On notera qu'il existe dans de nombreux pays des institutions politiques similaires à celles des pays où le capitalisme est le plus développé, alors que dans les faits elles s'inspirent davantage de rapports de type féodal, puisque la société a conservé en partie une organisation tribale où l'agriculture et l'élevage étaient prépondérants et l'est toujours aujourd'hui, cette contradiction rejoint celle évoquée plus haut. On ne s'étonnera pas que la plupart des régimes soi-disant démocratiques en Asie et en Afrique soient plus des dictatures qu'autres choses puisque l'armée y joue un rôle prépondérant, sur le devant de la scène politique ou dans l'ombre.

En Libye, un soulèvement révolutionnaire sous la houlette ou non du CNT ne pouvait pas déboucher sur un régime démocratique au sens où on l'entend en France par exemple, au mieux il ressemblera à ce qu'on trouve dans la plupart des pays en Afrique, sans être une dictature au sens propre du terme comme c'était le cas précédemment avec Kadhafi au pouvoir, où la lutte des classes pourra s'exprimer. Et si on nous dit que c'est bien triste qu'il soit à la botte des impérialistes, mais quel régime ne l'est pas en Afrique, qu'on arrête de nous endormir avec ce genre de fadaïses.

Le monde est bien imparfait.. Eh oui, et nous n'y sommes pour rien, il nous faut bien faire avec ou partir de là pour le changer, non ? Si vous aviez eu le choix entre vivre au Sénégal ou en Libye, vous auriez choisi quoi ? Moi sans hésiter : le Sénégal. Et si demain la Libye devait ressembler à l'Irak, nous regretterions le dictateur Kadhafi, non, nous nous dirions que ce pays n'était pas prêt pour

la démocratie et que le combat du peuple libyen pour la démocratie était inséparable de celui pour la rupture avec l'impérialisme, condition de son développement économique. Pour déboucher sur un scénario identique à celui de 1969, il arrive que l'histoire se répète, la seconde fois sous la forme d'une farce...

Informations ouvrières site un éditorial du Guardian du 22 août "*Le spectre de l'Irak plane sur cette situation. Le cas de l'Irak est celui d'un pays où les envahisseurs ont, sans le préméditer, libéré des forces dont ils n'avaient pas conscience*", en réalité ils savaient très bien à quoi s'attendre, comme en Libye la rivalité entre les différentes tribus et clans pouvait conduire à l'éclatement ou la partition de la Libye.

Un dictateur a pris la place d'un monarque en Libye en 1969, qui au lieu de faire participer au pouvoir toutes les composantes de la société, l'a monopolisé pour son propre compte et celui de son clan, accessoirement de sa tribu, il a maintenu unifié le pays en instituant un régime de terreur, de parti unique sans partage, du coup les anciennes divisions de la société se sont maintenues, ce sont elles qui ont servi de détonateur en février dernier, la répression d'une manifestation de femmes à Bengazi n'ayant été qu'un prétexte pour se soulever à nouveau contre le dictateur, cette fois en ayant reçu l'assurance que l'Otan l'appuierait pour chasser Kadhafi du pouvoir.

En Irak et au Liban, dans tous les pays aux frontières dessinées par l'impérialisme à l'époque de la décolonisation, c'est l'appartenance à différentes confessions (ou tribus dans les pays similaires à la Libye) qui a toujours primé sur la notion de citoyenneté ou de nation. Les colonisateurs en partant ont installé des régimes fantoches pour continuer d'exploiter les richesses de ces pays, des régimes qui ont rapidement tourné à la dictature en favorisant leur tribu ou les membres de leur confession. Personne ne l'ignorait à la veille de l'attaque contre l'Irak ou de la Libye, ajoutons la Syrie traversée par les mêmes contradictions. En Inde, on retrouve les mêmes clivages. Dans tous ces pays, on est membre d'une tribu, on est chrétien, hindou, musulman, sunite ou chiite avant d'être le citoyen d'une nation, en Inde au Tamil Nadu où j'habite, on est Tamoul avant d'être Indien, ils appellent les Indiens les gens du nord de l'Inde parce qu'ils ne reconnaissent pas l'autorité de Delhi.

En Libye, il ne serait pas étonnant qu'au régime de Kadhafi succède le chaos ou une guerre civile entre les tribus les plus puissantes. Le problème de tous ces pays, c'est que leur développement n'a pas été déterminé par le développement de leurs forces productives et la lutte des classes, mais il s'est réalisé de façon chaotique, désordonnée et inégale par le biais de l'évolution des besoins du capitalisme mondial dont ils sont demeurés dépendants, y compris après leur indépendance. Dans les pays où les syndicats et les partis ouvriers étaient interdits, la classe ouvrière n'a pas pu réellement se constituer en classe, dans d'autres pays où ils étaient plus ou moins tolérés, ils étaient liés au régime, pour ces raisons il est impossible de compter sur eux pour constituer une alternative crédible au régime des dictateurs déchus.

Alors cela signifierait qu'il n'y aurait pas d'issue politique satisfaisante pour les exploitées dans ces pays-là ? C'est à craindre pour le moment, pour ne pas dire que c'est une certitude. C'est terrible direz-vous, oui hélas, avant la mi-février on n'entendait jamais parler de ce qui se passait en Libye, en Syrie et bien d'autres pays où le prolétariat essaie de se soulever maintenant parce qu'il aspire à une vie meilleure et s'inspire de la révolution tunisienne et égyptienne.

On reviendra sur cette question plus tard, lorsque la situation se sera éclaircie en Libye, personne n'est en mesure de dire aujourd'hui ce qui se passe réellement sur place tant les informations qu'on reçoit sont toujours contradictoires.

Encore un mot, vous trouverez peut-être surprenant ou léger de parler ainsi de la situation en Libye en évoquant l'absence d'issue politique satisfaisante pour les masses exploitées, camarades, n'est-ce pas la même situation qui prévaut aujourd'hui dans tous les pays du monde, y compris en France ? Le destin de la classe ouvrière repose sur des partis ouvriers qui comptent à peine quelques milliers de militants, qui sont incapables de s'entendre entre eux, qui n'inspirent pas confiance aux travailleurs, qui ont été incapables de les conquérir au cours des 50 dernières années, dans ces conditions quelle issue politique existe-t-il, réponse aucune, même en cas de crise révolutionnaire, oui malheureusement, c'est à craindre...

## Politique

### Chili

Le Chili se prépare à deux jours de grève générale dans tout le pays, mercredi et jeudi, à l'appel des étudiants, syndicats et partis de centre-gauche, qui réclament des changements en profondeur au gouvernement du président Sebastian Piñera.

Partie du mouvement étudiant et lycéen, qui boycottent les cours depuis trois mois désormais pour réclamer une éducation gratuite et de qualité pour tous, la contestation a pris de l'ampleur, ainsi que ses revendications.

Ceux qui appellent à la grève générale réclament une nouvelle constitution pour remplacer celle adoptée pendant la dictature, afin de mettre fin à la concentration des pouvoirs entre les mains du président et permettre des référendums d'initiative populaire. Ils veulent aussi la réforme du système des retraites, un nouveau code du travail et une augmentation des dépenses sociales.



Face à ce mouvement qui menace le pays de paralysie, le premier président de centre-droite aux commandes au Chili depuis 20 ans a agité le spectre du coût de la grève, l'estimant à 400 millions de dollars, une coût risqué, "particulièrement aujourd'hui avec les gros nuages noirs dans l'économie mondiale".

"Nous sommes parfaitement conscients que notre pays n'a pas réglé toutes ses dettes, qu'il y a de nombreux problèmes non résolus, dont bon nombre ont leur origines il y a des décennies", a cependant reconnu Piñera. Il a mis en garde contre "les tentations du populisme et de l'irresponsabilité" et rejeté les appels des étudiants à s'impliquer personnellement dans le dossier de l'éducation.

Dans le même temps, la Cour suprême a décidé de mesures de protection policière pour Camila Vallejo, 23 ans, et pour sa famille. Présidente de la Fédération des étudiants chiliens, cette jolie et intelligente devenue le visage de la contestation estudiantine a fait l'objet de diverses menaces via les réseaux sociaux.

Certaines de ces menaces sont venues d'une responsable du ministère de la Culture, Tatiana Acuña, secrétaire exécutive du Conseil pour le Livre, qui sur Twitter avait écrit à son propos: "Si on tue la chienne, on se débarrasse de la portée".

Cette phrase de sinistre mémoire avait été prononcée par le général Augusto Pinochet, le 11 septembre 1973, jour du coup d'Etat contre le président Salvador Allende, évoquant ce dernier et ses partisans.

Mme Acuña a présenté des excuses par le même biais, mais a été démise de ses fonctions. (AP 24.08)

## Syndicat

France. Pour un peu on s'en réjouirait !

Le secrétaire général de Force Ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly a estimé jeudi que le plan anti-déficit présenté la veille par le Premier ministre François Fillon "aurait pu être pire", se réjouissant de l'absence de "remise en cause de droits sociaux collectifs".

"Je pense que nous avons été entendus quand même, il n'y a pas de remise en cause de droits sociaux collectifs", a-t-il dit sur France Inter.

"Un moment je craignais qu'il y ait un accès fragilisé à l'Assurance maladie, ce qui n'est pas le cas", a-t-il ajouté.

En réponse à une remarque d'un journaliste, il a toutefois concédé que l'alourdissement des taxes sur les complémentaires santé aurait des conséquences.

"Il y a des mesures sur les mutuelles qui risquent de se traduire par une augmentation du coût pour les assurés, ça c'est évident", a-t-il dit. (liberation.fr 25.08)

En dehors de l'UMP, même la presse reconnaît que les mesures annoncées par Fillon avant-hier sont profondément injustes et continuent de privilégier les plus riches, pas Mailly ! Les dernières mesures scélérates annoncées par Fillon seront supportées en grande partie par les travailleurs et Mailly tout heureux s'exclame, cela "aurait pu être pire". De nombreux travailleurs estiment que leur sort pourrait être pire encore pour se satisfaire de leur condition au lieu de s'organiser, l'attitude de Mailly les encouragera à persévérer dans cette voie.

Les prix du tabac, de l'alcool, des sodas, des entrées des parcs d'attraction peuvent augmenter, Mailly s'en fout, il ne fume pas, ne boit ni alcool ni soda et il n'a pas d'enfants. C'est le comportement du mec qui a un emploi et qui se fout des mesures pour les chômeurs, du type qui est en bonne santé et qui se fout de la fermeture des hôpitaux, du jeune qui se fout de la remise en cause des retraites, etc. Ce parasite et ses collègues des autres syndicats sont bien les fossoyeurs en chef du syndicalisme et de nos droits sociaux.

Et puis ces mesures concernent tous les travailleurs et leurs familles, Mailly s'en tape, son fond de commerce, c'est les fonctionnaires. Le 11 août il avait déclaré (IO n°162 page 4) "Si on nous annonce de nouvelles mesures de rigueur, ça ne passera pas" (Reuters), c'était juste un effet d'annonce pour tromper les militants, dont le POI s'était fait gracieusement le relais. Vous allez voir ce que vous allez voir, le même refrain que plus haut...

## Social

1- France

Pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat des ménages français a reculé de 0,6% en un an en raison des hausses de prix dans le secteur de l'énergie (carburant, fioul, gaz,...), selon une enquête de 60 millions de consommateurs, le magazine de l'Institut national de la Consommation (INC), à paraître jeudi.

Sans surprise, la flambée des prix du carburant et la hausse du prix du gaz et de l'électricité ont laminé le pouvoir d'achat des ménages entre juin 2010 et juin 2011», relève le magazine qui publie depuis huit ans une étude sur le sujet.

Le fioul a grimpé de 19%, le carburant automobile de 13%, de même que le gaz (11%) et l'électricité (6%), affectant de façon notable le budget mensuel des ménages, affirme 60 millions de consommateurs.

Le magazine calcule l'évolution du pouvoir d'achat sur la base d'un revenu mensuel par ménage. En juin 2011, ce revenu s'élevait à 3.226 euros contre 3.175 euros un an plus tôt, soit un revenu mensuel supplémentaire de 51 euros.

Mais 60 millions de consommateurs chiffre l'impact de l'inflation sur ce budget mensuel à 71 euros, entraînant donc une baisse du pouvoir d'achat de 20 euros (-0,6%).

Pour l'ensemble de l'année 2011, le magazine prévoit une baisse de 0,4%, contrairement à l'Insee qui table sur une hausse de 1%.

Les deux indices sont en fait calculés sur des bases légèrement différentes, celui de 60 millions intégrant le prix des logements anciens et le coût du crédit, ce qui n'est pas le cas de l'Insee.

«Depuis quatre ans, le pouvoir d'achat ne cesse de reculer, excepté en 2009 ( 0,1%), qui fut pourtant l'année de la crise financière» mondiale, note le magazine. (20minutes.fr 24.08)

Commentaire d'un internaute.

- "France Info - Augmentation du coût de la vie : en quelques chiffres.

+ 17,3 %... pour se déplacer;

+ 30 %... pour s'éclairer;

2% : c'est selon la Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution, l'augmentation moyenne des prix des produits alimentaires de première nécessité, redoutée par les distributeurs et les consommateurs. Avec de fortes disparités cependant et des hausses pouvant atteindre jusqu'à 20% pour les farines et le café par exemple, de 5 à 10% pour les pâtes alimentaires, de 4 à 8% pour le beurre et l'huile ou encore jusqu'à 7% pour le pain.

+ 5,2 %... pour se chauffer."

Rémunération.

"Entre 2004 et 2007, les très hauts revenus ont augmenté plus rapidement que ceux de l'ensemble de la population", a relevé l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans une étude publiée en avril 2011. Le mouvement s'est poursuivi en 2008, tout en ralentissant un peu.

Si, pour 90 % des Français, la progression de l'ensemble des revenus (salaires, revenus du patrimoine et du capital) a été légèrement inférieure à 10 % entre 2004 et 2007, elle a été de 20 % à 40 % pour les personnes les plus aisées, c'est-à-dire le 1 % de la population touchant plus de 84 500 euros de revenus annuels par unité de consommation (l'équivalent de 15 000 euros net par mois pour un couple avec deux enfants).

Les riches sont devenus plus riches notamment parce que leurs revenus du patrimoine ont fortement augmenté : "+11 % par an sur la période 2004-2008", selon l'Insee. Les revenus du patrimoine sont fortement concentrés chez les personnes les plus aisées, pour qui ils comptent pour près de 30 % dans le total des revenus.

Même si les salaires pèsent moins pour eux que pour les autres Français dans leurs revenus totaux, les plus riches ont également bénéficié d'une plus forte hausse des rémunérations. Des études réalisées en 2007 par Camille Landais, de l'Ecole d'économie de Paris, et en 2010 par Julie Solard, pour l'Insee, ont montré que "la rapide augmentation des inégalités de salaires" a aussi contribué à creuser l'écart en faveur des plus riches.

Pour l'ensemble de la population, les seuls revenus d'activité ont progressé de 11 % sur la période 2004-2007. Ils ont augmenté de +20 % pour les "très aisés" et de +39 % pour les "plus aisés", catégories qui représentent respectivement 0,09 % et 0,01 % de la population.

Un certain nombre de travaux ont montré que, pour le seul impôt sur le revenu, la progressivité cesse dès lors que l'on entre dans la catégorie des 0,1 % de Français les plus riches. Pour cette catégorie de la population, le taux moyen de prélèvement sur le revenu est de 20,5 %. Il tombe à 17,5 % pour le 0,01 % les plus riches et à 15 % pour le 0,001 % les plus aisés. Cela tient notamment au poids des revenus du capital dans le total des revenus des personnes les plus aisées : ils sont en effet moins taxés que ceux du travail.

Cela tient aussi à la politique fiscale menée ces dernières années. Les allègements successifs du barème ont plutôt bénéficié aux plus hauts revenus. De même que la création du bouclier fiscal. Par ailleurs, l'utilisation des niches fiscales, qui permettent de réduire l'impôt à acquitter, est très forte dans cette catégorie de la population : les 10 % des foyers les plus aisés concentrent 62 % des réductions d'impôts.

Une inflexion est à l'œuvre depuis deux ou trois ans. Notamment en raison des contraintes budgétaires. Le gouvernement a engagé une action de plafonnement et de raboutage des niches fiscales et alourdi un peu la fiscalité sur le capital (hausse du prélèvement forfaitaire libératoire, de la CSG sur les stock-options). Il a aussi relevé le taux supérieur de l'impôt sur le revenu de 40 % à 41 %, afin de faire contribuer les plus aisés au financement des retraites. (lemonde.fr 24.08)

## Plans sociaux

Sur le premier semestre 2011, 507 plans sociaux ont été déposés soit une baisse de 30% par rapport au premier semestre 2010, rapporte mercredi 24 août le quotidien Les Echos.

Le nombre des plans sociaux "s'était élevé à plus de 200 par mois au plus fort de la crise, au 1er semestre 2009, et est retombé à moins de 100 en moyenne mensuelle au cours des douze derniers mois", souligne le ministère du travail. En juin 2011, il a été de 76.

Selon les services statistiques de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) des six premiers mois de l'année ont concerné moins de 25 000 personnes contre plus de 35 000 pour la même période de l'année passée.

"Une bonne nouvelle", note le quotidien économique, qui précise toutefois que cette baisse doit être relativisée. Ainsi, le nombre de PSE reste supérieur de 40 % par rapport à la période allant de janvier à juin 2008.

Par ailleurs, d'autres pratiques utilisées par les entreprises comme outils de flexibilité viennent pondérer les chiffres de diminution des PSE.

Ainsi, note Les Echos, "au non-remplacement de tout ou partie des départs en retraite s'ajoutent en effet trois autres voies : l'utilisation de l'intérim et des CDD (...), la multiplication des ruptures conventionnelles, dont on peut penser qu'une partie correspond à des licenciements déguisés (...) et le développement du congé de mobilité."

Depuis dix ans, 2009 reste l'année noire des restructurations avec 2 245 plans sociaux déposés à l'administration. (lemonde.fr 24.08)

## Chômage

La remontée du chômage en France s'est accélérée en juillet pour retrouver un niveau sans précédent depuis plus de 11 ans, montrent les statistiques publiées jeudi par le ministère du Travail et Pôle Emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité au cours du mois) en France métropolitaine a augmenté de 36.100 (+1,3%) le mois dernier pour s'établir à 2.756.500.

Sur un an, le nombre de chômeurs en catégorie A a progressé de 2,8%, soit 76.200.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), la hausse du nombre de demandeurs d'emploi est ramenée à 0,6%, soit 24.300 personnes de plus en un mois, pour atteindre 4.128.000. En rythme annuel, la progression pour ces trois catégories confondues est de 4,3%.

La hausse du nombre de chômeurs s'est en fait accentuée en juillet et atteint 87.400 unités sur les trois derniers mois pour la seule catégorie A.

Et cette tendance touche particulièrement les publics historiquement les plus exposés que sont les plus de 50 ans (+2% en juillet), les moins de 25 ans (+1,4%) et les femmes, quel que soit leur âge (+1,6%).

Le nombre d'inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus a quant à lui augmenté de 0,8% par rapport à juin et bondit de 9,2% sur un an.

"*Mais cela n'enlève rien à ma conviction que le chômage va repartir à la baisse*", a-t-il déclaré au Figaro.

Il promet de faire appliquer "*dans les jours qui viennent*" les mesures adoptées fin juillet par le parlement dans le cadre du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale.

"*De nouveaux secteurs seront ainsi ouverts à l'apprentissage et à la professionnalisation, et de nouveaux dispositifs, comme la prépa-apprentissage qui permet de préparer les jeunes les plus éloignés de l'emploi à une formation en alternance, seront mis en place dans le courant du mois de septembre*", précise le ministre. (Reuters 25.08)

Pour faire baisser artificiellement le nombre de chômeurs à quelques mois des élections...

## 2- Italie

L'Italie a le taux de chômage des jeunes le plus élevé d'Europe, selon une étude publiée mercredi par Confartigianato, la fédération italienne des artisans. Particulièrement touchée, la tranche d'âge allant de 15 à 24 ans connaît un taux de chômage de 29,6 %, contre une moyenne de 21 % en Europe. Le taux de chômage des 15-35 ans s'élève, lui, en Italie à 15,9 %, avec une nette concentration dans le sud du pays (21,1 % de la population de cette tranche d'âge est au chômage). En Sicile, par exemple, 28 % des 15-35 ans sont sans emploi.

L'étude de Confartigianato, qui s'appuie sur des données de l'Institut national des statistiques italiennes, souligne aussi que le nombre de jeunes disposant d'un emploi a chuté de 926 000 unités entre 2008 et 2011. Elle montre également la détérioration de la situation pour les adultes, avec un taux de chômage de 23,2 % pour les 25-54 ans, contre une moyenne européenne de 15,2 %. Paradoxalement, toutes catégories d'âges comprises, le taux de chômage italien est l'un des moins élevés d'Europe puisqu'il s'est établi en juin à 8 % contre 9,9 % dans la zone euro.

Une autre étude, publiée sur le même thème par l'institut de sondage Datagiovani, confirme la situation difficile des jeunes Italiens, en se basant sur des données psychologiques davantage qu'économiques. Ainsi, sur les jeunes personnes interrogées, seules 47 % d'entre elles espèrent obtenir un contrat à plein temps et 20 % espèrent une rémunération d'au moins 1 000 euros. En 2007, plus de 50 % des jeunes Italiens espéraient une telle rémunération. (lemonde.fr 24.08)

## 3- Chili

Des heurts ont opposé des manifestants aux forces de police dans la capitale chilienne Santiago, jeudi, au deuxième jour d'une grève de 48 heures contre l'impopulaire président Sebastian Pinera, qui a été marquée par des pillages sporadiques.

Des jeunes ont bloqué des rues, lancé des pierres et mis le feu à des ordures à certains carrefours de Santiago et d'autres villes afin de paralyser la circulation. La police a eu recours à des canons à eau et à des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

Jeudi, 50.000 personnes ont défilé dans les rues de Santiago, pour la plupart pacifiquement, mais des échauffourées ont éclaté avec les forces de police au fil de la journée.

Selon les chiffres du gouvernement, seuls 10% des employés de la fonction publique ont répondu jeudi à l'appel à la grève lancé par la plus grande centrale syndicale du pays, CUT. Le mouvement social n'a pas d'impact particulier sur le secteur minier, essentiel à l'activité économique du Chili. (Reuters 25.08)

## Economie

### Grèce

Les taux grecs à dix ans ont atteint un nouveau record jeudi 25 août.

A 15 h 35, heure de Paris, les rendements grecs à dix ans s'inscrivaient à 18,548 % contre 17,892 % mercredi à la clôture. Les taux à deux ans montaient à 45,892 % contre 44,025 % la veille. "*L'idée d'un défaut de la Grèce fait de plus en plus son chemin auprès des investisseurs*", a souligné René Defossez, stratège obligataire chez Natixis. Les garanties exigées par la Finlande pour

sa participation au prêt international octroyé à ce pays "*fragilisent la mise en œuvre de ce plan*", a-t-il expliqué. (lemonde.fr 25.08)

Ce sont des taux usuraires. La mutualisation des dettes a du plomb dans l'aile !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 27 août

Il va me falloir deux jours pour préparer mon déménagement, je déménage lundi, et il va me falloir plusieurs jours pour m'installer, ensuite je vais m'accorder quelques jours de repos, les premiers depuis plusieurs années, après on verra comment je continue le site, je ne déborde pas d'enthousiasme à cette idée. Si je trouve le temps j'actualiserai partiellement le site les prochains jours, tout dépendra aussi de l'actualité dans le monde.

La causerie du 26 plus loin, je rajoute ce qui suit à propos des problèmes de téléchargement de fichiers.

Les adresses suivantes sont correctes :

La guerre civile aux États-Unis - Marx-Engels (1861-1865) : </marxisme/me-usa.pdf>

Socialisme utopique et socialisme scientifique de F. Engels - 1880 : </marxisme/socialisme1880.pdf>

La révolution permanente : </marxisme/larevolutionpermanente.pdf>

Défense de la démocratie bourgeoise ou combat pour l'abolition du capitalisme ? : </marxisme/reformisme1106.pdf>

Sur la tactique du front unique (1) : </marxisme/fu141106.pdf>.

Que faire ? : [/marxisme/que\\_faire.pdf](/marxisme/que_faire.pdf)

Le stalinisme est étranger au communisme : </marxisme/communisme1.pdf>

Travailler plus ... pour faire gagner plus aux capitalistes. Comment ? Explications. : </marxisme/travaillerplusmarxcapital.pdf>

Pour accéder aux articles sur Attac, le Forum social, etc l'adresse suivante est erronée [www.luttedeclasser.org/archives2010/2004/Gouvernancementmondiale.htm](http://www.luttedeclasser.org/archives2010/2004/Gouvernancementmondiale.htm), l'adresse correcte qui figure dans le site est [www.luttedeclasser.org/archives2010/2004/alter1/Gouvernancementmondiale.htm](http://www.luttedeclasser.org/archives2010/2004/alter1/Gouvernancementmondiale.htm).

Je ne sais pas où des camarades ont trouvé cette adresse erronée, l'adresse correcte permettant d'accéder à toutes les rubriques et articles du site (excepté les causeries et articles de presse) est la suivante : [http://www.luttedeclasser.org/themes\\_archives.htm](http://www.luttedeclasser.org/themes_archives.htm), je viens de tester tous les liens contenus dans cette page et ils fonctionnent tous correctement, vous pouvez la mémoriser en plus de la page d'accueil du site. J'ai ajouté un lien en tête de la rubrique *Documents disponibles dans cette page*.

Je rappelle que j'ai mis en ligne les pages d'accueil du site telles qu'il existait en 2004, 2005, puis en 2009, à titre indicatif seulement, pour vous montrer l'évolution du site et de mon parcours politique, les liens qui figurent dans ces pages ne fonctionnent plus évidemment.

Pour accéder aux différentes rubriques puis aux différents articles ou documents, de préférence utilisez les liens disponibles dans le menu de la page d'accueil du site situé en haut de l'écran.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 28 août

Bien que je déménage lundi, j'ai trouvé un peu de temps pour actualiser sommairement le site. Le site ne sera pas actualisé lundi et peut-être mardi.

L'endroit où je vais habiter est étrange. Tous les terrains (boisés) ont été achetés depuis des années, quelques maisons seulement ont été construites et les trois quarts sont désertes et commencent même à présenter des signes de détérioration. Il y a quelques années le propriétaire de cet immense terrain qui l'a vendu par lots, avait eu la mauvaise idée de l'ouvrir au public et d'organiser des soirées animées qui se sont rapidement transformées en beuveries et en rendez-vous pour prostituées et voyous, du coup les propriétaires des parcelles de terrain ont préféré désertier les lieux.

Depuis l'endroit est calme et désert, comme à l'abandon, pas entretenu, il y pousse même des décharges parce que les membres aisés de la société n'ont aucune éducation ou se conduisent comme des vauriens, ne respectent rien, ces décharges sont situées au coin de chez eux, elles leur appartiennent, sans que cela ne les dérange. La notion de honte, de dignité, d'honneur, connaissent pas ces gens-là. Leur place est dans une poubelle, celle de l'histoire !

J'ai rencontré l'épouse du responsable de la vie scolaire du lycée français, ils vivent ici depuis 5 ans, elle m'a dit qu'elle ne pouvait m'en dire plus sur les problèmes qui existent encore dans ce lotissement. Qu'est-ce que je vais encore découvrir et devoir subir dans les jours ou les mois à venir ? Décidément, il n'y a pas un seul endroit où vivre tranquille en Inde, je ne demande pas la lune, le minimum, et bien c'est déjà trop. Ma fille qui a déménagé à Toulouse m'a dit avoir rencontré de gros problèmes avec une agence immobilière ou le propriétaire avant même d'emménager.

J'ai fais le lien avec mon histoire en Inde et j'ai dit à mon épouse : tu vois, ils ont réussi l'exploit de pourrir le monde, quand on dit que l'Inde c'est pourri il faut ajouter la France aussi, quand tu critiques les Indiens, n'oublie pas les autres. En fait, à la base il ne faut pas tenir ce genre de raisonnement, sinon tu finis par détester le monde entier, c'est insupportable, il faut s'habituer à vivre en se coltinant en permanence un tas de problèmes dont certains sont insolubles dans cette société et il faut se satisfaire de petits plaisirs anodins.

André Breton chantait les louanges des cornichons, les bons cornichons, sa dégustation suffisait à son bonheur à défaut de vivre heureux dans leur monde pourri, il s'en servait comme exemple à valeur éducative et j'ai retenu la leçon que j'ai trouvée savoureuse. J'ai beaucoup d'admiration pour Breton, j'ai lu pratiquement l'ensemble de son oeuvre comme on respire un grand bol de liberté. Principal animateur du courant surréaliste dans la première partie du XXe siècle, anticonformiste forcené, il avait su rester simple et modeste à l'opposé d'un Picasso et bien d'autres surréalistes à qui le succès était monté à la tête. C'est l'intérêt qu'il portait à certains courants littéraires non conventionnels qui m'a fait découvrir ou m'intéresser à l'ouvrage de certains écrivains ou artistes.

Son engagement politique, ses relations et son amitié pour Trotsky étaient le produit sur le plan politique de son mode de pensée critique libéré de toute entrave, dès lors qu'on est ouvert à écouter toutes sortes d'arguments, on appelle cela aussi accepter la confrontation des idées sans a priori, on parvient à discerner ce qui va dans le sens de l'histoire et rempli un rôle progressiste de ce qui s'y oppose, on parvient à s'entendre avec des gens avec lesquels on partage les mêmes idées, même si on vient de milieux différents ou qu'on a connu des expériences totalement différentes, on parvient à discerner ce qui est essentiel, nous réuni et peut constituer la base d'une action commune tout en respectant nos différences. Ce que Breton et Trotsky ont réussi à faire, nous en sommes incapables au niveau du mouvement ouvrier, à croire que ses dirigeants ne possèdent pas leurs qualités ou qu'ils ne leur arrivent pas à la cheville, ils sont évidemment persuadés du contraire pour notre plus grand malheur, ils ne doivent pas être capables d'éprouver un instant de bonheur en dégustant un simple cornichon, cela ne vous aura pas échappé.

Je me souviens de cette histoire de cornichon, j'étais dans une vieille rame de métro aux sièges en bois quand je l'ai lue il y a plus de 35 ans, l'atmosphère ne se prêtait pas vraiment à savourer quoi que ce soit, il faut croire que j'avais acquis cette faculté de faire abstraction de son environnement et ses problèmes pour penser librement ou m'évader de cette camisole de force qu'est leur société. Cela n'a rien d'extraordinaire, c'est une expérience banale qui arrivent à des millions de gens, sauf qu'ils ne la poussent pas plus loin, on s'extrait d'un milieu pour tomber dans un autre, lequel, quelle en est la signification, la portée, qu'est-ce que cela peut m'apporter, est-il possible de la généraliser, de la renouveler dans un autre contexte, qu'est-ce qui nous empêche de penser librement, etc.

Un plaisir lié à une expérience banale est l'opposé de la recherche du plaisir à tout prix, de l'hédonisme qui ne supporte pas la douleur, ne comprend rien à l'existence alors qu'elle lui doit tout, douleur, qui parce qu'elle nous conduit à nous interroger sur l'origine de nos souffrances permet une élévation du niveau de conscience. Il y a tellement de malheur sur terre que si l'on y pensait en permanence on deviendrait fou ou on se tirerait une balle dans la tête, heureusement qu'il y a les cornichons pour nous rappeler que l'existence n'est pas seulement synonyme de souffrance et que par extension le monde mérite mieux que leur société infâme, qu'il nous faut combattre pour la changer.

Si cet état d'esprit dominait ou était partagé par l'avant-garde nous progresserions à pas de géant, et pour le coup il faudrait augmenter la production de cornichons ! Nous l'inscrirons dans notre programme pour ne frustrer personne, on est ou on n'est pas communiste, n'est-ce pas camarades ? Et ne traitez personne de cornichon, vous vous priveriez d'un plaisir sublime !

J'ai mis en ligne quelques pages des numéros 161, 162 et 163 d'*Informations ouvrières* à la demande de trois camarades.

J'ai réparé le lien vers l'article *Krach boursier, l'effrayant scénario de 1929*. Je vous rappelle que lorsqu'il s'agit d'articles de presse

ou de portails Internet, si vous ne parvenez pas à télécharger un article, comme j'utilise le titre original, il vous suffit de le taper sur Google pour le retrouver sur le Net. Vous ne tenez pas à vous compromettre inutilement en m'adressant un courriel, comme je vous comprends, attention, ne vous retournez pas, vous allez marcher sur votre ombre !

La palme de la médiacratie

- Quiz spécial rigueur pour se serrer la ceinture en s'amusant. (Rue89 27.08)

Cela se voit qu'ils ne sont pas concernés ! Franchement insupportable !

- A New York : l'ouragan Irene arrive, faisons la fête ! (mis à jour) (Rue89 27.08)

On a du mal à rester poli en présence de tels abrutis !

J'ai parcouru environ 150 titres d'articles d'agences de presse ou de médias nationaux (rubriques : économie, monde, politique et France), pour finalement ne retenir que 3 articles ce matin, à peine plus hier.

Et chez eux ? Ça baigne !

Interview de Didier Roman, gérant chez Tocqueville Finance par 20minutes.fr.

- ... Malgré tout, la masse des profits des entreprises du CAC devrait encore croître cette année. Après le cru record de 2010 avec 82,3 milliards d'euros de bénéfices, elles pourraient voir leur profit grimper de 4 et 7% cette année. (20minutes.fr 27.08)

Lu sur le site du NPA

Titre Face aux derniers soubresauts de la crise : éléments d'analyse (14 août 2011). Extrait.

"Deux écueils guettent les forces de contestation radicale du système face à cette nouvelle phase de la crise :

- techniquement argumentées et de croire qu'elles s'imposeront par la force des idées et la pédagogie (ou par la grâce d'une habile combinaison électorale unitaire).

- La seconde serait de se borner à des dénonciations générales du capitalisme et à appeler à son renversement comme seule solution, en se désintéressant, voire en dénonçant comme réformistes ou opportunistes les idées contestataires qui circulent dans la société."

Suit une liste de mesures économiques ou sociales dont on nous dit qu' "*elles nécessiteront des mouvements sociaux d'ampleur pour faire plier les dominants et à terme faire dégager leurs représentants politiques au profit de gouvernements aussi fidèles aux intérêts des travailleurs que Sarkozy, Merkel et consorts (et Jospin en son temps – Premier ministre de juin 1997 à mai 2002) le sont aux intérêts des capitalistes.*"

A quoi sert cette précision ? A faire oublier que le NPA est incapable de proposer le moindre objectif politique, la moindre issue politique aux travailleurs. Vous vous étonnez que la conscience politique des travailleurs ne progresse pas, autrefois elle était portée par des illusions qui une fois qu'elles se sont estompées ont laissé la place à une forme d'espoir désabusé, puis est venu le temps du néant, de la terrible fatalité pour beaucoup liée à la volonté de résister malgré tout pour d'autres, voilà où nous en sommes aujourd'hui.

On devrait se contenter de combats sur des questions sociales sans se poser la question de leurs véritables contenus, de l'orientation politique qui les accompagne, c'est une terrible erreur politique digne du trade-unionisme. Le POI, le NPA et LO sont sur cette ligne, ils ne construisent pas un parti mais un appendice des syndicats qui se borne à défendre les intérêts de leurs adhérents, le reste est superflu, accessoire, en option les jours de fête.

Le devoir d'un parti ouvrier est de lier les revendications sociales à des objectifs politiques, c'est le b.a.-ba de la lutte de classe du prolétariat depuis plus d'un siècle et demi, mais on l'a oublié pour ne pas froisser les républicains, les démocrates, les réformistes, les staliniens, les anarchistes, les petits-bourgeois, les contre-révolutionnaires, les esprits faibles, etc. pour quel résultat ? Appliquez à vos dirigeants leurs propres principes : objectif/résultat.

Politique

## 1- France.

### 1.1- L'alternative dans la continuité.

Samedi, à l'université PS de La Rochelle, pour Fabius "*pas question de jouer au ping pong législatif*". "*Beaucoup de choses*" faites par M. Sarkozy "*sont mauvaises mais nous n'allons pas passer notre temps à (les) défaire*".

"*Nous devons montrer que nous n'avons pas l'ambition de faire en un mois ou même en un an ce qui est prévu sur 5 ans*". "*Il faut agir en continuité*" ce que "*nous avons toujours eu beaucoup de mal à faire*", a-t-il averti.

Face à l'ampleur de la dette, "*les contraintes seront très importantes*", "*la situation sera plus difficile*" que celles "*affrontées dans le passé mais la contrepartie --j'en suis convaincu-- nous serons mieux préparés*", a affirmé M. Fabius.

Autre nécessité: "*ne pas tomber*" dans "*le piège*" de Nicolas Sarkozy, qui "*voudrait installer l'idée que, comme il y a la crise, il ne faudrait pas qu'il y ait de changement politique*". "*Ca c'est une escroquerie intellectuelle*" car "*c'est précisément parce qu'il y a la crise et pour sortir de la crise qu'il faut du changement*". (libération.fr 27.08)

Il a cependant annoncé que certaines lois seraient abolies, mais qui peut croire un instant que cela changerait quoi que ce soit après ce qu'on vient de lire, quand il déclare que la politique du PS s'inscrira dans la continuité de l'UMP. Tout y est dans la démonstration de Fabius pour tromper les crédules ou les ignorants. Ils ne vont pas passer leur temps à défaire ce qu'a fait Sarkozy, on le soupçonnait fortement, pardon, on en était convaincus (le S n'est pas en trop, "on" a valeur pluriel, comme "nous" derrière l'auxiliaire être, le participe passé s'accorde avec le sujet en genre et en nombre.).

Et il ose parler de changement sans défaire ce que Sarkozy a fait, ce qui est prendre les électeurs pour des cons ou les mépriser.

Tout ces gens-là sont répugnant, ils rivalisent de cynisme avec Sarkozy. Pour adhérer à ce parti, hier comme aujourd'hui il ne faut pas être porté par un idéal, il faut s'inquiéter de son propre sort et de ses petites affaires, bref quelque part il faut partager l'état d'esprit de ses dirigeants.

### 1.2- En famille chez les Nicolas.

Selon une information mise en ligne samedi 27 août par le site du journal Le Parisien, Nicolas Sarkozy a proposé à Nicolas Hulot, battu par Eva Joly pour l'investiture écologiste à l'élection présidentielle, un poste de représentant de la France à l'ONU.

Le chef de l'Etat, qui a reçu l'ancien animateur de télévision à l'Elysée la semaine dernière, souhaite qu'il représente le pays pour préparer le 'sommet de la Terre' de juin 2012 à Rio de Janeiro. Nicolas Hulot n'a pas encore donné de réponse, ajoute Le Parisien.

Déçu de sa défaite-surprise lors de la 'primaire' d'Europe Ecologie-Les Verts, Nicolas Hulot ne s'est pas rendu aux universités d'été du parti. Eva Joly souhaite qu'il fasse campagne à ses côtés. (lemonde.fr 27.08)

Ce job, c'est bien payé au moins, mieux qu'à EELV j'espère ? Hulot c'est la caricature minable de tous les prétendants au trône !

## 2- Espagne

Le gouvernement socialiste espagnol a annoncé vendredi la conclusion d'un accord avec l'opposition conservatrice pour inscrire dans la Constitution du pays le principe d'une limitation du déficit public et de la dette.

La Constitution sera amendée par le biais d'une loi qui devra être adoptée avant le 30 juin 2012, a annoncé le gouvernement dans un communiqué publié aux premières heures de la journée de vendredi.

Les deux camps se sont entendus pour fixer à 0,4% du PIB la limite maximale de l'ensemble du déficit public du pays, c'est-à-dire Etat et régions compris.

La loi va également inclure des critères pour une réduction progressive du niveau de la dette conformément au pacte de croissance et de stabilité de la zone euro.

Les deux parties signataires de l'accord pourront réexaminer le plafond du déficit en 2015 et en 2018.

L'Espagne a déjà annoncé mardi qu'elle inscrirait dans sa Constitution un plafond à sa dette publique avant les élections



législatives de novembre. (Reuters 27.08)

Japon. Crise politique.

Le Japon connaîtra la semaine prochaine un sixième dirigeant en cinq ans, l'actuel Premier ministre Naoto Kan ayant démissionné vendredi de la tête du Parti démocrate (PDJ) au pouvoir.

Naoto Kan quittera ensuite le gouvernement. Le chef du gouvernement est fortement impopulaire, notamment en raison de sa gestion de la catastrophe nucléaire de Fukushima déclenchée par le séisme et le tsunami du 11 mars dernier.

Le PDJ devrait désigner son nouveau chef et futur Premier ministre lundi.

Seuls les parlementaires du PDJ voteront lundi et le choix d'Ozawa, chef de file du principal courant du parti, sera déterminant, malgré son inculpation dans une affaire de financement occulte.

Kaieda, 62 ans, insiste sur la sécurité nucléaire et estime qu'il est prématuré de réfléchir à une sortie de l'énergie atomique.

Le troisième favori est le ministre des Finances Yoshihiko Noda, qui s'est dit vendredi prêt à prendre la tête du pays.

Dans un communiqué, il a insisté sur le défi économique auquel le Japon est confronté. Il est, en ce qui concerne la politique économique, le plus conservateur des candidats.

Le successeur de Kan sera confronté à de nombreux défis.

Le yen fort est une menace pour l'économie, dépendante des exportations, et la reconstruction du Nord ne fait que commencer. La centrale de Fukushima-Daiichi n'est toujours pas à l'arrêt à froid et le Japon doit se doter d'une nouvelle politique énergétique tout en gardant un oeil sur sa dette publique, colossale. (Reuters 27.08)

## Social

Chili

Un adolescent chilien est mort dans les heurts ayant opposé jeudi des manifestants aux forces de police à Santiago, ont annoncé les autorités.

Le Chili observait mercredi et jeudi une grève de 48 heures contre l'impopulaire président conservateur Sebastian Pinera, qui a été marquée par des pillages sporadiques.

Le gouvernement a indiqué que la victime, décédée vendredi matin, était âgée de 16 ans.

*"Le jeune est mort d'un impact de balle dans la poitrine. Il est mort à l'hôpital", a dit un porte-parole de la police.*

Des témoins cités par les médias locaux affirment que le coup a été tiré par la police. Des médias rapportent que la victime se trouvait près d'un barrage de police lorsqu'elle s'est effondrée.

Des jeunes ont bloqué des rues, lancé des pierres et mis le feu à des ordures à certains carrefours de Santiago et d'autres villes afin de paralyser la circulation. La police a eu recours à des canons à eau et à des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

Plusieurs centaines de personnes ont été interpellées depuis mercredi et plusieurs agents de police ont été blessés, dont deux par balles, dans les violences qui ont éclaté pendant la nuit, lorsque des dizaines de magasins et de supermarchés ont été la cible de pillages et que des autobus ont été endommagés.

Jeudi, environ 600.000 personnes ont défilé à travers le Chili, selon les organisateurs, tandis que les journalistes de Reuters ont estimé à environ 200.000 le nombre de manifestants rien qu'à Santiago. Le gouvernement n'a fourni aucun chiffre.

La plupart des manifestants ont défilé dans le calme mais des échauffourées ont éclaté avec les forces de police au fil de la journée.

*"La société chilienne est parvenue à un point où nous ne pouvons plus supporter d'être ainsi ignorés", a déclaré Rebeca Martinez, une étudiante en musicologie de 21 ans, devant l'Université du Chili, occupée depuis des mois.*

Selon les chiffres du gouvernement, seuls 10% des employés de la fonction publique ont répondu jeudi à l'appel à la grève lancé par la plus grande centrale syndicale du pays, CUT. Le mouvement social n'a pas d'impact particulier sur le secteur minier, essentiel à l'activité du Chili, pays perçu par les investisseurs comme un modèle de développement économique en Amérique latine.

*"Il est temps de changer de système politique, de système économique, afin de parvenir à une redistribution plus juste du pouvoir et des richesses", a déclaré Camila Vallejo, chef de file du mouvement étudiant. "Ce modèle de développement a uniquement servi à enrichir énormément une poignée de personnes."*

Cette grève nationale de 48 heures est la première au Chili depuis la dictature d'Augusto Pinochet, de 1973 à 1990.

D'après un sondage récent, Sebastian Pinera est le chef d'Etat le plus impopulaire au Chili depuis Augusto Pinochet.

Parvenu au pouvoir en mars 2010, il a déjà remanié à deux reprises son gouvernement, la deuxième fois en juillet, ce qui n'a eu aucun effet sur la contestation. (Reuters 27.08)

Israël.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi soir à Tel Aviv contre la vie chère, comme chaque semaine depuis la mi-juillet, mais la mobilisation a été moins forte que lors des précédents rassemblements.

Le 6 août, 250.000 manifestants avaient défilé pour réclamer des réformes économiques et sociales, un mouvement sans précédent dans l'histoire de l'Etat hébreu.

Les récentes tensions avec l'Egypte et les violences transfrontalières qui ont fait une vingtaine de morts depuis un raid palestinien le 18 août près d'Eilat expliquent peut-être l'essoufflement de ce mouvement.

Les manifestants réclament notamment une fiscalité plus juste, la construction de logements sociaux et universitaires et l'arrêt des privatisations. (Reuters 27.08)

## Economie

FMI. Le feu couve.

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, a mis en garde samedi contre le risque de voir l'économie mondiale plonger dans la récession et a plaidé pour une action politique rapide et coordonnée, notamment en vue d'une restructuration des banques européennes.

*"Les événements de cet été ont montré que nous étions dans une nouvelle phase dangereuse", a-t-elle dit lors des rencontres annuelles de la Fed à Jackson Hole, dans le Wyoming.*

*"Les enjeux sont clairs: nous risquons de voir compromise une reprise encore fragile. Il faut donc agir sans attendre."*

Les économies avancées doivent mettre au point des plans à long terme pour contrôler leur dette publique, tout en faisant en sorte que les mesures d'économies nécessaires ne mettent pas en péril la reprise, a-t-elle ajouté.

*"Qui peut croire que les engagements à réduire les dépenses pourraient survivre à une longue stagnation, avec un chômage toujours élevé et face à la grogne sociale ?" (Reuters 27.08)*